This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

EA
Chéradame

Chéradam

EAR

L'ALLEMAGNE, LA FRANCE

ET LA

QUESTION D'AUTRICHE

« Pour le moment, le péril imminent, c'est l'annexion de la plus grande partie de la Cisleithanie par l'Allemagne...

« Il faudrait que les gouvernements fussent, en France comme en Russie, ou fous, ou criminels, ou fous et criminels à la fois, pour ne s'être point préoccupés avant tout d'une pareille éventualité. »

CAMILLE PELLETAN, mars 1901.

L'auteur et les éditeurs déclarent réserver leurs droits de reproduction et de traduction en France et dans tous les pays étrangers, y compris la Suède et la Norvège.

Cet ouvrage a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en mars 1902.

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

L'Europe et la question d'Autriche au seuil du vingtième siècle. 3e édition. Un volume in-8° avec six cartes en noir, huit en couleurs et quatre fac-similés de documents. . . . . 10 fr.

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 3009.

ANDRÉ CHÉRADAME

L'ALLEMAGNE
LA FRANCE
ET LA
QUESTION D'AUTRICHE

OUVRAGE ACCOMPAGNÉ DE 4 CARTES EN NOIR
et d'un fac-similé de document

NEW YORK PUBLIC LIBRARY

PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1902
Tous droits réservés

C.M.

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY
ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS
R 1915 L

PRÉFACE

« Lorsqu'on songe aux immenses conséquences que peut avoir le choix des ministres désignés pour diriger les Affaires étrangères ou la Guerre, on reste stupéfait de voir l'indifférence du public en France, à l'égard d'un changement de cabinet. »

Ainsi s'exprime l'Anglais J. Bodley dans son récent et remarquable livre *la France*. L'étonnement de cet étranger perspicace est-il injustifié? Non seulement nous n'attribuons pas au changement des ministres l'importance qu'elle comporte, mais même pouvons-nous dire que nous connaissons *réellement* la politique extérieure qu'on nous fait suivre? Si l'on va au fond des choses, on est amené à répondre : Non.

Le Parlement, cependant si soucieux de ses prérogatives, accorde au Ministre des Affaires

étrangères une liberté presque absolue, en opposition singulière avec la ligne de conduite habituelle des Chambres envers les autres détenteurs du pouvoir exécutif. Cette abstention provient-elle de la volonté, qui serait noble, de laisser à une haute compétence le soin d'exécuter un programme exigeant une direction unique?

Analysons la cause de la retenue parlementaire.

Composées en majorité de médecins, d'avocats, de quelques rares industriels ou agriculteurs, les Chambres contiennent fort peu d'hommes connaissant l'étranger, et bien moins encore qui, s'étant passionnés pour son étude, ont cultivé et acquis l'art des relations avec l'extérieur. Aussi les parlementaires qui montent à la tribune, lors des rares débats consacrés aux choses de l'au delà de frontières, n'apportent-ils, en général, comme arguments, que des phrases pompeuses, de vagues déclarations philosophiques et humanitaires, séduisantes peut-être pour la masse trop aisément confiante, mais incapables, à coup sûr, de dissimuler à l'observateur attentif l'ignorance de

l'orateur de toutes les réalités présentes. Le plus souvent, d'ailleurs, les réponses du Ministre des Affaires étrangères ont elles-mêmes le « flou » qui résulte de sa propre science et correspond à l'imprécision de l'interpellateur. Les questions les plus graves, celles d'un intérêt vital, celles qui décident de la richesse, de la sécurité et de l'avenir de la France, passent ainsi à peine effleurées au Palais-Bourbon et au Luxembourg.

Cette abstention des députés et des sénateurs dans l'orientation des relations avec les autres États n'est point la seule cause de la quiétude dont bénéficie le Ministère des Affaires étrangères. Une croyance partagée par presque tout le grand public français y contribue encore. On s'imagine que derrière la solennelle façade du quai d'Orsay des hommes toujours compétents travaillent sans relâche à élaborer de mystérieuses combinaisons inaccessibles à la masse et même aux législateurs. Erreur lourde, illusion bien dangereuse.

Pendant six années passées à visiter méthodiquement l'Europe, des hasards nombreux et des cas fort démonstratifs m'ont fait constater,

presque malgré moi, de quelle façon les intérêts de nos commerçants et de nos industriels sont défendus à l'extérieur; dans des pays très divers, j'ai entendu les plaintes désolées des représentants officiels et sérieux de la France, qui, appliqués à maintenir le prestige du pays, se déclarent impuissants devant l'éternel « pas d'affaires », qu'avec une inlassable constance leur insinue l'administration de Paris; trop souvent, j'ai eu l'occasion de constater l'étonnement moqueur ou inquiet de diplomates étrangers, adversaires ou amis, devant l'incompétence, ou tout au moins l'extrême indolence de certains de nos agents cependant haut placés; je ne saurais donc plus partager à l'égard du Ministère des Affaires étrangères la croyance bienveillante et commune. Aussi, depuis longtemps déjà, c'est avec une angoisse obsédante que je songe à l'échéance terrible et peut-être inévitable que prépare au peuple français la latitude qu'il laisse, bien à tort, aux directeurs de ses relations avec les puissances.

Si elle exerçait le contrôle qui est son droit intangible et absolu, la nation arriverait vite à se convaincre que l'imposant appareil dirigé par

les successeurs de Richelieu n'a changé depuis le second Empire que pour subir l'action des vices d'un parlementarisme sans cesse plus dévoyé.

Au surplus, la réserve presque craintive dont bénéficie notre Ministère des Affaires étrangères est-elle fondée? En réalité, les questions de politique extérieure ne se résolvent bien qu'avec le concours du bon sens et une connaissance exacte de l'échiquier, c'est-à-dire de *ce qui est dans le monde*. Or, le bon sens, le peuple français le possède certainement tout autant que ses fonctionnaires; quant à la connaissance des faits *actuels*, il est possible de la donner à l'opinion; il est possible de lui fournir les éléments de jugement consciencieusement classés, éclairés de faits certains et d'une interprétation sûre. Le public ainsi muni serait alors à même de voir et d'apprécier. Il en résulterait tout au moins un courant d'idées qui exercerait certainement sur le quai d'Orsay une influence ne pouvant être que bienfaisante. C'est là, d'ailleurs, l'unique moyen d'éviter à l'avenir l'angoisse subite des humiliations imprévues comme Fachoda, les succès mensongers obtenus aux

acclamations d'une Europe ironique comme la solution du récent conflit franco-turc, ou les événements aussi inattendus que fâcheux susceptibles de sortir de ce qu'on appelle déjà avec une légèreté surprenante l'alliance franco-italienne.

Les Français peuvent-ils vraiment continuer à rester étrangers à leur politique étrangère? La France est une république; on lui affirme même qu'elle est une démocratie. C'est un fait dont son orientation extérieure se ressent assez peu. Sans doute, la politique étrangère de la République a pour objectif résumé de faire respecter l'honneur de la nation; mais cette politique n'est pas vraiment nationale, ni sainement démocratique, si elle n'a point pour but plus précis et mieux défini de défendre les intérêts des agriculteurs, des ouvriers, des industriels, des commerçants qui forment la base de notre collectivité sociale. C'est l'intérêt durable de la « masse » qu'en toutes choses il faut dégager.

N'est-il donc pas logique que désormais la « masse » s'intéresse directement à la défense d'intérêts qui la touchent de si près, et que jus-

qu'ici un ensemble de circonstances néfastes l'a contrainte de négliger?

Des investigations faites plus fréquemment dans le domaine de l'extérieur produiraient des bénéfices immenses. Elles ne se borneraient point seulement à donner les résultats spéciaux qu'elles comportent; elles exerceraient sûrement une heureuse action sur notre politique intérieure. Trop souvent, celle-ci est gouvernée par des rivalités de personnes, génératrices d'intérêts mesquins. En politique étrangère, les peuples tiennent lieu d'individus, et leurs intérêts, même les plus réalistes, ont une ampleur qui impose toujours le respect. Il s'en dégage une conception plus noble de la politique en même temps que des notions claires, précises et fortes qui, transportées dans le cadre de la politique intérieure, sont susceptibles de l'assainir.

Jamais pareille étude et semblable effort n'ont été plus nécessaires.

Pendant une période, l'enseignement terrible de Sedan parut avoir laissé dans ce pays une trace profonde. En 1885, à Bordeaux, Jules Ferry, avec une véritable grandeur d'âme, n'hé-

sita pas à réprouver des erreurs qui avaient contribué au désastre. « Quand on vit sous la servitude, dit ce chef républicain, on se laisse aller aisément à rêver d'un gouvernement idéal, on se console dans la recherche de l'absolu. *En est-il une preuve plus manifeste que les idées qui avaient cours jadis sur la guerre et sur l'armée? Vous souvient-il que, sous l'Empire, nous ne disions pas beaucoup de bien du militarisme? Vous rappelez-vous ces vagues aspirations vers le désarmement général, le détachement manifeste du véritable esprit militaire, cette tendance à la création d'une sorte de garde nationale universelle, qui caractérisaient la démocratie d'alors? Ces idées-là eurent des partisans; plusieurs d'entre nous les ont professées, y ont incliné, s'y sont laissé prendre. Mais, je vous le demande, en est-il un seul aujourd'hui qui n'ait pas été converti par les événements? Ce pays a vu la guerre de 1870; il a tourné le dos pour jamais à ces utopies périlleuses et décevantes* (1). »

Tous les Français, alors, approuvaient Jules Ferry. Ils comprenaient clairement qu'avant

(1) FERRY, *Discours et opinions*, t. VII, p. 55-56. — Cité par GOYAU, *L'idée de patrie et l'humanitarisme*, p. 285; Perrin, Paris, 1902.

1870, « insouciante du danger, la France s'était, en quelque sorte, engourdie dans le bien-être. Ni moralement, ni matériellement, la nation n'était préparée à la guerre (1). » Ainsi, jusqu'à une date extrêmement rapprochée, les moins partisans de la puissance militaire étaient pénétrés de cette idée heureusement exprimée par M. Lalance, ancien député protestataire d'Alsace-Lorraine : « Lorsqu'un peuple qui possède tout ce qu'il faut pour être fort s'affaiblit lui-même, il doit s'attendre à ce que toutes les calamités fondent sur lui, et c'est sa faute. »

Les chefs de tous les partis en France, quoique pour des raisons diverses, reconnaissaient cette vérité. Publiquement, ils professaient qu' « un peuple ne doit jamais s'abandonner ». Tout près de nous, en 1897, M. Jaurès, à l'instant même où il menait les troupes socialistes à l'assaut du pouvoir, proclamait la nécessité, à son propre point de vue, des armements efficaces. « Le peuple qui, le premier, entrera dans le socialisme, verra d'emblée se ruer contre lui tous les

(1) Général Niox, *la Guerre de 1870*, Delagrave.

pouvoirs réactionnaires affolés : *il serait perdu s'il n'était pas prêt lui-même à saisir le fer, à répondre aux obus par des obus,* pour donner le temps à la classe ouvrière des autres pays de s'organiser et de se soulever à son tour (1). »

A la fin de 1900, M. Clémenceau, cependant peu suspect de sympathie pour le militarisme, voyant les choses avec plus d'ampleur encore, déclarait : « Dans l'état actuel de l'Europe, la force des armées ne peut être négligée. Tout faible, avec ou sans prétexte d'agression, sera la proie du plus fort (2). »

Et voici que soudainement une tourmente furieuse se déchaîne sur la France; brusquement, le bon sens perd tous ses droits. L'armée est attaquée avec une violence et un succès tels que le lieutenant-colonel Rousset, écrivain militaire unanimement estimé, treize ans professeur à l'École de guerre, se croit en conscience le devoir d'écrire : « A certains symptômes d'ordre intérieur auxquels ne se trompe pas un œil quelque peu exercé, on constate que le mal a déjà fait des progrès inquiétants. L'exercice

(1) Cité par Goyau, *op. cit.*, p. 356.
(2) Clémenceau, *le Bloc*, n° 1.

du commandement, semé d'entraves, devient chaque jour plus difficile et délicat..... On n'encourage peut-être pas encore ouvertement l'indiscipline, mais on ne la réprime que mollement. On laisse se propager des tendances funestes qui trouvent un aliment malsain dans l'opposition habilement ménagée de l'intérêt et du devoir. *Un pareil état de choses ne peut se prolonger longtemps.* »

De prétendues réformes disjoignent l'appareil militaire de la République, et M. Jaurès, arrivé enfin aux affaires par les amis qu'il soutient au pouvoir, indique sans réticences l'aboutissement de ces « réformes » lorsqu'il annonce : « La grande politique de désarmement qui sera bientôt celle de la France..... » Pour quelles raisons le leader socialiste condamne-t-il en 1901 ce qu'il proclamait nécessaire en 1897? Les billevesées analogues à celles de Félix Pyat, disant pendant la guerre : « Il est évident que si le peuple se lève en masse, il anéantira les Prussiens », ne suffisent plus à M. Jaurès; il va plus loin : « Si des ouvriers d'une nation, conseillait-il tout récemment, avaient à choisir entre l'émancipation universelle du travail et l'exis-

tence de leur patrie, c'est leur patrie qu'ils devraient sacrifier à l'humanité ouvrière; car la patrie qui vaut une réalisation partielle d'humanité ne peut prévaloir contre l'humanité. »

C'est l'instant précis de la conquête des Philippines et du Transvaal, et où les ouvriers allemands, touchés par une crise économique intérieure, réclament le boycottage pratique des ouvriers étrangers, que M. Jaurès choisit pour demander le sacrifice de l'unité nationale à une prétendue fraternité universelle que démentent tous les faits!

C'est au moment où l'impérialisme allemand, l'impérialisme anglais, l'impérialisme américain se manifestent avec évidence puissants et implacables, que des hommes qui se prétendent serviteurs de la science, c'est-à-dire observateurs, proclament la possibilité de rompre les cadres nationaux et demandent à la France l'abolition de l'armée, condition de sa vie!

La distance entre les réalités tangibles pour tout esprit sain et les conclusions de ces chefs politiques est si considérable que si l'on admet avec M. Charles Seignobos que « des faits

imprévus », — le désarmement de la France en serait un, — sans « cause générale dans l'état intellectuel, politique ou économique du continent européen, ont déterminé l'évolution politique de l'Europe contemporaine », la méconnaissance par quelques-uns des plus sûrs enseignements de l'histoire autorise à rechercher si une orientation trop exclusive des idées ne correspond pas chez certains hommes politiques français à une modification particulière de l'équilibre cérébral réglé par la nature et d'où résulte le bon sens.

L'histoire impartiale jugera. Il est cependant à craindre que pour caractériser les mobiles de quelques-uns des maîtres actuels de la France elle se voie obligée de conclure à une ignorance prodigieuse de l'état du monde, à une forme nouvelle de folie moderne ou à un crime de lèse-patrie.

Les plus affligeants spectacles comportent un enseignement. Puisque pour quelques-uns, déjà chargés d'une responsabilité écrasante, les leçons du passé restent vaines, puisque ces adorateurs d'abstractions prétendent argumenter uniquement au nom de l'internationalisme, sui-

vons-les sur le terrain qu'ils ont choisi. Mais qu'ils soient logiques. Ils nous parlent sans cesse de l'étranger. Ils doivent donc convenir qu'il n'est plus permis de limiter à l'enceinte de nos frontières les préoccupations de la « masse », la connaissance exacte de *ce qui est* dans les autres États, au point de vue national, social et militaire, pouvant seule tracer avec sécurité les limites de nos réformes à l'intérieur.

L'esprit de la science moderne lui-même commande aux Français de prêter une plus grande attention aux choses de l'au delà des frontières. Claude Bernard l'a dit : « L'expérience seule doit nous diriger, elle est un critérium certain. » Or, l'expérience résulte de l'observation, et l'observation se base sur la connaissance de faits types choisis dans un domaine sans cesse plus étendu. Refuser d'introduire dans l'équation politique les coefficients extérieurs, c'est, avec certitude, vouer la solution à une erreur pleine de redoutables conséquences; c'est violer avec évidence cet esprit scientifique auquel on fait de si constants appels.

Étudions donc l'étranger, mais en politiques

réalistes, dédaigneux des mots et des formules. Armés simplement de la raison moderne, cherchons l'utile.

Or, l'utile, si ce n'est pas le passé, ce n'est presque plus le fuyant présent; c'est surtout l'avenir. De toute nécessité, d'ailleurs, il faut aller en avant. Dans la chasse au bois, seul celui qui connaît les feintes du gibier, les sentiers de la forêt, qui a su se poster sur un passage, *au devant de la chasse*, peut tirer et tuer. De même, en politique étrangère, seuls les gouvernements ou les peuples qui, avertis à temps, ont su à peu près ce qui allait se passer, et dans quelles conditions générales, peuvent espérer des succès extérieurs. L'attitude douteuse, essoufflée, de la diplomatie française dans les dernières années provient de ce fait qu'elle suit péniblement les événements sans jamais les précéder ou les modifier dans un sens favorable à la République.

C'est donc vers un sujet capital et d'avenir d'ailleurs très prochain, presque naissant, que je voudrais incliner les lecteurs de ce livre.

Rien de plus passionnant pour un Français

que de savoir quels sont actuellement les fondements réels des relations possibles avec l'Empire allemand. On en parle constamment et presque toujours sans en discerner les véritables conditions, sans voir notamment le lien étroit des rapports franco-allemands avec l'équilibre européen. Or, l'équilibre européen dépend pour l'instant de l'éventualité de la question d'Autriche que M. C. Pelletan n'hésite pas à qualifier « l'un des plus grands périls de l'heure présente ».

Depuis 1870, d'ailleurs, des hommes comme MM. Louis Léger, Marbeau, Dareste, Alfred Rambaud, préviennent la France sans relâche que des circonstances analogues à celles qui ont déterminé Sadowa vont se reproduire. M. Paul Deschanel a dénoncé résolument le danger. « Les premières années du vingtième siècle verront se dérouler, par l'effet des vicissitudes naturelles dans la maison d'Autriche, un drame décisif, dont il est aisé de prévoir dès aujourd'hui tout au moins le prologue et les premiers actes. Le rôle de la France y est tracé d'avance. » Dans son discours de réception à l'Académie française, le président de la

Chambre a tenu à dire encore : « Ah! combien nous serions coupables devant la patrie et devant l'histoire si, conscients, plus qu'aucune autre génération ne le fut jamais, de notre mission historique, des termes et des éléments du problème extérieur que nous avons à résoudre, *tenant en quelque sorte dans nos mains les solutions,* nous les laissions encore échapper, et nous perdions encore une fois d'avance une partie suprême, — jouée sans nous, — d'où dépendra ou le relèvement ou l'irréparable décadence, pour n'avoir pas su imposer à nos passions cette discipline morale et sociale qui n'est pas moins indispensable que la discipline militaire à la préparation des victoires. »

Rarement vérité a été plus certaine et situation extérieure plus claire. L'opinion française doit donc être préparée aux événements qui s'annoncent. C'est pour avoir commis une erreur analogue que Napoléon III a laissé faire Sadowa, dont Sedan a été la directe conséquence. Aujourd'hui, l'intérêt en jeu est vital. M. Pelletan le précise avec force : « Le jour où l'empire qui pèse sur notre frontière irait de Metz et des environs de Lunéville jusqu'à Vienne, Trieste

et Prague, il n'y aurait plus d'Europe et nul ne serait maître chez lui. » Ces lignes, parues dans *la Dépêche* de Toulouse, honorent d'autant plus le député des Bouches-du-Rhône que ses amis politiques semblent loin d'avoir les mêmes préoccupations. Dans un article intitulé : « la *Fin* d'un empire », *la Petite République* (25 novembre 1898) a envisagé avec une insouciance remarquable la dissolution de l'Autriche. Pas un instant, cet organe qui, pourtant, prétend défendre les prolétaires français, ne se demande quelles suites économiques il en résulterait pour les travailleurs du sol républicain. *La Fronde,* cependant, assure-t-on, dévouée aux mêmes intérêts, va plus loin encore. L'organe de Mme Durand, qu'on fêtait récemment à Berlin, a déclaré froidement, avec une inconnaissance regrettable de la distribution des races en Autriche : « Il n'est point douteux qu'en effet, l'Empire allemand ne sera complet que par l'annexion de l'Autriche allemande. » Avec une désinvolture pleine de souplesse, l'organe féministe concluait : « Mais où est le danger pour la France? L'Allemagne n'est-elle pas déjà assez forte, par suite de notre imprévoyance

politique, pour constituer un danger pour nous? »

M. Pelletan est d'un avis diamétralement opposé. Partant de l'idée très juste que l'accroissement de l'Allemagne aux dépens de l'Autriche peut être écarté par une sage prévision, il déclare : « Il faudrait que les gouvernements fussent, en France comme en Russie, ou fous ou criminels, ou fous et criminels à la fois, pour ne s'être point préoccupés avant tout d'une pareille éventualité. »

Ce qui est incontestable, c'est que cette éventualité menaçante existe, s'approche, et que l'opinion doit s'y intéresser.

Dans le but de contribuer à la diffusion de vérités soigneusement dissimulées jusqu'ici, j'ai publié, il y a un an, sur la question d'Autriche, un ouvrage, fruit de cinq années d'enquêtes en Europe centrale. Mon travail m'avait amené à des conclusions le plus souvent contraires aux idées généralement reçues ; je m'étais convaincu d'une situation alors presque inconnue en France. Il me fallut, pour faire la preuve de ce que j'avançais, multiplier les documents et les textes allemands. Il en est résulté un gros

volume, présentant dans les détails les éléments européens de la question, accompagné de nombreuses cartes en couleur et par conséquent d'un prix élevé. Malgré ces conditions défavorables, l'accueil fait à *l'Europe et la question d'Autriche au seuil du XXe siècle* (1) a été exceptionnel.

En moins d'un an, trois éditions ont été faites. La critique universelle a accueilli l'ouvrage avec une évidente sympathie, et ceux qui ont *voulu ou dû* combattre les conclusions de mon livre n'ont pu le faire qu'en se refusant à les examiner avec précision ou en les supposant contraires à celles que j'ai exprimées. Encouragement décisif, mon livre a eu l'honneur de traductions, en Autriche notamment, dans le pays où résident les hommes les plus aptes à en vérifier la justesse. Il n'en est pas moins vrai qu'une grande partie du public français ne pouvait se sentir inclinée à lire un ouvrage si complexe et d'une aussi grande étendue.

Il y avait là un problème à résoudre. Les circonstances en ont rendu la solution pos-

(1) Plon, 1901.

sible. Grâce au concours précieux de la presse quotidienne, la connaissance de la situation de l'Europe centrale a fait récemment en France de sérieux progrès. D'autre part, tous les faits bases de mon argumentation ont été reconnus exacts et les événements postérieurs à la publication de mon ouvrage en ont entièrement justifié les prévisions.

Je puis ainsi, aujourd'hui, dans une édition restreinte, condenser les idées essentielles et les faits importants en me plaçant au point de vue des relations de la France et de l'Allemagne. Le présent travail s'adresse donc au grand public. Ma grande ambition serait qu'il parvînt dans les mains de commerçants, d'ouvriers, d'agriculteurs, d'industriels. Cette lecture contribuerait peut-être à les persuader qu'une bonne politique extérieure est la meilleure défense de leurs salaires, la plus sûre protection de leurs affaires. C'est pour cette masse de travailleurs que j'écris. Leurs légions forment les bases solides et durables de la nation; il faut les défendre. Seule, l'émanation de la volonté de ces millions d'hommes peut triompher des inerties coupables du pouvoir; il faut les convaincre.

En élargissant leur champ de contrôle, en regardant au delà des frontières, les travailleurs à la fois sauvegarderont leurs intérêts les plus personnels et contribueront efficacement à assurer l'avenir de la France.

Paris, 25 février 1902.

APERÇU GÉNÉRAL DE L'OUVRAGE

Une documentation sérieuse peut seule déterminer une forte conviction, mais l'abondance même des faits exposés présente un inconvénient. Elle peut parfois faire oublier au lecteur l'idée générale qui justifie les arguments qu'ils suggèrent. J'ai donc pensé utile, au début de ce livre, de donner un très bref aperçu des idées essentielles qui l'inspirent et d'établir leur enchaînement.

Depuis trente années, l'opinion publique française vit sur l'idée que la question d'Alsace-Lorraine est le seul obstacle à une entente avec l'Allemagne. L'*Introduction* a pour objet d'établir l'insuffisance d'une telle conviction.

Les obligations évidentes résultant de la nécessité de maintenir l'équilibre européen permettent de constater dans le chapitre premier, *Le mouvement pangermaniste*, qu'un courant d'idées dangereux pour la paix existe outre-Rhin.

Le chapitre II, *L'attitude du gouvernement de Berlin*, décèle les tendances véritables de la politique de Guillaume II.

Le chapitre III, *L'Autriche vraie*, fournit, par une appréciation exacte de l'état actuel de l'Empire des Habsbourg, les moyens de discerner le caractère artificiel du danger pangermaniste tout en précisant sa portée.

Dans le chapitre IV, *La propagande prussophile en Autriche*, un riche réseau de faits certains établit la réalité du péril.

Le chapitre V, *La question d'Autriche peut se poser*, a pour objet de définir les formes possibles d'éclosion du conflit.

Le chapitre VI, *Ce que serait l'Allemagne agrandie de l'Autriche*, montre les conséquences naturelles d'une telle annexion.

L'ensemble des connaissances ainsi méthodiquement acquises autorise alors à chercher dans la conclusion, *La solution préservatrice*, au double point de vue français et européen.

INTRODUCTION

L'immense majorité des Français est convaincue que seule l'annexion de l'Alsace-Lorraine empêche un rapprochement sincère et durable entre la République et l'Empire allemand. L'idée de revanche apparaît par suite comme l'*unique* obstacle à la certitude de la paix. Tout récemment, M. Jaurès a exprimé cette opinion sous des formes diverses. Elle constitue, à n'en pas douter, une notion fondamentale, un point de départ de raisonnement dont il convient d'éprouver la justesse.

Tout d'abord, la question d'Alsace-Lorraine est-elle susceptible d'une solution pacifique et transactionnelle? Beaucoup l'ont pensé. Déjà, en 1871, Agricol Perdiguier écrivait : « Qui sait ce qui peut se passer d'ici quatre ou cinq ans sur la terre allemande? si la Lorraine, si l'Alsace ne nous seront pas rendues sans combats? » Un

grand nombre de citoyens ont continué à répéter après Perdiguier : « Qui sait? qui sait (1)? »

A la vérité, ils ont toujours étayé leurs espoirs, aussi généreux que naïfs, de raisonnements décelant une méconnaissance complète de l'âme allemande et du caractère prussien. Peut-être ont-ils fait œuvre de philosophes humanitaires; assurément, ils ne se sont point montrés politiques. Les imiter serait stérile. Consultons donc non pas nos désirs ou nos sentiments, mais les possibilités réelles.

Un fait frappe tout d'abord. Relativement à l'Alsace-Lorraine, l'opinion allemande présente une cohésion absolue.

Le 1er février 1899, *la Poste* de Strasbourg constatait l'existence d'intérêts communs à la France et à l'Allemagne. Elle en déduisait la nécessité d'une entente, mais elle ajoutait : « Est-ce que ces intérêts, *si la France se résignait à reconnaître solennellement la réunion irrévocable de l'Alsace-Lorraine à la mère-patrie allemande, etc...* » Les enquêtes faites par certaines revues fran-

(1) Consulter sur cet état d'esprit le livre remarquable et puissamment documenté de M. G. Goyau, *L'idée de patrie et l'humanitarisme*. Paris, Perrin, 1902.

çaises, qui avaient estimé la diversité des opinions suffisante outre-Rhin pour donner lieu à discussion, ont abouti de même à démontrer que tous les Allemands ayant quelques titres à être pris en considération exigent bien cette *reconnaissance solennelle de la réunion irrévocable* de l'Alsace-Lorraine. Le baron Carl von Stengel, professeur à l'université de Munich, deuxième délégué de l'Empire allemand à la conférence de la Haye, par conséquent très qualifié pour donner une opinion autorisée, a répondu : « La France doit bien se pénétrer de l'idée que l'Allemagne, quoique partisan déclaré de l'apaisement, ne renoncera jamais aux résultats de la guerre de 1870-1871. »

M. Schönlank, député socialiste au Reichstag, précisa encore davantage : « Sans l'acceptation absolue de la part de la France des conséquences du traité de Francfort, c'est-à-dire sans le renoncement à la revanche et à la reddition de l'Alsace-Lorraine, il est impossible, à mon avis, d'effectuer un rapprochement fécond. » *A fortiori*, cette opinion est celle des chauvins. « Une rétrocession de l'Alsace-Lorraine à la France, dit l'un de leurs plus importants organes,

est aussi peu discutable que le droit des Français de souffrir de cette perte. Aucun empereur allemand ne peut prêter ni ne prêtera l'oreille à une telle idée; jamais le peuple allemand ne souffrirait un semblable affront... La possession de l'Alsace-Lorraine est une question vitale pour l'Allemagne. »

Sur ce terrain, l'unanimité est si parfaite parmi les Allemands que les socialistes marxistes eux-mêmes ont déclaré en 1893, à Mulhouse et à Berlin, par l'entremise de leurs chefs, MM. Bebel et Liebknecht, qu'ils étaient prêts à prendre les armes pour maintenir l'Alsace-Lorraine sous la domination allemande. Il est donc permis d'affirmer que jamais l'opinion allemande n'a été moins disposée qu'aujourd'hui à rendre un pouce du territoire acquis en 1871.

Le gouvernement de Berlin partage ce sentiment. Il vient d'en donner une preuve convaincante. S'il envisageait dans un but politique quelconque la nécessité de rétrocéder à la France au moins une partie du *Reichsland*, cette partie serait évidemment constituée par la région de Metz. Or, c'est précisément là que,

depuis trois années, l'empereur allemand accumule les fortifications. Le 1er mars 1900, en inaugurant les travaux du fort du mont Saint-Blaise, Guillaume II a dit : « Je te baptise fort Haeseler. Tu seras appelé à défendre les conquêtes de l'Allemagne contre les ennemis de l'Ouest. »

Il y a un ensemble de faits et de paroles importantes qui interdit à tout homme réfléchi de se bercer du rêve, sans doute séduisant, d'une transaction sur la question d'Alsace-Lorraine.

L'intransigeance des Allemands se conçoit. Considèrent-ils la *qualité* de leurs relations avec la France comme nécessaire au point qu'ils soient disposés à faire des sacrifices *réels* pour les améliorer? Sur quoi se fonderait-on pour le soutenir?

Les lignes suivantes, extraites de la *Gegenwart*, importante revue allemande, paraissent résumer excellemment l'opinion moyenne des sujets de Guillaume II à l'égard de la France : « Dans les derniers temps, on a préconisé une alliance entre l'Allemagne et la France. Certes, il est très satisfaisant qu'en France les sentiments soient devenus plus bienveillants à l'égard de

l'Allemagne, dans les dernières années. Tous les Allemands ont le devoir d'entretenir ces sentiments et d'y répondre. Mais cela ne doit pas détourner le politique réfléchi de ce fait : l'Allemagne ne saurait marcher avec la France la main dans la main ; l'Allemagne a un avenir, la France n'a qu'un présent. Dans aucune circonstance, le peuple qui regarde l'avenir ne doit lier son sort à celui d'une nation qui meurt lentement, mais sûrement. »

On pourrait multiplier les citations de cette nature et les faits qui les confirment. Ainsi donc, ne nous leurrons point : l'Alsace-Lorraine ne fera retour à la France que par une œuvre de force. Or, la France a déjà attendu trente années. Elle a forgé son glaive, mais elle l'a gardé au fourreau. Quand le sortira-t-elle ? Il n'existe à l'heure présente aucun indice qui permette de le prévoir, et ce serait, pour un partisan du réalisme en politique, une étrange futilité que de discuter une hypothèse encore enfermée dans un impénétrable avenir.

Faisons donc abstraction, au moins momentanément, de la question d'Alsace-Lorraine; supposons qu'elle n'existe pas et demandons-nous si, en dehors

d'elle, il est des causes capitales de dissentiment entre la France et l'Empire allemand. Une constatation certaine s'impose aussitôt.

L'Allemagne, grande puissance continentale, doit nécessairement subir l'action de l'immense et ingénieux système de contrepoids qui assure l'équilibre de l'édifice européen. Cette obligation existe pour les plus grands États et tous mettent un soin jaloux à ce qu'aucun d'eux ne puisse s'y soustraire. Il est hors de doute, par exemple, que jamais le gouvernement de Berlin ne permettrait à la République une extension aux dépens de la Belgique ou de la Suisse sans recevoir, pour permettre cette extension, une compensation au moins équivalente. En cela, d'ailleurs, il aurait entièrement raison. La paix et le développement des peuples qui en est la douce conséquence ne sont possibles que par la neutralisation réciproque des grandes puissances, neutralisation exigeant l'équilibre des forces, obstacle à l'oppression violente d'un seul.

La déduction qui résulte avec évidence de cette constatation, c'est qu'également la France ne saurait permettre à l'Allemagne, sur le continent, aucune extension de puissance suscep-

tible de compromettre sa paix, ses profits, ses droits, son existence. Cette conclusion, *totalement indépendante de la question de l'Alsace-Lorraine*, sera le point de départ du présent ouvrage ; précisément d'abondantes preuves morales et matérielles, plus loin exposées, établissent que le chef des Hohenzollern, comme jadis Napoléon, travaille à rompre à son profit l'équilibre continental, à établir sur l'Europe une hégémonie dont la France aurait à supporter les conséquences, infiniment plus redoutables que celles entraînées par la perte de l'Alsace-Lorraine.

Il est évident que la renonciation aux devoirs imposés par les désastres de 1870, proposée par M. Jaurès et ses partisans, est incapable, par sa vertu propre, de rendre impossible cette éventualité. Sans doute, au prix d'une humiliation que l'histoire ne pardonnerait pas, cette renonciation supprimerait peut-être en théorie une chance de guerre, mais en donnant de la France une impression de faiblesse si grande qu'elle multiplierait dans une proportion extraordinaire toutes les autres causes de conflit.

L'ALLEMAGNE

LA FRANCE

ET LA QUESTION D'AUTRICHE

CHAPITRE PREMIER

LE MOUVEMENT PANGERMANISTE

I. Théorie génératrice. — II. Causes de son succès.
III. La propagande.

Les tendances de l'Allemagne à une domination continentale résultent d'un courant d'idées nouveau exactement désigné par l'expression de *mouvement pangermaniste*.

Pour bien concevoir son importance, il faut connaître la théorie qui a suscité ce mouvement, les causes qui en ont assuré le succès, la propagande qu'il détermine.

I

L'idée de réunir dans un seul État tous les Germains du continent hante depuis longtemps les rêveurs d'outre-Rhin. L'origine lointaine et nuageuse de cette conception l'a fait souvent considérer comme purement sentimentale et sans valeur politique. Ce fut toujours à tort. Les plus lointaines manifestations du Pangermanisme décèlent sa nature prussienne et le font apparaître simplement comme un moyen commode de dissimuler les entreprises politiques des Hohenzollern.

C'est qu'en fait le Pangermanisme ne vise pas simplement les pays où vivent des Germains, mais les régions dont la possession est utile à la puissance prussienne. Ainsi dès 1859, la *Gazette d'Augsbourg* déclare que l'Allemagne a l'obligation de s'emparer de l'Autriche. La plupart des provinces qui la composent sont des pays non allemands. Peu importe. « *La nation allemande doit en faire la conquête à tout prix, parce qu'ils sont absolument nécessaires pour son développement et sa position de grande puissance.* » L'identité de langue et de race, généralement donnée comme la raison d'être du Pangermanisme, n'est donc qu'un simple prétexte; les

avantages militaires, politiques ou économiques sont ses seuls éléments constitutifs.

Bien avant Sadowa, le roi de Prusse était imbu de ces idées; aussi en 1866 adressa-t-il une proclamation « au glorieux royaume de Bohême », dans laquelle il invitait les Tchèques à se prononcer en sa faveur et s'engageait formellement en échange à respecter les droits de la couronne de saint Venceslas.

Son ministre Bismarck le détourna de cette annexion. Le futur Chancelier préparait déjà la guerre contre la France; il ne voulait pas s'aliéner irrémédiablement l'Autriche, dont il désirait la neutralté et qu'il espérait enchaîner plus tard à l'Allemagne par une alliance. Après 1871, il se félicita de sa réserve. La force de résistance des Tchèques se manifesta; le loyalisme des sujets allemands des Habsbourg apparut longtemps inattaquable; l'auter du *Kulturkampf* vit dans leur catholicisme un danger, et, comme chancelier, il sut mieux que personne quelles complications inévitables susciterait en Europe toute annexion réalisée par l'Allemagne, aux dépens de l'Empire de François-Joseph.

Ces considérations dictèrent la conduite du prince de Bismarck. Même après sa chute du pouvoir, il ne cessa de décourager les tendances pangermanistes, mais dans ses dernières années il put constater l'impuissance de ses conseils.

A sa chute du pouvoir, le prince de Bismarck

laissa l'Allemagne dans un état de prospérité générale. L'ardeur fiévreuse avec laquelle le jeune empereur Guillaume saisit les rênes du gouvernement autorisa de nouvelles espérances. Ses succès semblèrent les justifier. Grisés par les triomphes de l'expansion économique et coloniale, succédant à ceux des champs de bataille, les Allemands ont perdu la modération de jadis, et l'exaltation de leur suprématie sous toutes les formes est devenue le thème courant de leurs écrivains. « Nous sommes, dit l'un deux, les meilleurs colons, les meilleurs matelots et même les meilleurs marchands... Nous sommes le peuple le plus intelligent et le plus élevé dans les sciences et dans les arts... Nous sommes, sans aucun doute, le peuple le plus guerrier de la terre. »

Bientôt, la fondation de l'Empire allemand apparut comme le commencement et non la fin du développement national. On admit avec Paul de Lagarde, orientaliste éminent, théologien faisant autorité, écrivain politique apprécié, que 1871 comme Sadowa étaient de simples épisodes historiques. « Sans doute, jusqu'à présent, les Hohenzollern ont accompli une tâche immense, mais il leur reste encore beaucoup plus à faire : il faut maintenant continuer l'œuvre de Guillaume Ier. »

Des ambitions nouvelles, vagues, mais impérieuses, s'emparèrent donc des Allemands ; de nombreuses brochures parues entre 1890 et 1894

commencèrent à les préciser. Elles concluaient : l'Empire allemand est incomplet; en dehors des frontières impériales, on compte vingt et un millions d'Allemands, deux en Suisse, dix en Autriche-Hongrie, un en Russie et huit millions de Bas-Allemands en Belgique et en Hollande. *Le problème consiste à établir une identité complète entre le territoire linguistique et le territoire politique; alors seulement l'Allemagne atteindra ses frontières naturelles.* « Inspirons-nous des paroles du poète Arndt : « Toute terre où résonne la langue allemande est allemande », et travaillons à l'union de toutes les tribus germaniques. Elle nous procurera l'accroissement de puissance rêvé. *Mettons-nous à l'œuvre dès maintenant; éveillons dans tous les pays germains du continent le sentiment de la communauté d'origine et le désir d'unité.* Sans doute, cette politique peut soulever plus tard de violentes oppositions, même un conflit général; *mais puisse cette lutte ne pas se produire avant que nous ayons préparé les esprits à la réalisation du Pangermanisme !* »

Sous l'influence de ces idées, un nouveau courant d'opinion s'établit. Le toast prononcé le 29 septembre 1894 devant une assemblée de savants allemands par le conseiller privé, professeur-docteur J. Wislicenus, recteur de l'université de Leipzig, en montra nettement l'esprit : « L'Empire allemand n'est pas l'Allemagne. Vraiment et positivement, l'Allemagne est aussi grande que le pays où

résonne la langue allemande... Si l'Allemagne était l'Empire allemand, elle serait trop petite. »

Cette idée essentielle développée dans un grand nombre de livres et de brochures, multipliés dans les dernières années, a été la source du mouvement nouveau.

Les arguments apportés par les Pangermanistes à l'appui de leur thèse préconçue peuvent se grouper autour de trois affirmations : le Pangermanisme est d'une réalisation possible; son application procurerait des avantages importants à tous les pays germains; il constitue, pour l'Empire allemand, une opération excellente et nécessaire.

Cette conviction a amené les meneurs du mouvement à former un plan qu'ils exposent sans détours.

Partant de cette idée que le moment est venu d'établir « la solidarité pangermanique », de fonder « l'union éternelle de la nation allemande », « d'assurer et d'étendre le domaine du commerce, de l'industrie et de l'émigration », les Pangermanistes ont dressé avec une minutieuse prévoyance le programme des opérations politiques nécessaires pour constituer « au centre de l'Europe un Empire allemand de soixante-douze millions de têtes » étendant l'Allemagne jusqu'à l'Adriatique. L'idée de posséder Trieste les obsède. « Même si tous les Italiens se ruaient contre nous, disait, dès 1853, Paul de Lagarde, jamais cette place ne devrait tomber entre leurs mains. »

Les Pangermanistes d'aujourd'hui sont dans les mêmes sentiments. La seule pensée qu'un obstacle pourrait surgir les irrite. Ils avertissent par précaution le gouvernement de Rome que « jamais il ne pourra déplacer ses frontières du Nord contre la volonté de l'Allemagne », et ils invitent les Italiens à diriger leur attention vers le Tessin, la Savoie et la Corse, et non vers le Tyrol du Sud et surtout vers Trieste. Pour toute l'Allemagne, Trieste est la porte commerciale naturelle ouverte sur l'Orient et le canal de Suez. Trieste doit être le port du Sud de la Grande-Allemagne.

Le moment présent paraît exceptionnellement favorable à la satisfaction de ces convoitises.

La monarchie austro-hongroise est sur le point de se démembrer, *prétendent les Pangermanistes*. Ils entendent donc que le gouvernement de Berlin se tienne prêt à toute éventualité; dès maintenant, ils discutent les meilleurs moyens de réaliser l'annexion. Le morcellement de l'Empire de François-Joseph est l'objet d'études fort sérieuses, basées sur les documents statistiques et ethnographiques les plus récents. Leur but est de trouver le moyen de réduire au minimum les difficultés d'absorption de la future conquête. La brochure intitulée *Le démembrement de l'Autriche et sa reconstitution*, condamnée comme séditieuse par les tribunaux de François-Joseph, indique la solution préconisée.

La Prusse recevrait la Silésie et la Moravie; la

Bohême proprement dite serait la part de la Saxe; la Bavière prendrait la région de l'Inn, Salzbourg, le Vorarlberg et le Tyrol; la Haute-Autriche, la Basse-Autriche, la Carinthie et la Carniole formeraient un État autrichien d'environ 5,300,000 habitants; le littoral, « Kustenland », avec la partie sud de la Dalmatie, — Raguse, les bouches du Cattaro, Trieste et Pola, — constitueraient, comme l'Alsace-Lorraine, un *Reichsland*, un pays d'Empire, administré par un gouverneur militaire impérial, territoire qui servirait de base à la puissance maritime de l'Allemagne dans l'Adriatique et dans la Méditerranée. Le *royaume* d'Autriche serait lié à la Prusse par une convention militaire, mettant son armée dans une situation analogue à celle du duché de Bade ou du Wurtemberg. La flotte autrichienne se fondrait dans la flotte allemande. Pola et Cattaro deviendraient des ports de guerre de l'Empire. La couronne impériale germanique passerait, — cette fois pour toujours, — aux Hohenzollern.

L'intensité des convoitises sur l'Autriche ne fait pas oublier aux Pangermanistes le reste de leur programme, mais ils estiment qu'il deviendra seulement réalisable le jour où l'Empire allemand s'étendra de Hambourg à Trieste. « Notre avenir est sur l'eau, disent-ils, mais notre présent est entre l'Adriatique et la mer du Nord. » Une fois en possession de l'Autriche, nous redeviendrons les voisins des pays faiblement peuplés du Danube et

des Balkans. L'action de la Grande-Allemagne pourra s'exercer dans ces régions avec toute son intensité. Elle rayonnera ainsi au Nord et au Sud-Est.

Il ne sera pas très difficile alors d'amener la Suisse, la Hollande et la Belgique à entrer dans l'Union douanière de l'Europe centrale. L'Allemagne forme l'hinterland de ces deux derniers États, et le trafic qui en résulte leur est si nécessaire qu'il leur serait impossible de mener longtemps une politique commerciale séparée.

Dans la conception de ses auteurs, la réalisation du Pangermanisme apparaît donc comme une opération à deux temps : la première, imminente, vise l'Autriche : son succès rendra possible la seconde, qui donnera enfin à l'Allemagne ses frontières « naturelles » : à l'Ouest, Luxembourg et Belfort; à l'Est, une ligne allant de Memel à la mer Noire, et au Sud Trieste.

I

La théorie pangermaniste aboutissant à l'audacieux programme qu'on vient de lire a pu croître et recruter des partisans parce que des causes diverses, nées postérieurement à l'avènement de Guillaume II, ont toutes incliné l'opinion alle-

mande à admettre comme nécessaire une nouvelle extension continentale de l'Empire.

Le monde gouvernemental, imbu des principes bismarckiens, a eu longtemps contre l'idée pangermaniste une prévention qu'on pouvait croire irréductible. Les progrès incessants réalisés par les Slaves d'Autriche ont puissamment contribué à la dissiper.

Depuis Sadowa, les Habsbourg sont primés dans les conseils du monde par les Hohenzollern. Mais peu à peu l'avènement progressif à la vie politique des sujets slaves de François-Joseph détruit cette situation pénible pour Vienne, avantageuse pour Berlin, et menace même, en dépit des déclarations officielles, de faire sortir tôt ou tard l'Autriche de la Triple-Alliance. Les procédés de jadis étant reconnus inefficaces, les diplomates prussiens sont à la recherche d'une combinaison nouvelle susceptible d'arrêter les progrès des Slaves. Les Pangermanistes interviennent alors. « Si, à l'origine, la maison des Habsbourg a partiellement réussi à germaniser les territoires qui appartenaient jadis à la Confédération germanique, elle a ensuite complètement échoué dans cette tâche; les Hohenzollern et les autres princes allemands peuvent et doivent la mener à bonne fin. »

Conclusion : il faut rattacher l'Autriche à l'Empire allemand.

Beaucoup d'hommes politiques, jadis réfractaires

au Pangermanisme comme Bismarck et pour les mêmes raisons, inclinent maintenant à admettre cette solution, parce qu'elle leur apparaît comme seule susceptible désormais de maintenir l'Autriche dans la dépendance de Berlin. Leur changement d'opinion s'opère graduellement et d'autant mieux qu'il s'accorde avec les nécessités nouvelles créées par l'orientation économique de l'Empire allemand.

Le prince de Bismarck sut toujours maintenir un juste équilibre entre les intérêts agricoles et les intérêts industriels de son pays. Guillaume II, comptant sur la continuité de l'essor commercial de l'Empire, a surtout favorisé les seconds. Le commerce d'exportation a pris un développement prodigieux, mais pratiquement la vie et la richesse de l'Allemagne dépendent aujourd'hui de ses débouchés étrangers. Ceux-ci, pendant une période assez longue, ont semblé indéfiniment extensibles. Depuis peu, une évolution aussi rapide que puissante tend à diminuer les facultés d'absorption de trois débouchés d'une importance considérable pour le commerce allemand.

Le livre de M. Williams, *Made in Germany*, a signalé au Royaume-Uni le danger de l'expansion économique du jeune Empire continental. Tout d'abord, sur la Tamise, on n'a pas voulu croire à la grandeur du péril, puis l'esprit pratique des Anglais les a fait réfléchir. Le livre bleu de 1898, *La concurrence commerciale étrangère*, montre les

préoccupations profondes que leur cause maintenant la concurrence des sujets de Guillaume II. A Londres, on s'ingénie à trouver des moyens indirects d'entraver le commerce allemand, et on les étend peu à peu à tous les territoires britanniques, tout en laissant subsister en théorie le principe du *free trade*, ce qui permet d'attendre la réalisation de la grande fédération économique rêvée par M. Chamberlain.

A l'Est de l'Allemagne, la Russie complète son outillage. Elle s'affranchit rapidement de la dépendance étrangère, car sa population consommatrice d'objets fabriqués est fort restreinte par rapport à sa population totale. Ce fait explique comment le gouvernement du Tsar, ayant déjà à protéger l'industrie nationale, a pu établir un tarif douanier prohibitif, dont souffrent tout spécialement les exportateurs allemands.

Aux États-Unis, le bill Mac-Kinley et le tarif Dingley et l'expansion économique qui a suivi ont porté un coup terrible à la prospérité de l'Empire. Rien ne saurait mieux en donner une idée que l'un des derniers rapports de la chambre de commerce de Greiz, relatif à une branche de l'industrie textile, l'une des plus importantes de l'Allemagne.

La circonscription de Greiz a exporté aux États-Unis :

En 1895 pour 4.000.000 de marks de tissus de laine.
En 1896 pour 2.000.000 — —

En 1897 pour	1.500 000	marks de	tissus de laine.
En 1898 pour	915.000	—	—
En 1899 pour	200.000	—	—

Le marché américain se ferme donc au commerce allemand avec une extraordinaire rapidité.

Or, ces trois pays, Angleterre, Russie, États-Unis, *à eux seuls*, absorbaient en moyenne les 4/10 du total des exportations allemandes. Le commerce y devenant de plus en plus difficile depuis sept ans, les Allemands voient ainsi diminuer les facultés d'absorption de ces debouchés au moment même où l'essor de l'industrie de l'Empire détermine dans certaines branches une évidente surproduction.

Ce n'est pas tout : cette difficulté d'écouler les produits fabriqués, jointe à la nécessité de lutter dans le monde entier contre la concurrence américaine, a amené les industriels allemands à baisser leurs prix de vente. Il en est résulté une diminution dans les bénéfices nets alors même que le chiffre global des exportations s'élevait. *Vendre beaucoup n'est pas gagner beaucoup.* La décroissance des bénéfices nets concordant avec la création désordonnée d'entreprises industrielles de toute nature a déterminé en Allemagne une grande rareté de capitaux. Sa gravité apparaît tout entière si l'on considère que l'Allemagne, ne pouvant se suffire par elle-même, est dans l'obligation d'acheter chaque année à l'étranger pour près de deux milliards de francs

d'objets indispensables à sa consommation : grains, animaux, bois, etc. L'Empire allemand doit, par conséquent, gagner sur son commerce extérieur deux milliards de francs avant d'avoir accru d'un pfennig son capital national. L'enrichissement de l'Allemagne est donc loin d'avoir été aussi grand qu'une série de publications récentes et fort enthousiastes l'a laissé supposer. La crise économique qui sévit outre-Rhin constitue d'ailleurs une réponse sévère et méritée aux illusionnés volontaires ou crédules qui, dans les dernières années, ont travaillé avec une ardeur singulière à donner aux Français une notion excessive de la prospérité allemande.

Quoi qu'il en soit, ces faits synchroniques, fermeture des plus importants débouchés, diminution des bénéfices nets, insuffisance des capitaux, surproduction, dépendance de l'étranger pour les produits de consommation, contraignent les Allemands à chercher de nouveaux débouchés propres à remplacer ceux qui sont en voie de se fermer. Le gouvernement de Berlin est pénétré de cette nécessité, et, visiblement, toutes ses combinaisons politiques sont déterminées par la volonté d'y satisfaire.

Avec beaucoup d'habileté, les Pangermanistes ont tiré parti de cette situation toute nouvelle. Leurs idées, affirment-ils, contiennent en germe la solution du problème des débouchés. C'est ce

que montre, avec beaucoup de clarté, le Dr Hasse, député de Leipzig au Reichstag, dans sa brochure *La politique allemande universelle.*

« De nombreux dangers menacent l'Allemagne, dit-il. Pour y parer, une tension plus grande des forces existantes sera à peine suffisante. L'Allemagne ne peut pas sans péril suivre l'exemple de l'Angleterre et consacrer tout son trafic à l'exportation, au commerce d'outre-mer et aux entreprises extraeuropéennes. Les traités de commerce expirent en 1903. D'ici là, il s'agit de dégager une nouvelle formule économique. Il faut rétablir l'équilibre entre l'agriculture et l'industrie. Nous y parviendrons si la puissance politique et économique de l'Allemagne est assise sur une base plus large qu'aujourd'hui.

« Le *Zollverein,* l'Union douanière, a supprimé les obstacles qui gênaient le commerce et l'industrie; il est la cause première de nos succès économiques. L'expérience a établi que la voie était bonne. Étendons donc l'Union douanière à toute l'Europe centrale. Une immense étendue de continent serait ainsi assurée au commerce allemand. »

Or, pratiquement, l'idée d'extension de l'union douanière, du *Zollverein*, s'applique d'abord à l'Autriche; ainsi elle se superpose exactement à la partie principale du programme pangermaniste, qui, perdant alors tout caractère vague et sentimental, devient une conception précise et utili-

taire. *Le rattachement de l'Autriche à l'Empire allemand n'est donc plus seulement un procédé de compression du Slavisme, mais encore un moyen d'assurer l'avenir économique de l'Allemagne.*

Il est en tout cas certain que dissimulée sous l'idée de l'extension du *Zollverein*, l'idée d'agrandissement de l'Allemagne pénètre facilement les « sphères » officielles les plus hostiles. Les industriels et les commerçants y voient l'accroissement de leurs débouchés, et les agriculteurs se disent : « Le jour où les régions agricoles de l'Autriche, jointes à l'Empire allemand, diminueront sa dépendance de l'étranger pour les produits de consommation, le gouvernement pourra protéger nos intérêts plus efficacement qu'aujourd'hui. »

Il n'est pas jusqu'au changement survenu dans l'attitude des catholiques allemands qui n'ait aidé à la fortune des conceptions pangermanistes.

La politique de Guillaume II à l'égard du catholicisme est en opposition, au moins en apparence, avec celle que suivit le prince de Bismarck. Devant les progrès du socialisme et la force croissante du « centre » au Reichstag, l'empereur allemand, quoique profondément luthérien, a reconnu l'impossibilité de gouverner sans le concours de ses sujets catholiques. Depuis son avènement, il travaille à gagner leur confiance. Il y a complètement réussi. Aujourd'hui, les catholiques servent avec

éclat ses vues et sont les plus fermes soutiens du trône impérial.

Ce loyalisme ardent n'est point sans arrière-pensée. Il dissimule des ambitions, aussi religieuses que politiques, sur la portée desquelles il serait grave de se méprendre.

Les catholiques de l'Empire allemand, comme tous les partis, — ils en forment un en Allemagne, — comprennent plusieurs groupes, séparés par des nuances. Le plus nombreux et le plus influent gravite autour d'un ami personnel de Guillaume II, Mgr Kopp, prince-évêque de Breslau. Le raisonnement des catholiques qui forment ses troupes peut se résumer ainsi : Dans l'Empire allemand actuel, nous sommes 17 millions 1/2 de catholiques contre 31 millions de protestants; sur les 9 millions d'Allemands sujets de François-Joseph, 500,000 seulement sont évangélistes; le jour où l'Autriche serait incorporée à l'Empire allemand, nous serions 26 millions de catholiques contre 31 millions 1/2 de protestants. Non seulement alors nous leur tiendrions tête, mais nous formerions un État catholique compact au centre de l'Europe, et finalement Rome serait amenée à prendre son point d'appui en Allemagne au lieu de s'obstiner à le conserver en France, dont le gouvernement lui est hostile. Notre intérêt est donc d'être pangermanistes.

Jadis une telle façon d'envisager les choses eût

été sans valeur; aujourd'hui étant données les circonstances nouvelles, il faut lui attribuer une importance considérable.

Le temps n'est plus où l'Allemagne, par crainte d'augmenter le nombre de ses sujets catholiques, n'aurait même pas envisagé l'hypothèse de s'étendre en Autriche.

L'argument fut juste autrefois; il a cessé de l'être depuis que toutes les conditions de la vie politique de l'Allemagne sont radicalement changées. L'heure du *Kulturkampf* est passée; le prince de Bismarck a quitté le pouvoir; Guillaume II s'est passionné pour la *Weltpolitik*, la politique universelle; il cherche à mettre l'influence de Rome au service de l'expansion commerciale de son Empire en Orient et en Extrême-Orient; à Berlin, les avantages économiques priment désormais toutes les considérations religieuses.

Sans doute, le jour où son objectif sera atteint et la mainmise réalisée, on verra Guillaume II protéger avec une ferveur nouvelle le luthéranisme, pierre angulaire du trône de Prusse; mais ce moment est encore lointain; ce qu'il importe actuellement de constater, c'est l'opinion des catholiques allemands au sujet de la Grande-Allemagne; or, on ne saurait se faire d'illusions, la majorité d'entre eux souhaite sa réalisation et y travaille.

Ces causes si diverses, psychologiques, poli-

tiques, économiques, religieuses, agissant d'une façon concordante dans les dernières années, ont favorisé puissamment l'éclosion des idées pangermanistes.

III

Une propagande énergique a assuré leur développement.

Pour se persuader qu'on se trouve bien en présence d'une organisation voulue et d'ensemble, le mieux est d'étudier dans ses éléments principaux et saisissables l'agitation pangermaniste.

Les meneurs du mouvement ont su mettre au service de leur action les merveilleuses facultés d'association des Allemands.

Ils disposent maintenant de groupements puissants, coordonnés entre eux et dont chacun remplit une tâche déterminée. Le plus influent de tous est incontestablement l'*Union pangermanique*, « Alldeutscher Verband ». Sa fortune a été rapide. Elle influe aujourd'hui si sérieusement sur la direction des affaires allemandes, notamment à l'égard de l'Autriche, qu'il est indispensable de connaître cette société avec quelque détail.

Dès 1894, son comité directeur présentait une

longue liste de personnages connus ou officiels. On y trouvait : le conseiller privé Wislicenus, recteur de l'Université de Leipzig; von Fischer, premier bourgmestre d'Augsbourg; le comte von Arnim Muskau, le Dr K. Peters, commissaire de l'Empire; de Bary, consul général à Anvers; Baumbach, colonel à Altenbourg; Bernhardi, secrétaire de la Chambre de commerce de Dortmund; le Dr Hubbe-Schleiden, le peintre Lenbach, le Dr G. von Mayr, sous-secrétaire d'État à Strasbourg; Müser, consul de l'Empire à Bruxelles; von Œttingen, conseiller à la cour d'appel; K. Pröll, publiciste; von Sandrart, général d'infanterie; le major von Steun, von Tiedemann-Labischin, président du gouvernement à Bromberg; le Dr Hasse, député de Leipzig au Reichstag.

En 1895, ce dernier fut élu président de la Société. Intelligemment secondé par son comité, le Dr Hasse a réussi à porter à plus de 22,000 le nombre des membres de l'*Union pangermanique*. Le but déclaré de celle-ci est de poursuivre l'union de toutes les « tribus allemandes ». Elle agit sur la politique extérieure en dirigeant les poussées de l'opinion par des publications habilement répandues. Les unes sont périodiques comme les *Feuilles pangermaniques;* les autres sont des brochures paraissant sous le titre *La lutte pour le Germanisme;* chacune envisage selon l'actualité une question relative au Pangermanisme.

L'*Union* possède dans le monde entier de nombreux groupes locaux. Elle tient ses assises dans des assemblées générales très suivies. Elle compte au Reichstag un nombre notable de députés qui interviennent chaque fois qu'une question touchant à son programme vient en discussion. Enfin, une correspondance très active tient le comité central de Berlin au courant de tout ce qui intéresse le Germanisme dans le monde.

L'*Union* travaille avec activité à l'accroissement des forces militaires de l'Empire. Dès le début de 1896, elle a répandu de nombreuses brochures pour démontrer la nécessité de voter les crédits pour l'armée navale. Elle a organisé dans chaque ville de l'Empire des conférences, souvent faites par des personnages officiels comme le contre-amiral Werner, le capitaine-lieutenant Meyer, le capitaine de corvette comte Bernstoff.

C'est à cette société si puissante qu'est due la diffusion dans les masses allemandes de cette conception : l'Allemagne « puissance universelle ».

L'intervention de l'*Union pangermanique* dans les affaires de l'Autriche date des ordonnances publiées par le comte Badeni, ministre de François-Joseph, en avril 1897. Ces ordonnances prescrivaient aux fonctionnaires de la Bohême la connaissance du tchèque au même titre que l'allemand. Le Dr Hasse voulut voir dans ce fait une insulte au Germanisme et surtout y trouver

l'occasion de poser la question d'Autriche devant l'opinion publique allemande.

L'*Union pangermanique* excita donc par tous les moyens les sujets allemands de François-Joseph à protester. Le 9 mai 1897, elle organisa à Dresde un grand meeting.

Le rédacteur autrichien Welker y déclara : « La question des langues en Bohême intéresse tous les peuples de langue allemande, car le peuple allemand n'est point borné par les poteaux-frontières noirs, blancs et rouges. »

L'assemblée s'associa à ces paroles en votant à l'unanimité une déclaration « dénonçant les ordonnances sur les langues en Bohême comme une humiliation de tout le peuple allemand, invitant tous les Allemands à s'opposer aux convoitises slaves par tous les moyens... et engageant les compatriotes autrichiens à lutter sans aucune considération ».

Pour bien accentuer le caractère de la réunion, on envoya, avant de se séparer, des télégrammes d'honneur au roi de Saxe, à l'empereur allemand et au prince de Bismarck.

Encouragée par ce premier succès, l'*Union pangermanique* profita de sa troisième assemblée générale pour organiser à Leipzig, le 10 juin 1897, une manifestation plus importante encore. Cette fois, les députés au Parlement autrichien MM. Wolf, de Vienne ; Dr Funke, de Leitmeritz, et le Dr Schüc-

ker, d'Eger, vinrent en personne, accompagnés de délégués qui prétendaient représenter toutes les régions de l'Autriche allemande. Le résultat fut un appel pressant adressé par l'*Union pangermanique* à tous les Allemands du continent : « Nous faisons nôtres, disait ce document, les victoires et les défaites des Allemands d'Autriche-Hongrie. Nous nous engageons solennellement à faire tous nos efforts pour obtenir que le combat soutenu courageusement par nos compatriotes en Autriche pour leur bon droit s'étende de plus en plus et voie s'accroître ses partisans, ses moyens d'action; il faut que cette lutte devienne un sujet de préoccupation pour le peuple allemand tout entier. »

La police de l'Empire, d'ordinaire si soupçonneuse, laissa faire; mais le gouvernement de Vienne témoigna son mécontentement en faisant saisir à la frontière le numéro des *Feuilles pangermaniques* du 27 juin 1897, chargé de répandre en Autriche l' « appel ». L'*Union pangermanique* répondit à cette mesure par une nouvelle démonstration à Leipzig, le jour anniversaire de Sedan. Son succès fut encore plus marqué que celui des précédentes. Les autorités allemandes continuaient à ne mettre aucun obstacle. L'*Union pangermanique* se vit le champ libre. Elle annonça une nouvelle réunion à Berlin pour le 12 novembre 1897. Les députés autrichiens MM. Prade, Funke et Wolf avaient

promis leur concours, mais le gouvernement de l'empereur Guillaume, voyant qu'il allait être cette fois trop ouvertement compromis, interdit l'assemblée. Cette mesure fit une énorme publicité à l'*Union pangermanique* et lui amena de nouveaux adhérents. L'audace de ses chefs s'accrut, au point que le 15 décembre 1897 son président, le Dr Hasse, n'hésitait pas à demander au Reichstag de voter une motion en faveur des Allemands d'Autriche.

« Il s'agit, dit-il, du combat entre les peuples, de la lutte des Allemands contre les Tchèques et les Polonais. J'estime que notre droit et notre devoir, — je fais ici solennellement usage de ce droit, et j'espère parler en communion d'idées avec les majorités de tous les partis de cette Chambre, — est de dire publiquement dans le Parlement et en dehors du Parlement que nos sympathies sont acquises aux Allemands d'Autriche. »

Naturellement, le Reichstag se refusa, à une forte majorité, à la démonstration inconvenante qu'on lui demandait; mais le seul fait qu'une semblable question ait pu se poser devant une assemblée parlementaire étrangère à l'Autriche est déjà grave en lui-même. Cet échec n'affecta aucunement le comité de l'*Union*, qui accentua même sa propagande. Le 11 juillet 1898, son secrétaire, le Dr Lehr, venait sur le territoire autrichien à Eger prononcer un discours enflammé en l'honneur du prince de Bismarck; le 9 septembre 1898, la qua-

trième assemblée générale de l'*Union* avait lieu à Munich, sous la protection bienveillante des autorités bavaroises, et deux jours plus tard elle recevait par dépêche, en réponse aux félicitations du Dr Hasse, les encouragements du prince régent de Bavière.

Ces manifestations affectées n'ont pas nui à une action plus discrète, mais bien autrement dangereuse. Depuis son entrée en ligne, l'*Union* a établi dans toutes les régions de l'Autriche des « hommes de confiance », chargés de la tenir au courant des moindres incidents de la vie politique du pays et d'organiser la propagande autour d'eux.

En voici une liste, d'ailleurs fort incomplète. On ne saurait s'en étonner. Ces « hommes de confiance » sont des agents secrets dont le caractère est très nettement établi par les lignes suivantes dont l'*Union pangermanique* fait précéder la liste de ses groupes locaux et de ses représentants :

« Pour des raisons faciles à concevoir, nous avons omis de publier les noms de nos hommes de confiance en Autriche-Hongrie. Nous leur transmettrons volontiers les communications intimes de ceux que nous jugerons y avoir intérêt. »

Quoi qu'il en soit, parmi ceux qu'on peut connaître, il faut citer :

Vienne.....	M. Anton Schalk, docteur en droit, Wienstrasse, 28.
Mödling, près Vienne.	M. Paul Theune, ingénieur.

Budweis.....	M. Jos. Taschek, négociant.
Oberleutensdorf.....	M. Jos. Biester.
Prague.....	M. Jos. Wagner, commerçant.
Reichenberg.....	M. Franz Vogel, commerçant.
Treibnitz.....	M. le Dr Jos. Titta.
Villach.....	M. Tschebull, notaire.
Laybach.....	M. J. Binder, professeur.
Graz.....	M. le Dr J. Khull, professeur; Dr R. v. Planner.
Marbourg.....	M. Franz Schönherr, professeur.

Ces correspondants dévoués renseignent exactement l'*Union pangermanique* et lui permettent d'agir efficacement dans un sens antiautrichien.

Ainsi toute une organisation fonctionne régulièrement en Autriche et se perfectionne sans cesse. En même temps, l'*Union* s'ingénie à tenir dans l'Empire allemand l'opinion constamment en éveil sur les affaires d'Autriche. Elle multiplie les réunions et les conférences. Les 6, 7 et 8 juin 1900, à Mayence, dans une assemblée générale annuelle, le Dr Samassa affirma que le maintien du Germanisme en Autriche était une question de vie ou de mort pour le peuple allemand. *L'Union pangermanique exprima, en outre, « le vœu que des liens plus étroits s'établissent entre l'Autriche et l'Empire allemand, ce qui pourrait être réalisé au moyen d'une revision de l'alliance austro-allemande et par l'établissement d'une Union douanière »*.

A côté de l'*Union pangermanique*, un grand

nombre d'autres groupements travaillent simultanément et d'accord avec elle. L'*Odin Verein* a un caractère à la fois politique et religieux. Il fut fondé à Munich en 1897. Son programme est le même que celui du Dr Hasse, mais son action se limite à l'Autriche, et sa tendance est plus particulièrement protestante. Sa publication hebdomadaire, l'*Odin*, feuille de combat pour le mouvement pangermaniste, comme le dit son sous-titre, ainsi que les brochures de propagande qui sortent de ses presses, sont si violentes que le gouvernement autrichien a interdit à sa poste d'en opérer le transport. Cette mesure est restée complètement inefficace. L'*Odin* affirme disposer d'une organisation telle qu'il est en état de faire le service de ses publications, malgré toutes les interdictions officielles.

Les sociétés purement religieuses poursuivent la même tâche. La société *Gustave-Adolphe* étend son action, en principe, sur tout le monde évangéliste, mais, par un hasard qui n'est certainement pas fortuit, elle se concentre sur le territoire de la future Pangermanie et notamment sur l'Autriche. Le rapport de la société pour 1895 établit que l'année précédente 5,900,000 marks ont été répartis entre 623 communes évangélistes de Cisleithanie (1), dont 150 en Galicie, 163 en Bohême et

(1) Voir p. 92 à quel territoire correspond exactemont cette expression.

91 en Moravie. L'action de cette société a été conduite avec tant de méthode qu'on évalue ses adhérents à 80,000, soit au sixième du total des protestants sujets de François-Joseph.

L'*Union évangélique* est un groupement de même nature. Son action s'est combinée de même avec celle de l'*Union pangermanique*. Un rapport publié par le *Reichsbote* le dit formellement. A l'une de ses dernières assemblées générales l'*Union* a décidé de consacrer en 1901 une somme de 200,000 marks à la propagande en Autriche.

Après les sociétés religieuses, vient le groupe des sociétés économiques. Là comme ailleurs, on retrouve à l'origine l'action du Dr Hasse. En 1895, il établit tout un plan de voies de communications, propres à faciliter le trafic général allemand. « Il s'agit de réunir une série d'entreprises particulières en un système allemand », qui constituera plus tard les grandes artères économiques de l'Union douanière de l'Europe centrale qu'il s'agit de fonder.

La même année, le Dr G. Zœpfl, dont les idées sont identiques à celles du Dr Hasse et qui très probablement est un de ses amis personnels, démontre que « la question des canaux est étroitement liée à la création d'une Union douanière de l'Europe centrale ou tout au moins d'une Union douanière austro-allemande ».

En conséquence, dans une conférence qu'il fit à

Berlin le 26 avril 1895, le Dr G. Zœpfl demanda la jonction du Mein, de l'Elbe et de l'Oder au Danube au moyen de canaux. Après leur achèvement, l'Allemagne disposera de plusieurs routes fluviales vers la mer Noire.

Cette idée est en train de se réaliser. Il existe une fédération de sociétés pour l'exécution de canaux; elle comprend trois groupements principaux : *l'Union centrale pour l'extension de la navigation allemande sur fleuves et sur canaux, Berlin; l'Union pour l'extension de la navigation sur les canaux bavarois, Nuremberg; l'Union du Danube, Vienne.*

Ces trois sociétés agissent de concert. Elles organisent des conférences et déploient la plus grande activité pour préparer la réalisation de la partie économique du programme pangermaniste. Leur action serait-elle d'ailleurs purement commerciale, qu'elle n'en mériterait pas moins de fixer la plus grande attention, car *l'exécution des canaux de l'Elbe et de l'Oder au Danube, en modifiant les conditions générales du transit continental, est destinée à entraîner d'incalculables conséquences.*

Comme tous les grands pays, l'Empire allemand possède des associations dont le but est de répandre à l'étranger la langue allemande. Il n'y aurait donc rien à en dire si, depuis quelques années, on ne voyait ces groupements accentuer leur note et faire servir leur organisation à la diffusion des idées pangermanistes. L'*Union linguistique générale*

allemande est certainement de ce nombre. L'éloge qu'en faisaient les *Feuilles pangermaniques* dès la fin de 1894 ne laisse pas le moindre doute. C'est encore le cas de l'*Union générale scolaire allemande*, dont les secours en argent pour les écoles allemandes de l'étranger, les jardins pour les enfants, etc., sont toujours régulièrement concentrés sur l'Autriche allemande et particulièrement sur la Bohême, le plus important champ de bataille.

Cette nomenclature, quoique incomplète, suffit cependant à donner une idée de l'organisation pangermaniste. Depuis cinq ans, ces sociétés ont fait sous les formes les plus diverses un grand nombre de manifestations toujours accueillies avec enthousiasme par la majorité de la presse allemande. C'est qu'il existe maintenant de l'autre côté du Rhin un nombre considérable de journaux s'ingéniant à renforcer le courant pangermaniste et préconisant ouvertement l'absorption de l'Autriche *sous une forme quelconque*. Parmi les organes particulièrement dévoués à cette politique, on trouve : le *Michel allemand*, feuille de propagande récemment fondée, d'un bon marché extraordinaire et tout à fait nuance Dr Hasse; la *Hilfe*, revue hebdomadaire, dont le directeur M. Fr. Naumann, leader des sociaux-nationaux, aime les formes adoucies, prudentes et surtout opportunistes; la *Jugend* de Munich, qui volontiers va jusqu'à une poétique violence. Son chant des Allemands d'Autriche est

tout à fait digne des *Feuilles pangermaniques*. La *Gegenwart* (le Présent), revue jouissant d'une grande autorité, est si favorable à la politique universelle qu'on y trouve des articles de ce genre : « Jusqu'à présent, l'Allemagne n'a même pas accompli sa mission la plus immédiate, qui consiste à réunir sous l'aile de l'aigle impériale tous les peuples de race et de langue allemandes. Les temps présents sont extraordinairement favorables à l'obtention de ce but.

« Les Allemands d'Autriche désirent précisément être rattachés à l'Empire allemand. Il faut trouver un moyen quelconque de donner une solution satisfaisante à cette grave question, qui, non seulement pour les Allemands d'Autriche, mais encore pour l'Empire allemand, est une question de vie ou de mort. »

Parmi les organes de la presse quotidienne qui développent les mêmes points de vue, on trouve à Berlin : le *Berliner Börsen-Kurier*, le *Berliner Tageblatt*, la *Deutsche Zeitschrift*, la *Tægliche Rundschau*, la *Vossische Zeitung*, la *Deutsche Zeitung*. Ce dernier journal est entièrement adonné à l'œuvre pangermaniste. Il est dirigé depuis cinq ans par le Dr Fr. Langé, membre du comité directeur de l'*Union pangermanique*.

Dans la presse provinciale, le Dr Hasse compte également un nombre considérable de partisans et de défenseurs. Les *Münchener Neueste Nachrichten*

sont dévouées, et les *Leipziger Neueste Nachrichten* sont ardentes. A la fin d'août 1897, elles déclaraient déjà sur un ton de morgue hautaine : « La Cisleithanie subsistera seulement si la langue allemande est reconnue comme langue d'État, et si l'Autriche entre dans une union douanière et commerciale avec l'Empire allemand. »

Aucun journaliste allemand de la majorité ne se demande si la cause des Slaves cisleithans est juste ou non. A toutes les tentatives de raisonnement, ils opposent l'argument inébranlable, croient-ils, de la supériorité de la race. Leur thèse est simple autant que brutale : les Allemands dominent en Autriche depuis des siècles; ils ont apporté aux Slaves la civilisation; ce serait en compromettre les bons effets que de permettre à ceux-ci de toucher à l'ordre de choses établi. Jusqu'ici, les Habsbourg ont été les serviteurs du Germanisme. C'est à eux qu'il appartient de maintenir les Slaves turbulents dans leur situation passée. Si les Habsbourg échouent dans cette mission, ils se condamnent à disparaître, car alors ils travaillent eux-mêmes à la décomposition de l'Autriche et ils la conduisent à un démembrement qui, de toute nécessité, rattachera les provinces allemandes de la Cisleithanie à l'Empire allemand.

Cette thèse, unanimement soutenue par la presse de l'Allemagne, *même par les organes qui ne se piquent pas de Panyermanisme*, est celle que

les agences télégraphiques de Berlin diffusent à l'étranger. Le mécanisme de l'opération, qui peut paraître très compliqué, est en réalité fort simple.

A Berlin, c'est surtout le bureau Wolff qui est dans la main du gouvernement. Il lui est d'autant plus facile d'impressionner comme il l'entend les lecteurs du monde entier, que presque toutes les agences télégraphiques, afin de réduire leurs frais, qui sont considérables, échangent entre elles les nouvelles de leurs pays respectifs.

C'est ainsi que les informations sur l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie données aux journaux français par les agences de Paris sont généralement frelatées, alors que cependant la bonne foi et la loyauté de ces agences restent entières. Il y a là très certainement le résultat d'une lacune grave dans l'organisation générale de la presse. Je n'ai pas à chercher ici les moyens de la combler. Il me suffit de la constater et d'en tenir compte.

Ce qui précède établit que, dans tout l'Empire allemand, un nombre considérable de sociétés et de journaux préparent les esprits à admettre la réalisation du projet de la Grande-Allemagne. Leur action a été singulièrement facilitée par les encouragements que leur ont prodigués avec ostentation des personnalités d'une notoriété plus ou moins grande. Il est impossible de citer tous les Pangermanistes de marque; je rappellerai seule-

ment quelques noms pris parmi les classes influentes de la société.

Au Reichstag, « le professeur Hasse, le Dr Lehr, M. Liebermann, le comte d'Arnim s'attachent à sauver les Autrichiens », dit l'un des publicistes de l'*Odin*.

Sauver les Autrichiens! on se doute bien que cet euphémisme veut dire : préparer l'extension de l'Empire aux dépens de l'Autriche. C'est ce qu'explique fort clairement, dans une de ses poésies, M. Liebermann, déjà cité :

Dieu allemand, laisse arriver
Ce que ton peuple implore.
Sois présent dans l'avenir
A la lutte des peuples.
Reste fidèlement uni à la Pangermanie,
Là où flottera notre bannière,
Depuis le Belt jusqu'à l'Adriatique.

Ces invocations et ces agissements compromettants n'empêchent pas des personnages haut placés d'assumer avec le Dr Hasse la responsabilité du développement de l'*Union pangermanique*. Ainsi, l'an dernier, le comte Udo de Stolberg-Vernigerode, ancien premier président de la Prusse orientale et député, est devenu l'un de ses directeurs. Or, en novembre 1901, il a élu premier vice-président du Reichstag. Ce sont là, on l'avouera, des adhésions et des encouragements propres à entraîner celles de simples bourgeois et de commerçants. Des pasteurs fort connus n'ont pas hésité à donner

l'appui le plus absolu et le plus ostensible à la campagne. Le pasteur Luthardt, doyen des théologiens de Leipzig, a conseillé d'inonder l'Autriche de brochures protestantes et pangermanistes. Le pasteur Witte, de Berlin, ajouta que si la censure interdisait l'introduction de ces *tracts*, on saurait bien trouver le moyen de leur faire passer la frontière en contrebande. Le 28 octobre 1900, le conseiller du consistoire supérieur de Dresde, Dr Tibelius, vint à Krammel, près d'Aussig, en Bohême, inaugurer la première église évangéliste fondée grâce au mouvement prusso-protestant.

Le cardinal Kopp, dont les relations personnelles avec l'empereur Guillaume sont bien connues, s'est attaché à montrer que les catholiques pangermanistes ne le cèdent en rien aux protestants. Abusant des pouvoirs spirituels que les traités de 1815 ont laissés au prince-évêque de Breslau sur la Silésie autrichienne, il a fondé (avril 1899) un nouveau séminaire dans le but avoué de former un clergé prussophile pour remplacer celui des séminaires actuels, dévoué à l'Autriche. Trois mois plus tard, il intervint plus audacieusement encore en essayant, d'ailleurs sans succès cette fois, de faire nommer au siège archiépiscopal de Prague le baron de Grimmenstein, sujet prussien.

Mommsen, un autre ami personnel de Guillaume II et qui, en écrivant l'histoire romaine, a trouvé l'occasion de faire une apologie de la race

germanique, a adressé à la *Neue Freie Presse* de Vienne (31 octobre 1897) une lettre contre les Slaves d'Autriche, qui a eu un immense retentissement. On y lisait : « Croyez-m'en, de même que les Allemands d'Autriche regardent vers l'Allemagne, de même les Allemands de l'Empire regardent vers l'Autriche. » « Un homme de la situation de M. Th. Mommsen qui s'immiscerait aussi audacieusement dans la politique d'un gouvernement allié, et qui le ferait en termes d'une pareille grossièreté, serait chez nous, disait M. Alphonse Humbert, député de Paris, immédiatement hué par la presse tout entière. La lettre de M. Th. Mommsen est accueillie par toute la presse allemande avec un véritable enthousiasme. Les plus grands journaux de Berlin lui consacrent des *leaders* sympathiques, et beaucoup ne craignent pas d'agrémenter les éloges qu'ils en font d'injures et de menaces contre la monarchie autrichienne. »

Depuis ce succès, Mommsen n'a fait qu'accentuer sa note menaçante. En 1900, la municipalité pangermaniste d'Eger en Bohême a envoyé à l'historien un exemplaire du catalogue des archives de la ville. Mommsen remercia dans une lettre où il dit : « Puisse votre pays se sauver, grâce à ses fidèles qualités allemandes, à la faveur des troubles actuels ! »

Les officiers, qui reflètent le mieux l'esprit du monde militaire, parlent avec une netteté plus

grande encore. Le colonel de Bernhardhi, ancien chef d'état-major du 16e corps, actuellement attaché au grand état-major, honoré des faveurs particulières de Guillaume II, a donné, dans une conférence sur les éléments de la guerre moderne, à la Société militaire de Berlin, la véritable formule des ambitions allemandes : « Nous reconnaîtrons que l'Empire allemand nouvellement formé n'a pas encore atteint la limite de l'extension possible de sa puissance. Son unification, sa renaissance, lui ont imposé de nouveaux et impérieux devoirs, que jusqu'ici la Prusse avait dû remplir à elle seule. *Nous reconnaîtrons que sa mission historique n'est pas encore terminée, puisque cette mission consiste à former le noyau autour duquel viendront se grouper tous les éléments dispersés de la race allemande, à étendre sa sphère d'influence pour la mettre en harmonie avec ses limites politiques, à donner et à assurer au Germanisme la place qui doit lui revenir sur tout le globe...*

« Pour lui assurer cette place, nous devons avoir le courage de nous engager dans des voies nouvelles, où le flambeau de l'expérience ne viendra pas nous éclairer, *où, en apparence tout au moins, il nous faudra la plus grande audace.* »

Le général von der Goltz, ancien chef de la mission militaire allemande en Turquie, aujourd'hui grand favori de l'empereur Guillaume, soutient identiquement la même thèse : « Travailler sans relâche à perfectionner de plus en plus notre

armée et notre organisation militaire nationales sera encore pour nous la suprême sagesse politique. L'accroissement de notre force morale, de cette puissance qui décide de tout à la guerre, doit marcher de front avec nos progrès matériels ; *nous disons accroissement et non maintien, car « les forces morales ne restent jamais à un même niveau; elles décroissent dès qu'elles cessent de croître »*.

« Il est donc nécessaire avant tout de nous convaincre nous-mêmes et de convaincre la génération dont nous avons à faire l'éducation que le moment du repos n'est pas venu, *que la prédiction d'une lutte suprême, ayant pour enjeu l'existence et la grandeur de l'Allemagne, n'est nullement une vaine chimère issue de l'imagination de quelques fous ambitieux,* que cette lutte suprême éclatera un jour, inévitable, terrible et grave comme toute lutte de nations appelée à servir de prélude à de grandes révolutions politiques. Ce sentiment doit nous amener à tout faire, par l'exemple, par la parole, par la plume, pour affermir dans nos cœurs et dans ceux de nos enfants notre inébranlable fidélité à l'empereur, notre amour passionné de la patrie, notre esprit de sacrifice et d'abnégation. Dans ces conditions, la victoire finale, dans la lutte future, ne manquera pas d'appartenir encore à l'armée allemande, qui doit être et demeurer la nation allemande armée. »

Les paroles ou les actes des députés de l'*Union*

pangermanique au Reichstag, de Mgr Kopp, de Mommsen, du colonel de Bernhardhi, du général von der Goltz, ne procèdent-ils pas d'une même volonté : préparer l'extension, *sous une forme quelconque*, des frontières de l'Empire en Europe même? Il semble bien que la réponse ne puisse être négative.

Cette revue des principaux moyens de l'action pangermaniste, *quoique fort incomplète*, permet de considérer maintenant dans son ensemble l'instrument de la propagande en Allemagne. Alors seulement on en comprend toute l'importance.

La solidarité, l'action concertée et concordante de presque tous les groupements pangermanistes est certaine. Les délégations que la plupart d'entre eux ont envoyées à Mayence en juin 1900, à l'assemblée générale de l'*Union pangermanique*, l'établissent matériellement. On y trouvait, en effet, les représentants d'un grand nombre de sociétés allemandes, notamment de l'*Union des étudiants allemands*, de la *Societé nationale des employés de commerce*, de l'*Union générale linguistique allemande*, de l'*Union des sociétés navales*, de l'*Union de la Wartburg*, de l'*Ostmarkverein*, de l'*Odin*, de l'*Union du nord du Schleswig*, etc. Il est donc indéniable que le Dr Hasse et ses amis sont arrivés à réaliser cette force d'organisation qu'ils rêvaient de créer il y a si peu d'années encore.

Quand on songe à l'action qu'a eue jadis le

Tugendbund et aux procédés relativement rudimentaires avec lesquels M. de Bismarck est parvenu, entre 1866 et 1870, à convaincre les Allemands de la nécessité de reprendre l'Alsace-Lorraine, alors seulement on comprend qu'un ensemble de sociétés politiques, religieuses, économiques, ayant leurs journaux, leurs revues servant des idées communes et obéissant à une impulsion unique, peut exercer une puissance formidable sur le peuple allemand qui, plus que tout autre, est un peuple enseigné.

Les résultats que cette organisation remarquable a obtenus dans l'Empire allemand constituent à la fois une preuve nouvelle de sa force et un avertissement précieux pour ceux qui songent à l'avenir.

Dès sa création, l'*Union pangermanique* a trouvé des adhérents particulièrement dévoués dans les élèves des écoles supérieures. Au début de 1897, une délégation d'étudiants de l'Empire alla à Vienne encourager les camarades autrichiens et leur dire : « Nous n'oublierons jamais la Marche de l'Est, pas plus que nous n'avons oublié Strasbourg. L'avenir le montrera. »

Au lieu de chercher à arrêter le mouvement, les professeurs firent tout pour l'accentuer. Lorsque la presse de l'Empire attaqua les Slaves d'Autriche et sollicita les manifestations en faveur des Allemands de Cisleithanie, les professeurs ordinaires des universités d'Allemagne, sur l'initiative de

l'université de Heidelberg, firent une manifestation qui mérite d'être spécialement retenue : 816 sur 1,100 (soit les trois quarts) envoyèrent, dans l'été de 1897, une adresse aux professeurs de l'université allemande de Prague pour les engager à lutter vigoureusement contre les Tchèques. On sait combien est considérable en Allemagne l'influence des professeurs d'université; on conçoit donc que leur manifestation ait achevé de passionner leurs élèves pour les idées pangermanistes.

Cet embrigadement méthodique de la jeunesse est un fait capital dont l'importance est très grande pour l'avenir. Si l'on veut donc voir les choses comme elles sont, il faut considérer la grande majorité des étudiants de l'Empire allemand comme des partisans très zélés de la Pangermanie. D'ailleurs, sous l'influence des brochures, des manifestations faites par des personnalités connues ou des collectivités influentes, sous l'action de considérations économiques, politiques, sentimentales ou militaires, toutes les classes de la société allemande se laissaient gagner en grande partie par les théories remises en honneur et modernisées par le Dr Hasse.

Sans doute, tous les Allemands ne sont pas encore entrés dans cette voie périlleuse. Après les premières attaques de l'*Union pangermanique* contre l'Autriche, un grand nombre de journaux de l'Empire ont protesté fort honnêtement contre

cette immixtion dans les affaires d'un État étranger.

De telles protestations font trop d'honneur au bon sens et à la bonne foi de ceux qui les ont faites, pour ne pas mériter d'être signalées; c'est rendre ainsi hommage à la vérité et au courage tout particulier qu'elles dénotent chez leurs auteurs. Malheureusement, on est bien forcé de constater qu'elles ont été très rares; les organes qui, comme la *Süddeutsche Reichskorrespondenz*, continuent à accuser l'*Union pangermanique* de « provoquer un mouvement irrédentiste chez les Allemands d'Autriche » restent parfaitement impuissants à arrêter le courant.

L'accroissement du nombre des partisans de la Grande-Allemagne est si sensible parmi les sujets de Guillaume II, qu'un des collaborateurs de l'*Odin*, malgré le caractère insatiable de ses exigences, le constate : « L'existence des journaux comme la *Tægliche Rundschau*, les *Münchener Neueste Nachrichten*, la *Deutsche Zeitung*, de Berlin, les *Alldeutsche Blätter*, l'*Odin* et quelques autres, démontre tout au moins que le nombre de ceux qui se réveillent va en augmentant. » Un autre journal d'outre-Rhin, qui juge les choses avec plus de calme, se déclare satisfait : « On reconnaît peu à peu en Allemagne que la propre défense des Allemands d'Autriche intéresse au premier chef les Allemands de l'Empire, garantit d'une ruine com-

plète l'alliance austro-allemande et oppose une digue puissante au progrès du Slavisme, qui nous menacerait plus tard. Non seulement ce changement d'appréciation se manifeste dans la presse de toutes nuances et fixe l'attention sur les événements de la monarchie des Habsbourg, qu'on voudrait changer en un État fédéral slavo-magyar, mais encore les sociétés pangermanistes, jadis languissantes, prennent un nouvel et rapide essor. » La progression du chiffre des adhérents de l'*Union pangermanique* en est comme l'enregistrement mathématique. De 5,600 membres en 1894, l'*Union* est passée à 22,000 en 1901.

Un autre moyen existe encore de marquer les phases de l'adhésion du public allemand au Pangermanisme. En 1892, paraissent quelques brochures isolées. Elles sont non signées, énigmatiques et même vagues. Cependant, le public leur fait bon accueil. Les publicistes comprennent que les désirs d'extension ne demandent qu'à être encouragés; ils s'enhardissent. Des noms connus contresignent les théories nouvelles. Le succès se dessine. Une foule d'ouvrages, brochures ou volumes précisent les idées pangermanistes. Paul de Lagarde est remis en honneur. Les plaquettes les plus extravagantes trouvent des éditeurs. Les *Feuilles pangermaniques* de l'*Union pangermanique* voient augmenter rapidement leurs abonnés. Déjà en 1895 l'idée de la Grande-Allemagne est suffi-

samment admise pour qu'on puisse parler de sa réalisation éventuelle avec infiniment plus de vraisemblance qu'avant 1870 on ne pouvait le faire de la conquête de l'Alsace-Lorraine.

L'incident des ordonnances sur les langues du comte Badeni survient; l'*Union pangermanique* le grossit à dessein. En moins de deux ans, l'idée de l'extension en Autriche réalise des progrès si décisifs que les grandes maisons d'éditions scientifiques, comme celle de Justus Perthes, n'hésitent plus à la préconiser. En 1897, Paul Langhans publie son Atlas colonial, où la note pangermaniste apparaît déjà. Deux ans plus tard, il l'accentue fortement dans sa carte : *Les Allemands et les Tchèques dans le nord de la Bohême*. On y trouve la même abondance d'indications offrant toutes les apparences de l'impartialité scientifique; un détail toutefois révèle les préoccupations de l'auteur.

Un des « cartons » qui accompagnent la grande carte a pour titre : *L'obstacle transversal tchèque entre les Marches allemandes de l'Est;* titre significatif s'il en fut, et qui exprime bien l'intensité de la colère que détermine chez les Allemands l'existence de la Bohême slave.

Enfin, partout dans l'Empire, la poussée d'opinion devient plus intense; le géographe Paul Langhans n'hésite plus à signer en 1900 l'*Atlas pangermanique*.

L'échelonnement de ces diverses publications

permet donc de constater qu'une sorte d'entraînement réciproque s'est établi entre le public et les écrivains. Les publicistes pangermanistes surexcitent les sujets de Guillaume II; ceux-ci fortifient leurs ambitions, les précisent et provoquent les auteurs à de nouvelles hardiesses. Il en est résulté une exaltation progressive de l'opinion allemande. On peut en constater maintenant les résultats. Les plus modérés disent : « Nous croyons à la haute destinée du peuple allemand. Nous croyons aussi à celle de notre empereur. » Quant aux fanatiques, ils applaudissent avec frenésie aux paroles de M. Schönerer, qui, au delà de la frontière, déclare : « Nous ne sommes pas seulement des hommes, nous sommes davantage, parce que nous sommes Germains, parce que nous sommes Allemands. »

On ne répète pas constamment à un peuple qu'il est supérieur à tous les autres, dans tous les ordres et sous toutes les formes, sans que son orgueil, — et cela est très humain, — n'en soit profondément surexcité. Si des exagérations de cette nature peuvent, à certains points de vue, être une cause de force, elles n'en déterminent pas moins un sérieux recul à d'autres égards. L'injustice notoire dont les Allemands font preuve envers les Slaves d'Autriche les rend durs et impitoyables.

Le fâcheux état d'esprit qu'ils manifestent résulte au fond d'une seule cause : la politique universelle. La grande préoccupation d'en assurer le succès

domine à ce point qu'en 1900 on a vu certains chefs de corps recommander aux réservistes qui venaient de terminer leur période d'exercer leur influence autour d'eux pour appuyer la politique de l'empereur. Or, la politique universelle impliquant une tendance perpétuelle vers la suprématie, il en résulte une tension d'esprit qui, par sa constance même, détermine visiblement chez beaucoup d'Allemands un véritable ébranlement nerveux. « Quiconque, dit le *Journal de Colmar* (16 août 1900), a suivi, même d'une manière superficielle, le mouvement pangermaniste est effrayé du grand nombre de gens qu'en Allemagne le développement extraordinaire de la prospérité du pays a frappés de la folie des grandeurs. »

Les brochures les plus insensées sont éditées, lues et même discutées gravement par des journaux sérieux qui assurent leur succès. On s'explique mieux ces agissements surprenants après avoir lu le chant pangermaniste que le Dr Alexandre Tille, longtemps professeur allemand à l'université de Glasgow et fort connu, n'a pas craint de composer :

Celui qui descend de parents allemands
Et parle notre langue,
Celui dont le cœur bat à l'unisson du nôtre,
Nous ne l'abandonnons pas non plus.
Que l'Autriche, la Suisse ou les rives de la Frise
Soient son pays, peu nous importe !
Tendez les mains de ce côté, voisins des pays haut allemands,
Vers le nouvel Empire allemand !
Debout ! Qu'un son allemand résonne bientôt,

Depuis l'embouchure du Rhin
Jusqu'à la Moravie et depuis le *Waskenwald*
Jusqu'à la mer Adriatique !
Quand tout ce qui se sent allemand
Sera réuni en un seul Empire,
Quand une seule couronne brillera
Dans le monde germanique,
Alors l'aigle impérial prendra son vol de la côte,
Son aile frappera l'air à grand bruit,
Et ce bruit voudra dire : Pangermanie de la Mer à la Terre,
Pangermanie de la Terre à la Mer !

Le « type » du pangermaniste se dévoile complètement dans ces vers. Bismarck est son dieu, la force sa doctrine et la conquête à la prussienne son constant espoir. Il s'indigne contre ceux des Allemands qui considèrent comme permises les seules guerres défensives. Le *Journal de Colmar* a donné une description fort heureuse de ce dangereux personnage. « Le Pangermaniste ne traduit pas les mots de l'hymne national *Deutschland über alles,* comme la raison l'exige, par : « J'aime l'Allemagne, ma patrie, par-dessus toutes choses », mais il les prend au sens le plus large : « L'Allemagne doit dominer effectivement le monde tout entier. » Il n'y a qu'un peuple, qu'une civilisation, qu'un droit coutumier, qu'une langue, qu'un droit national. En dehors de l'Allemagne, il n'y a que des races inférieures, des êtres de valeur moindre, des usages barbares, des idiomes qui doivent disparaître, des peuples auxquels on ne peut reconnaître aucun droit à l'existence, des parias de nature, des esclaves par destination. »

Le portrait n'est pas chargé. C'est un de ces « Supergermains » qui avec beaucoup de sérieux ose écrire ces lignes que ses concitoyens lisent sans protester : « Une politique grande et adroite saura diviser les guerres; chaque guerre devra être conduite à part, chaque adversaire abattu tout seul. Cela sera possible avec tous, hormis avec la France et la Russie, qui certainement marcheront ensemble; mais d'après nos autorités militaires nous pouvons prendre les deux à la fois sur nos cornes. Même la coalition à la Kaunitz, devant laquelle tremblait Bismarck, et qu'on sut si bien exploiter à Vienne, peut être vaincue avec nos seules ressources, *si, sans hésitation et sans scrupules, nous nous élevons, dans la guerre, à un usage plus grand de la violence.* » Lorsqu'on tente de les rappeler à plus de modération, les Pangermanistes répondent : « Si, de 1848 à 1866, nos pères avaient été aussi timides et aussi pusillanimes que beaucoup de nos concitoyens opportunistes, nous n'aurions pas encore réalisé les acquisitions de 1864 à 1871..... On entend parfois chez les savants et les sages, adversaires de l'idée pangermaniste, l'objection suivante : « A quoi nous serviront les Tchèques, les Slovènes et les autres? Est-ce que les catholiques allemands d'Autriche représenteront réellement une augmentation de notre puissance? » A la première objection, nous répondrons que l'Allemagne universelle n'est possible que si la grande puissance slave, la Russie, est mise en

miettes, est complètement abattue. Alors, quand les armées allemandes triomphantes occuperont le pays de la Moldau jusqu'à l'Adriatique, il sera possible d'expulser simplement les populations non allemandes de la Cisleithanie... On pourra les indemniser, mais il faudra faire table rase et coloniser leur pays avec des Allemands. A l'occasion d'événements aussi considérables, nous n'hésiterions pas à enlever à la France et à la Russie de larges bandes de terrain pour en faire les glacis de nos frontières de l'Est et de l'Ouest. Il faudrait d'ailleurs imposer comme condition de la paix que la population indigène abandonnerait ces provinces et serait indemnisée par les puissances vaincues. Là encore, on coloniserait. Voilà comment nous nous imaginons l'élargissement de nos frontières en Europe. Cet élargissement est devenu pour nous un besoin, de même que le pain est nécessaire pour notre population, qui s'accroît si vite. »

Le *Journal de Colmar*, qui donne cet extrait, conclut : « Pauvres fous, diront quelques sceptiques. Oui, mais fous dangereux, dont le gouvernement allemand aurait tout intérêt à renier publiquement les théories et qu'il ferait bien de rendre impuissants en leur rappelant qu'au-dessus de leurs violences, *en somme savamment calculées,* il y a la loi à l'intérieur, et à l'extérieur la nécessité d'entretenir avec les pays voisins la paix, d'où découlent tout progrès et toute prospérité pour les peuples. »

Croire que quelques publicistes, plus ou moins tolérés par l'opinion, se sont seuls livrés à des manifestations aussi extravagantes serait se tromper gravement. Le courant a gagné même les hommes qui par vocation devraient être les plus pacifiques.

Le *Vorwaerts* a raconté que devant une nombreuse et sympathique assistance de professeurs et d'étudiants de théologie protestante le théologien Lezius a prononcé un discours applaudi où il recommanda de traiter les Polonais prussiens comme des Chinois. Voici un extrait de cette prodigieuse harangue, qui intéresse également l'Alsace-Lorraine :

« Salomon a dit : Ne sois pas trop sage, ne sois pas trop juste. La presse polonaise devrait être simplement anéantie. On devrait supprimer toutes les associations polonaises sans donner la moindre excuse à cette mesure. Ce procédé sommaire devrait être appliqué également à la presse française et danoise comme aux associations d'Alsace-Lorraine et du Schleswig-Holstein. Point de ménagements, particulièrement en ce qui concerne les Polonais. Il faut changer la Constitution en faveur de ces derniers. Les Polonais doivent être considérés comme des ilotes. Ils ne devraient avoir que trois privilèges : payer l'impôt, servir dans l'armée et fermer la gueule (*sic*). »

Les savants les plus patentés témoignent d'un même état d'esprit; chez eux, seule la forme dif-

fère : « Il ne saurait y avoir d'idéalisme sérieux en politique, dit l'historien Henri de Treitschke, sans une conception idéale de la guerre. » On ne peut donc douter que ceux qui dirigent l'opinion ne soient en parfait accord avec les militaires, accord qui s'explique parfaitement par ce fait que l'immense majorité des Allemands est imprégnée jusqu'aux moelles de ce principe : « Seul un peuple pourra maintenir sa situation politique dans le monde, qui mettra sa confiance dans la force de son épée, qui, *à tout instant*, sera disposé et préparé à employer toutes ses forces pour faire la guerre. »

Cette ferme conviction n'empêche point d'ailleurs les sujets de Guillaume II de se qualifier selon leurs nuances de progressistes, de libéraux, de nationalistes, de socialistes, alors qu'en fait ils violent le droit, la nationalité, la liberté, et qu'ils s'opposent énergiquement à tout progrès moral. Les épithètes qu'ils s'attribuent ne sont pas, d'ailleurs, complètement inexactes; si elles sont fausses par rapport à la collectivité humaine, elles sont vraies par rapport à la collectivité germanique.

Il est assez piquant, on l'avouera, de constater aujourd'hui chez les Allemands un chauvinisme plus déréglé que celui qu'ils ont reproché aux Français. Eux qui jadis n'avaient pas assez de moqueries pour la « grande nation » s'intitulent aujourd'hui le « premier peuple du monde ».

Si fâcheux que soit cet état d'esprit, il faut le constater tel qu'il est et surtout éviter de croire qu'il disparaîtra naturellement. Ce serait ne tenir aucun compte de l'essence même du tempérament germanique. L'Allemand est le plus rétrospectif des hommes; il a gardé le souvenir de toute son histoire et n'est pas comme le Français, qui ne la connaît guère que depuis 1789. L'Allemand ne se demande pas ce qu'a été en réalité le Saint-Empire romain de nation germanique, mais il sait qu'il a existé. Ce souvenir l'enveloppe, l'oppresse, suffit à lui donner conscience de droits historiques. Or, pour l'Allemand, le droit historique est le droit absolu, et cette croyance le conduit par une pente très douce à la théorie de l'annexion.

L'Allemand d'aujourd'hui a les yeux fixés sur la Prusse, dont toute l'histoire se résume en une succession de crises dénouées par la conquête de terres. Une nouvelle crise d'annexion vient de se déclarer. Elle a commencé par des conquêtes coloniales, mais pour l'ogre de Berlin ce sont là de simples hors-d'œuvre qui le mettent en appétit. L'Autriche allemande, voilà le plat de résistance qui seul peut le satisfaire. *Mais l' « Autriche allemande », ce n'est pas l'Autriche où vivent des Allemands; ce sont toutes les régions de l'Autriche qu'on prétend considérer comme allemandes; c'est une Autriche dont la Galicie, la Bukovine et la Dalmatie sont exclues, mais dont le territoire contient encore huit millions de Slaves contre*

neuf millions d'Allemands (1). C'est ce territoire qu'on entend appeler Autriche allemande; c'est lui qui est l'objet des convoitises avouées ou des espérances cachées. Quand et comment s'emparera-t-on de cette *Autriche allemande?* Il faut saisir les circonstances favorables. « Persévérez dans votre résistance », dit-on aux Allemands pangermanistes d'Autriche; « attendez », ajoute-t-on pour les impatients de l'Empire. Attendre résume toute la science d'Etat allemande.

« Si la dissolution de l'Autriche arrive, elle déterminera une guerre européenne avec ses suites incalculables; mais si l'Autriche se maintient, le lien politique qui l'unit à nous nous est nécessaire; il faut le rendre plus efficace par une union douanière. *L'Empire allemand doit, et sa situation d'allié le lui permet, empêcher la destruction du Germanisme en Autriche. Il lui faut mener une politique d'intervention ouverte comme il a déjà commencé à le faire depuis un an et demi.* » Cette politique d'intervention permettra d'arriver dans les conditions les meilleures au moment psychologique où la question se posera de savoir si, selon l'expression de M. de Bulow, l'Allemagne sera enclume ou marteau.

« Nous autres Allemands, nous avons souffert silencieusement pendant des siècles d'être enclume; je pense que le temps est venu où nous

(1) Voir p. 95.

pouvons avoir la prétention de prendre du large et d'être marteau. Dans l'avenir, nous voulons être marteau et non enclume. » Telle est là la conclusion du Dr Hasse, principal créateur du courant pangermaniste. Qu'on le veuille ou non, ce courant d'abord artificiel constitue maintenant une de ces forces naturelles qui produisent les grands événements politiques.

Voici comment quelques années de propagande faite dans une atmosphère favorable ont suffi pour réveiller la vieille nature teutonne et pour avoir raison des apparences pacifiques que des observateurs superficiels pensaient avoir découvertes outre-Rhin. L'intensité de l'action pangermaniste a déterminé une tension des esprits qui menace d'un éclat prochain. Une excitation passionnelle de l'opinion publique, dangereuse pour la paix, existe bien réellement en Allemagne. Malheur aux États qui n'auront pas su le comprendre à temps.

CHAPITRE II

L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT DE BERLIN

I. Sympathies et propagande officielles. — II. Guillaume II et le Pangermanisme. — III. Les récentes mesures militaires. — IV. Tendances de la politique générale de l'Empire.

L'attitude observée par le gouvernement de Berlin à l'égard des manifestations pangermanistes offre un immense intérêt : elle permet d'en apprécier la force et le danger, aussi bien que de discerner avec de sérieuses chances d'exactitude quelle politique Guillaume II semble vouloir suivre à propos de l'Autriche.

I

Contester que le Dr Hasse et ses amis aient trouvé chez les autorités allemandes de l'Empire la plus sympathique condescendance paraît difficile.

Les libraires ont pu exposer sans obstacle dans leurs vitrines les cartes et les brochures pangermanistes; l'*Union évangélique* et les autres sociétés protestantes ont été libres d'organiser de Berlin le mouvement *Los von Rom* antiautrichien (1); l'*Union pangermanique* a tenu sans la moindre entrave ses meetings antiautrichiens dans toutes les grandes villes de l'Empire, parfois même avec la protection de la force publique, comme le fait a eu lieu à Mayence le 29 octobre 1899; le Dr Hasse a formé avec Mommsen, le professeur Wagner, le général von der Goltz, etc., personnalités touchant plus ou moins au monde officiel, un comité d'agitation en faveur des Allemands d'Autriche.

Aucun d'entre eux n'a même été blâmé pour cette attitude gravement incorrecte. Il semble au contraire que de tels actes constituent un titre aux faveurs impériales; Mgr Kopp est l'ami de Guillaume II; Mommsen, qui encourage les Allemands d'Autriche « à une politique séparatiste, qui ne tend à rien moins qu'au démembrement de la monarchie des Habsbourg », reçoit constamment de son souverain les témoignages les plus flatteurs, et le général von der Goltz est spécialement bien en cour.

Rien d'étonnant donc à voir des officiers en service comme le capitaine de corvette comte Bern-

(1) Voir p. 146.

storff et le vice-amiral Reinhold Werner devenir les collaborateurs zélés de l'*Union pangermanique*, en cela approuvés d'ailleurs par leur plus haut chef hiérarchique, l'amiral Tirpitz, secrétaire d'État, lequel envoya à plusieurs reprises en 1900 (*c'est-à-dire après toute la série des manifestations antiautrichiennes de l'Union qu'il ne pouvait ignorer*) ses remerciements « les plus obligés » pour l'agitation menée dans toute l'Allemagne par le Dr Hasse et sa société en faveur du projet d'augmentation de la flotte de guerre.

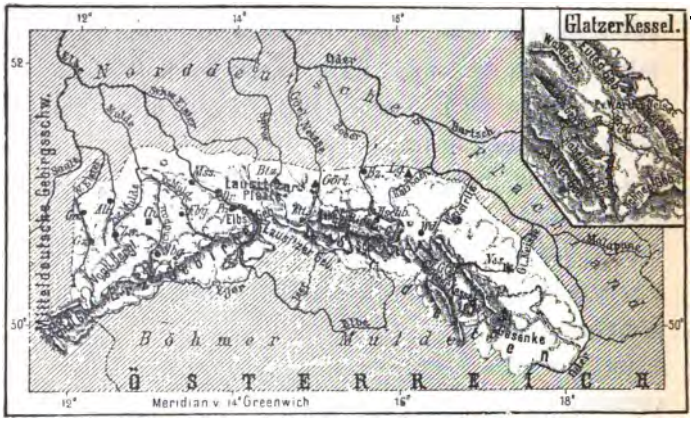
La collaboration de l'*Union pangermanique* à l'œuvre du ministère de Berlin paraît si évidente que la *Gazette de Francfort* (21 décembre 1899) lui a reproché de « n'être rien autre qu'une troupe du gouvernement ».

Cette appréciation n'a rien d'excessif. Le gouvernement de l'empereur Guillaume travaille, tout comme l'*Union pangermanique*, à répandre l'idée d'une extension aux dépens de l'Autriche.

La pédagogie allemande a pour caractère d'être annexionniste. Avant 1870, on apprenait dans les écoles prussiennes que l'Alsace-Lorraine faisait partie de l'Allemagne; aujourd'hui, on y enseigne que le nord de la Bohême appartient à l'Empire allemand. La carte ci-contre, photographiée dans le *Manuel de géographie* pour les écoles supérieures de filles, de MM. Brust et Berdrow, professeurs de la ville de Berlin, en est la preuve.

Un pareil manuel, écrit par des maîtres officiels, n'a évidemment été répandu dans les écoles qu'avec l'assentiment des autorités et probablement sur leur ordre. Il y a là un fait matériel dont il est difficile de nier l'importance.

L'appui direct que les fonctionnaires de l'Empire



L'enceinte nord de la Bohême.

ont prêté fréquemment à la campagne pangermaniste aggrave encore la portée de cette constatation. Après avoir relevé plusieurs cas précis où les agents du gouvernement sont intervenus en faveur des amis du Dr Hasse, le *Journal de Colmar* conclut : « Il serait temps, à notre avis, que les autorités publiques, d'ordinaire si chatouilleuses lorsqu'une loi est violée ou lorsqu'une agitation dangereuse a lieu, surveillassent d'un peu plus

près les agissements du Pangermanisme. Il ne faudrait pas surtout qu'il se produisît le fait que nous avons signalé il y a deux ou trois ans à Mulhouse, où un fonctionnaire de la *Kreisdirection* envoyait des lettres de convocation à l'effet de créer une association pangermaniste, et où ce fonctionnaire signait les lettres en question avec les lettres I. V. (*In Vertretung*) qui engageaient son chef direct..... Il est inadmissible que des fonctionnaires aient les moindres rapports avec les chefs d'un parti où l'on se met en révolte ouverte contre la lettre et l'esprit de la Constitution, et où on prépare à l'Allemagne les plus graves complications extérieures. »

Protestations bien inutiles. Les encouragements d'en haut ont continué inlassables.

Dans son dernier rapport, l'*Union évangélique* constate avec ostentation que la famille royale de Wurtemberg lui a envoyé 15,000 marks pour sa propagande. Mieux encore, au début de 1901, le ministère du Mecklembourg a autorisé sur son territoire une quête à domicile en faveur du mouvement *Los von Rom*. La *Germania*, indignée d'un pareil procédé envers l'Autriche, protesta contre cette faveur, dont la *Gazette populaire de Cologne* (avril 1901) montra la portée. « Supposons que dans quelques districts protestants de l'Allemagne du Nord, par exemple dans le Brandebourg ou en Poméranie, se manifeste sur certains points une tendance des protestants à rentrer dans le

sein de l'Église catholique; supposons que quarante prêtres catholiques étrangers viennent dans ces régions dans le but de mener sur les rives de la Sprée et sur les bords de la Baltique une agitation antiprotestante; pour tout bon connaisseur des procédés de l'État prussien, il n'y a aucun doute qu'en moins de huit jours ces quarante prêtres auront été expédiés au delà de la frontière. C'est le moins qui pourrait arriver. L'on doit d'ailleurs reconnaître que ce serait le devoir des autorités de mettre fin à une agitation destructrice de la paix dans les populations et génératrice de querelles confessionnelles. »

Rien de plus vrai si les prétentions à la suprématie de l'État prussien ne le soustrayaient aux règles communes.

II

En présence de ces faits, l'opinion de l'empereur allemand lui-même est particulièrement intéressante à connaître.

« Que fait donc le loyal Guillaume II? » se demandait M. Alphonse Humbert au moment de l'éclat fait par la lettre de Mommsen. « Son abstention, en la circonstance, est d'autant plus remarquée que, lors de son voyage à Budapest, il a bien paru vou-

loir appuyer personnellement la politique violemment pangermaniste. »

En effet, tout indique que les choses d'Autriche intéressent passionnément l'empereur allemand. On comprend mieux à quel degré si l'on se pénètre de la conception très particulière qu'il s'est faite de son rôle de souverain. Une série de faits révélateurs et de paroles précises permettent d'en donner le sentiment.

A l'avènement de Guillaume II, les innombrables fonctionnaires allemands de tous ordres portaient sur leur casquette d'uniforme une cocarde aux couleurs de leur État respectif. Cet insigne fédéral offusqua le jeune empereur, qui ordonna de le faire surmonter d'une autre cocarde aux couleurs de l'Empire. Les événements de Chine lui ont permis de réaliser un nouveau progrès. Les troupes allemandes d'Extrême-Orient ont été dotées d'une tenue spéciale qui comporte un chapeau à larges bords dont l'un des côtés est crânement relevé à la façon des Boërs. Sur cette partie plane, une énorme cocarde impériale domine une cocarde fédérale presque imperceptible qu'une occasion, prochaine sans doute, permettra de faire disparaître. Cette gradation dans l'emploi des petits moyens, Guillaume II l'applique constamment. A la fin de 1899, il a voulu remplacer par sa propre effigie l'aigle des timbres-poste de l'Empire. Les princes confédérés, choqués de cette intention par

trop contraire à l'esprit de la constitution, ont protesté discrètement, mais résolument. Guillaume II a dû s'incliner, mais il s'est à demi satisfait en adoptant pour vignette une *Germania* dont les traits sont inspirés de ceux de l'impératrice sa femme. Enfin, tout récemment, il vient de choisir comme devise d'un nouveau timbre : *Seulement unis, unis, unis*. Sans doute, ce ne sont là que des détails, mais ils témoignent suffisamment que la place occupée par les États allemands semble encore trop grande à Guillaume II. Il ne voudrait plus voir dans leurs princes qu'un brillant état-major; le titre d'empereur fédéral lui paraît mesquin, et très certainement le mot de Germanie sonne plus doucement à ses oreilles que celui d'Allemagne.

On conçoit donc facilement que son souvenir s'en aille volontiers vers les Germains d'Autriche et surtout vers leur armée. Colonel honoraire d'un régiment de hussards hongrois, il profitait chaque année de la fête de ce corps pour venir à Vienne passer une inspection militaire. Celle-ci était si sérieuse que la sollicitude de l'empereur a fini par froisser la cour et l'état-major autrichien. Brusquement, le régiment de hussards fut envoyé au fond de la Hongrie, et, pour la première fois en 1898, Guillaume II n'a pas fait à Vienne son voyage traditionnel.

Depuis, il est vrai, tout s'est arrangé. En

mai 1900, François-Joseph est venu à Berlin et a poussé la faiblesse jusqu'à conférer à l'empereur allemand le grade le plus élevé de toute l'armée autrichienne.

Les paroles de Guillaume II donnent la véritable valeur de ces signes généraux. La suite de leurs dates établit la progression rapide des ambitions qu'elles révèlent. Dès les premières années de son règne, la fortune comble le jeune empereur allemand. Celui qui était destiné à être son plus redoutable adversaire, Alexandre III, meurt. La puissance allemande grandit sur tous les points du monde. Aussi, au début de 1896, Guillaume II peut-il à bon droit pousser ce cri de triomphe : « L'Empire allemand est devenu un Empire universel. » Il ne s'illusionne pas. Il sait que seule la force permet de soutenir et de développer un tel Empire. Il le proclame : « Appuyé sur l'armée et confiant en notre Dieu puissant, j'ai entrepris ma lourde tâche, sachant bien que l'armée est le soutien principal de mon pays et la plus solide colonne du trône prussien. » La préparation de la guerre devient sa constante préoccupation. Sans jamais hésiter, il engage les dépenses militaires les plus considérables. On a calculé que, dans les huit premières années de son règne, Guillaume II a dépensé pour l'armée et pour la marine 5,926 millions de marks, alors que son grand-père, le vainqueur de Sedan, dans les huit dernières années de sa vie

n'en a dépensé que 4,114, ce qui fait un excédent de 1,812 millions de marks motivé pour la plus grande partie par la seule personnalité de l'empereur actuel. A partir de 1898, on observe que le mot de Germanie remplace généralement celui d'Allemagne dans les discours impériaux qui, par leur intempérance même, commencent à dévoiler les idées fondamentales de Guillaume II. Le 28 août 1898, répondant au discours du bourgmestre de Mayence, il déclare vouloir maintenir intact l'héritage que lui a légué son grand-père. « Mais, ajoute-t-il, je ne pourrai y parvenir que si notre autorité se maintient ferme à l'égard de nos voisins. *Dans ce but, l'unité et la coopération de toutes les tribus germaniques sont nécessaires.* »

« Tribus germaniques », l'expression est singulière! Ne ressemble-t-elle pas étrangement à celle du Dr Hasse lorsqu'il parle de la nécessité de réaliser « l'union de toutes les tribus germaniques »? Certes, l'identité de termes ne serait pas suffisante pour permettre d'affirmer que par « tribus germaniques » Guillaume II a voulu désigner les Allemands d'Autriche, si, dans d'autres circonstances, il n'avait été plus explicite.

Le 3 février 1899, dans son discours au Landtag de la province de Brandebourg, il déclare : « Nous voulons faire en sorte que nous autres Germains, nous soyons au moins réunis en un bloc solide. »

Quelques jours après ce discours, l'organe du

Dr Hasse en faisait le commentaire : « L'empereur ne tient pas l'Empire pour terminé... Il veut voir croître encore le chêne de l'Empire allemand... Comme ses ancêtres, son point de vue est celui de la raison d'État. D'abord la Marche, ensuite la Prusse, après l'Empire allemand. Et quoi encore? *S'il parle de la totalité des Germains, il lui est impossible de sauter par-dessus le degré intermédiaire de la Grande-Allemagne, qui opère la réunion de tous les Allemands... De l'empereur allemand sortira un empereur des Allemands.* » Le raisonnement est logique. Les actes ultérieurs de l'empereur en ont vérifié la justesse. Ce qui est certain, c'est que Guillaume II a un plan politique. Il y fait de constantes allusions. « Je n'ai aucune crainte de l'avenir; je suis convaincu que mon plan réussira. J'ai en moi la volonté indomptable de marcher d'un pas ferme, *en dépit de toutes les résistances*, dans la voie que j'ai une fois reconnue pour la bonne. » Cette voie, en quelle compagnie l'empereur compte-t-il la parcourir? Avec l'armée, sans aucun doute. « Si, dans le monde, on veut décider de quelque chose, la plume n'est puissante que soutenue de la force du glaive. » Quand l'empereur voudra « décider de quelque chose par la force du glaive », ne sera-ce point aux dépens de l'Autriche? Bien des indices inclinent à le croire.

En août 1900, la bénédiction des drapeaux destinés aux régiments de Chine avait lieu à l'arsenal

de Berlin. Guillaume II portait, pour cette circonstance et pour la première fois, un bâton de maréchal qu'il s'était octroyé à la prière de ses généraux. C'était une sorte de canne longue d'un mètre environ, recouverte d'une étoffe de soie jaune, sur laquelle s'enroulait un ruban rouge portant des aigles brodées en noir. On a fort remarqué en Allemagne ces trois couleurs : jaune, rouge et noir, et non sans raison. Ce ne sont point celles de l'Empire allemand, mais celles de la Confédération germanique d'autrefois et des drapeaux que les Prussophiles autrichiens arborent maintenant en signe de protestation contre l'étendard des Habsbourg. Le détail est curieux. Les paroles de Guillaume II, posant la première pierre du musée romain de Saalbourg (4 octobre 1900), ne font qu'en augmenter la saveur. Il consacre l'édifice à l'avenir de notre patrie allemande. « Puisse-t-elle, dans les temps futurs, par la coopération unifiée des princes et des peuples, de leurs armées et de leurs citoyens, devenir aussi puissante, aussi fortement unie, aussi extraordinaire que l'Empire romain universel, afin qu'un jour dans l'avenir on puisse dire, comme autrefois : *Civis Romanus sum :* Je suis citoyen allemand ! »

Ce discours, qui implique nettement l'idée d'extension continentale de l'Empire, fut salué d'enthousiastes acclamations. Quelques jours plus tard (28 octobre 1900), célébrant avec ses officiers le

centième anniversaire de la naissance du maréchal von Moltke, Guillaume souhaita à son état-major de conduire l'Allemagne à de nouvelles victoires. Les victoires supposent une guerre, mais à quel propos cette guerre aurait-elle lieu? « Mon but suprême, répond le Kaiser, est d'écarter ce qui sépare le grand peuple allemand. » Ces paroles, Guillaume II paraît avoir voulu en indiquer lui-même la portée.

Avant d'arrêter net, à Cologne, le président Kruger, il sentit sans doute la nécessité de faire comprendre à son peuple que l'intérêt même du Germanisme lui commandait de ne pas intervenir en faveur des Boërs; il alla alors à Tangermunde (29 novembre 1900) inaugurer le monument de Charles IV, qui, il faut le remarquer avec soin, fut roi de Bohême de 1346 à 1378, et il y dit : « *Cet empereur*, qui a construit dans cette ville, située à un confluent important de l'Elbe, un château splendide, *était merveilleusement doué pour comprendre les questions qui nous préoccupent actuellement. Souvent, peut-être, il a médité ici le plan qu'il avait conçu de créer un empire du Nord dont l'Elbe serait la base.* »

Ces paroles extraites de discours divers, mais qui toutes concordent à montrer les préoccupations pangermanistes de Guillaume II, ne sont-elles pas suffisamment révélatrices? Un empereur peut-il avoir des ambitions plus tumultueuses? Peut-il, se

passer les bornes de la prudence prescrite, les exprimer plus clairement? Est-il possible de soutenir que Guillaume II « est insensible aux influences pangermanistes »? Ce n'est point l'avis de ceux qui, menant la campagne en faveur de la Grande-Allemagne, sont bien placés pour en juger. M. Grell, professeur au collège de Potsdam et collaborateur zélé du Dr Hasse, ne fait aucune difficulté pour reconnaître que l'*Union pangermanique* a trouvé dans l'empereur allemand « un puissant allié », et qu' « à bon droit on peut le considérer comme un Pangermaniste ». Il serait dangereux désormais de ne pas se rendre à une évidence qui devient toujours plus certaine. Guillaume II est favorable à la politique pangermaniste, qui n'est elle-même qu'une fraction de la politique mondiale. Il a foi en son étoile. Il se croit la mission de restaurer l'Empire germanique des anciens jours. L'idée de joindre Hambourg à Trieste le hante. Il connaît l'imprévoyance de ses adversaires, et il compte sur sa volonté indomptable pour réussir l'entreprise audacieuse qui ferait de lui l'empereur des Germains, le Charlemagne des temps modernes.

Tout permet donc de croire que lorsque les affaires d'Autriche arriveront à maturité Guillaume II décidera de la paix ou de la guerre. Les Pangermanistes le savent bien. La volonté personnelle de l'empereur allemand est leur plus grand espoir. « Les princes allemands doivent laisser à

l'empereur allemand cette décision pleine de lourdes conséquences (la guerre). » N'est-ce point là ce que disait il y a quelques mois avec éloquence le colonel de Bernhardi, parlant à la Société militaire de Berlin : « Le chef aura pour unique loi ses projets et sa propre volonté. C'est seulement en effet quand une pensée librement conçue est appliquée avec une volonté ferme et hardie que peuvent être engendrées ces grandes actions qui assurent ou modifient les conditions d'existence des hommes et des États. »

Le gouvernement de l'empereur Guillaume paraît si favorable au nouveau courant de l'opinion publique, sa conduite s'harmonise si parfaitement avec celle des sociétés pangermanistes, qu'on peut se demander s'il n'est pas le dispensateur des subsides considérables que nécessite leur propagande en Autriche. Il est en effet très évident qu'il existe une caisse noire où vont puiser les initiés. Le député polonais Stolajowski, dont on peut discuter les idées, mais dont on ne saurait nier l'intelligence, l'a dit très nettement, en plein Parlement de Vienne, le 22 novembre 1899, au cours d'une violente altercation qu'il eut avec le député Dachinski, élu par les Israélites de Cracovie comme socialiste international. M. Stolajowski déclara :

« *Je fais mieux que vous qui recevez de l'argent de Berlin et des Juifs. Vous avez déjà reçu d'eux plusieurs*

milliers de florins, et si vous m'en défiez, je dirai qui vous les a remis. »

Le député Dachinski ne releva pas le défi. La note que publiait le 30 novembre 1901 le journal parisien *le Rappel*, organe cependant peu alarmiste, explique peut-être indirectement pourquoi : « Le gouvernement allemand va faire inscrire au budget de 1902 la somme de 300,000 marks destinés à servir à la propagande du Pangermanisme en Autriche. » Cette information est-elle aussi exacte dans la forme que dans le fond? Un avenir prochain en décidera. Il en résulte tout au moins une raison de plus de craindre que ce ne soit bien le gouvernement de Berlin qui, selon des traditions dont l'histoire conserve la trace, a fait et fait encore tous les frais non apparents de la propagande prussophile en Cisleithanie.

III

Depuis quatre années l'empire allemand se livre, sous l'impulsion de Guillaume II, à des préparatifs militaires qui par leur importance réclament à coup sûr un examen consciencieux. On se trouve ici en présence de faits d'ordre financier et militaire qui résultent évidemment d'une réflexion mûrie; ils

permettent par suite des déductions d'une grande puissance.

L'activité déployée dans les chantiers de construction maritimes allemands, le nouveau projet d'accroissement de la flotte de guerre, les relèvements de crédits prévus pour le budget de la marine de 1901 et de 1902, le programme naval dissimulé que vient de dévoiler le *Vorwaerts,* méritent de fixer sérieusement l'attention. Ils ne constituent pas, comme on a voulu le dire, une menace dirigée uniquement contre l'Angleterre. Sans doute, cette hypothèse est la première qui se présente à l'esprit, mais elle n'est pas la seule qu'on puisse faire. Il est certain que dans le cas d'une intervention allemande en Autriche, et par conséquent d'une conflagration générale, la flotte de l'Empire aurait, elle aussi, un rôle actif à jouer de nature à influer sérieusement sur le succès final. L'amiral Tirpitz, secrétaire d'État à l'office de la marine, a en effet déclaré, lors de la discussion en seconde lecture du projet de 1899, que le plus important était la flotte de guerre destinée à agir dans les eaux de l'Allemagne. Il faut enfin remarquer que l'agitation la plus active menée en faveur de l'augmentation de la flotte l'a été précisément par l'*Union pangermanique*. Rien ne saurait mieux indiquer le lien existant entre les ambitions maritimes de Guillaume II et le but ouvertement poursuivi par le Dr Hasse. C'est là un point de vue que la récente augmentation de la

puissance offensive de l'armée de terre confirme avec évidence.

Au début de 1899, le gouvernement de Berlin a présenté subitement au Reichstag une loi militaire dont il a demandé le vote immédiat. L'exposé des motifs en justifiait ainsi la nécessité : « Des changements dans l'organisation et le perfectionnement des formations sont pour une armée l'indice d'un organisme qui se fortifie et se complète : tout temps d'arrêt dans cette évolution conduit finalement à la décadence et au désastre. »

En réalité, la portée de la nouvelle loi dépasse de beaucoup celle d'un simple perfectionnement. De vingt, le nombre des corps d'armée est passé à vingt-trois par le dédoublement de ceux dont les gros effectifs rendaient le maniement difficile et par la création d'unités nouvelles dans la proportion suivante :

2 bataillons d'infanterie de ligne.
10 escadrons de chasseurs à cheval.
80 batteries d'artillerie de campagne (1).

(1) En raison de l'augmentation considérable de l'artillerie allemande, la France se trouve « numériquement » dans un dangereux état d'infériorité.

ARTILLERIE COMPARÉE DES DEUX PAYS APRÈS L'APPLICATION DE LA NOUVELLE LOI ALLEMANDE

	France.	Allemagne.	Excédents en faveur de l'Allemagne.
Batteries	502	574	72
Pièces attelées	2226	2982	756

V. *Revue militaire*, avril 1899, p. 255 et 256.

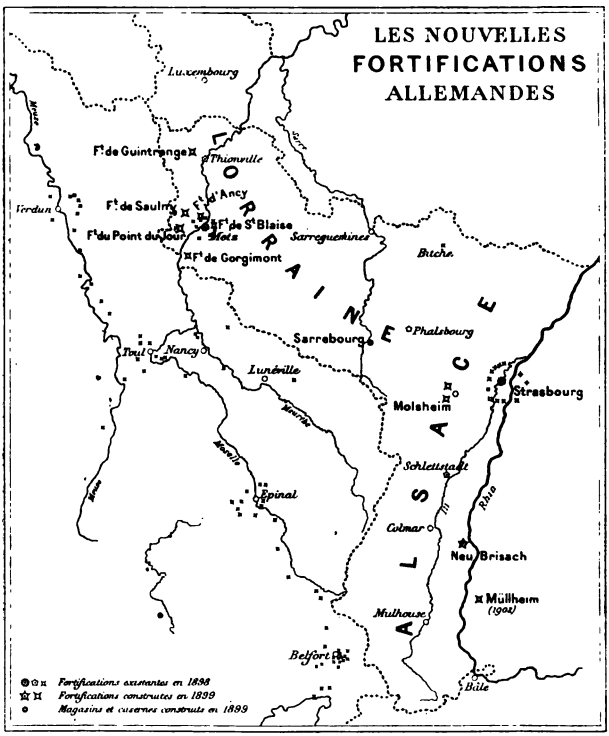
1 batterie d'artillerie à pied.
3 bataillons de pionniers.
4 bataillons de troupes de communication.
2 bataillons du train.

L'effectif des bataillons d'infanterie a été renforcé.

L'ensemble de ces diverses augmentations correspond à un relèvement de l'effectif budgétaire d'environ seize mille hommes, de telle sorte qu'après l'application de la loi l'armée allemande comprendra sur le pied de paix un peu plus de 600,000 hommes. Il convient en outre de remarquer qu'en agissant sur l'ensemble des dix-neuf années de service militaire dues par chaque Allemand, cette même loi augmente de plus de 150,000 le nombre des réservistes exercés. Ce n'est point assez. On élabore actuellement à Berlin un projet de loi militaire ayant pour objet d'accroître encore de sept mille hommes les effectifs de paix. En 1902, l'augmentation des unités portera sur 10 batteries d'artillerie lourde et 8 nouvelles sections de mitrailleuses Comme le fait remarquer avec une curieuse désinvolture un chroniqueur militaire français, « l'Alsace-Lorraine continue à bénéficier de la vigilante sollicitude de l'administration allemande ». De fait, la concentration des troupes et le renforcement des garnisons dans le « pays d'empire » s'opèrent sans interruption. D'immenses casernes et d'énormes magasins d'approvisionnement viennent d'être établis à Sarrebourg.

Les travaux considérables de fortifications exécutés tout récemment en Alsace-Lorraine ont également une sérieuse signification.

Strasbourg, déjà formidablement défendu, a été



doté de nouveaux ouvrages. Deux forts très puissants ont été construits à Molsheim. Neu-Brisach, près de Colmar, est devenu une place forte de premier ordre. Un fort s'est élevé à Guintrange, près

de Thionville. Autour de Metz, on en a construit quatre : le fort du Point-du-Jour, en plein champ de bataille de Gravelotte; le fort d'Ancy, dont les canons commandent la gare-frontière française de Batilly, sur la ligne de Verdun; le fort Hæseler, au sommet du Saint-Blaise, et le fort Prince impérial, à la pointe du Gorgimont.

Ces différents ouvrages à peine terminés ne suffisent point encore. Malgré les termes et l'esprit de la convention du 20 novembre 1815, le gouvernement allemand se préoccupe actuellement d'établir d'importantes fortifications à Mullheim. Les ponts de Bâle seraient ainsi, en dépit des traités, sous les canons de la nouvelle forteresse, à laquelle, assure-t-on, vont être consacrés la majeure partie des 19 millions de marks affectés dans le budget de 1902 aux travaux militaires. En même temps, de grandes améliorations ont été entreprises sur la frontière russe, notamment aux places de Thorn, de Kœnigsberg, de Breslau. A Passenheim, Hohenstein, Neidenburg, Johannisburg, de nouvelles garnisons sont en cours d'installation.

Deux déductions très nettes se dégagent de l'ensemble de ces travaux. La première, c'est qu'ils sont destinés à contenir puissamment la France et la Russie, nécessité inéluctable dans le cas d'une intervention allemande en Autriche; les dispositions militaires de l'Allemagne nettement offensives contre l'Autriche fortifient cette présomption;

aucun ouvrage n'existe au sud de l'Empire allemand, et la loi militaire de 1899 a renforcé d'un corps d'armée les effectifs de cette région.

La seconde déduction, c'est que, dans la même hypothèse, *une attaque contre la France devant précéder ou suivre* les opérations contre l'Autriche, les deux puissantes lignes fortifiées de l'Est et de l'Ouest sont destinées à permettre aux armées de choc, dont le colonel de Bernhardi et le général von der Goltz exposent si clairement le rôle foudroyant, de se former en toute sécurité à l'abri de cette ligne cuirassée.

Quoi qu'il en soit, ces diverses mesures dépassent de beaucoup celles que prennent les États qui veulent simplement assurer leur sécurité ; une série de faits établit que l'empereur Guillaume les a prises en vue d'événements qu'il considère comme prochains.

Depuis trois ans, il pousse le rajeunissement des cadres de son armée avec une activité qui n'a jamais été atteinte à aucune époque et dans aucun pays. En 1899 plus de 700 officiers de tous grades, dont 526 pour les seules troupes prussiennes, 351 autres du 1er mai au 15 novembre 1900 et 624 en 1901 ont dû prendre une retraite anticipée. Ainsi l'armée allemande possède maintenant les généraux de beaucoup les plus jeunes. Il est incontestable que de ce chef elle s'assure sur toutes les autres une supériorité marquée. Dans la même période de temps, on a remarqué l'activité particu-

lière mise à l'entraînement des pigeons voyageurs; fait digne de remarque, on assure que les navires de la *Hamburg-America Linie*, dont la première escale est à Cherbourg, en font un lâcher à chaque voyage. Les travaux de fortification en Alsace-Lorraine sont menés avec une hâte qui constitue, elle aussi, un sujet de vif étonnement pour les Français des pays annexés. En septembre 1899, l'un d'eux écrivait à Mme Adam : « Je vois des préparatifs dont on n'a pas l'air de se douter à Paris. » Les mesures prises par les autorités militaires allemandes étaient assurément dignes d'émouvoir les habitants d'Alsace-Lorraine. Pour le fort du mont Saint-Blaise, près de Novéant, l'autorité militaire n'a pas voulu attendre l'accomplissement des formalités légales d'expropriation; elle s'est emparée du terrain dépendant de la ferme des Grosyeux, malgré son propriétaire, M. de Brossin. Des précautions tout à fait inusitées ont été prises pour assurer le plus grand secret sur les nouveaux ouvrages. Les permis de chasse ont été supprimés dans les régions où ceux-ci sont construits. Le 26 mai 1899, l'autorité militaire a interdit aux journaux d'Alsace-Lorraine de publier le moindre renseignement, et même d'indiquer l'emplacement des chantiers, leur nombre et celui des ouvriers qui y travaillent. Les Italiens ont été renvoyés des terrassements. Seuls, les ouvriers allemands, malgré le prix plus élevé de leur main-

d'œuvre, ont été conservés. Encore sont-ils étroitement surveillés par de nombreux gendarmes, venus tout exprès du centre de l'Empire. A la fin d'octobre 1899, les ouvriers des forts du Saint-Blaise et d'Ancy se sont mis en grève. Les travaux étaient abandonnés depuis une semaine seulement quand l'autorité militaire consentit à relever les salaires de près du quart.

Plus récemment encore, on apprenait le doublement fiévreux de certaines voies ferrées d'Alsace-Lorraine, l'établissement de nouveaux quais de débarquement de 200 à 300 mètres dans des stations aboutissant au pied des Vosges, la prévision en 1902 d'appels de réservistes doubles de ce qu'ils sont habituellement, la mise en travail jour et nuit de toutes les manufactures de poudre de l'État et la concentration à Metz et à Thionville d'approvisionnements de guerre décelant nettement une pensée d'offensive.

En vue de quels desseins a-t-on pris des mesures si extraordinaires? Pourquoi a-t-on montré un tel souci de rapidité? Les déductions que suggère la loi militaire du 25 mars 1899 semblent permettre de répondre à la question. Le développement considérable qu'elle a donné aux troupes de communication dénote chez l'état-major allemand la prévision d'une vigoureuse offensive stratégique au début des opérations, ce qui autorise à admettre l'hypothèse d'une attaque subite et sans déclaration

de guerre. Les lourdes charges financières qu'entraîne la loi ont aussi leur enseignement. Sa simple application nécessite une dépense d'organisation de 133 millions de marks et grève le budget annuel de 27 millions. Or, rien du côté de la France ou de la Russie ne pouvait alarmer le gouvernement de Berlin. Par la conférence de la Haye, le tsar a manifesté ses sentiments profondément pacifiques; en France, aucune démonstration belliqueuse n'a eu lieu depuis longtemps. La loi militaire a donc surpris tout le monde en Allemagne, et les contribuables, déjà lourdement grevés, l'ont accueillie avec une répugnance non dissimulée. Dans ces conditions, pour que l'empereur Guillaume ait accru sans hésiter le fardeau pesant sur ses sujets, il faut bien admettre qu'il a agi en vue d'un plan politique secret, mais nettement déterminé, plan qui d'ailleurs a été suffisamment découvert par la discussion parlementaire de la loi au Reichstag.

Le baron de Stumm-Halberg, *persona gratissima* auprès de Guillaume II, fut chargé de soutenir le projet gouvernemental à la tribune du Parlement. Au cours de son argumentation, il déplora comme excessif l'emploi fait par ses collègues pangermanistes de l'expression « l'Allemagne depuis le Belt jusqu'à l'Adriatique » pour justifier le relèvement des effectifs; mais peu après lui-même ajoutait dans le même but : « Il me suffit d'attirer l'attention sur les troubles intérieurs qui, à mon vif

regret, ont lieu en Hongrie comme en Autriche. »

L'allusion était transparente, elle fut saisie sans peine et avec joie par les députés, qui, comme nous l'apprend M. de Stumm-Halberg, n'hésitèrent pas à soutenir la loi en déclarant la nécessité d'assurer le développement de l'Allemagne depuis le Belt jusqu'à l'Adriatique. Il faut d'ailleurs admettre que cet argument est celui qui a agi puissamment sur le public, car le 7 mars 1899 l'*Éclair* recevait de Berlin une fort intéressante dépêche :

« On évite avec soin en Allemagne de froisser les susceptibilités françaises, et *l'on n'invoque plus, pour décider les députés à voter la loi militaire, que la puissance des partis militaires en Russie et en Autriche ou les conséquences possibles pour la paix européenne de la mort d'une ou deux personnalités.* »

Impossible de dire plus explicitement que la loi militaire de 1899 a été motivée par l'éventualité de la succession d'Autriche. Le discours fait le 1er janvier 1902 par Guillaume II à ses généraux n'est pas pour affaiblir la portée de ces déductions. Ces impériales paroles ont été tout d'abord entourées d'un singulier mystère. Il a été à peu près percé depuis. On a assuré que le texte reconstitué de ce discours serait le suivant : « Nous sommes entourés d'envieux. Tous les projets que je forme rencontrent des obstacles que j'ai supportés jusqu'ici avec une patience qui commence à se lasser. Je veux poursuivre jusqu'au bout le développement

de la puissance allemande et lui donner le rôle prépondérant qu'elle doit avoir dans l'univers. Si quelqu'un lui fait obstacle, nous tirerons l'épée allemande, moi et vous. Elle ne peut que nous donner la victoire. »

IV

Cet ensemble de paroles graves et de faits certains concordant avec les manifestations en Autriche pourrait paraître suffisant pour conclure; il est rare qu'en politique étrangère la ligne suivie par un gouvernement s'indique avec autant de netteté. On peut cependant encore tirer de l'orientation donnée par Guillaume II à sa politique extérieure un fort utile élément de jugement. La courte période qui a eu pour point de départ l'événement de Fachoda est féconde en enseignements.

Incontestablement, l'empereur allemand a su tirer un excellent parti de l'animosité justifiée que les Anglais, avec une méconnaissance remarquable de leurs intérêts véritables, ont su réveiller en France contre eux.

A Paris, où tant de gens vivent dans la pensée que la politique française doit de toute nécessité choisir entre Londres et Berlin, on a penché un instant vers l'Allemagne. On s'est bercé, sur les

bords de la Seine, du rêve de réaliser une entente franco-russo-allemande contre l'Angleterre. Des projets vagues ont circulé. On n'en voyait pas très bien la portée précise, la durée et les avantages réels; mais ils flattaient les légitimes indignations du moment, et ils faisaient le jeu de tous ceux qui, pour des motifs divers, ont intérêt à persuader aux Français que le grand appareil militaire de la République est désormais moins nécessaire que jadis.

Dans toute cette période, l'empereur allemand a appliqué avec une habileté remarquable le précepte de Machiavel : « Si l'on vise un ennemi puissant que l'on se propose d'attaquer un jour, il est sage d'user avec lui en attendant de bons procédés et de détourner son attention en menaçant son voisin. »

Pas un instant donc Guillaume II n'a cessé de suivre sa ligne de conduite habituelle, mais il a laissé croire qu'il allait incessamment prendre position contre l'Angleterre. Les Français étaient dans l'attente; il a conservé son attitude chatoyante; il a continué à les accabler de ces prévenances légères, sans fonds comme sans conséquences, mais qui séduisent les âmes sensibles.

Il est facile aujourd'hui de dresser le bilan de cette politique.

En juillet 1899, le gouvernement français envoie l'*Ibis* à Gestemunde, et le même mois Guillaume II monte à bord de l'*Iphigénie*, à Bergen. L'événement est si considérable que la presse allemande ose à

peine y croire. « L'empereur allemand sur un navire d'État français ! écrit la *Berliner Tageblatt*. Des aspirants de marine français manœuvrant devant le roi de Prusse !... *C'est le premier acte officiel accompli par la France pour manifester le désir de rapports amicaux avec l'Allemagne.* » L'étonnement fut extrême à Berlin. Comment le ministère français a-t-il pu faire une pareille démarche? « Et c'est par ordre de leur gouvernement que les Français ont manœuvré devant l'œil observateur du prince étranger ! »

Il faut avouer que pour un Prussien réaliste la stupéfaction était excusable. Comment concevoir que la France de 1870 ait fait des avances à son vainqueur, quelques semaines après que l'empereur allemand venait de porter au maximum la puissance militaire dirigée éventuellement contre elle (loi du 25 mars 1899) et de donner l'ordre d'activer les travaux de fortification en Alsace-Lorraine? L'aberration qui a régné en cette circonstance dans les cercles gouvernementaux français est d'autant plus inconcevable que la conduite actuelle de l'empereur allemand à l'égard de la France est exactement semblable à celle que tous les Hohenzollern ont eu soin d'observer avant leurs grandes opérations politiques. Endormir la France est leur procédé habituel. C'est la tactique suivie par le grand-père de Guillaume II avec Napoléon III avant 1866. C'est encore seulement après avoir passé plusieurs années à entretenir la cour de Paris de projets d'entente et même

d'alliance qu'il a risqué la grosse partie de 1870.

On sait les prodigieux résultats de cette manœuvre. Peu de mois avant la guerre, les députés du Corps législatif combattaient avec acharnement les projets du maréchal Niel. Pour eux, les armées permanentes avaient fait leur temps; le militarisme était une plaie; la France devait donner l'exemple du désarmement; la Prusse l'imiterait ensuite.

Quelques mois plus tard, les Allemands passaient le Rhin, et la France, vaincue, payait de cinq milliards et de deux provinces le monstrueux aveuglement des députés du Corps législatif.

L'analogie que présente la situation actuelle n'est-elle pas frappante? Aujourd'hui, dans le même temps où l'on constate des efforts continus pour amener les Français à rayer le danger allemand de leurs préoccupations, la propagande antimilitariste se développe en France, dans le but nettement déterminé de saper les bases de l'armée française. Spontanée ou non, cette propagande sert puissamment les combinaisons de la chancellerie berlinoise, qui jouit déjà de l'inappréciable avantage de pouvoir, grâce aux agences télégraphiques dont elle dispose, faire circuler en France les « bruits » qui lui conviennent et à l'heure qu'elle choisit. L'abondance élogieuse avec laquelle ont été commentés les moindres actes de Guillaume II qui pouvaient passer pour francophiles, la concision des télégrammes relatifs aux armements

allemands et l'absence à peu près complète de renseignements sur la campagne pangermaniste en Autriche décèlent suffisamment cette action occulte. Son résultat le plus certain est de cacher aux Français l'état vrai de l'Allemagne et de dissimuler les intentions de leur empereur avec presque autant de succès qu'avant 1870.

La politique de Guillaume II à l'égard de la Russie a un objectif identique; seuls, les procédés sont différents.

La combinaison de ces jeux habiles a fait perdre à l'alliance franco-russe, au moins momentanément, son caractère initial. Sous l'action du travail tendancieux des agences, beaucoup de Français ne savent plus très bien si l'alliance avec le Tsar est dirigée vraiment contre l'Allemagne et si elle peut leur être utile contre l'Angleterre, fâcheux état d'esprit qui a permis, dans certains milieux et surtout dans les organes parisiens de la presse internationale, de mettre en question l'existence même de l'alliance.

Enfin, au moment précis où les Français, cessant de croire à la possibilité de l'alliance continentale contre l'Angleterre, voient se développer avec une vigueur surprenante la campagne antimilitariste et antirusse, on apprend tout à coup, d'une façon indubitable, un événement qui confond toutes les croyances, détruit toutes les espérances et semble une volte-face subite du fantasque empe-

reur Guillaume : l'accord anglo-allemand. Lui-même en proclame le caractère durable dans son discours de Barmen (24 octobre 1900) : « L'entente avec le plus grand des États germaniques, en dehors de l'Allemagne, sera dans l'avenir un puissant adjuvant pour les effets communs des deux peuples sur le marché du monde, où ils pourront se faire une concurrence amicale *sans aucun choc hostile.* »

Quelques jours plus tard, le refus de recevoir le président Krüger, puis, en janvier 1902, les déclarations de lord Cranborne à la Chambre des communes, ont confirmé avec éclat cet accord des deux grands États germaniques dont la divulgation a surpris certains milieux français. Bien des indices cependant l'annonçaient, et rien n'est plus conforme aux précédents historiques. Guillaume II n'a fait qu'appliquer une fois de plus le plan de Bismarck toujours le même : « Nous brouiller avec l'Angleterre ; puis se retourner brusquement, se rapprocher d'elle et nous laisser plus isolés que jamais. »

On peut maintenant résumer les « faits » certains, destinés à exercer une action puissante sur la politique générale, dont j'ai constaté successivement l'existence. On trouve :

La campagne pangermaniste en Allemagne ;

Les armements militaires de l'Empire allemand ;

Les projets savamment tendancieux d'entente franco-allemande ;

La campagne antimilitariste en France;
La campagne contre l'alliance franco-russe;
L'entente *gouvernementale* anglo-allemande.

Or, par un hasard qu'il est difficile de supposer fortuit, tous ces faits, si l'on y ajoute la campagne prussophile en Autriche exposée au chapitre IV, sont les conditions mêmes de l'extension continentale de l'Empire allemand. Ils sont comme l'ombre des grands événements qui s'approchent. Aux hommes d'État de s'en rendre un juste compte.

Et maintenant que conclure sur ce point? Le gouvernement de Berlin suit-il une politique pangermaniste?

« L'Empire allemand ne peut sauver les Allemands d'Autriche s'il ne s'y est préparé d'avance. Existe-t-il des indices de tels préparatifs? A cette question on doit répondre oui. »

Qui parle avec autant d'assurance? C'est l'un des publicistes de l'*Odin Verein*, qui, certes, a de bonnes raisons pour être exactement renseigné. Comment, en effet, pourrait-on nier que la puissante propagande organisée en Allemagne, ses armements, l'orientation générale de sa politique et la campagne antimilitariste en France ne soient les résultantes d'une même pensée directrice? Si une conviction doit être basée sur les apparences et sur les déductions rationnelles qu'elles suggèrent, le doute n'est pas permis.

CHAPITRE III

L'AUTRICHE VRAIE

I. Esquisse historique. — II. Les forces de conservation. — III. Les tendances de l'évolution politique. — IV. Formule de l'Autriche actuelle.

L'état de l'Empire des Habsbourg justifie-t-il les audacieuses espérances des Pangermanistes de Berlin? Il convient de se le demander.

Qu'est donc l'Autriche *vraie?* Cette recherche est indispensable. L'habileté du gouvernement de Berlin à manier la presse et les agences télégraphiques est notoire. C'est grâce à de telles manœuvres qu'en 1866, au moment du conflit avec l'Autriche, une partie de l'opinion française égarée continua à soutenir la Prusse, et qu'après Sadowa les mêmes appréciations erronées subsistèrent indestructibles jusqu'à Sedan.

Aujourd'hui, la diplomatie prussienne entretient avec soin, par les mêmes moyens, dans tout le continent et spécialement en France, les opinions les moins fondées sur l'état vrai de l'Europe centrale.

Ainsi, pour tout Français renseigné uniquement

par les feuilles publiques, l'Autriche est un pays polyglotte de majorité allemande, — raison pour laquelle il fait partie de la triple alliance. — Le conflit de ses diverses nationalités le dissout et prépare son démembrement. Seule, l'action personnelle de l'empereur François-Joseph maintient encore ce bizarre assemblage de peuples; mais le jour de sa disparition l'Autriche se divisera d'elle-même, et ses provinces allemandes, par une attraction toute naturelle, iront se fondre dans l'Empire allemand. Il y a là en perspective un grand danger pour l'Europe et pour la France, mais il est inévitable.

Telle est l'opinion généralement admise.

Ce jugement, merveilleusement approprié, en égarant les esprits, à servir les vues des vainqueurs de Sadowa, a pour moindre défaut de ne correspondre aucunement à la situation réelle de l'Empire des Habsbourg.

Pour comprendre ce qu'est vraiment l'Autriche à l'heure présente, il faut mettre en vive lumière :

1° Les phases essentielles de son développement historique;

2° Les forces de conservation qu'elle renferme;

3° Les tendances de sa politique intérieure actuelle.

I

Après les traités de Vienne de 1815, l'ancien régime subsiste encore en Autriche, impliquant la subordination des peuples aux princes. Les Habsbourg continuent donc à imposer une administration allemande comme eux à leurs sujets, sans tenir aucun compte de la diversité des nationalités.

Un tel procédé de gouvernement, d'une évidente injustice, n'était possible qu'avec des peuples (Magyars, Italiens, Tchèques, Polonais, Ruthènes, Slovènes, Roumains, Slovaques, Croates, Serbes) sans conscience nationale, ignorants de leurs droits; cette inertie politique ne pouvait indéfiniment se prolonger.

Entre les traités de Vienne et 1830 commence à se dessiner en Autriche l'action des idées de la Révolution française. La tourmente de 1848 trouve en Autriche une répercussion formidable. Au congrès de Francfort, les Allemands cherchent à unifier l'Allemagne. Ils prétendent y comprendre la Bohême. Palatzky, l'historien tchèque, proteste avec véhémence : « Vous voulez, dit-il aux Allemands, affaiblir à jamais, rendre même impossible l'existence de l'Autriche comme État indépendant; *or,*

le maintien de l'intégrité, le développement de l'Autriche sont d'une haute importance, non seulement pour mon peuple, mais pour l'Europe entière, pour l'humanité et la civilisation elle-même. »

En présence de la manifestation de Francfort, les Slaves d'Autriche saisissent le péril de l'inaction. Les Tchèques prennent l'initiative et appellent à Prague les délégués de toutes les régions slaves de la monarchie. Ces efforts multipliés sous les formes les plus diverses aboutissent en 1860 à faire signer à François-Joseph un diplôme où il se déclare prêt à règner en souverain constitutionnel. Cet acte, d'une portée considérable, reconnaît « aux Landtags des divers pays le pouvoir de voter les lois, en opérant suivant les formes historiques ». Il déclare que « les institutions doivent répondre à la conscience du droit historique » des « royaumes et pays ».

La théorie de l'Autriche fédérale reçoit ainsi, sous la signature impériale, une première confirmation officielle; mais en fait les Allemands, maîtres de la place, gardent tous les fils de l'administration.

L'agitation se continue. Sadowa arrive. Cette fois, la nécessité d'une transformation s'impose inéluctable à François-Joseph. Deux procédés s'offrent à son choix. Le premier consiste à fédéraliser l'Autriche entière sur la base du diplôme de 1860, c'est-à-dire à donner l'autonomie admi-

nistrative aux divers pays de la monarchie, en respectant leurs droits historiques; le second n'est en réalité qu'un expédient : il s'agit de faire la part du feu, de traiter avec la nationalité la plus forte, celle des Magyars, pour partager avec eux à la fois le pouvoir et la domination des autres peuples. Conseillé par l'Allemand de Beust, ancien ministre du roi de Saxe, l'empereur d'Autriche s'arrête à ce dernier système.

Par la constitution promulguée le 22 décembre 1867, il établit le « dualisme » austro-hongrois, qui subsiste encore aujourd'hui.

L'Autriche de 1815 est alors arbitrairement partagée en deux régions : la Hongrie ou Transleithanie et l'Autriche proprement dite ou Cisleithanie (1). Chacune a son code, sa banque nationale, sa monnaie, etc.

Désormais, les Allemands ne dominent plus seuls dans la monarchie; sous la pression des circonstances, au mépris de tous les droits, et sans consulter les autres peuples de l'Empire, ils ont cédé aux Magyars une part de l'hégémonie. Depuis 1867, ceux-ci ont donc à s'administrer eux-mêmes et à contenir tous les peuples ou fractions de peuples non magyars vivant sur le territoire de la Transleithanie : Slovaques, Ruthènes, Serbes, Croates et Roumains.

(1) Voir la carte insérée à la fin du volume.

Jusqu'à présent, en dépit des protestations incessantes de ces derniers, les Magyars ont réussi à maintenir intactes les prérogatives du gouvernement de Pesth sur leurs ressortissants latins et slaves.

Il y a là un état de choses dont il est impossible de ne pas tenir compte dans un ouvrage consacré comme celui-ci à l'examen d'éventualités précises que seuls des faits certains autorisent à envisager comme rapprochées. *Or, c'est seulement en Cisleithanie, en Autriche, que l'intensité des progrès nationaux des Slaves rend inévitables de prochaines modifications ; c'est donc sur l'Autriche qu'il faut concentrer l'attention.*

Par suite, dans cette étude, l'expression « question d'Autriche » s'applique spécialement à la Cisleithanie.

Tout en consacrant l'esprit dominateur du « dualisme », la Constitution de 1867 tenait compte, au moins dans son texte, des Ruthènes, des Tchèques, des Polonais, des Slovènes, des Croates et des Serbes qui devaient continuer à vivre en Cisleithanie.

L'article 19 de la Constitution est formel :

« Tous les peuples de l'État sont sur le pied d'égalité, et chaque peuple en particulier a droit à ce que l'inviolabilité de sa nationalité et de son idiome soit garantie. L'égalité de tous les idiomes usités dans l'Empire, pour les écoles, l'administra-

tion et la vie publique, est reconnue par l'État. Dans les pays où existent différentes nationalités, les établissements publics d'éducation doivent être organisés de manière que, sans être contraint d'apprendre une seconde langue, chaque citoyen puisse acquérir tous les moyens nécessaires d'instruction. »

Ce texte constituait malheureusement une simple façade et ne fut jamais appliqué. Pouvait-il en être autrement, puisque la cour de Vienne avait opté pour le « dualisme » et non pas pour le « fédéralisme », précisément dans le but de maintenir intacte la suprématie du Germanisme au moins dans une moitié de l'Empire?

En conséquence, après 1867, n'admettant la liberté que pour eux-mêmes, considérant les Slaves comme une race inférieure, les Allemands d'Autriche persistent donc, tout en se qualifiant de « libéraux », à refuser d'appliquer l'article 19 de la nouvelle constitution.

La situation des peuples cisleithans non allemands continue donc à être aussi défavorable qu'avant l'établissement du « dualisme ». Cependant le grave échec qu'ils viennent de subir ne lasse pas leur courage. Ils perfectionnent leur organisation nationale, réclament sans cesse et finissent, à force de ténacité, par remporter quelques avantages sur le « centralisme » viennois. Les circonstances ne les ont pas tous également

favorisés; aussi leur fortune a-t-elle été diverse. On ne saurait s'en faire une idée exacte que par l'examen séparé du développement de chacune de ces nationalités, ce qui conduit par une pente toute naturelle à l'examen des forces de conservation de l'Autriche actuelle.

II

Si l'on va au fond des choses, l'on peut dire que l'Autriche a trois raisons concordantes et sérieuses de durer :

1° Ses peuples,

2° Sa dynastie,

3° Son intérêt économique.

Les PEUPLES de Cisleithanie se répartissent entre trois races (1) :

SLAVES. . . .	15 millions. . . .	Polonais. Ruthènes. Serbo-Croates. Slovènes. Tchèques.
GERMAINS. . .	9 millions. . . .	Allemands.
LATINS	1 million	Italiens. Roumains.

(1) Pour la répartition de ces peuples sur la surface de l'Autriche, voir la carte placée à la fin du volume.

Les chiffres officiels eux-mêmes accusent donc en faveur des Slaves d'Autriche une majorité de *six* millions sur les Allemands. C'est là déjà une constatation d'une importance capitale, les idées entretenues en France tendant à représenter l'Autriche comme un pays allemand.

SLAVES

POLONAIS

Les Polonais de Galicie, longtemps représentés uniquement par une noblesse sensible aux concessions d'ailleurs considérables, puisqu'elles ont été jusqu'à une quasi-autonomie, que les Allemands autrichiens avaient intérêt à leur faire pour diviser la masse slave, sont devenus après 1867 les fermes soutiens du « centralisme » viennois.

L'évolution naturelle des choses a modifié cette attitude tout récemment. L'adoucissement du régime russe à Varsovie a coïncidé avec le redoublement de rigueur du traitement que le gouvernement de Guillaume II impose aux Polonais du grand-duché de Posen; l'hostilité des Polonais de Galicie s'est trouvée ainsi orientée (comme viennent de le prouver avec éclat les manifestations antiprussiennes de Léopol, décembre 1901) moins contre Pétersbourg que contre Berlin, et le Germanisme leur est apparu désormais comme l'adversaire vraiment irréductible de leur nationalité;

dans le même temps, la représentation polonaise au Parlement de Vienne est devenue plus accessible aux idées démocratiques.

Ces causes concordantes ont amené les députés polonais à faire alliance avec les autres Slaves cisleithans et les Allemands vraiment libéraux pour former au Reichsrath cette majorité fédéraliste qui a maintenu au pouvoir le comte Badeni et le comte Thun.

L'adhésion des Polonais au programme autonomiste des autres Slaves est d'une grande importance. Sans doute, au point de vue purement parlementaire, cette adhésion ne présente pas un caractère de stabilité absolue. Le club polonais comprend encore des membres fort imbus des vieilles idées aristocratiques, restés très influents, qui ne se montrent pas toujours disposés à suivre les Tchèques lorsque la tactique de ceux-ci comporte l'obstruction bruyante. Cette considération est d'ailleurs secondaire. Ce qui importe pour l'avenir, ce ne sont pas les combinaisons éphémères du Parlement, mais l'entente du « peuple » polonais de Galicie avec les autres « peuples » slaves de la Cisleithanie. Or, toutes les manifestations des dernières années tendent à prouver que cette entente repose sur des intérêts durables. On peut donc considérer les Polonais de Galicie comme de plus en plus fédéralistes et autrichiens, puisque désormais c'est la meilleure manière pour eux de

maintenir leur indépendance et d'assurer leur avenir.

RUTHÈNES

Le cas des Ruthènes de Galicie est un peu différent. La concession de l'autonomie aux Polonais les ayant soustraits à l'administration allemande, c'est à l'administration polonaise que s'adressent toutes leurs réclamations. Ces réclamations sont nombreuses; il n'en est pas moins certain que, quoique ethnographiquement de la même race que les Petits-Russiens de la région de Kiev, les Ruthènes de Galicie se trouvent dans une situation privilégiée par comparaison avec celle de leurs frères de Russie, dont le gouvernement de Pétersbourg se refuse à reconnaître la personnalité nationale.

Pour ce motif, les Ruthènes de Galicie ont avantage à rester dans le cadre de la Cisleithanie; par suite, ils sont fermement Autrichiens. Ils sont également fédéralistes, puisqu'ils réclament des Polonais la concession d'une autonomie d'un type spécial. Il y a bien là une confirmation de la force des idées fédéralistes dans cette partie de la Cisleithanie, mais il en résulte en même temps que la « question » ruthène n'est pas directement influencée par la prépondérance plus ou moins grande du Germanisme à Vienne.

SLOVÈNES ET SERBO-CROATES

Les Slovènes se trouvent avoir à lutter au Nord contre les Allemands et au Sud contre les Italiens. Plus favorisés, les Serbo-Croates n'ont que ces derniers comme adversaires. Tous ces Slaves, en grande majorité paysans ou montagnards peu fortunés, ont eu à vaincre des difficultés sans nombre avant de parvenir à s'organiser, mais ils possèdent maintenant de nombreux représentants au Parlement de Vienne. Ces succès électoraux n'ont, il est vrai, arraché au pouvoir central que des concessions minimes et peu nombreuses.

Un fait suffit à montrer le degré de l'arbitraire dont souffrent encore les malheureux Slovènes. A la fin de 1899, le président du tribunal de Cilj (Cilli) était à remplacer. Le ressort comprend 11,659 Allemands et 209,367 Slovènes, soit 5 pour 100 d'Allemands et 95 pour 100 de Slovènes ; c'est cependant un Allemand qui a été nommé comme par le passé.

Économiquement aussi bien que politiquement, les Slovènes et les Serbo-Croates sont sacrifiés. Des injustices aussi systématiques ne lassent pas néanmoins ces hommes énergiques. Forts de la bonté de leur cause, ils protestent contre un régime qu'ils savent ne pouvoir se maintenir. A mesure qu'ils voient plus clair, le joug de l'administration allemande leur paraît plus intolérable.

Le simple examen de la carte suffit à établir que seul le « fédéralisme » peut assurer leur développement national. Ils en sont profondément convaincus ; aussi se solidarisent-ils avec les Tchèques, sachant bien que la victoire des Bohêmes rendra la leur possible ensuite.

TCHÈQUES

Les Tchèques, plus anciennement organisés, ont obtenu sur le « centralisme » viennois des avantages mieux marqués.

Aussitôt après Sadowa, leur chef, le Dr Rieger, comprit que l'unification de l'Allemagne allait se faire sous la direction de la Prusse. D'une façon prophétique, il annonça les dangers qui en résulteraient d'abord pour son pays et ensuite pour toute l'Autriche : « Nous aurons devant nous les forces militaires de quarante millions d'Allemands. Ces forces seront poussées par la nature des choses et par cet instinct de conquête qui est inné à la nation allemande, vers de nouvelles acquisitions. »

Sous la direction de Rieger, les Tchèques, peuple vigoureux et combatif, entamèrent la lutte résolument.

Le 22 août 1868, ils formulèrent leurs revendications dans une déclaration célèbre. Ils y réclamaient le respect des *droits historiques* du royaume de saint

Venceslas, formé de trois parties : la Bohême proprement dite, la Moravie et la Silésie.

Or, ces droits ne paraissent pas contestables.

Louis Kossuth, dans des lettres qu'il adressa à Helfy en 1871, a déclaré qu'ils étaient identiques à ceux de la Hongrie; le roi de Prusse lui-même, en entrant en Bohême à la tête de ses troupes, en 1866, a reconnu ces titres historiques dans une proclamation qu'il adressa le 10 juillet 1866 « au glorieux royaume de Bohême ».

Émanant d'un Hohenzollern, ce document suffirait à lever tous les doutes. Il en est un plus décisif encore; l'empereur François-Joseph, le principal intéressé à s'opposer aux réclamations des Tchèques, en a, lui aussi, admis le bien fondé. Dans un rescrit du 12 septembre 1871 dont les Tchèques gardent précieusement le souvenir, François-Joseph a déclaré :

« Ayant en bonne mémoire la situation juridique d'État de la couronne de Bohême et la conscience de la gloire et de la puissance que cette couronne a prêtées à nous et à nos prédécesseurs, de même qu'en témoignage de la fidélité inébranlable avec laquelle la population de Bohême a toujours appuyé notre trône, *nous reconnaissons volontiers les droits de ce royaume et nous sommes prêt à renouveler cette confirmation par le serment du sacre et du couronnement.* »

Mais à ce moment même, M. de Bismarck ve-

nait de réaliser le chef-d'œuvre de sa diplomatie; la France était vaincue et l'unité allemande fondée. Déjà le ministre de Guillaume Ier entrevoyait l'immense champ d'action du nouvel Empire. L'Autriche était un instrument indispensable à la réalisation de ses plans ultérieurs. Pour qu'elle pût remplir ce rôle, le Germanisme devait y conserver la prépondérance. S'il était appliqué, le « fédéralisme », conséquence fatale de l'autonomie concédée à la Bohême, allait la détruire en donnant la majorité aux Slaves. Bismarck n'hésita pas. Il dépêcha près de François-Joseph le roi de Saxe, avec une mission qu'on assure avoir été impérative. Les Hongrois, dont les intérêts concordaient avec ceux de la Prusse, agirent à Vienne dans le même sens. Encore ébranlé par le rude coup de Sadowa, voyant la France vaincue, François-Joseph, réduit à l'impuissance, céda. Revenant sur tous les engagements pris, il restaura le Germanisme dans toute sa puissance.

Cette période fut pour les Tchèques une des plus douloureuses de leur histoire; leurs efforts toutefois n'étaient point complètement perdus, puisqu'ils avaient eu pour résultat d'établir d'une façon péremptoire la légitimité du royaume de Bohême.

Leur courage domina le malheur. Avec une admirable ténacité, ils se remirent à l'œuvre, perfectionnant leur organisation pour la lutte nationale et s'attachant surtout à développer l'esprit de

discipline politique. Ils ont ainsi réussi à rendre plus absolue l'union morale de la nation bohême et à contraindre le gouvernement de Vienne à leur faire quelques concessions.

La liste en est courte.

En 1882, à la suite d'incessantes réclamations, l'empereur les a autorisés à établir à Prague une université tchèque. Autre avantage plus mince, mais qui demanda cependant trois années de luttes, de 1893 à 1896, les Tchèques ont obtenu que les plaques des rues de Prague fussent rédigées en langue bohême. Enfin, en avril 1897, le comte Badeni publia les fameuses ordonnances sur l'emploi des langues en Bohême et en Moravie.

Cette réforme, autour de laquelle on a fait tant de bruit, n'était en réalité qu'un commencement d'application de l'article 19 de la constitution de 1867 proclamant l'égalité des langues. Les ordonnances ne faisaient donc que rendre aux Tchèques un fragment de leur droit national. Leur objet était de remédier à des abus très évidents. Elles ne mettaient même pas le tchèque sur un pied d'égalité avec l'allemand, qui restait comme jadis la langue intérieure des administrations, des postes, des télégraphes, de l'armée et de la gendarmerie.

On a vu plus haut (page 21) que ce sont cependant ces ordonnances justes et modérées, où il n'y avait à reprendre que dans les détails, qui ont soulevé dans l'Empire allemand des colères d'une

violence extrême. Pourquoi ? Simplement parce que les ordonnances Badeni impliquaient le retour de François-Joseph à une politique fédéraliste et que leur publication coïncidait avec l'épanouissement en Allemagne du parti pangermaniste. C'est ce qui explique comment les ordonnances ont été dans l'Empire de Guillaume II le signal de la campagne exposée au chapitre Ier et comment leur abrogation est due à l'intervention de Berlin. Guillaume II, aussi convaincu que Bismarck de la nécessité de conserver au Germanisme sa prédominance en Cisleithanie, comprit, en présence de la majorité qui se prononçait au Reichsrath en faveur de la réforme du comte Badeni, que la thèse fédérale allait triompher si on ne lui faisait promptement échec.

Visiblement, la chancellerie berlinoise était inquiète. Un article fort curieux de la *Gegenwart* refléta alors son état d'esprit. On y constatait : « *Le caractère de l'alliance avec l'Autriche a changé. La diplomatie allemande ne peut plus se dissimuler que la valeur de cette union est devenue presque nulle.* On ne peut pas demander à l'Allemagne de confier à une Autriche slave la mission de sauvegarder l'Empire contre la Russie, dans le cas d'un coup de main français. *Le moment est venu où l'Allemagne doit sortir de la réserve. Aussi, tout fait croire que de Berlin on a envoyé des conseils amicaux à Vienne.*

« Comme voisins, nous ne saurions tolérer que la

Bohême, la Moravie et Silésie deviennent des pays slaves, *et nous devrons prendre fait et cause pour nos compatriotes.* »

Cet article fut-il inspiré par la chancellerie de la *Wilhelmstrasse?* Fut-il simplement l'œuvre d'un observateur bien informé? Ce qui est certain, c'est qu'il parut en juillet 1899. Or, le mois suivant, M. de Bulow se rencontrait à Semmering avec le comte Goluchowski; M. de Hohenlohe voyait ensuite François-Joseph à Ischl, et, quelques semaines plus tard, on apprenait que le comte Thun avait dû remettre sa démission à l'empereur, *bien qu'il disposât toujours de la majorité au Reichsrath.* Il était aussitôt remplacé par un ministère de fonctionnaires qui, le 17 octobre, abrogeait les fameuses ordonnances.

L'enchaînement de ces faits présenterait, on l'avouera, un intérêt singulier si l'aveu récemment fait par la *Gazette générale de Munich*, reconnaissant que la chute du ministère Thun a eu lieu sous la pression de Berlin, n'autorisait la certitude.

Le résultat de cette brusque évolution fut de faire perdre aux Tchèques le terrain qu'ils avaient gagné au prix d'efforts si persévérants, bien que, dans ce cas des ordonnances, leur droit fût indéniable. Le fait actuel, c'est que le peuple tchèque souffre encore d'une injustice notoire; les revendications qu'il formule, par l'entremise de ses

représentants autorisés, sont cependant d'une modération singulière.

Ses prétentions se résument dans l'application du « fédéralisme » et dans le respect des *droits historiques* de la Bohême.

Or, ces réclamations ne constituent en aucune façon une cause d'affaiblissement pour l'Autriche. Les chefs politiques tchèques, quel que soit leur nuance de parti, l'ont constamment proclamé.

Dans un mémoire qu'il remit à Napoléon III, le Dr Rieger disait : « *On peut être sûr que le peuple tchèque, dès que son légitime désir d'autonomie sera satisfait, soutiendra de toutes ses forces l'Autriche contre les attaques de l'Allemagne prussienne.* » Déjà à la diète de Prague, le 13 avril 1866, les Tchèques avaient déclaré : « *Tous nos efforts doivent tendre à un seul but : conserver l'Autriche et nous conserver nous-mêmes dans l'Autriche.* »

Les Tchèques reconnaissent donc de la façon la plus nette la nécessité de soutenir l'État cisleithan. Ils veulent le développement de leur autonomie et ne consentent nullement à la perdre au profit des Russes, comme le prétend la presse allemande. *Les Tchèques sont slavophiles et non panslavistes.*

Dès 1868, la *Correspondance tchèque*, qui alors paraissait à Berlin, s'est expliquée très nettement sur les rapports de la Bohême et de la Russie : « Nous devons assurément remercier les journaux russes de leurs paroles sympathiques, mais nous

sommes obligés d'exprimer notre opinion, surtout en nous adressant au *Golos*, dont l'idéal est la réunion de tous les Slaves en une seule nation, union à la réalisation de laquelle il faudrait tendre de toutes ses forces comme vers un but supérieur; nous sommes obligés de dire que nous ne partageons pas ce désir, *ne voulant à aucun prix renier notre histoire et perdre notre individualité; nous voulons rester ce que nous sommes, c'est-à-dire une nation; c'est comme nation et non autrement que nous voulons rester en bonnes relations avec les autres nationalités slaves.* »

Ces sentiments sont *a fortiori* ceux des Slovènes et des Serbo-Croates, puisque la Hongrie forme entre eux et l'Empire du Tsar une infranchissable barrière.

Une application du Panslavisme à l'Autriche ne mérite donc pas d'être envisagée comme une hypothèse sérieuse. C'est ce que reconnaissait récemment le professeur Markovnikoff dans une lettre publiée par la *Rossia*.

Les intérêts essentiels de chacun des peuples slaves de Cisleithanie étant ainsi déterminés, de même que le caractère *purement moral* de leur Panslavisme, on peut conclure que leur volonté de rester dans le cadre de l'Autriche est profonde, fondamentale et permanente. Séparés par le groupe allemand de la région viennoise, ils ne peuvent espérer former un État purement slave.

Leur intérêt bien compris les amène donc à s'appuyer les uns sur les autres, et à conclure une entente avec les Allemands. Cette entente est-elle possible ? L'étude de la situation présente des neuf millions d'Allemands de Cisleithanie va permettre une opinion raisonnée.

GERMAINS

ALLEMANDS

Pour bien comprendre la psychologie de l'Allemand d'Autriche, il est indispensable de ne pas attribuer à la similitude des langues une influence qu'elle n'a pas. En réalité, entre un Allemand de Vienne et un Allemand de Berlin, la différence est au moins aussi grande qu'entre un Parisien et un Genevois. Ceux-ci parlent le français, mais leur « mentalité » est opposée au point d'être presque antipathique l'une à l'autre. Il en est de même entre les Allemands du Nord et ceux du Danube moyen.

Ces sentiments sont si certains qu'un des auteurs pangermanistes prussiens écrivait l'an dernier : « On ne nous aime pas à Vienne. »

La diversité des caractères contribue puissamment à expliquer cette absence totale d'affinités. Le Viennois est affable, simple et gai. La morgue sévère du Prussien lui est insupportable. La rude main des Hohenzollern lui déplaît. Il repousse avec horreur l'idée de devenir son vassal. Les

Allemands qui pensent ainsi en Autriche sont de beaucoup les plus nombreux; aussi est-ce une des raisons qui permettent de croire que la grande masse restera toujours réfractaire aux violences comme aux séductions des Pangermanistes.

La répartition des races sur le sol cisleithan tend encore à maintenir cet état d'esprit. Sauf dans le nord de la Bohême, en contact direct avec la Saxe, et dans le Tyrol, qui touche à la Bavière, *les Allemands de Cisleithanie sont séparés de l'Allemagne par la masse très dense de six millions de Tchèques, barrière qui, en raison de la prolificité supérieure des Slaves, se renforce constamment et naturellement.* Les Allemands d'Autriche se trouvent ainsi, au même titre que les Tchèques, les Polonais ou les Slovènes, dans l'impossibilité de former un État isolé. Par suite, la solution fédérale s'impose à eux rationnellement. Mais, en politique, les influences de la raison ne sont point toujours décisives. Il faut donc rechercher pour quelles causes, sous la triple action du temps, de sentiments d'équité et du courant pangermaniste, les neuf millions d'Allemands d'Autriche, encore presque unanimement antislaves en 1867, se répartissent aujourd'hui en trois groupes.

Premier groupe.

Le *premier groupe* est composé des Allemands qui, comprenant l'impossibilité de maintenir l'an-

cien état de choses, admettent en principe les réclamations des Slaves et reconnaissent l'obligation d'appliquer loyalement l'article 19 de la Constitution. Ces partisans de la conciliation se sont formés, surtout pendant les vingt dernières années, dans les régions alpestres de la Cisleithanie ; mais leur volonté ne s'est manifestée nettement que lorsque la plupart de leurs députés constituèrent avec les Slaves la majorité fédéraliste qui a soutenu les ministères Badeni et Thun.

Dans maints documents, ces Allemands ont très loyalement déploré les événements du Parlement qui paralysent son activité et ébranlent l'Empire dans ses fondements. Ils se sont déclarés prêts à provoquer et à protéger toute action ayant pour but de régler et d'assurer par voie législative le droit d'État sur la base de l'égal traitement des peuples. Cette adhésion au « fédéralisme » s'est faite sans enthousiasme; il est clair que des Allemands ne sauraient mettre la même ardeur que les Slaves à demander la réforme fédérale. Les Allemands fédéralistes la reconnaissent indispensable au bien de l'Autriche et se déclarent prêts à l'admettre; c'est là tout ce qu'on peut attendre d'eux, et c'est d'ailleurs suffisant.

Les députés allemands fédéralistes sont envoyés au Reichsrath surtout par le duché de Salzbourg, le Tyrol et la Haute-Autriche.

Si, dans ces régions, les populations honnêtes,

paisibles et justes, profondément loyalistes, sans contact direct avec les Slaves, ne sont pas dévoyées par une action étrangère, il est à peu près certain qu'elles resteront convaincues de la nécessité de traiter équitablement tous les peuples cisleithans. Leur influence peut alors être très heureuse pour l'avenir de l'Autriche et même devenir considérable, car ces populations représentent plus de *trois millions de têtes, soit un tiers des Allemands d'Autriche.*

Chose singulière et qui surprendrait quiconque ignore la valeur toute relative de la terminologie politique usitée en Autriche, ces députés fédéralistes, qui consentent par tolérance à se dépouiller d'anciens privilèges et cherchent à établir la conciliation sur la base de la justice sociale, sont qualifiés de « conservateurs », tandis qu'au contraire ceux qui se disent « libéraux » sont partisans du « centralisme », c'est-à-dire de la compression des Slaves à outrance. Ces étiquettes politiques n'ont aucune signification. Il importe d'insister sur ce point : c'est grâce à elles que les agences télégraphiques à la solde de Berlin sont parvenues à induire les étrangers en erreur. Dans les pays comme la France, portés instinctivement à l'anticléricalisme, les Autrichiens dénommés « conservateurs » ont en outre été qualifiés de « cléricaux ». Leur catholicisme, affaibli par les siècles, est cependant dénué de tout esprit de pro-

sélytisme, et il est curieux de noter que l'épithète de « cléricaux » leur est décernée par des hommes dont l'action s'exerce en faveur d'un cléricalisme protestant, remarquablement sectaire.

On ne saurait rester plus longtemps dupe de cette ruse de guerre, en somme grossière. Si les hommes doivent être jugés d'après leurs actes, il est certain que, par leur attitude à l'égard des Slaves, les Allemands « conservateurs » se montrent « progressistes » alors que les Allemands « libéraux » sont, comme on va le voir, violemment « réactionnaires ».

Second groupe.

Les Allemands qui, quoique très fermement « autrichiens », ne sont cependant pas encore résolus à renoncer aux avantages que leur assure le « centralisme », forment le *second* groupe. Établis autour de la capitale, mieux placés que tous les autres pour jouir des avantages d'une administration groupée à Vienne, ils sont par suite moins à même d'apprécier exactement la gravité des injustices qui en résultent pour les Slaves, et ils restent toujours sous l'impression du glorieux passé, circonstances qu'on ne saurait oublier si l'on veut être équitable à leur égard.

Mais il importe de le remarquer : l'intransigeance de ces Allemands est loin d'être absolue. L'opposition qu'ils font au « fédéralisme » apparaît même

en voie de diminution progressive à mesure que le développement du Pangermanisme menace plus ouvertement la patrie autrichienne. Si l'on tient compte du chemin parcouru par leur chef, le Dr Lueger, on est fondé à croire que les Allemands du second groupe sont susceptibles de se fondre un jour avec ceux du premier. La puissance numérique de celui-ci se trouverait doublée, le nombre des Allemands de la nuance Lueger pouvant être évalué à trois millions environ.

Troisième groupe.

Le *troisième groupe* est celui des irréductibles. Partant du principe que la renaissance politique des Slaves et surtout des Tchèques devrait être impossible, les Allemands qui le forment considèrent qu'elle ne saurait être juste. Dans la lente dépossession de leurs privilèges, corrélative de l'avènement des Slaves à la vie politique, ils voient une violation de leurs droits. Pour eux, la perte de la suprématie équivaut à l'oppression. « Il n'y a pas aujourd'hui dans toute l'Europe un second peuple se trouvant dans un semblable état de plus grande faiblesse politique, de plus amère détresse nationale que les Allemands d'Autriche... Ils luttent actuellement d'une manière décisive, et de l'issue de ce combat dépend la question de savoir si l'élément germanique en Autriche sera pris encore en considération. »

L'exagération évidente de ces plaintes s'explique par l'exaspération où les dernières élections et surtout les ordonnances du comte Badeni ont mis les fanatiques du Germanisme. Ils sont rapidement devenus les disciples du Dr Hasse, directeur de l'*Union pangermanique*. Dès lors, poussés au dernier degré de la colère, ils n'hésitent pas à employer les procédés les moins admissibles. Sous peine de malédiction nationale, leurs journaux invitent tout Allemand, en mesure de le faire, à enlever aux Slaves leurs moyens d'existence. « Plus d'ouvriers, plus de serviteurs tchèques. Donnez-leur congé, même s'ils vous suppliaient à genoux de les garder. » Ces conseils, dignes des Teutons du premier âge, ont été suivis à la lettre. Dans l'été de 1897, plusieurs centaines de familles tchèques ont dû abandonner Aussig, Komotau, Eger. Dans cette dernière ville, la mesure a été radicale; même les petits commerçants qui s'y étaient installés il y a vingt-cinq ou trente ans, et qui jamais n'avaient fait de politique, ont été contraints de s'exiler. Depuis, ce système d'expulsion s'est généralisé dans toute la Bohême allemande, sauf dans certaines parties du Nord, où les industriels allemands, qui emploient des ouvriers tchèques, ne peuvent se passer complètement de leurs services, à cause du bas prix de leur main-d'œuvre. En revanche, ils les soumettent à des vexations sans nombre et les menacent de renvoi, s'ils demandent l'application de la loi sur l'ensei-

gnement qui leur permet d'obtenir la création d'écoles tchèques lorsque quarante enfants tchèques ont été inscrits pendant cinq années consécutives sur les listes scolaires.

Le cas où les Allemands n'hésitent pas à faire emploi de la force brutale sont malheureusement fréquents. Le Dr Karel Baxa en a fait connaître à la diète de Bohême toute une série : c'est par exemple une bande d'Allemands qui assaille les mineurs tchèques de Most (Brux) ; leurs camarades de Havrany, localité du voisinage, viennent à leur secours ; avertis à temps, les Allemands vont les surprendre dans la nuit du 9 août 1897, brisent leur mobilier et en blessent un grand nombre. Ce sont les écoles tchèques qui concentrent spécialement les colères germaniques ; celle de Podmokly (Bodenbach) est attaquée par un millier d'Allemands armés de bâtons et de haches ; celle de Dubenetz est incendiée ; pendant l'été, les touristes tchèques qui se risquent dans le nord de la Bohême sont fréquemment frappés s'ils osent parler leur langue ; à Most (Brux), les monuments funéraires qui portaient des inscriptions en langue tchèque ont été brisés. Ce sont là des faits typiques ; on pourrait en relever des milliers.

Des populations capables d'actes aussi fanatiques élisent nécessairement des députés d'une intransigeance absolue. Sous l'action de la propagande exposée au chapitre suivant, le groupe des députés

prussophiles au Parlement de Vienne a progressé rapidement. Pour ces députés, les progrès des Slaves n'existent pas; les *droits historiques* de la Bohême sont sans valeur; la seule Autriche qu'ils comprennent, c'est l'Autriche centralisée à leur profit exclusif; les seules lois qu'ils admettent, ce sont celles qui assurent leur suprématie. Majorité, justice, nécessités autrichiennes, sont pour eux des mots vides de sens; seuls existent les intérêts supérieurs du Germanisme. Les adhérents de ce groupe se recrutent surtout dans la Bohême du Nord, principal champ de bataille où se rencontrent Slaves et Germains, et dans quelques autres centres disséminés dans le reste de la monarchie. Leur nombre peut être estimé à trois millions.

Les neuf millions d'Allemands d'Autriche se répartissent donc en trois groupes qu'on peut considérer comme numériquement à peu près égaux.

Trois millions ne s'opposent plus au « fédéralisme »; trois millions sont à la fois opposés au « fédéralisme » et à l'ingérence prussienne, le Dr Lueger est leur chef le plus influent; trois millions enfin peuvent être considérés comme des adversaires irréductibles des Slaves; plutôt que de leur céder, ils admettent et même désirent le démembrement de l'Autriche. Ce sont les adhérents de la théorie pangermaniste prussienne.

Au total, deux tiers des Allemands d'Autriche, soit six millions sur neuf, *sont nettement partisans du maintien des frontières actuelles.*

Il est essentiel de constater avec soin cette diversité d'opinion des Allemands d'Autriche. Elle montre déjà la fausseté de l'idée répandue tendancieusement par les agences et qui représente la majorité des Allemands de *Cisleithanie* comme disposés à accepter le démembrement de l'Autriche et à subir volontiers la mainmise du gouvernement de Berlin.

LATINS

ROUMAINS

Les Roumains qui occupent le sud de la Bukovine ne sauraient être considérés comme « fédéralistes » au même titre que les Tchèques. Leur secret désir est de se séparer de l'Autriche pour se réunir à la Roumanie; toutefois en attendant, dans le *statu quo* des frontières actuelles, ils sont nettement partisans de l'égalité des droits de toutes les nationalités.

ITALIENS

Les Italiens du Trentin, de l'Istrie et du littoral ont les mêmes idées séparatistes. Des faits topiques révèlent leur intensité.

Lors des funérailles du roi Humbert, la représentation municipale de Trieste a fait déposer sur le cercueil une couronne portant cette inscription : *Triest — Al suo re*, et le club vélocipédique de Zara

a adressé au ministère italien un télégramme où il parlait de la Dalmatie, *lembo di terra italiana.*

Mais ces opinions séparatistes, si fortes soient-elles, n'ont pas par elles-mêmes une grande importance. Les populations latines qui les partagent en Cisleithanie sont séparées par une distance énorme, et leur nombre atteint à peine le chiffre d'un million.

Donc, le million de Latins réuni aux trois millions d'Allemands pangermanistes permet de constater que sur vingt-cinq millions d'habitants vivant en Cisleithanie, quatre millions seulement peuvent être considérés comme séparatistes. Vingt et un millions ne songent pas à déplacer les frontières actuelles.

Ce qui fait la patrie dans le droit moderne, c'est la volonté des peuples de vivre en commun. Or, tous les peuples cisleithans, germains ou slaves, ont en immense majorité des intérêts durables, générateurs permanents de cette volonté. La parole de Schiller reste ainsi vraie : « L'Autrichien a une patrie, il l'aime et, à cela, il a de bonnes raisons. »

La dynastie, incontestablement l'une des forces de l'Autriche, a évolué comme ses sujets. Elle a subi aussi bien l'influence de l'avènement des nationalités slaves à la vie publique que des fluctuations d'opinion de la masse allemande. Les

variations mêmes de François-Joseph en sont la preuve.

Élevé dans les principes du plus pur « absolutisme », prenant le pouvoir au milieu de difficultés presque inextricables causées par les revendications populaires (1848), il n'était porté ni par son éducation ni par les circonstances à comprendre ses peuples. Cependant, malgré ces conditions peu favorables, François-Joseph a tenté de s'adapter aux temps nouveaux.

Après la guerre d'Italie, il s'engage dans la voie constitutionnelle, et s'il ne la suit pas avec une constance absolue, c'est qu'il reste victime de deux influences contradictoires, qui se combattent encore en lui-même et qui, selon toute vraisemblance, le troubleront jusqu'à la mort.

Chef de l'antique maison des Habsbourg, le souvenir des temps où elle dominait le monde germanique l'oppresse. Au fond de son âme, il considère son expulsion de la confédération des princes allemands comme l'événement le plus douloureux de son règne, et, dans l'excès de ses regrets, il oublie parfois de servir uniquement l'intérêt moyen des peuples si divers dont il a la charge.

Les deux conceptions de son rôle, entre lesquelles il peut choisir, s'imposent à lui tyranniques et cependant restent contradictoires : prince allemand, François-Joseph doit soutenir dans son Empire la cause du Germanisme; il est alors

partisan du « centralisme », et, par leurs conséquences, Sadowa et Sedan font de lui un satellite de Berlin; monarque autrichien, il ne voit que la multiplicité des peuples qu'il gouverne, et ses sentiments d'équité naturelle l'inclinent alors au « fédéralisme », réveillant en lui le désir suprême de se soustraire à la tutelle humiliante des Hohenzollern.

Ces deux compréhensions si opposées de ses devoirs triomphent tour à tour chez François-Joseph et déterminent ces revirements subits, inexplicables pour quiconque n'a pas compris la lutte qui s'est engagée dans l'esprit de l'empereur.

Avant 1867, il penche déjà vers le « fédéralisme ». L'influence germanique de Beust le détermine à établir le régime « dualiste », qui n'est, en somme, qu'un dédoublement du « centralisme ». Les plaintes de ses peuples s'élèvent persistantes et lui montrent qu'il s'est trompé. En 1871, il tente de nouveau de leur donner satisfaction; l'initiative hardie de Bismarck l'empêche de laisser libre cours aux sentiments équitables qui le poussent. Il s'abandonne même, et en 1879, lui, le vaincu de Sadowa, il signe avec son vainqueur un intime traité d'alliance. Jusqu'à la chute du Chancelier de fer, il conserve cette attitude humiliée. Puis, la surveillance berlinoise se relâche peut-être; partout les progrès des Slaves se manifestent; François-Joseph est frappé de voir des hommes comme le prince Lobkowicz, le comte Pallfy, ses amis d'enfance, se rallier

ouvertement à la cause tchèque; de nouveau, il incline vers le « fédéralisme ». Il appelle le comte Badeni aux affaires et le maintient au pouvoir, malgré les objurgations les plus violentes. Il faiblit enfin. Guillaume II saisit le moment; sous une forme un peu différente, il réédite à nouveau la tentative heureuse de Bismarck. Elle réussit. La force de résistance de François-Joseph est aussitôt brisée. En octobre 1899, il fait abroger les ordonnances et, comme pour se rassurer sur la justice de cet acte, il va se retremper aux sources du pur Germanisme.

Cédant à on ne sait quelles mystérieuses négociations conduites par le prince Égon de Fürstenberg, le souverain autrichien se rend en mai 1900 à Berlin. Lui, le chef des Habsbourg, il fait le port de foi et hommage au descendant des électeurs de Brandebourg, il salue à sa majorité l'héritier du trône de Prusse et nomme le petit-fils du vainqueur de Sadowa *feldmarschall* de l'armée autrichienne.

Ces « poussées » de Germanisme ont été désastreuses : ce sont elles qui ont empêché François-Joseph de se maintenir dans son rôle strictement autrichien. Tout en constatant ce fait trop certain, ce serait cependant manquer d'équité que de juger sévèrement l'empereur. Ceux-là seuls le feront qui ne comprendront pas la puissance d'un atavisme séculaire, d'une éducation absolutiste, l'amertume profonde que mettent au cœur

des chefs d'État les désastres du champ de bataille et la déprimante influence des malheurs privés. Ceux qui saisiront l'action réelle de ces causes concordantes ne manqueront ni de pitié, ni de justice; ils reconnaîtront qu'en réalité François-Joseph s'est assez rapproché de ses sujets slaves pour qu'on puisse dire avec exactitude : « Les Habsbourg ne sont plus une dynastie allemande. » Sans doute, François-Joseph n'est point allé jusqu'au bout de l'évolution; il ne constitue pas encore le type complet du souverain qui convient à une Autriche rajeunie; il est, pourrait-on dire, le monarque de transition entre le Habsbourg allemand, féodal, absolutiste, et le Habsbourg purement national, qui seul pourra gouverner à la grande lumière du vingtième siècle.

François-Joseph n'a pas terminé la statue, mais il l'a ébauchée. Puisse son successeur donner les derniers coups de ciseau et achever l'œuvre! Il serait alors le monarque vraiment *autrichien*, d'une indépendance absolue, maître unique de ses peuples et libre enfin de leur dispenser les bienfaits de la justice moderne.

En somme, pour la dynastie les conditions d'existence sont les mêmes que pour les peuples cisleithans. Cette existence, seul le Pangermanisme la menace. S'il triomphait, le monarque autrichien serait réduit devant l'empereur allemand au rôle de vassal d'un roi de Saxe ou d'un roi de Bavière.

Pour que François-Joseph ou son successeur se laisse réduire à un tel état de déchéance, il lui faudrait méconnaître tous les enseignements de l'histoire, avoir perdu la mémoire de la sourde et constante rivalité des Hohenzollern.

Le monarque autrichien oubliera-t-il le drame dont le dernier acte a été Sadowa? Ne comprendra-t-il point que, cette fois, il s'agit de l'existence de sa maison? Il montrerait dans ce cas une complète inconscience de sa haute mission, de ce que lui réserve l'avenir et des services qu'il peut rendre à l'Europe. Placé à la tête d'une Confédération qui préserverait le continent des envahissements de l'Allemagne, il s'acquerrait des titres sûrs à l'appui de ceux, — et ils sont nombreux, — qui redoutent ces envahissements, tout en obtenant du même coup les moyens de reconquérir dans une paix glorieuse le prestige perdu. Cette conception n'est-elle pas digne de tenter celui qui règne à Vienne? Pourquoi ne séduirait-elle pas le successeur de l'empereur actuel? Sans doute, les « poussées » de Germanisme ont déterminé la politique vacillante de François-Joseph, mais les paroles qu'il adressait à ses peuples, à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire, montrent que, s'il a été victime des erreurs du Germain, il comprend cependant tous les devoirs du monarque cisleithan : « Que mes peuples le sachent bien : j'ai consacré ma vie à leur bien-être; je me félicite de contribuer à leur

prospérité, et je vois dans leur loyauté et leur patriotisme, et aussi dans la confiance réciproque qui règne entre eux et moi, les plus fermes bases sur lesquelles repose l'avenir de la patrie. » Ces paroles ne renferment-elles point la formule de l'Autriche nouvelle? N'impliquent-elles pas une opposition résolue à la propagande prussophile? Sinon, comment maintenir « la confiance réciproque » qui règne entre « les peuples d'Autriche et leur souverain »? Comment « assurer l'avenir » de cette patrie que les Pangermanistes ne songent qu'à détruire?

Un intérêt économique un et fort, national au sens large du mot, correspond, en outre, à l'ensemble de terres cisleithanes, régies par les Habsbourg.

Une seule considération générale suffit à l'établir.

Dans les dix dernières années, l'Empire allemand a chassé commercialement l'Autriche de la Hongrie et des Balkans, débouchés qui, jusqu'ici, contribuaient largement à absorber la production des objets fabriqués en Cisleithanie.

Nul fait ne peut mieux établir que les intérêts industriels allemands et autrichiens sont en complète opposition.

L'offensive économique des Allemands exige la défensive des Autrichiens, ce qui implique pour ces derniers l'obligation de conserver et même de

créer tous les obstacles de nature à entraver la concurrence de l'Empire allemand. Or, précisément, la barrière douanière qui sépare l'Autriche de l'Allemagne, en raison des différences de tarifs et des formalités de douane qui gênent le trafic, est l'un des freins les plus efficaces qui se puissent concevoir. Cette constatation suffirait presque à démontrer que le maintien de la ligne douanière s'impose pour la protection des intérêts autrichiens. C'est ce que déclare, avec beaucoup de sincérité, un fabricant autrichien qui, lui, personnellement, aurait intérêt à la fusion économique des deux pays.

« Au point de vue industriel, en général, je dois constater qu'une union douanière serait extrêmement dangereuse pour beaucoup d'industries autrichiennes. La principale raison en réside dans les mauvaises conditions dans lesquelles se trouvent ces industries, par rapport à l'état de prospérité et d'avancement dont jouissent celles de l'Empire allemand. »

Cette raison est si forte que le *Club industriel* et l'*Union des industriels autrichiens* se sont très nettement prononcés contre l'entrée de l'Autriche dans le *Zollverein*.

Une considération économique générale se superpose donc aux considérations politiques particulières et renforce puissamment les raisons convergentes que les peuples slaves et les Allemands de Cisleithanie ont de vivre fédérés ensemble, au

sein d'un même État, gouverné par la maison des Habsbourg.

C'est la constatation de ces trois forces concordantes, les peuples, la dynastie, l'intérêt économique, qui permet de conclure : *l'Autriche a en elle-même des sources de réelle vitalité; l'évolution naturelle des choses ne tend pas à sa dissolution; son démembrement ne saurait résulter que d'un coup de force extérieur.*

III

La connaissance des phases essentielles de l'histoire autrichienne récente et la constatation des raisons de durée de la monarchie autrichienne per mettent maintenant de discerner les tendances de l'évolution politique de l'Autriche contemporaine

Le développement de la personnalité des peuples non allemands de l'État autrichien : tel est le phénomène capital qui la caractérise.

Dans le combat soutenu par les peuples autrichiens, deux périodes se laissent distinguer. Entre 1815 et 1867, Slaves, Magyars, Italiens s'attaquent à la dynastie des Habsbourg, qui s'obstine à maintenir l' « absolutisme » de l'ancien régime. Après 1867, l'aspect de la lutte se modifie; les combattants

se divisent, et leur adversaire change. Les Slaves et les Roumains de Hongrie se débattent contre les Magyars; les Slaves d'Autriche cessent de protester contre la dynastie, qui, en la personne de François-Joseph, admet en principe le « fédéralisme », sans avoir le courage de le réaliser. Désormais tous leurs efforts sont dirigés contre le Germanisme, qui, comme jadis l' « absolutisme », défend ses privilèges. Sous l'action d'assauts multiples, le Germanisme faiblit à son tour. Ses défenseurs se font plus rares parmi les Allemands d'Autriche, mais ils gagnent en violence ce qu'ils perdent en nombre. Toutefois, cette violence ne saurait faire illusion, et le mouvement rétrograde du Germanisme en Cisleithanie apparaît comme certain.

Le caractère allemand de l'Autriche diminue avec une telle évidence que les plus farouches sont contraints de le constater. Doués d'une prolificité supérieure à celle des Allemands, non seulement les Slaves ont reconquis la place perdue, mais ils ont pénétré toute la Cisleithanie.

Dans trois provinces seulement, le duché de Salzbourg, la Haute et la Basse-Autriche, les Allemands représentent plus des trois quarts de la population; dans le Tyrol, le Vorarlberg, la Carinthie, ils en forment plus de la moitié; en Bohême, en Moravie et en Silésie, leur nombre est inférieur à cette fraction; en Istrie, en Carniole, en Dalmatie, en Bukovine, en Galicie, on ne rencontre

les Allemands qu'à l'état de groupements extrêmement faibles qui, réunis, donnent un chiffre très inférieur au quart de la population; à Vienne même, au centre du groupe le plus favorisé, les Slaves se sont fait une place fort importante, puisqu'on évalue leur nombre au moins à 20 pour 100 des habitants de cette capitale, considérée si souvent, bien à tort, comme purement allemande.

Un fait est donc certain : « les Allemands sont devenus en Autriche un fragment de peuple comme les autres... Personne ne peut considérer aujourd'hui la monarchie austro-hongroise ou les pays représentés au Reichsrath comme une possession allemande, susceptible de supporter les droits de la souveraineté allemande. » C'est ce que reconnaît sous une autre forme le Dr Ebenhoch, l'un des *leaders* allemands à Vienne : « Sans les Slaves, il n'y a pas de majorité à la Chambre des députés. »

Cette déchéance du Germanisme arrache à l'un de ses défenseurs un cri de désespoir qui est le véritable mot de la situation : « L'Autriche n'est plus allemande. » Non, l'Autriche n'est plus allemande; elle ne l'a été jadis que politiquement, mais ce temps est passé sans retour, et l'Autriche, cortège de peuples, cherche la formule nouvelle qui l'adaptera aux exigences des temps nouveaux.

Quelle peut être cette formule? Ne se dégage-t-elle pas de la suite des événements?

Depuis cent ans et surtout depuis 1867, tout

indique que l'Autriche incline vers le « fédéralisme » qui apparaît comme l'aboutissement naturel de l'évolution politique de la Cisleithanie. Ni les efforts des fonctionnaires centralistes de Vienne, ni les troublantes hésitations de François-Joseph n'ont pu enrayer le mouvement.

Depuis 1873, le nombre des députés allemands non fédéralistes a diminué constamment, celui des Allemands fédéralistes s'est au contraire maintenu, tandis que le chiffre des députés slaves, donc fédéralistes, a augmenté sans interruption.

Ces résultats sont d'autant plus frappants que la loi électorale autrichienne, malgré ses modifications successives, reste un chef-d'œuvre d'arbitraire destiné à favoriser les Allemands. Un exemple en établit la monstrueuse injustice. Dans le Vorarlberg, province allemande, 38,000 habitants ont un député, tandis qu'en Galicie, région slave, il faut 165,000 habitants pour avoir droit à un représentant au Reichsrath.

La réforme fédérale est donc la seule que permette d'envisager une conception nette des réalités.

Le temps n'est plus où M. de Taafe pouvait dire : « Pour que l'Autriche soit bien gouvernée, il faut que personne ne soit content. » Les peuples cisleithans réclament aujourd'hui leur part de bonheur. L'Autriche, région de transition entre l'Occident et l'Orient, carrefour de races et de religions, pays où les recrues prêtent serment à l'em-

pereur en neuf langues, ne peut plus continuer à être envisagée d'après les conceptions centralistes. Désormais, c'est comme une Suisse monarchique qu'il faut considérer l'Empire de François-Joseph.

La réforme fédérale qu'il s'agit de faire est d'ailleurs assez simple. Elle consisterait essentiellement à étendre la compétence des diètes locales à toutes les affaires qui ne sont pas d'intérêt général, à restituer aux diètes le droit d'envoyer leurs députés au parlement central, à doter les « pays » de l'autonomie administrative et conséquemment à les faire participer aux sources de revenus payés par eux, dont l'État profite seul jusqu'ici. Quant à la question plus spéciale du royaume de Bohême que les Tchèques veulent maintenir indivisible, on ne conçoit pas pourquoi une difficulté sérieuse subsisterait, puisque les textes sont formels et que François-Joseph a donné sa parole, en 1871, de se faire couronner roi à Prague.

Toutes les affaires autrichiennes si complexes en apparence se ramènent donc à une seule question : le système centraliste, expédient de 1867, instrument d'injustice, destiné à prolonger l'hégémonie allemande, progressivement dégradé par son arbitraire même, aujourd'hui d'un fonctionnement impossible, sera-t-il ou non remplacé par un régime fédéraliste qui satisferait les divers éléments nationaux comme celui qui fonctionne dans la Confédération helvétique où trois peu-

ples différents vivent dans la plus parfaite harmonie?

Il est facile de voir que cette réforme a pour elle des chances considérables.

Les évaluations les plus modérées montrent qu'aux quinze millions de Slaves, *tous fédéralistes*, il faut ajouter les trois millions d'Allemands du premier groupe (voir p. 109) qui reconnaissent aujourd'hui l'impossibilité de ne pas faire droit aux réclamations des Slaves.

DIX-HUIT *millions d'Autrichiens sur* VINGT-CINQ *sont donc fédéralistes, disposant par conséquent d'une majorité de* SIX *millions et demi.*

Or, en Transleithanie, à Pesth, dont le gouvernement a si souvent influé sur celui de Vienne et a eu pendant longtemps de sérieuses raisons d'être hostile à l'établissement du « fédéralisme » en Cisleithanie, on constate depuis peu l'éclosion de sentiments tout nouveaux. La triple alliance n'y est plus intangible. Il y a seulement deux ans, un député hongrois aurait été honni s'il l'eût attaquée; M. Ugron, après l'avoir critiquée violemment lors des dernières élections, a été réélu à la presque unanimité, pendant que M. Koloman Tisza, admirateur passionné de Bismarck, n'a même pu obtenir le renouvellement de son mandat.

Ces indices établissent, tout au moins, que sous l'influence de la campagne pangermaniste dont on trouvera plus loin l'exposé, les sentiments prussophiles sont en baisse à Budapest. On peut même

se demander si la vieille haine latente des Magyars pour les Allemands n'est pas en train de renaître. Déjà on chante plus souvent en Hongrie la chanson dont le refrain commence par ces mots : « L'Allemand est une canaille. » Les choses vont si vite que tout récemment même (décembre 1901), les théâtres et les concerts allemands de Pesth ont été rigoureusement boycottés.

La contre-partie naturelle de l'hostilité contre les Allemands est une moindre antipathie à l'égard des Slaves cisleithans. Les deux sentiments sont si fortement solidaires que, peu après le début de la campagne pangermaniste, les Magyars, sentant son danger, esquissaient déjà un mouvement de rapprochement avec les Slaves. Le 12 septembre 1897, cinq mois après les ordonnances du comte Badeni, le député magyar Nicolas Barth écrivait dans le *Magyar Orszag :* « Les peuples ont leurs usages, leurs frontières, leurs organes. Dès qu'ils le peuvent, ils se développent. On le constate aujourd'hui en Autriche où l'idée du « fédéralisme » a peu à peu progressé. *Le fédéralisme est la conséquence de la force des choses et constitue la meilleure solution.*

« Ce qui arrive en Autriche est le résultat de la cause à l'effet. *La domination allemande décroît chaque jour, parce que depuis longtemps elle est artificielle.* Les peuples la remplacent en raison de la force historique qu'ils ont en eux. »

Dans un article où les *Budapesti Hirlap* approu-

vaient M. Ugron d'avoir pris à partie la triple alliance, on ajoutait : « ... Les Tchèques ne tendent pas à autre chose qu'à assurer la réalisation du droit d'État de la Bohême ; il consiste en somme à lui donner dans la Monarchie une place semblable à celle de la Hongrie. S'opposer aux efforts des Tchèques ou les éluder ne serait ni juste, ni intelligent, ni politique. Ce ne serait pas juste, parce que la Bohême a précisément les mêmes droits que la Hongrie à une indépendance d'État... *Non seulement nous ne devons pas nous opposer aux efforts des Tchèques, mais nous devons au contraire les favoriser... S'opposer à l'accomplissement des vœux naturels des Tchèques, c'est ménager un état de choses dont il ne sortira rien de bon pour la Hongrie.* Puisse l'opinion publique hongroise bien réfléchir à quels résultats elle peut aboutir, si elle persiste à protéger l'hégémonie allemande ! Alors elle prendra parti pour les Tchèques. »

Cet article, que jamais on n'aurait cru voir paraître dans un journal de Pesth, est d'une sérieuse importance. Il est la preuve matérielle des tendances conciliatrices des Magyars. Il montre qu'à Pesth les gens perspicaces se rendent parfaitement compte qu'il faut choisir entre l'établissement du « fédéralisme » en Cisleithanie ou accepter la mainmise de l'Empire allemand sur l'Autriche. Il y a ainsi deux systèmes à suivre. L'ancien aboutit à déchaîner le Germanisme dans des con-

ditions détestables pour la Hongrie, le second comporte une entente raisonnée avec les Slaves cisleithans.

Pour quelle politique se décideront les Magyars? Évidemment pour celle qui leur semblera offrir le moins de risques. C'est pour le second système qu'on optera à Pesth quand on y sera convaincu de l'entière vérité des paroles du député jeune-tchèque Dr G. Eim : « Les Magyars ne doivent pas se dissimuler que le jour où le drapeau des Hohenzollern flottera de Prague à Trieste, leur état et leur nationalité s'effondreront aussi sous le poids de la suzeraineté de l'Allemagne. »

Le changement de front progressif de certains groupes magyars augmente donc les chances de la réforme fédérale en Cisleithanie. *Or, on ne saurait trop se pénétrer de cette idée, l'établissement du fédéralisme constitue une réorganisation purement intérieure de l'Autriche, qui ne met nullement en cause ses frontières actuelles : « fédéralisme en Cisleithanie » est l'antithèse de « démembrement de l'Autriche ».*

Un raisonnement fort simple permet de s'en convaincre : les dix-huit millions de fédéralistes dont on a constaté plus haut l'existence (voir page 131) sont nécessairement opposés à tout démembrement. Le démembrement, en effet, rendrait impossible la réalisation de leur idéal politique.

Pour fixer maintenant le nombre des Autrichiens

qui veulent le maintien des frontières actuelles, il convient d'ajouter aux dix-huit millions de fédéralistes les trois millions d'Allemands de la nuance Lueger, ceux du second groupe (voir page 112), qui, loyalement dévoués aux Habsbourg, sont profondément Autrichiens, mais n'admettent cependant pas encore les réclamations des Slaves.

Cela fait donc au total *vingt et un millions* d'Autrichiens absolument convaincus de la nécessité de conserver les frontières actuelles.

Combien partagent l'opinion contraire? Environ trois millions de Prussophiles, groupés dans les dernières années par la campagne pangermaniste faite en Autriche (voir le chapitre suivant). A ces trois millions d'Allemands, il convient d'ajouter le million de Latins cisleithans séparatistes, puisque les uns veulent se réunir à la Roumanie et les seconds à l'Italie. C'est donc quatre millions d'Autrichiens imbus d'idées séparatistes.

La disproportion existant entre les chiffres de quatre et de vingt et un est si considérable qu'on peut hardiment conclure : il n'y a pas à l'intérieur de l'Autriche de force susceptible d'en produire la dissolution, et ceux qui la désirent sont infiniment trop peu nombreux pour l'imposer PAR EUX-MÊMES.

De ces constatations, il résulte que la réforme fédérale peut se faire sans troubler la paix continentale, puisque, modification purement interne de l'Autriche, elle ne touche pas à ses frontières.

Il importe donc de discerner très nettement l'idée fédéraliste de celle qui désigne le démembrement de l'Autriche généralement admis comme devant être la conséquence inévitable des revendications slaves. La suite de cette étude fera comprendre plus complètement l'importance capitale de cette distinction.

On pourra objecter : Si le « fédéralisme » s'indique nettement, s'il dispose en sa faveur d'une majorité écrasante, comment expliquer que son établissement paraisse encore lointain et que l'Autriche soit divisée par des luttes intestines, semblant indiquer bien plus des volontés imprécises et divergentes qu'une conception simple et forte comme celle du « fédéralisme » ?

C'est qu'en effet, un obstacle redoutable s'oppose à la réalisation du « fédéralisme » ; cet obstacle qu'on ne saurait trouver à l'intérieur de la Cisleithanie, on a déjà vu qu'il faut le chercher à Berlin.

L'objectif de l'État prussien a toujours été de devenir la puissance dirigeante d'une confédération germanique aux bases sans cesse agrandies. Les Habsbourg ont fait obstacle à ces vastes ambitions, jusqu'au jour où il a été permis à la Prusse, victorieuse à Sadowa, d'asseoir son hégémonie sur l'Empire allemand reconstitué à Versailles. Mais les Hohenzollern ne considèrent point leur mission historique comme terminée. Toutes les terres qui faisaient jadis partie du Saint-Empire romain de nation germanique ne sont point enfer-

mées dans les frontières de l'Empire actuel. Après une période d'accalmie, nécessitée par l'assimilation des conquêtes de 1870, les appétits traditionnels de la Prusse se réveillent. Les acquisitions coloniales ne sauraient les satisfaire. Les ambitions prussiennes menacent maintenant l'Autriche. L'explosion de ces convoitises ne peut pas surprendre. Après Édouard Hervé, le Dr Rieger, M. Louis Léger, M. Paul Deschanel et quelques autres l'ont annoncée depuis longtemps avec une parfaite perspicacité. « ... L'ambition allemande ne cessera de réclamer comme siennes des provinces, — l'Autriche, — qu'on lui a si longtemps attribuées, et sur lesquelles elle s'est accoutumée à se croire un droit absolu. » Les Allemands ont toujours voulu faire de la Bohême une des colonnes de leur grand Empire germanique. Voilà pourquoi aux deux instants où l'empereur François-Joseph a voulu écouter les conseils de son cœur et de sa raison, en faisant la réforme fédérale, un diplomate prussien s'est trouvé pour lui dire : « Tu n'iras pas plus loin »; voilà pourquoi, en 1871, Bismarck envoie à Vienne le roi de Saxe exiger le renvoi de Hohenwart et son remplacement par Auersperg; pourquoi, en 1899, Guillaume II obtient la démission du comte Thun et le retrait des ordonnances sur les langues.

En dépit des volontés si formellement exprimées par les peuples autrichiens, le succès de ces démar-

ches impérieuses a été possible, parce que François-Joseph, toujours sous le coup de Sadowa, n'a pas su se décider, ne pouvant plus être empereur germanique, à rester un prince purement autrichien. *Il existe donc un lien si étroit entre les affaires d'Autriche et celles d'Allemagne, qu'on ne saurait comprendre ce qui se passe à Vienne sans connaître ce que veut Berlin.* C'est ce qui explique pourquoi, à propos de la « question d'Autriche », l'étude du mouvement pangermaniste et de la situation économique de l'Empire de Guillaume II tout d'abord s'imposait.

IV

Munis des éléments d'appréciation fournis par l'histoire, les raisons de durée de la Cisleithanie, les tendances fédéralistes de son évolution politique, il est maintenant possible de résumer et de définir en quelques lignes l'Autriche actuelle.

On dira : L'Autriche est un État polyglotte, de majorité slave, où les Allemands prédominent encore injustement, dernière conséquence de l'ancien régime absolutiste imposé jadis à leur peuple par les Habsbourg, dynastie allemande.

Depuis cent ans, cette situation se modifie. L'évolu-

tion naturelle de l'Autriche la pousse au « fédéralisme » qui ferait de la Cisleithanie une Suisse monarchique.

L'établissement du « fédéralisme », réforme purement intérieure, n'implique point la modification des frontières actuelles de la Cisleithanie, elle ne saurait par suite troubler la paix générale. Il est exact cependant qu'un danger menace l'Europe, mais il réside exclusivement dans les convoitises sur l'Autriche de l'Empire allemand dirigé par la Prusse.

Telle est la formule de l'*Autriche vraie.*

CHAPITRE IV

LA PROPAGANDE PRUSSOPHILE EN AUTRICHE

I. Les procédés. — II. Les résultats.

Malgré l'évidente diminution du caractère allemand de l'Autriche, ou peut-être mieux à cause même de l'affaiblissement du Germanisme en Cisleithanie, les partisans de la Grande-Allemagne mènent dans l'Empire de François-Joseph une violente campagne. Avec une extrême habileté, ils ont su utiliser les moindres éléments qui pouvaient leur être favorables.

I

Il y a plus de vingt-cinq ans, M. Schönerer, sujet autrichien, et quelques-uns de ses amis, enflammés par les victoires de Sadowa et de Sedan, définitivement conquis par la gloire radieuse du jeune Empire, fondèrent en Cisleithanie le parti prussophile.

Pendant longtemps sans appui, ce groupement ne vécut qu'à force d'audace. Et, malgré ses multiples avances, Bismarck fit comprendre à M. Schönerer qu'il n'avait point à compter sur Berlin.

Puis, Bismarck quitta le pouvoir; Guillaume II inaugura la *Weltpolitik;* l'opinion évolua en Allemagne, l'*Union pangermanique* se constitua et trouva des adhérents.

Son président le Dr Hasse et M. Schönerer étaient faits pour s'entendre; c'est ce qui arriva.

A la fin de 1896, le Dr Hasse envoya en Autriche deux de ses plus fidèles collaborateurs, MM. Fritz Bley et von Pfister-Schwaighusen, avec la mission d'établir les bases d'une organisation pangermaniste. Les deux délégués visitèrent Prague, Reichenberg, Leitmeritz, Brux, Linz, Graz, Villach, Marbourg.

Partout, ils répandirent sous les formes les plus séduisantes l'idée du *Zollverein* de l'Europe centrale. Leur propagande porta rapidement ses fruits. A peine étaient-ils de retour en Allemagne, que les journaux autrichiens dévoués à la cause de Berlin, avec lesquels ils s'étaient abouchés, reprirent et développèrent leurs arguments. Le 12 février 1897, le *Grazer Tageblatt* préconisa l'établissement d'une alliance plus étroite entre l'Allemagne et l'Autriche, au moyen d'une union douanière, « *première étape vers de meilleures conditions* ».

C'était là un simple travail préparatoire. Il fallait

au moins un prétexte pour commencer l'agitation ouverte.

En avril 1897, le comte Badeni publia ses fameuses ordonnances sur l'emploi des langues en Bohême et en Moravie. Elles avaient le caractère anodin que l'on sait. Mais le Dr Hasse et M. Schönerer, qui n'attendaient qu'une occasion propice, jugèrent celle-ci excellente. Ils dressèrent aussitôt ce plan fort simple : *agiter l'Autriche avec le prétexte des ordonnances; surchauffer en même temps les esprits en Allemagne au nom du Germanisme menacé, et continuer la campagne autant d'années qu'il le faudrait pour forcer finalement le gouvernement de Berlin à intervenir.*

En moins de cinq ans, MM. Hasse et Schönerer sont parvenus à exécuter les deux premières parties de ce programme. Ils furent admirablement secondés, il est vrai, dans leur entreprise. En Allemagne, le premier disposait des cadres excellents de l'*Union pangermanique;* en Autriche, le second avait des lieutenants peu nombreux, mais pleins d'ardeur : MM. Türk, Kittel, Iro, Wolf, dont on a appris en novembre 1901 la démission motivée par des motifs essentiellement privés et en janvier 1902 la réélection.

Dès le début, MM. Hasse et Schönerer se révélèrent tacticiens remarquables. L'intérêt des ordonnances était local, puisqu'elles s'appliquaient seulement à la Moravie et à la Bohême; ils ont eu

l'habileté de les représenter comme le premier acte de la « tchéquisation de l'Autriche ». Formule alarmante qu'ils ont répétée partout avec une insistance si persévérante que bientôt la plupart des sujets allemands de François-Joseph se sont émus et ont envoyé à Vienne force pétitions contre la réforme du comte Badeni. Dans le nord de la Bohême, où les ordonnances avaient leur point d'application le plus délicat, l'agitation fut organisée avec une ardeur méthodique.

L'hostilité contre les Tchèques se réveilla plus forte que jamais; les sentiments prussophiles se manifestèrent en même temps. Les meneurs de la campagne poussèrent vivement les choses. Dans l'été de 1897, ils firent répandre dans le nord de la Bohême, surtout à Reichenberg, à Tetschen, à Teplitz, à Saaz, à Krumau, etc., des milliers de « tracts ». Sur la couverture de ces brochures, une plantureuse Germania s'épanouissait. L'organe du Dr Hasse, les *Feuilles pangermaniques*, devint plus pressant encore : « Nous adressons à tous les membres de l'*Union* l'instante prière de renvoyer, dans tous les cas, leurs ouvriers et leurs gens de service tchèques. »

Connaissant à fond le pays, les meneurs de la campagne ont employé tous les moyens, petits comme grands, pour rompre la paix relative qui subsistait en Autriche.

Sachant bien que toute action populaire, pour être

durable, doit avoir une base sentimentale, ils se sont d'abord efforcés de détruire les anciennes préventions contre la Prusse

M. K. Pröll, qui a été en Allemagne un des Pangermanistes de la première heure, s'est voué à cette tâche préparatoire. Depuis dix-huit ans, il envoie des « arbres de Noël de l'Empire allemand » aux enfants des Allemands pauvres de Cisleithanie.

Cette manœuvre fort simple et quelques autres du même genre ont contribué à créer un public sympathique qui a fait le succès des premières réunions prussophiles, inaugurées en 1896 par les délégués de l'*Union pangermanique*. Multipliées sur tous les points de l'Autriche après les ordonnances du comte Badeni, orgnisées par des hommes qui en ont une pratique constante, conduites par des orateurs violents et d'une éloquence populaire, ces assemblées ont permis à M. Schönerer de recruter le gros des troupes qui aujourd'hui marchent avec lui. Rapidement, les auditeurs sont devenus les lecteurs assidus des publications prussophiles que les sociétés de Berlin répandent à profusion en Autriche.

Les cartes postales illustrées que les Allemands aiment à échanger avec tant d'abondance sont, elles aussi, devenues un moyen d'action. Chaque incident de la lutte politique donne naissance à un dessin tendancieux, si bien qu'une collection com-

plète de ces cartes constitue une véritable histoire de la campagne pangermaniste. C'est un Saint Michel allemand qui repousse dans les flammes un Tchèque tenant les ordonnances; c'est un paysan allemand, — le fameux Michel, — qui crie : « A bas le droit d'État de la Bohême! » et, un bâton à la main, se tient prêt à frapper sur les Tchèques; c'est un souvenir du duel entre le comte Badeni et le député pangermaniste Wolf. Tirées à des milliers d'exemplaires, ces cartes passent sous les yeux des libraires, du public qui regarde la vitrine, de l'envoyeur, des employés des postes, du facteur, du destinataire, de sa famille et de ses amis. Elles insinuent ainsi lentement, mais continuellement, les idées prussophiles à une foule de gens. Le caractère antiautrichien des dessins s'accentue suivant le développement de la campagne pangermaniste. L'un des derniers représente l'aigle des Hohenzollern broyant dans ses serres la couronne des Habsbourg.

Des cartes postales aussi gravement tendancieuses surgissent maintenant de tous côtés. Au début, la police autrichienne les a saisies; puis, soit qu'elle ait reçu l'ordre de laisser faire, soit qu'elle se soit lassée, la répression a cessé. Cette propagande par l'image a dû être jugée très efficace, car une société importante de Munich, l'*Odin Verein*, s'est consacrée à l'édition de ces dessins prussophiles et tout spécialement de ceux dont l'objet est

de soutenir le mouvement en faveur du protestantisme qui, comme on va voir, est devenu un des plus sûrs instruments de l'action pangermaniste.

L'agitation, justifiée uniquement par les ordonnances du comte Badeni, manquait d'ampleur. En dehors de la Bohême et de la Moravie, le mensonge de la « slavisation de l'Autriche » pouvait bien surexciter les populations allemandes momentanément, mais l'usure de ce procédé artificiel s'opérait rapidement. Il fallait trouver un moyen d'étendre la propagande d'une façon directe et permanente à toutes les parties de l'Autriche où vivent des Allemands. Ce moyen, on crut le trouver dans une lutte contre le catholicisme. Le Dr Hasse, luthérien fanatique, l'avait en horreur. Pour lui, comme pour tous les Prussophiles, l'Autriche doit redevenir protestante. La cause du Germanisme l'exige. En effet, dès le début de la campagne, le catholicisme, soutien du loyalisme autrichien des sujets allemands de François-Joseph, était apparu comme un obstacle redoutable à la diffusion du Pangermanisme. Avec l'audace et la décision qui les caractérisent, les Prussophiles résolurent de détruire cet obstacle.

M. Schönerer fut encore le grand organisateur. Au début de 1898, il se mit à l'œuvre résolument : « Brisons enfin, dit-il, les chaînes qui nous lient à une Église ennemie du Germanisme. » Ces

paroles comblèrent de joie les évangélistes de Berlin, qui fournirent la coopération la plus active, et bientôt le mouvement anticatholique éclata en Autriche aux cris de : « *Los von Rom !* Rompons avec Rome ! » On affecta de se placer au point de vue utilitaire : « Passez au protestantisme pour assurer votre avenir, dit-on aux Autrichiens. Là où le catholicisme est tout-puissant, les peuples meurent, et, sur toute la terre, il n'y a pas de nation qui soit à la fois florissante et catholique romaine. » M. Schönerer déploya une activité fébrile. Le 15 janvier 1899, il réunit à Vienne huit cents personnes se déclarant prêtes à passer avec lui au protestantisme, et il annonça que le nombre des conversions dépasserait prochainement dix mille. Par les moyens les plus divers, on chercha à surexciter les esprits. On réveilla les vieux souvenirs de la guerre de Trente ans. Dans les premiers mois de 1899, des pasteurs de l'Empire allemand vinrent renforcer ceux très peu nombreux qui normalement se trouvent en Autriche. Sans le moindre respect de la paix confessionnelle, ils organisèrent partout, mais spécialement dans le nord de la Bohême, des meetings politico-religieux. A Teplitz, le pasteur Lumnitzer se signala par un zèle plus qu'excessif. A Asch, à Karbitz, etc., on prêcha en plein air la bonne parole prusso-protestante. M. Schönerer totalisa les résultats qui lui parvinrent sur des bulletins de conversion imprimés au préalable dans

ses ateliers. Ces bulletins constituent une pièce fort curieuse dont voici l'exacte traduction :

Par les présentes, le soussigné déclare sur l'honneur qu'au jour indiqué par le député Schönerer, il notifiera aux autorités sa sortie de l'Église catholique.
Prénom et nom de famille _____
Situation, « Occupation » _____
Domicile _____
Poste _____
Pays de la couronne _____

SIGNATURE :

_____

1899.

Cette déclaration doit être transmise à M. le député Schönerer à Krems sur le Danube.

Librairie de G. Schönerer, Krems.

Imprimé par F. Berger, Horn.

Au point de vue strictement religieux le mouvement *Los von Rom* peut être considéré comme ayant donné d'assez piètres résultats. Ses organisateurs ne s'en montrent cependant aucunement découragés. « En Autriche, dit la *Kreuzzeitung*, le mouvement *Los von Rom* est devenu plus silencieux. Nous nous en réjouissons, parce qu'on pourra travailler plus efficacement ». Ce langage sibyllin demande une explication. En réalité, les conversions sont le moindre souci des missionnaires protestants; ils se contentent parfaitement des bénéfices politiques de leur propagande, qui, ceux-là, sont des plus certains. Le député Wolf, pur agitateur

politique, le proclame implicitement lorsqu'il déclare : « Nous avons à soutenir un combat pour la civilisation et pour notre nationalité. Notre arme la plus tranchante est le mouvement *Los von Rom.* » Ces paroles suffiraient presque à établir le caractère politique du mouvement *Los von Rom;* mais il y a mieux.

Un procès jugé à Graz, en juin 1899, lève tous doutes. Le 4 mai 1899, la police de François-Joseph arrêtait le pasteur prussien Everling, dont les démarches avaient paru suspectes. On trouva sur lui un carnet de voyage, relatant toutes ses conversations, et des lettres fort explicites de dignitaires allemands et de fonctionnaires autrichiens. Ces papiers démontrant la complicité de MM. Fraiss et Polzer, de Graz, un procès leur fut fait. Les débats établirent de la façon la plus nette que la campagne protestante en Autriche n'est qu'un prétexte commode et habile pour dissimuler aux yeux des autorités autrichiennes la propagande prussophile.

C'est ce que devait avouer, quelques mois plus tard, le superintendant Meyer, parlant à Braunsweig, à la réunion organisée par la *Ligue évangélique pour la protection des intérêts allemands protestants,* et confirmer le 30 octobre 1901 le Dr Kramarsch dans son beau discours au parlement autrichien.

Il convient ici de remarquer que la base du mou-

vement *Los von Rom* est *exclusivement* en Allemagne. C'est à Berlin, au commencement de 1899, que l'*Union évangélique*, présidée par le conseiller à la cour *von Œttingen*, a tenu de véritables conseils de guerre pour organiser la campagne protestante, dresser la liste des pasteurs à envoyer et l'itinéraire à suivre; c'est de Munich que furent expédiés des milliers de cartes postales invitant les catholiques autrichiens à passer au protestantisme; c'est le consistoire de Dresde qui, en mai 1899, fut dans la nécessité de faire revenir les pasteurs saxons, pourvus d'emplois dans les autres États de l'Allemagne, pour remplir la charge des titulaires partis en nombre considérable propagander en Autriche; c'est le pasteur Muller, de Munchen-Gladbach, président du consistoire évangélique, qui invita les fidèles à soutenir de leurs deniers la campagne. Une circulaire évangéliste, publiée par le *Journal populaire de Graz*, révèle d'ailleurs avec une suffisante clarté l'origine de l'argent employé à la propagande. « Il s'agit, dit ce document, de jeter un pont solide vers la protestante Allemagne. » Et, pour rassurer les néophytes qu'on convoite, la circulaire ajoute : « On ne vous demande pas d'argent... Il est pourvu aux moyens nécessaires. »

Tout, absolument tout, vient de l'Empire allemand; on y a même imprimé les « tracts » évangélistes qui ont été répandus à profusion en Autriche.

La plupart de ces brochures, sorties des presses de la société *Germania* de Brême, s'efforcent de démontrer que la cause du Germanisme est étroitement liée à celle du protestantisme.

Des incidents fâcheux comme l'arrestation du pasteur Everling n'arrêtent pas l'ardeur des groupements évangélistes. Leurs émissaires, comptant sur la pusillanimité du gouvernement de Vienne, propagandent en Autriche avec une audace plus grande que jamais.

Une autre manœuvre fort curieuse des Pangermanistes consiste dans leur tentative d'utilisation des forces socialistes. Voyant le peuple tchèque, composé en immense majorité d'ouvriers industriels ou agricoles, les hommes du groupe Schönerer se sont dit, — et le raisonnement était juste, — que s'ils pouvaient gagner au socialisme international une partie du prolétariat tchèque, ils diviseraient le peuple bohême, empêcheraient sa concentration nationale et, du même coup, arrêteraient le mouvement fédéraliste. Partant de ce point de vue, ils ont tenté l'entreprise, qu'une circonstance déjà ancienne a grandement facilitée.

La presse socialiste de Vienne est en grande partie entre les mains d'Israélites, généralement hostiles aux Slaves, qui, pendant des siècles, ont formé une matière aisément exploitable. L'avènement de ces derniers à l'indépendance politique comporte leur libération économique; il en résulte

que la plupart des Israélites ont un vif intérêt à la compression du Slavisme, et, comme il est clair qu'ils sont trop peu nombreux pour le réaliser par eux-mêmes, ils se trouvent amenés à favoriser par tous les moyens le mouvement pangermaniste. C'est ce qui explique pourquoi la presse socialiste de Vienne a favorisé de son mieux les manœuvres socialistes des Prussophiles. Elle a étendu ses ramifications sur la Bohême, et bientôt les résultats les plus encourageants ont été obtenus. Un parti internationaliste s'est formé chez les Tchèques, mais, très rapidement, les ouvriers bohêmes ont vu clairement le piège qu'on leur tendait. Ils ont compris que les seuls principes applicables du socialisme étaient parfaitement compatibles avec les intérêts et les devoirs de leur nationalité, et ils ont fondé un parti socialiste national qui poursuit maintenant à la fois l'amélioration pratique du sort des travailleurs et le succès de la cause tchèque.

Dissimulée sous la forme sociale, l'action prussophile a donc été vaine auprès des Slaves cisleithans; elle a réussi davantage avec les Allemands socialistes internationaux. Sur eux le Pangermanisme a eu prise indirectement. Aussi peut-on dire que les groupes socialistes autrichiens, dirigés par les Israélites de Vienne, travaillent aussi activement que M. Schönerer à la destruction de l'Etat cisleithan. M. Naumann, leader des sociaux-nationaux de l'Empire allemand, le reconnaît non

sans satisfaction : « Il y a deux partis en Autriche qui doivent avoir les sympathies des Allemands de l'Empire, les Allemands nationaux et les socialistes démocrates. *Il est possible qu'ils se querellent parfois; au fond, ils agissent ensemble.* »

Avec les gens d'affaires, hommes calmes qui tiennent à la paix et aux profits, les Prussophiles, cessant de faire appel à la violence, font agir la séduction du grand *Zollverein.* « Une fois qu'il sera établi, disent-ils aux agriculteurs, vous aurez toute l'Allemagne comme débouché pour vos produits, et quant à vous, industriels et commerçants, vous profiterez largement de l'expansion commerciale de l'Empire allemand. Tous, vous devez donc demander l'entrée de la Cisleithanie dans l'union douanière allemande. »

Si maintenant, cessant d'envisager les détails, l'on considère dans son ensemble la tactique des Pangermanistes, elle apparaît caractérisée par une intransigeance calculée et progressive. Ils ne veulent, en effet, sous aucun prétexte, cesser l'agitation; aussi s'ingénient-ils à rendre vaines toutes les tentatives de conciliation avec les Slaves en demandant toujours ce qu'ils savent impossible d'accorder. Ils réclament par exemple la division de la Bohême en deux régions distinctes : l'une, allemande, aurait Reichenberg pour capitale; Prague serait le centre de la partie tchèque.

Une pareille prétention équivaut simplement à

demander aux Tchèques le complet abandon de leurs nombreux compatriotes du Nord et l'entier renoncement aux *droits historiques* du royaume de saint Venceslas, dont l'indivisibilité de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie est la base. Les Tchèques luttent depuis cent années pour obtenir le respect de ces droits. Comment pourraient-ils donc consentir à une division de la Bohême qui équivaudrait à tracer d'avance à l'Allemagne les cadres d'une future annexion? En outre, dans le programme pangermaniste, revisé le jour de la Pentecôte de 1900, la reconnaissance de l'allemand comme langue d'État de l'Autriche est inscrite parmi les principales revendications. La seule concession qui ait été faite consiste à dire : « Langue de communication au lieu de langue d'État. » Encore M. Schönerer proteste-t-il contre cette faiblesse! Or, si les Slaves, en raison de la prescription séculaire, peuvent admettre que l'allemand reste pratiquement la langue des administrations communes à tous les pays de la Cisleithanie, il leur est impossible de reconnaître cet idiome comme langue d'État, par la simple raison qu'ils sont quinze millions dans le pays et les Allemands seulement neuf millions.

Le caractère excessif de telles prétentions est lui-même voulu; il assure aux Prussophiles la possibilité de continuer indéfiniment l'agitation qui est leur raison d'être, aussi longtemps, comme

ils le disent, que l'Autriche n'aura pas été incorporée à l'Empire allemand.

II

Des efforts si multiples, si habiles, si persévérants ne pouvaient manquer d'avoir des résultats. La pusillanimité du gouvernement de Vienne, craignant toujours de froisser l'ombrageux allié de Berlin, en a décuplé l'étendue. Il n'est pas douteux qu'en fait les Prussophiles jouissent en Autriche, pour leurs coupables manœuvres, d'une liberté d'action à peu près entière.

Ils disposent de journaux considérables. « *Si l'Allemagne nous prête la main, disait déjà la* Presse *de Vienne après Sadowa, nous lui donnerons en cadeau ce beau Danube bleu, qui lui ouvrira le monde merveilleux de l'Orient.* » Aujourd'hui, la *Nouvelle Presse libre* travaille activement à la réalisation de cet idéal. Depuis sa fondation, elle mine sournoisement l'Autriche, mais dans les dernières années, croyant sans doute la partie gagnée, elle masque moins bien son jeu. Ainsi, elle a défendu ouvertement le rédacteur Hofer d'Eger, poursuivi pour haute trahison, et elle a accueilli avec enthousiasme la lettre sauvage de Mommsen contre les

Tchèques. Un grand nombre d'organes, la *Gazette populaire autrichienne*, le *Journal de Prague*, la *Bohemia*, le *Messager quotidien* de Brünn, la *Silesia* de Troppau, la *Gazette d'Eger*, la *Gazette populaire de Reichenberg*, la *Gazette de Leitmeritz*, la *Revue allemande de l'Est*, les *Pures Paroles allemandes*, servent la même politique avec des nuances diverses. Les deux derniers journaux surtout réclament sans relâche la réunion de l'Autriche à l'Empire allemand.

A côté de la presse quotidienne, des revues, le *Messager populaire allemand*, le *Kyffhauser* à Linz, le *Scherer*, soutiennent les mêmes idées. Encore ne sont-ce là que les principaux organes dévoués à la cause de Berlin. Dans toutes les parties de l'Autriche où habitent des Allemands une foule de journaux locaux, nés depuis trois ou quatre ans, travaillent dans le même sens.

L'action de nombreuses sociétés décuple l'influence déjà si considérable de cette presse.

Des associations dites de protection se sont constituées dans le but avoué de lutter contre les Slaves. Elles forment autant de centres ardemment pangermanistes. Telles sont : l'*Union de la forêt de Bohême*, Budweis, 1884; l'*Union des Allemands du nord de la Moravie*, Olmutz, 1886; la *Sudmark*, Graz, 1889; l'*Union des Allemands de l'ouest de la Bohême*, Pilsen, 1892; la *Nordmark*, Troppau, 1894; l'*Union des Allemands de l'est de la Bohême*,

Trautenau, 1894; l'*Union des Allemands du nord-ouest de la Bohême*, Teplitz, 1894; l'*Union des Allemands du cercle d'Eger*, 1895; l'*Union générale des Allemands de Bohême*, Prague, 1894.

Tous ces groupes, fédérés entre eux, se tiennent en relation étroite avec l'*Union viennoise des écoles allemandes*, fondée à Vienne en 1880, qui prépare les enfants à comprendre et à aimer l'idée de la Grande-Allemagne.

Cette énumération, déjà longue, est cependant encore très incomplète; pour la parfaire, il faudrait citer les innombrables sociétés de chant, de sport ou de gymnastique établies depuis longtemps dans l'Empire de François-Joseph, dans lesquelles entrent les Pangermanistes avec l'idée préconçue de faire des prosélytes parmi les anciens adhérents.

Le fonctionnement d'une organisation aussi complète, d'un caractère si nettement offensif, ne pouvait qu'exaspérer les luttes nationales. Un exemple suffira à montrer à quel point. En avril 1889, M. Mattusch, élève à l'École des mines de Leoben, tua en duel son camarade allemand, M. Januschke.

Après un tel travail de propagande, la diffusion des idées prussophiles dans certaines régions était inévitable. Tout décèle leur pénétration. Pour avoir des policiers ressemblant à ceux de l'empereur Guillaume, le conseil municipal de Leitmeritz fait porter à ses sergents de ville des casques

dits *Pickelhauben;* le drapeau allemand est arboré dans les fêtes publiques; la *Wacht am Rhein* et le *Deutschland über alles* sont chantés à la place de l'hymne autrichien; les conseils municipaux d'Eger, d'Innsbruck, de Marbourg, etc., décident qu'une rue portera le nom de Bismarck. Dans cette dernière ville, pour bien marquer par une ironie qu'on crut piquante et qui n'est que lourde l'entier oubli de Sadowa, on a choisi comme *Bismarckstrasse* la rue où se trouve le commandement de la brigade impériale et royale, — *K. und K. Brigade-Kommando.* — Les réunions les plus antiautrichiennes se tiennent ouvertement. Le 16 mai 1900, MM. Wolf et Schönerer parlent à Aussig. La salle est décorée aux couleurs de l'Empire allemand, un buste de Bismarck préside, et deux mille personnes, dont un grand nombre de sujets de Guillaume II, qui ont tout exprès passé la frontière, assistent à l'assemblée. Les Pangermanistes autrichiens mettent un empressement identique à répondre aux démonstrations des Allemands de l'Empire. Un de leurs chefs, le Dr Bareuther, adresse à l'assemblée générale de l'*Union pangermanique*, tenue à Mayence le même mois, une dépêche ainsi conçue : « Salut et prospérité à la plus active société de la Pangermanie. De toute mon âme, je salue ses efforts pour affermir notre solidarité nationale par une union économique. » Plus récemment encore, le jour du soixante-

dixième anniversaire de François-Joseph, le drapeau révolutionnaire pangermaniste, noir, rouge et jaune, a été arboré dans beaucoup d'endroits du nord de la Bohême.

Les manifestations électorales reflètent fidèlement la force du nouveau courant. Jusqu'en 1891, les Pangermanistes ne comptaient aucun député au parlement de Vienne. En 1891, ils réussissent à y envoyer 2 représentants. En 1897, ils gagnent un seul siège, mais en 1901 d'un seul bond ils passent de 3 à 21.

Plus récemment encore, les élections à la diète de Bohême ont constitué une nouvelle pierre de touche de l'état de l'opinion. Les Pangermanistes étaient 11 à l'assemblée de Prague ; ils sont maintenant 25 (novembre 1901).

La contre-partie inévitable du développement des sympathies pour les Hohenzollern a été la diminution des sentiments loyalistes envers les Habsbourg. Dès le commencement de leur action publique, les meneurs prussophiles n'ont pas hésité à se montrer prêts à trahir l'Autriche. « Il nous faut la réunion de l'Empire d'Autriche à l'Allemagne, déclara le député Iro, le 24 mai 1897, dans un discours qu'il fit à Salzbourg. L'Autriche deviendra une province confédérée comme les autres provinces allemandes. L'empereur continuera à s'appeler empereur, s'il le veut ; pour nous, nous comptons sur notre mère la Germanie, qui

n'abandonnera pas ses enfants en Autriche. » A Leipzig, le 27 juillet 1897, l'Autrichien Hofer, rédacteur aux *Egerer Nachrichten*, parla avec plus de violence encore au banquet qui termina la journée : « Jamais nous n'abandonnerons le combat contre les Slaves. Nous savons que derrière nous sont les cinquante millions d'Allemands de l'Empire. Notre devise à nous, Allemands de Bohême, reste toujours : un Dieu, un Empereur, un Empire. » Ces paroles valurent à leur auteur une poursuite pour haute trahison, que le gouvernement de Vienne eut la faiblesse d'abandonner devant les clameurs de la *Nouvelle Presse libre*. Les étudiants ont manifesté si fréquemment leurs sentiments prussophiles que certains corps ont dû être dissous comme la *Teutonia* de Prague. Ces mesures de pure forme restent inefficaces. « Les étudiants retirent de leurs salles de réunion le portrait de François-Joseph et le remplacent par le buste de Bismarck. »

Un fait plus grave s'est produit. A Graz, de jeunes Pangermanistes ont brûlé publiquement le drapeau autrichien. Les autorités ne les ont pas inquiétés, mais elles ont saisi le journal qui voulut porter cet acte odieux à la connaissance publique.

Enfin, scandale dépassant tous les autres, le 25 octobre 1899, en plein parlement de Vienne, le député Turk, salué par les applaudissements enthousiastes de ses amis, a déclaré : « Les pays

héréditaires allemands doivent s'adosser à l'Empire allemand d'une façon quelconque, à peu près comme cela existait avant 1866. Une union douanière économique avec l'Allemagne est la première étape dans cette voie... Nous autres Allemands, nous sommes prêts à tout. Faites éclater une guerre civile entre les Allemands et les Tchèques en Bohême, en Moravie et en Silésie, et les armées allemandes de la Prusse viendront vous donner une danse *(sic)*. »

Cette insulte à l'État autrichien, faite à la face de tous les représentants de la Cisleithanie, a passé comme le reste, exemple presque incroyable d'une impunité dont la durée a peut-être servi davantage la diffusion du Pangermanisme que les efforts des meneurs. Ceux-ci ont eu rapidement l'impression qu'ils étaient les maîtres. En 1897, ils ont commencé l'agitation ouvertement, et deux ans plus tard ils jugeaient déjà les esprits suffisamment préparés à accepter leurs plus audacieuses conceptions; c'est alors qu'ils ont répandu parmi les Allemands d'Autriche ce plan du morcellement de la Cisleithanie, dont j'ai donné plus haut l'analyse (voir p. 7). Bien que non signée, la brochure qui l'expose reflète exactement les idées personnelles du Dr Hasse. Les Pangermanistes lui attribuent, en tout cas, une importance toute spéciale, car ils ont tout fait pour en favoriser la diffusion, donnant la liberté de reproduction et

fixant un prix de propagande qui décroît avec le nombre d'exemplaires achetés à la fois. Une seule brochure coûte 40 pfennigs; au cent, elle ne revient plus qu'à 10 pfennigs, et au mille seulement à 5 pfennigs.

La publication d'un document si explicite est l'aveu évident du but réel qu'on poursuit. Comme le démembrement de l'Autriche implique la destruction, ou tout au moins l'étroit assujettissement de la maison régnante, l'attaque contre la dynastie des Habsbourg devait être l'aboutissement logique de la campagne prussophile. Cette conséquence s'est produite.

« C'est aux Hohenzollern, dit un écrivain de l'*Odin Verein,* et non aux Habsbourg, que nous devons nous attacher. Il est écrit dans l'histoire, en lettres de sang, que ceux-ci n'ont point la force ni même la volonté d'assurer l'union des États allemands et de réduire leurs tendances séparatistes. »

Le soixante-dixième anniversaire de François-Joseph a permis de constater le résultat de telles exhortations. Alors que tous les partis et toutes les nationalités de l'Autriche-Hongrie faisaient trêve à leurs querelles, seuls les Prussophiles n'ont pas désarmé. Ils ont manifesté un peu partout leurs sentiments antidynastiques; à Innsbruck, ils ont fait coller la nuit sur les murs des affiches autoco- qui se terminaient par : « Vivent les Hohen-

zollern! — *Hoch Hohenzollern!* » deux mots qui résument toute la campagne pangermaniste.

Les troubles qui, à la fin d'août 1899, ont éclaté dans toute l'Autriche, sous prétexte du relèvement des taxes sur les sucres, la bière et le pétrole, ont été comme la synthèse du mouvement prussophile. Immédiatement le caractère pangermaniste de l'agitation s'est affirmé. A Graslitz (Bohême), les Prussophiles attaquent la capitainerie en chantant la *Garde sur le Rhin;* à Asch, ils décrochent des bâtiments de la douane l'écusson portant l'aigle impériale de la maison d'Autriche et le piétinent; à Vienne, les manifestations, malgré leur apparence socialiste, sont dirigées sous main par les agents de M. Schönerer; à Graz, la foule attaque le palais de l'empereur en poussant des cris hostiles à la dynastie; à Klagenfurth, une violente démonstration est faite contre l'archevêque, connu pour ses sentiments de dévouement à l'Autriche et de répulsion pour l'Allemagne. Or, tous ces troubles ont lieu en même temps et seulement dans les régions allemandes; on constate sur place que partout ils sont l'œuvre d'habiles agitateurs, et non pas le résultat spontané de l'irritation populaire. Il est donc permis de voir en eux moins une manifestation contre le comte Thun qu'une mobilisation générale des forces pangermanistes.

Si le « succès » de ces troubles constitue pour leurs organisateurs le plus puissant des encoura-

fixant un prix de propagande qui décroît avec le nombre d'exemplaires achetés à la fois. Une seule brochure coûte 40 pfennigs; au cent, elle ne revient plus qu'à 10 pfennigs, et au mille seulement à 5 pfennigs.

La publication d'un document si explicite est l'aveu évident du but réel qu'on poursuit. Comme le démembrement de l'Autriche implique la destruction, ou tout au moins l'étroit assujettissement de la maison régnante, l'attaque contre la dynastie des Habsbourg devait être l'aboutissement logique de la campagne prussophile. Cette conséquence s'est produite.

« C'est aux Hohenzollern, dit un écrivain de l'*Odin Verein,* et non aux Habsbourg, que nous devons nous attacher. Il est écrit dans l'histoire, en lettres de sang, que ceux-ci n'ont point la force ni même la volonté d'assurer l'union des États allemands et de réduire leurs tendances séparatistes. »

Le soixante-dixième anniversaire de François-Joseph a permis de constater le résultat de telles exhortations. Alors que tous les partis et toutes les nationalités de l'Autriche-Hongrie faisaient trêve à leurs querelles, seuls les Prussophiles n'ont pas désarmé. Ils ont manifesté un peu partout leurs sentiments antidynastiques; à Innsbruck, ils ont fait coller la nuit sur les murs des affiches autoco-

qui se terminaient par : « Vivent les Hohen-

zollern! — *Hoch Hohenzollern!* » deux mots qui résument toute la campagne pangermaniste.

Les troubles qui, à la fin d'août 1899, ont éclaté dans toute l'Autriche, sous prétexte du relèvement des taxes sur les sucres, la bière et le pétrole, ont été comme la synthèse du mouvement prussophile. Immédiatement le caractère pangermaniste de l'agitation s'est affirmé. A Graslitz (Bohême), les Prussophiles attaquent la capitainerie en chantant la *Garde sur le Rhin;* à Asch, ils décrochent des bâtiments de la douane l'écusson portant l'aigle impériale de la maison d'Autriche et le piétinent; à Vienne, les manifestations, malgré leur apparence socialiste, sont dirigées sous main par les agents de M. Schönerer; à Graz, la foule attaque le palais de l'empereur en poussant des cris hostiles à la dynastie; à Klagenfurth, une violente démonstration est faite contre l'archevêque, connu pour ses sentiments de dévouement à l'Autriche et de répulsion pour l'Allemagne. Or, tous ces troubles ont lieu en même temps et seulement dans les régions allemandes; on constate sur place que partout ils sont l'œuvre d'habiles agitateurs, et non pas le résultat spontané de l'irritation populaire. Il est donc permis de voir en eux moins une manifestation contre le comte Thun qu'une mobilisation générale des forces pangermanistes.

Si le « succès » de ces troubles constitue pour leurs organisateurs le plus puissant des encoura-

fixant un prix de propagande qui décroît avec le nombre d'exemplaires achetés à la fois. Une seule brochure coûte 40 pfennigs; au cent, elle ne revient plus qu'à 10 pfennigs, et au mille seulement à 5 pfennigs.

La publication d'un document si explicite est l'aveu évident du but réel qu'on poursuit. Comme le démembrement de l'Autriche implique la destruction, ou tout au moins l'étroit assujettissement de la maison régnante, l'attaque contre la dynastie des Habsbourg devait être l'aboutissement logique de la campagne prussophile. Cette conséquence s'est produite.

« C'est aux Hohenzollern, dit un écrivain de l'*Odin Verein,* et non aux Habsbourg, que nous devons nous attacher. Il est écrit dans l'histoire, en lettres de sang, que ceux-ci n'ont point la force ni même la volonté d'assurer l'union des États allemands et de réduire leurs tendances séparatistes. »

Le soixante-dixième anniversaire de François-Joseph a permis de constater le résultat de telles exhortations. Alors que tous les partis et toutes les nationalités de l'Autriche-Hongrie faisaient trêve à leurs querelles, seuls les Prussophiles n'ont pas désarmé. Ils ont manifesté un peu partout leurs sentiments antidynastiques; à Innsbruck, ils ont fait coller la nuit sur les murs des affiches autoco- qui se terminaient par : « Vivent les Hohen-

zollern! — *Hoch Hohenzollern!* » deux mots qui résument toute la campagne pangermaniste.

Les troubles qui, à la fin d'août 1899, ont éclaté dans toute l'Autriche, sous prétexte du relèvement des taxes sur les sucres, la bière et le pétrole, ont été comme la synthèse du mouvement prussophile. Immédiatement le caractère pangermaniste de l'agitation s'est affirmé. A Graslitz (Bohême), les Prussophiles attaquent la capitainerie en chantant la *Garde sur le Rhin;* à Asch, ils décrochent des bâtiments de la douane l'écusson portant l'aigle impériale de la maison d'Autriche et le piétinent; à Vienne, les manifestations, malgré leur apparence socialiste, sont dirigées sous main par les agents de M. Schönerer; à Graz, la foule attaque le palais de l'empereur en poussant des cris hostiles à la dynastie; à Klagenfurth, une violente démonstration est faite contre l'archevêque, connu pour ses sentiments de dévouement à l'Autriche et de répulsion pour l'Allemagne. Or, tous ces troubles ont lieu en même temps et seulement dans les régions allemandes; on constate sur place que partout ils sont l'œuvre d'habiles agitateurs, et non pas le résultat spontané de l'irritation populaire. Il est donc permis de voir en eux moins une manifestation contre le comte Thun qu'une mobilisation générale des forces pangermanistes.

Si le « succès » de ces troubles constitue pour leurs organisateurs le plus puissant des encoura-

fixant un prix de propagande qui décroît avec le nombre d'exemplaires achetés à la fois. Une seule brochure coûte 40 pfennigs; au cent, elle ne revient plus qu'à 10 pfennigs, et au mille seulement à 5 pfennigs.

La publication d'un document si explicite est l'aveu évident du but réel qu'on poursuit. Comme le démembrement de l'Autriche implique la destruction, ou tout au moins l'étroit assujettissement de la maison régnante, l'attaque contre la dynastie des Habsbourg devait être l'aboutissement logique de la campagne prussophile. Cette conséquence s'est produite.

« C'est aux Hohenzollern, dit un écrivain de l'*Odin Verein,* et non aux Habsbourg, que nous devons nous attacher. Il est écrit dans l'histoire, en lettres de sang, que ceux-ci n'ont point la force ni même la volonté d'assurer l'union des États allemands et de réduire leurs tendances séparatistes. »

Le soixante-dixième anniversaire de François-Joseph a permis de constater le résultat de telles exhortations. Alors que tous les partis et toutes les nationalités de l'Autriche-Hongrie faisaient trêve à leurs querelles, seuls les Prussophiles n'ont pas désarmé. Ils ont manifesté un peu partout leurs sentiments antidynastiques; à Innsbruck, ils ont fait coller la nuit sur les murs des affiches autocopiées qui se terminaient par : « Vivent les Hohen-

zollern! — *Hoch Hohenzollern!* » deux mots qui résument toute la campagne pangermaniste.

Les troubles qui, à la fin d'août 1899, ont éclaté dans toute l'Autriche, sous prétexte du relèvement des taxes sur les sucres, la bière et le pétrole, ont été comme la synthèse du mouvement prussophile. Immédiatement le caractère pangermaniste de l'agitation s'est affirmé. A Graslitz (Bohême), les Prussophiles attaquent la capitainerie en chantant la *Garde sur le Rhin;* à Asch, ils décrochent des bâtiments de la douane l'écusson portant l'aigle impériale de la maison d'Autriche et le piétinent; à Vienne, les manifestations, malgré leur apparence socialiste, sont dirigées sous main par les agents de M. Schönerer; à Graz, la foule attaque le palais de l'empereur en poussant des cris hostiles à la dynastie; à Klagenfurth, une violente démonstration est faite contre l'archevêque, connu pour ses sentiments de dévouement à l'Autriche et de répulsion pour l'Allemagne. Or, tous ces troubles ont lieu en même temps et seulement dans les régions allemandes; on constate sur place que partout ils sont l'œuvre d'habiles agitateurs, et non pas le résultat spontané de l'irritation populaire. Il est donc permis de voir en eux moins une manifestation contre le comte Thun qu'une mobilisation générale des forces pangermanistes.

Si le « succès » de ces troubles constitue pour leurs organisateurs le plus puissant des encoura-

fixant un prix de propagande qui décroît avec le nombre d'exemplaires achetés à la fois. Une seule brochure coûte 40 pfennigs; au cent, elle ne revient plus qu'à 10 pfennigs, et au mille seulement à 5 pfennigs.

La publication d'un document si explicite est l'aveu évident du but réel qu'on poursuit. Comme le démembrement de l'Autriche implique la destruction, ou tout au moins l'étroit assujettissement de la maison régnante, l'attaque contre la dynastie des Habsbourg devait être l'aboutissement logique de la campagne prussophile. Cette conséquence s'est produite.

« C'est aux Hohenzollern, dit un écrivain de l'*Odin Verein,* et non aux Habsbourg, que nous devons nous attacher. Il est écrit dans l'histoire, en lettres de sang, que ceux-ci n'ont point la force ni même la volonté d'assurer l'union des États allemands et de réduire leurs tendances séparatistes. »

Le soixante-dixième anniversaire de François-Joseph a permis de constater le résultat de telles exhortations. Alors que tous les partis et toutes les nationalités de l'Autriche-Hongrie faisaient trêve à leurs querelles, seuls les Prussophiles n'ont pas désarmé. Ils ont manifesté un peu partout leurs sentiments antidynastiques; à Innsbruck, ils ont fait coller la nuit sur les murs des affiches autocopiées qui se terminaient par : « Vivent les Hohen-

zollern! — *Hoch Hohenzollern!* » deux mots qui résument toute la campagne pangermaniste.

Les troubles qui, à la fin d'août 1899, ont éclaté dans toute l'Autriche, sous prétexte du relèvement des taxes sur les sucres, la bière et le pétrole, ont été comme la synthèse du mouvement prussophile. Immédiatement le caractère pangermaniste de l'agitation s'est affirmé. A Graslitz (Bohême), les Prussophiles attaquent la capitainerie en chantant la *Garde sur le Rhin;* à Asch, ils décrochent des bâtiments de la douane l'écusson portant l'aigle impériale de la maison d'Autriche et le piétinent; à Vienne, les manifestations, malgré leur apparence socialiste, sont dirigées sous main par les agents de M. Schönerer; à Graz, la foule attaque le palais de l'empereur en poussant des cris hostiles à la dynastie; à Klagenfurth, une violente démonstration est faite contre l'archevêque, connu pour ses sentiments de dévouement à l'Autriche et de répulsion pour l'Allemagne. Or, tous ces troubles ont lieu en même temps et seulement dans les régions allemandes; on constate sur place que partout ils sont l'œuvre d'habiles agitateurs, et non pas le résultat spontané de l'irritation populaire. Il est donc permis de voir en eux moins une manifestation contre le comte Thun qu'une mobilisation générale des forces pangermanistes.

Si le « succès » de ces troubles constitue pour leurs organisateurs le plus puissant des encoura-

fixant un prix de propagande qui décroît avec le nombre d'exemplaires achetés à la fois. Une seule brochure coûte 40 pfennigs; au cent, elle ne revient plus qu'à 10 pfennigs, et au mille seulement à 5 pfennigs.

La publication d'un document si explicite est l'aveu évident du but réel qu'on poursuit. Comme le démembrement de l'Autriche implique la destruction, ou tout au moins l'étroit assujettissement de la maison régnante, l'attaque contre la dynastie des Habsbourg devait être l'aboutissement logique de la campagne prussophile. Cette conséquence s'est produite.

« C'est aux Hohenzollern, dit un écrivain de l'*Odin Verein,* et non aux Habsbourg, que nous devons nous attacher. Il est écrit dans l'histoire, en lettres de sang, que ceux-ci n'ont point la force ni même la volonté d'assurer l'union des États allemands et de réduire leurs tendances séparatistes. »

Le soixante-dixième anniversaire de François-Joseph a permis de constater le résultat de telles exhortations. Alors que tous les partis et toutes les nationalités de l'Autriche-Hongrie faisaient trêve à leurs querelles, seuls les Prussophiles n'ont pas désarmé. Ils ont manifesté un peu partout leurs sentiments antidynastiques; à Innsbruck, ils ont fait coller la nuit sur les murs des affiches autocopiées qui se terminaient par : « Vivent les Hohen-

zollern! — *Hoch Hohenzollern!* » deux mots qui résument toute la campagne pangermaniste.

Les troubles qui, à la fin d'août 1899, ont éclaté dans toute l'Autriche, sous prétexte du relèvement des taxes sur les sucres, la bière et le pétrole, ont été comme la synthèse du mouvement prussophile. Immédiatement le caractère pangermaniste de l'agitation s'est affirmé. A Graslitz (Bohême), les Prussophiles attaquent la capitainerie en chantant la *Garde sur le Rhin;* à Asch, ils décrochent des bâtiments de la douane l'écusson portant l'aigle impériale de la maison d'Autriche et le piétinent; à Vienne, les manifestations, malgré leur apparence socialiste, sont dirigées sous main par les agents de M. Schönerer; à Graz, la foule attaque le palais de l'empereur en poussant des cris hostiles à la dynastie; à Klagenfurth, une violente démonstration est faite contre l'archevêque, connu pour ses sentiments de dévouement à l'Autriche et de répulsion pour l'Allemagne. Or, tous ces troubles ont lieu en même temps et seulement dans les régions allemandes; on constate sur place que partout ils sont l'œuvre d'habiles agitateurs, et non pas le résultat spontané de l'irritation populaire. Il est donc permis de voir en eux moins une manifestation contre le comte Thun qu'une mobilisation générale des forces pangermanistes.

Si le « succès » de ces troubles constitue pour leurs organisateurs le plus puissant des encoura-

gements, il présente aussi de l'intérêt pour l'observateur étranger; il facilite le contrôle de la répartition géographique des centres prussophiles et leur évaluation numérique.

Dans la région viennoise, à l'ouest et au sud, les populations allemandes sont encore *en immense majorité* profondément attachées aux Habsbourg. Les Pangermanistes n'existent que dans certaines villes; ils y forment des groupements *numériquement faibles, mais ardents et parfaitement organisés.* Salzbourg, Linz, Innsbruck, Neustadt, Leoben, Graz, Judenbourg, Marbourg, Cilli, Villach, Klagenfurth, Trieste sont leurs centres principaux. Par contre, dans la Bohême dite allemande et surtout dans l'arc de cercle formé par Troppau, Trautenau, Reichenberg, Leitmeritz et Eger, les sentiments autrichiens, sauf dans les communes tchèques, ont à peu près complètement disparu.

A quel chiffre correspond l'ensemble des Prussophiles? Leurs progrès rapides rendent une évaluation numérique bien délicate. Il y a quatre ou cinq ans, on eût serré la vérité de près en parlant de quelques milliers de têtes. Aujourd'hui, il en est autrement.

Si l'on considère l'activité des Pangermanistes et leur parfaite organisation, on peut admettre que tous les Allemands de Bohême, c'est-à-dire environ deux millions d'individus, sont ou deviendront des adeptes plus ou moins ardents de M. Schönerer

Combien peut-il y en avoir dans le reste de la Cisleithanie? Jusqu'ici, seules, quelques villes ont été touchées par la propagande. Si l'on considère que leur périphérie immédiate puisse être également pénétrée par elle, on peut évaluer approximativement à un million, en dehors de la Bohême, le nombre des Allemands prussophiles. *Donc, si l'on tient compte des progrès qu'ils peuvent vraisemblablement encore réaliser grâce à une propagande intense faite dans un champ d'action propice, on est fondé à croire que les Pangermanistes atteindront un total d'environ trois millions de têtes.*

Par rapport aux vingt-cinq millions d'habitants de la Cisleithanie, il est évident que le chiffre de trois millions de Prussophiles est bien faible. Toutefois leur audace et les troubles d'août 1899 indiquent qu'il faut leur attribuer une importance plus grande que leur nombre; cette considération ne doit cependant jamais faire perdre de vue que *les deux tiers des Allemands d'Autriche, c'est-à-dire la très grande majorité, sont encore loyalistes.*

CHAPITRE V

LA QUESTION D'AUTRICHE PEUT SE POSER

I. Constatation du danger. — II. Sa nature.

Quel que soit le nombre des Pangermanistes en Autriche, le danger de la propagande prussophile dans l'Empire de François-Joseph existe. Il y a quelques mois, on pouvait encore légitimement discuter sur sa réalité et sur son étendue; on n'a plus aujourd'hui cette faculté. Tout homme de bonne foi se trouve placé désormais en présence d'un faisceau de faits précis et graves, de paroles certaines et autorisées qui ne permettent plus une conclusion hésitante.

Comment donc douter? Les chefs des divers groupes autrichiens, bien placés pour exprimer une opinion qualifiée, se sont exprimés dans les derniers six mois avec une netteté extraordinaire.

I

M. Schönerer et ses amis ont affirmé maintes fois leur programme. « Nous jouons un rôle dans un grand drame de peuples, disait l'un d'eux au

retour d'un pèlerinage au tombeau de Bismarck à Friedrichsruhe. Sadowa a été le premier acte, Sedan le second. Nous attendons avec un ardent désir le troisième. »

Ce dangereux espoir était déjà depuis longtemps si manifeste qu'en 1899 le Dr Kramarsch, l'un des leaders tchèques, vice-président du Reichsrath sous le ministère Badeni, n'hésita pas à écrire : « Le radicalisme allemand menace trop l'avenir de la monarchie et même la paix européenne pour qu'il soit permis de tarder à prendre des mesures énergiques. » Depuis lors, le temps s'est écoulé. La propagande a progressé dans les conditions que l'on sait. Aussi, le 30 octobre 1901, le Dr Kramarsch déclarait-il aux membres du parlement de Vienne dans un discours d'homme d'État : « Je ne vois rien, en vérité, de religieux dans le mouvement *Los von Rom. Son but véritable est de préparer l'annexion de la Cisleithanie à l'Empire allemand*... Le gouvernement n'a pas eu le courage de déclarer publiquement que la propagande pangermaniste est un danger pour l'Autriche. Cette faute se payera cher. »

Le Dr Lueger, maire de Vienne, l'un des chefs les plus écoutés des Allemands loyalistes, affirmait lui aussi en octobre 1901 avec sa coutumière énergie : « Je ne prendrai jamais la parole sans affirmer que l'Autriche doit subsister. Si l'État ne fait pas son devoir, nous le ferons. »

Le prince Aloïs de Lichtenstein, Allemand d'une nuance également loyaliste, a constaté : « L'argent envoyé d'Allemagne dans ce pays parvient dans les mains de traîtres à la patrie qui travaillent à la ruine de l'Autriche. Un temps assez court nous sépare vraisemblablement de la crise finale. » Enfin, l'archiduc François-Ferdinand d'Este, successeur désigné de François-Joseph, a cru de son devoir de dire, en 1901, qu'il fallait combattre sans merci le mouvement *Los von Rom*, mouvement qui ne signifie pas « Rompons avec Rome », mais en réalité « Rompons avec l'Autriche ».

Les graves paroles de l'archiduc ont eu, on s'en souvient, un retentissement universel.

Si donc nous attribuons la valeur qui convient aux faits connus et aux manifestations plus haut rappelées, nous ne pouvons plus nous dispenser d'envisager avec résolution l'éventualité d'une intervention de l'Empire allemand dans les affaires de l'Autriche.

Sous quelles formes peut-elle se produire? Comment la transition s'opérera-t-elle entre la préparation sourde et l'action politique décisive? Sous l'influence de quels événements la « question d'Autriche » est-elle susceptible de se poser devant l'Europe? Voilà autant de points sur lesquels il convient d'être fixé.

II

Sans doute, on est contraint ici de raisonner sur des hypothèses qui, certainement, ne se réaliseront pas sous une forme identique à celle qu'on leur aura attribuée; toutefois, l'exposé des « cas » probables offre l'avantage de tracer les limites du vraisemblable et de contraindre à préciser des dangers dont on sent bien l'approche, mais qui restent dans l'esprit à l'état de vagues conceptions.

L'étude de l'œuvre et de la méthode des Pangermanistes permet de constater qu'avec cette merveilleuse prévoyance que les Allemands savent mettre en toute chose, ils se ménagent la possibilité de réaliser la mainmise sur l'Autriche, soit dans la paix, soit dans la guerre.

Dans la paix, les Pangermanistes comptent surtout sur l'action lente, mais progressive, de leurs procédés dissolvants. Ils espèrent en accroître l'efficacité dans des proportions considérables, à la faveur de circonstances qu'on peut déjà prévoir : les unes résulteront de la force des choses; il appartient à une politique habile de susciter les autres.

Présentement, l'objectif principal des Panger-

manistes est de ruiner aussi complètement que possible le loyalisme des Allemands d'Autriche envers leur dynastie. Leur propagande, organisée sur les bases puissantes que l'on sait, et dissimulée fort habilement sous les dehors du mouvement protestant *Los von Rom*, qui permet de la poursuivre sans éclats inutiles, peut y contribuer largement.

Mais les fruits de ce travail n'apparaîtront avec toute leur importance que lorsque certains événements mettront le gouvernement de Berlin à même de s'immiscer davantage dans les affaires de l'Autriche. L'ouverture de la succession au trône *peut être* prochainement de ceux-là, car, en supposant même que le gouvernement de Berlin ne cherche pas à intervenir, la mort de François-Joseph donnera naissance à une série de difficultés et fournira aux Prussophiles une excellente occasion de réaliser de nouveaux progrès.

A leur faveur, il est possible que les Pangermanistes puissent comme ils le prétendent, sans représenter la majorité, mais grâce à leurs procédés d'intimidation, obtenir l'exclusion du territoire autrichien de la Galicie, de la Bukovine et de la Dalmatie. L'*Atlas pangermanique* de Paul Langhans expose très nettement quel serait le résultat de cette opération. Il élèverait le « pourcentage » des Allemands à 53 pour 100 et ferait tomber celui des Slaves à 43 pour 100. La situation actuelle

serait renversée. « La majorité slave au Reichsrath de Vienne disparaîtrait aussitôt », et le Germanisme retrouverait cette prépondérance matérielle que seuls les progrès des nationalités slaves, basés sur le nombre, lui font perdre progressivement depuis 1867.

Or, et ceci est tout à fait essentiel, l'exclusion de la Galicie constituerait un acte de politique internationale. Elle démontrerait d'abord avec évidence l'influence croissante de la cour de Berlin sur celle de Vienne; de plus, elle marquerait le moment à partir duquel la réunion à l'Empire allemand de ce qui resterait de Cisleithanie pourrait être sûrement et pacifiquement réalisée. M. Schönerer et ses amis le savent bien ; c'est précisément pourquoi ils mettent tant d'obstination à réclamer l'exclusion de la Galicie.

Leur ténacité sur ce point se comprend. Dans la Cisleithanie restreinte, les Prussophiles deviendraient facilement maîtres de la majorité allemande. Ils y seraient en condition de faire voter les mesures économiques nécessaires pour l'entrée de l'Autriche dans l'union douanière allemande. On assisterait alors à l'établissement de puissants *trusts* austro-allemands, à l'unification progressive, — déjà commencée à certains points de vue, — des tarifs de transport, des postes, des télégraphes, des téléphones et des chemins de fer. Les travaux des canaux de l'Elbe et de l'Oder au Danube, dont

l'importance est si considérable pour l'Allemagne, seraient poussés activement. On établirait ainsi mille liens matériels entre les deux pays, et on détruirait peu à peu les obstacles si sérieux qui s'opposent actuellement à l'établissement du *Zollverein* de l'Europe centrale.

Le jour où l'accession de l'Autriche à l'Union douanière allemande aurait lieu, l'étape décisive serait franchie, puisque toutes les unions douanières, sans exception, ont abouti à l'unification politique de leur territoire, réalisée au profit du plus puissant des Etats contractants.

Il est donc possible de concevoir que la mainmise sur l'Autriche puisse être réalisée au moyen d'une série de mesures successives. La plus décisive de toutes consiste dans l'exclusion de la Cisleithanie, de la Bukovine et de la Dalmatie, et surtout de la Galicie; cette exclusion apparaît en effet comme la condition nécessaire au succès des manœuvres destinées à placer, sans guerre, l'Autriche sous la dépendance absolue de l'Empire allemand.

La temporisation convenant mal à leur ardeur impatiente, les Pangermanistes envisagent plus volontiers les éventualités belliqueuses.

L'examen des hypothèses d'une intervention armée de l'Allemagne amène nécessairement à admettre qu'à la suite d'un événement quelconque la « question d'Autriche » se posera brusquement devant l'Europe.

Il s'agira alors de la résoudre rapidement, et il est clair qu'en cette occurrence seuls les gouvernements qui auront prévu l'événement, avec toutes ses conséquences, seront à même d'agir avec décision et conformément à leurs intérêts.

Le cas envisagé le plus communément comme susceptible de déterminer une intervention armée de l'Allemagne en Autriche est celui de l'ouverture de la succession au trône de François-Joseph. *Or, le seul fait de la mort de François ne déterminera certainement pas le démembrement de l'Autriche comme on l'admet si souvent.* Mais est-ce à dire cependant que cet instant ne soit pas redoutable et que le calme se maintiendra? C'est là une tout autre question. Ceux qui depuis tant d'années ont répandu avec une persistance si grande les idées les plus fausses sur l'Autriche n'ont-ils pas choisi précisément cette échéance de la mort de François-Joseph comme le moment décisif de leur action?

Les précédents historiques légitiment cette supposition. Bismarck n'a-t-il pas falsifié la dépêche d'Ems à l'instant où il a constaté l'achèvement des préparatifs politiques et militaires qu'il dissimula avec tant d'art pendant des années?

Si l'on croit que Guillaume II n'est pas réfractaire à la morale bismarckienne, il faut également admettre qu'il peut avoir fixé, lui aussi, l'instant de la mort du souverain autrichien comme devant

être l'occasion d'une intervention armée. La hâte qu'il met à terminer ses préparatifs militaires autorise en tout cas cette hypothèse.

Quoi qu'il en soit, si ce projet a été formé, les phases de sa réalisation pratique s'indiquent d'elles mêmes.

Les troubles prussophiles sont devenus assez fréquents en Cisleithanie pour qu'on puisse admettre facilement leur manifestation nouvelle à la mort de l'empereur. Or, il n'est pas douteux que la brusque mobilisation pour une agitation violente des groupes pangermanistes fédérés, organisés, dont le rôle a été réglé longtemps à l'avance, peut à distance frapper vivement les imaginations. Certes, les Slaves et les Allemands modérés protesteront, mais les étrangers, n'ayant pour établir leur jugement que les dépêches tendancieuses des agences télégraphiques, n'en croiront pas moins que le loyalisme a disparu de l'Autriche et que l'heure du démembrement a sonné. En même temps, la presse de l'Empire allemand jettera feu et flamme; elle suppliera le gouvernement de Berlin de ne pas manquer à sa mission historique; elle adjurera l'empereur Guillaume d'être digne des Hohenzollern. Tout cela peut se passer en quelques jours, et si vraiment l'empereur allemand envisage l'éventualité d'une action en Autriche avec la même décision que Bismarck préparait, dès 1867, la guerre contre la France, il n'y a pas

de doute que, paraissant céder à l'appel des Germains, ses frères, il n'aille, lui, l'empereur des Germains, à la tête de ses troupes, « rétablir l'ordre » et « protéger la paix ».

N'oublions pas d'ailleurs que cette éventualité, rendue si vraisemblable par les précédents de la politique prussienne, peut surgir d'un instant à l'autre; l'empereur François-Joseph va bientôt entrer dans sa soixante-douzième année.

Une autre hypothèse, *celle-là complètement indépendante de la personne de François-Joseph* ou de son successeur, explique dans quelles circonstances l'intervention violente de l'Allemagne en Cisleithanie pourrait avoir lieu.

Pour concevoir clairement cette hypothèse, il faut d'abord tenir compte de l'état d'esprit déterminé chez les Allemands par le mouvement pangermaniste et considérer ensuite que la période présente tient en suspens des événements tels que le gouvernement de Berlin, se voyant en condition d'agir en Autriche avec une sécurité presque absolue, n'hésiterait pas, conformément aux traditions séculaires prussiennes, à profiter d'une « occasion unique ».

Quels peuvent en être les éléments générateurs? Il s'agit de les préciser.

Dans une Europe normale, où tous les grands États, dirigés par des gouvernements vraiment nationaux, entretiennent avec soin leur appareil

militaire, une action soudaine de l'Allemagne en Autriche ne se conçoit pas; il est évident qu'elle constituerait la plus dangereuse des folies. Il n'en sera peut-être bientôt plus ainsi; l'équilibre des forces, qui s'est établi lentement au cours des trente dernières années et qui garantit la paix, semble en voie de se rompre. L'examen de ce point de vue me conduit à considérer la valeur de l'armée française. C'est un sujet que ma qualité de Français rend particulièrement délicat à traiter. Il le faut cependant. *Le coefficient de force de l'armée française est un des éléments essentiels de la question d'Autriche.* D'ailleurs, je ne ferai que rappeler des faits constatés par la presse universelle, dont la morale évidente se déduit logiquement.

Après la guerre de 1870, la reconstitution des forces militaires de la France a été réalisée avec une rapidité étonnante. La revue de Châlons (octobre 1897), donnée en l'honneur de Nicolas II, a marqué le point culminant de cette œuvre de réfection.

Un souffle de patriotisme animait visiblement les superbes régiments présentés par le gouvernement de la République à l'admiration du Tsar. Une impression puissante se dégageait de ces masses profondes. On sentait que le travail essentiel était terminé et qu'il suffisait d'entretenir, en le perfectionnant dans le détail, un organisme magnifique. Depuis lors, des événements sans pré-

cédents dans l'histoire des peuples sont survenus, qui certainement sont susceptibles de modifier ce jugement.

En 1867, lors de la discussion sur la loi militaire élaborée par le maréchal Niel, Jules Simon s'écriait : « Je ne suis pas partisan des armées permanentes. » En 1870, Ernest Picard approuvait l'un de ses collègues déclarant : « Les armées permanentes sont en théorie jugées et condamnées... L'avenir appartient à la démocratie armée. » Jules Favre également était contre le projet Niel... « Je suis convaincu, affrmait-il, que la nation la plus puissante est celle qui serait le plus près du désarmement. » Garnier-Pagès disait : « Le militarisme est la plaie de l'époque. Donnons l'exemple du désarmement : toutes les nations voisines l'imiteront. » Émile Ollivier l'appuyait en ces termes : « Que la France désarme, et les Allemands sauront bien contraindre leurs gouvernements à l'imiter. »

Sedan est sorti de ces aberrations au moins tout autant que des fautes impériales; cependant nous voyons reprendre un à un ces arguments néfastes. M. Buisson, chargé de former les éducateurs de la jeunesse française, enseigne que « la société humaine étant une grande famille », il faut désarmer, que la livrée militaire est infamante. Sous l'influence d'un tel état d'esprit, d'autres éléments, également désastreux pour notre puissance militaire, ont pu être mis en action à la faveur d'une

affaire retentissante. La politique a été introduite dans l'armée. Les rapports de police qui ont été la base des récentes promotions d'officiers en sont la preuve. Quel abîme sépare ce tout nouveau système de celui suivi par les Allemands et dont M. de Freycinet a fait l'éloge! « L'avancement se poursuit avec une inflexible impartialité. M. de Moltke pèse lui-même les titres des candidats, repousse soigneusement toute influence étrangère, *et ne se détermine que par des considérations militaires.* » Il est hors de doute que si le régime de faveur récemment adopté en France se maintient, si la valeur technique continue à être méprisée, le découragement s'emparera d'un nombre sans cesse plus grand d'officiers, qui cependant depuis trente années n'ont cessé de donner à la France les preuves d'une abnégation totale et d'un loyalisme absolu. Cette action dissolvante de la politique est destinée à s'exercer successivement, à tous les degrés de la hiérarchie, en raison du système complètement nouveau adopté par le général André, ministre de la guerre. Par sa circulaire du 19 octobre 1900 relative aux journaux à admettre dans les cercles militaires, il invite les généraux chefs de corps à veiller « avec le plus grand soin à ce que, dans les cercles d'officiers, toutes les opinions soient représentées ». Dans les cercles de sous-officiers, seuls les journaux dits de « défense républicaine » sont admis. Or, la moitié de

ces organes préconise les idées internationalistes, « socialisme des sans-patrie, dit le colonel allemand von Bernhardi, qui sape toutes les racines de la discipline et de la subordination, conditions primordiales de toute guerre ». A la faveur d'une telle licence, un parti antimilitariste a pu s'organiser en plein Paris. Il affiche ouvertement son programme négatif et fait distribuer à la porte des casernes des brochures de nature à détourner les soldats de leurs devoirs. Les premiers effets de cette action néfaste se laissent déjà constater.

Il a atteint dans les derniers temps une ampleur qui dépasse toutes les prévisions.

Je me contenterai de souligner par quelques faits les résultats de la propagande antimilitariste, si facile d'ailleurs à constater.

En juillet 1899, une partie du régiment d'infanterie de marine caserné à Cherbourg se mutine aux cris de : Vive l'anarchie ! En septembre 1899, cinquante-six réservistes adressent au journal socialiste *le Bourguignon*, d'Auxerre, une protestation contre leurs officiers. Dans le même mois, on constate dans la région de Cosne que le comité central anarchiste envoie aux futurs soldats des instructions sur la manière d'accomplir leur service militaire, « pour en finir une bonne fois pour toutes avec les galonnés ». Pendant le ministère du général André, le mouvement antimilitariste se développe avec rapidité. Des réunions s'orga-

nisent librement où les jeunes gens qui doivent entrer au service sont spécialement invités. On leur enseigne « ce que doit faire un conscrit à la caserne ». On y invite les ouvriers devenus soldats à nouer des relations avec les bourses de travail. On les prévient que l'*Aurore* tient à leur disposition un carnet militaire où, sous le voile de l'anonyme, ils peuvent se plaindre publiquement de leurs officiers.

Plus récemment encore le professeur Hervé s'est vu suspendu d'emploi par le conseil supérieur de l'instruction publique pour avoir écrit : « Je voudrais qu'on réunît dans la cour tout le fumier, toutes les ordures de la caserne, et que le colonel en grand plumet vînt y planter le drapeau du régiment. » Les treize membres du conseil supérieur de l'instruction publique qui ont refusé de condamner cet étrange éducateur n'en constituent pas moins une preuve nouvelle de la gravité d'un mal mental qui se manifeste même chez les officiers. Dans une lettre ouverte au ministre de la guerre (8 décembre 1901), M. J. Guyot de Villeneuve, officier démissionnaire, a constaté : « ... Soyez certain, d'ailleurs, que chez beaucoup le découragement est déjà profond, non qu'ils regrettent des espérances d'avancement ou de faveurs, mais parce qu'ils voient se reculer toujours l'heure qu'ils attendent vainement depuis trente ans, parce qu'ils sentent grandir autour

d'eux le mouvement antimilitariste, parce qu'ils se voient, en ce moment critique, abandonnés par les chefs mêmes qui devraient les défendre, parce qu'ils se disent qu'ils ont inutilement sacrifié au pays leur jeunesse et leur avenir.

« Ainsi va s'affaiblissant l'état moral de notre armée, alors que le danger, pour n'être pas imminent, n'en est pas moins toujours à la frontière.

« L'Allemagne continue à renforcer et à accroître son organisation militaire, augmentant ainsi ses charges au moment ou elle souffre d'une crise industrielle et financière très grave et dont il est difficile de prévoir l'issue. Peut-être le jour est-il proche où, ne pouvant plus supporter ce fardeau, elle se décidera non à désarmer, mais à attaquer.

« Pour ce jour, plein de redoutables incertitudes, et que le pays doit toujours envisager, il nous faut notre armée, il nous la faut intacte. » Le lieutenant-colonel Rousset, qui, après avoir été treize ans professeur à l'École de guerre, a cru devoir lui aussi quitter l'armée pour la mieux défendre, a déclaré également (décembre 1901) : « La sécurité des anciens jours s'est évanouie, le malaise, l'inquiétude ont envahi les âmes; des ambitions malsaines, jusqu'alors insoupçonnées, ont germé tout à coup, encouragées par des stimulations abominables. La délation, que les personnages voisins du pouvoir n'ont pas dédaigné de pratiquer en personne, s'est insinuée, lentement d'abord, puis de

jour en jour plus cynique, dans les rapports hiérarchiques et privés... La puissance militaire de la France, faite d'immenses sacrifices autant que de précieux dévouements, est livrée sans défense aux assauts furieux de la jalousie et de la haine. »

Quel vent de folie fait donc sacrifier les droits immuables du bon sens à de vagues et décevantes chimères philosophiques ou humanitaires? La recherche de *toutes* les causes génératrices de ces manifestations morbides aboutirait sans doute à de curieuses révélations. Cette recherche, il ne rentre pas dans les limites de ce travail de la faire. Il me suffit d'avoir établi que le mouvement antimilitariste est un fait capital. De toute nécessité, dans l'étude qui nous occupe, il faut en tenir compte, car que devient en vérité l'organisme militaire d'une nation où de telles attaques, réprimées sévèrement par les lois, sont protégées par le pouvoir? Dans de telles conditions, les troupes françaises peuvent-elles rester entre les mains du généralissime une arme bien trempée? Un article sensationnel du *Novoé Vrémia* a résumé exactement, semble-t-il, la situation. « Jusqu'à ces derniers temps, l'armée française a été considérée par les plus puissantes armées européennes comme une égale, comme une organisme tout à fait sérieux, formé selon toutes les règles de la science militaire, possédant avec un excellent armement un admirable esprit et une parfaite discipline... A partir d'aujourd'hui,

elle paraît changer de voie et de destination. » Cette appréciation n'est-elle pas fondée? Quand on considère que les premières des manifestations antimilitaristes ne remontent pas à plus de trois années, quand on voit de jeunes soldats refuser obstinément de servir, comme le cas vient de se présenter à Belfort, n'a-t-on pas lieu de craindre même pour un avenir immédiat? Le moral d'une armée est sa principale force. Les armes perfectionnées ne sont que le prolongement des volontés. Une simple fourche maniée par un homme résolu est plus efficace qu'un fusil à tir rapide entre les mains d'un fuyard.

Les sacrifices financiers que fait et fera le Parlement pour la défense nationale ne serviront absolument à rien, s'il laisse détruire la discipline qui est l'inéluctable condition d'une armée. « Les forces morales ne restent jamais à un même niveau, a dit Schanhorst; elles décroissent dès qu'elles cessent de croître. » Certes, une action énergique pourrait encore enrayer le mal; mais si elle ne se produit pas dans un très bref délai, la France entrera immanquablement dans la voie de l'affaiblissement militaire. Les peuples y marchent rapidement; elle aboutit au désastre.

Avant, tout ne nous illusionnons pas; chez nous un groupe d'hommes prépare la catastrophe tout en croyant affermir la paix par un désarmement. Rien n'est plus faux : les ministres au pouvoir à

Paris devraient avoir constamment présente à l'esprit cette phrase du général prussien von der Goltz : « *Les États qui, pour des raisons politiques ou budgétaires, commettent la faute de négliger de travailler au développement de leurs forces militaires provoquent eux-mêmes le danger de guerre.* »

Quoi qu'il en soit, cette déchéance possible de la puissance militaire de la France, les Pangermanistes la connaissent et l'escomptent. Quand ils ont vu la politique, germe de mort des armées, introduite dans les troupes de la République, leur joie a été si grande que, tout en sachant imprudent de la témoigner, ils ont eu peine à la contenir. Malgré leur réserve voulue, il leur échappe parfois des phrases sur le sens véritable desquelles il est impossible de se méprendre. Ils se félicitent de voir « la France toujours complètement absorbée par des événements intérieurs ». « La France montre dans sa politique intérieure des troubles nerveux. » « Même dans la paix, la France perd de plus en plus son rang de grande puissance. » « Cette célèbre nation paraît tomber en décadence. » « Bientôt elle ne sera plus une rivale. » « Déjà en France se font plus nombreux ceux qui conseillent au peuple français d'abandonner la concurrence politique, commerciale et industrielle avec les peuples de race germanique, et de se confiner dans une vie retirée, idyllique, dans une aisance confortable, en se contentant de cultiver les

arts et les sciences. » Ces accents de triomphe se conçoivent et s'expliquent par le spectacle des divisions des Français dans les dernières années.

Rien plus que les défaillances de la France ne saurait encourager davantage les Pangermanistes à persévérer dans leur œuvre. Ils savent que plus la puissance militaire française sera diminuée, et plus ils auront de chances d'entraîner le gouvernement de Berlin au moment décisif.

Aujourd'hui comme hier, la force restant l'argument supérieur de toutes les grande crises internationales, on peut dire hardiment : L'existence d'une armée française en bon ordre matériel et moral, *toujours en état d'intervenir*, est un des moyens les plus certains d'empêcher, *par le seul fait de son existence*, l'immixtion de l'Empire allemand dans les affaires de l'Autriche ; *par contre, tout affaiblissement de l'armée française accroît d'autant les chances de réalisation du plan pangermaniste.*

Un ordre de choses tout différent peut concourir au même résultat. S'il n'est pas douteux que les peuples allemands et anglais, séparés par de profondes rivalités économiques, se détestent, il est également certain que leurs chefs actuels, Guillaume II et M. Chamberlain, estiment politique de délimiter les sphères d'action réciproque des deux pays plutôt que de les laisser se mettre en état d'opposition aiguë.

Les faits les plus topiques indiquent cette orientation.

Le 2 décembre 1899, M. Chamberlain, dans un discours retentissant, déclara « la nécessité de prévoir, dès maintenant, beaucoup de choses encore enfermées dans l'avenir... mais qui doivent causer de l'anxiété aux hommes d'État d'Europe » et au sujet desquelles un accord avec l'Allemagne « pourrait faire plus que toute combinaison d'armes pour procurer la paix au monde ». M. Alphonse Humbert, qui seul alors fut clairvoyant, écrivit dès qu'il connut ces paroles : « Il ne faut pas une extraordinaire perspicacité pour découvrir dans ce passage une allusion aux événements qui suivront la mort de l'empereur d'Autriche. Si c'est sur ce terrain que doit en effet porter l'effort de la diplomatie anglaise, et si la pensée est venue aux hommes d'État britanniques d'un marché à passer avec l'empereur d'Allemagne, en lui laissant carte blanche pour l'exécution des vastes desseins qu'il médite dans l'Europe centrale, on fera bien de ne pas se laisser endormir ni à Paris ni à Pétersbourg. » Le discours prononcé à Barmen le 14 octobre 1900 par Guillaume II, révélant le caractère durable de l'accord anglo-allemand, établit la justesse des vues de M. A. Humbert. « L'entente avec le plus grand des États germaniques, en dehors de l'Allemagne, dit le Kaiser, sera *dans l'avenir* un puissant adjuvant pour *les efforts communs des deux*

peuples sur le marché du monde, où ils pourront *se faire une concurrence amicale sans aucun choc hostile.* »

Or, sur quelles bases l'entente anglo-allemande peut-elle se faire? Un raisonnement fort simple permet de les discerner.

Il n'existe plus dans le monde de grandes terres libres propres aux exportations européennes. L'Allemand ne peut donc espérer s'assurer de vastes débouchés qu'à la condition de les conquérir aux dépens de puissances qui possèdent actuellement des colonies. L'extension du *Zollverein* à l'Autriche serait pour lui un moyen excellent d'atteindre ce but; cette extension lui permettrait en effet d'être en communication économique directe avec les pays des Balkans et de l'Orient dont il veut faire ses principaux clients. Mais ce territoire, si important soit-il, serait encore insuffisant pour ses besoins.

La simple vue de la carte établit que seuls le territoire colonial français et l'Empire des Hasbourg, *point de jonction entre l'Empire allemand et l'Orient,* permettent aux Anglais à la fois de trouver, par voies d'échanges, la matière des soudures qu'ils jugent nécessaire de faire en Afrique et de donner aux Allemands la possession économique de terres suffisamment riches et peuplées pour les détourner des pays britanniques.

Il n'y a en effet que deux combinaisons possibles : ou bien les Anglais ou les Allemands, dont les intérêts

commerciaux sont diamétralement opposés, lutteront entre eux sans merci, ou bien ils s'entendront aux dépens de tiers qui dans l'espèce ne peuvent être que la France et l'Autriche.

Par suite, le territoire colonial français et le sud de l'Europe centrale apparaissent rationnellement comme le terrain de conciliation entre Allemands et Anglais.

Il peut donc très bien se faire que l'accord anglo-allemand se résume en une combinaison dont le but essentiel est de permettre la coexistence de l'impérialisme allemand et de l'impérialisme britannique.

Il existe enfin un ensemble de faits récents susceptibles, quoique par une voie indirecte, de faire naître la question d'Autriche.

Dans la dernière année, la diffusion heureusement accomplie dans l'opinion européenne des coupables manœuvres tendant à préparer l'intervention de l'Empire allemand en Autriche a eu tout au moins un résultat certain : celui de rendre impossible l'exécution du plan primitivement conçu à Berlin. Les meneurs de la politique prussienne ont compris qu'il serait désormais dangereux de faire poser par l'Allemagne elle-même la question de l'Europe centrale. Aussi actuellement cherchent-ils un procédé indirect de parvenir au même résultat. Ils croient l'avoir trouvé en aigrissant sans cesse davantage les rapports entre l'Italie et l'Au-

triche. A Rome, ils ont rencontré des aides inconscients ou non, et actuellement une campagne de presse fort habilement menée dans la Péninsule, tout en reconnaissant le danger pangermaniste, tend à démontrer que le moment est venu pour le gouvernement du Quirinal de travailler à s'annexer dans un avenir prochain Trente, Trieste, et peut-être même de prendre pied en Albanie. Rien de plus révélateur sur cette orientation nouvelle que le livre de M. Charles Loiseau, *l'Équilibre adriatique* (1). Cet écrivain de grand talent, entraîné sans doute par des attaches de famille ou des influences de milieu, y soutient avec verve une thèse séduisante par son abnégation, mais dont les conséquences si elle était appliquée seraient désastreuses pour les intérêts de la République française.

Partant de ce principe, d'ailleurs posé *a priori*, que la formule de la conservation de l'Autriche est à la fois « banale et lancinante », M. Loiseau, qui n'est pas sans éprouver une certaine admiration pour la solution pangermaniste du problème de l'Europe centrale, déclare : « Sachons écouter les voix qui s'élèvent du monde allemand », et conseille à la France et à l'Italie de se mettre d'accord contre l'Autriche. Oh ! cela, notre auteur n'a pas la témérité, qui dans l'espèce serait vraiment intéres-

(1) Perrin, 1901.

sante, de le dire dans une formule aussi résumée, mais il l'insinue au cours de tout son livre avec une habileté peut-être louable et qui trouve sa plus haute expression dans une anecdote que raconte M. Loiseau. Il fait assister son lecteur à une assemblée d'étudiants italiens à Vienne. Au cours de la réunion, un policier du cru assez peu expert se voit découvert et pour gagner la clémence de ses hôtes n'hésite pas à s'écrier : *Viva Germania! Viva Italia! No Austria!* « On put se croire à la fin du monde, cite M. Loiseau. Les hurlements d'enthousiasme faisaient trembler les murs. Les bouteilles lançaient des projectiles et de la mousse scintillante. Toutes les chansons s'étaient fondues en une seule. Vingt bras avaient enlevé le petit homme noir et le portaient en triomphe. » Cette scène vécue attendrit l'auteur de *l'Équilibre adriatique*, qui s'écrie dans un élan plein d'espoir : « Est-elle bien éloignée, en somme, cette politique *inter pocula*, de celle que préconisait, à la fin de 1899, un écrivain de la *Rivista politica e letteraria*, dont M. Crispi fut souvent l'inspirateur? La vraie politique italienne, disait ce sage pour de bon, se fonde sur une série de postes avancés, de l'*italianita*, dont le personnel serait fourni par des éléments de race italienne et de races amies. »

Ainsi donc, dans l'esprit de M. Loiseau, le rapprochement franco-italien aurait pour conséquence d'orienter la France contre une puissance de la

Triplice, et cette puissance ne serait point l'Allemagne, mais l'Autriche. Le présent livre contient déjà assez d'éléments permettant la critique de ce jugement pour que je m'abstienne d'y insister. Quoi qu'il en soit, M. Loiseau estime ou plutôt affirme que l'équilibre adriatique est « un problème qui se pose dans les mêmes termes, qui paraît avoir une même portée pour la France et pour l'Italie. »

Pour l'Italie, rien ne paraît plus douteux; pour la France, l'hésitation n'est pas possible. Comme le reconnaît M. Loiseau, en citant ce que disait en 1891 M. Sonnino, « la possession de Trieste, dans les conditions actuelles de l'Empire austro-hongrois, est de la plus haute importance pour lui, et il lutterait à outrance plutôt que d'y renoncer ». Un port sur l'Adriatique est en effet un organe indispensable à la vie de l'Autriche. *C'est pourquoi susciter une brouille entre l'Autriche et l'Italie à propos de Trieste ou de l'Albanie, c'est en réalité poser la question d'Autriche elle-même.* Si c'est à cela que doit aboutir le rapprochement franco-italien, mieux vaudrait mille fois la période des rapports tendus. Elle aurait au moins le mérite de ne pas entraîner l'opinion française dans une voie dans laquelle elle ne veut pas aller et où elle ne peut pas s'engager sans s'exposer à la plus désastreuse des duperies.

Quoi qu'il en soit, le courant d'opinion antiautrichien dont le livre de M. Ch. Loiseau n'est que le reflet existe au delà des Alpes. Il s'y développe

avec une ampleur qu'expliquent seuls de mystérieux soutiens. Les récentes déclarations de M. Delcassé, disant qu'il est d'accord avec l'Italie, même sur la conduite à suivre dans les Balkans, ne sont pas pour apaiser ce dangereux courant.

Quoi qu'il en soit, la tension entre Rome et Vienne est si réelle qu'actuellement on peut constater une activité inusitée des autorités militaires italiennes. En 1901, huit millions ont été affectés à des fortifications contre l'Autriche, et actuellement une commission dont font partie les généraux Lamberti, Bacchi et Chioni détermine les travaux à exécuter. Les incidents de frontière austro-italiens se multiplient; depuis peu on constate un développement inquiétant du service des renseignements italiens en Dalmatie et de la propagande irrédentiste à Trente et à Trieste. Mille incidents peuvent déterminer un éclat. Comprenant mal ses véritables intérêts, l'Italie par des ambitions intempestives est susceptible de poser la question d'Autriche. On n'en demande pas davantage à Berlin, sachant bien qu'une fois la crise ouverte, le plan primitif pourra recevoir une application intégrale.

L'hypothèse de complications en Europe centrale, conséquences d'un rapprochement franco-italien dévié de son but raisonnable, est donc de celles qui doivent être envisagées.

Si l'on se place au point de vue allemand, tous ces événements admissibles (diminution de la puis-

sance militaire française, conflagration générale résultant de l'accord anglo-allemand, des prétentions italiennes ou de tout autre motif) peuvent se produire isolément ou se combiner entre eux, pour déterminer brusquement l'existence d'une « occasion unique ». Il reste à savoir si Guillaume II est homme à en profiter. Indiscutablement, depuis qu'il est sur le trône, le souverain allemand a donné des preuves répétées de son esprit de décision et de son habileté à tirer parti des circonstances. Il est pénétré de l'importance des questions commerciales, de l'impérieuse nécessité de trouver pour son Empire une nouvelle formule économique. Ceux qui l'entourent lui montrent l'extension du *Zollverein* à l'Europe centrale comme la solution du problème des débouchés; s'il rencontre une « occasion unique » qui permette d'agir avec sécurité alors que la puissance militaire de son Empire est à l'apogée, que l'esprit de discipline de ses troupes est encore intact, résistera-t-il à la tentation prodigieuse de solutionner d'un seul coup toutes les difficultés qui l'enserrent par un acte d'éclat, dont la réussite ferait de lui le plus étonnant et le plus redoutable souverain du siècle qui se lève?

Les Pangermanistes n'admettent pas que Guillaume II puisse faillir. Ils proclament qu'à l'heure décisive il se conduira en véritable prince prussien. Or, et ceci est capital à remarquer, pour des rai-

sons techniques solidement fondées, l'empereur allemand est à même de réaliser soudainement en Cisleithanie un coup de main militaire qui serait sans doute décisif.

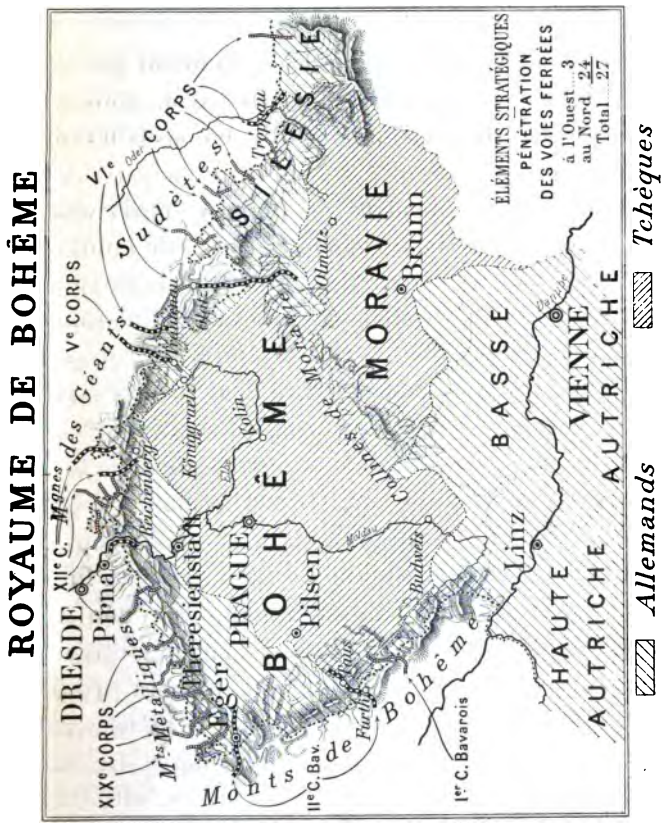
Les diverses mesures prises récemment par le gouvernement de Berlin ont porté au maximum sa puissance offensive et défensive. Jamais la flotte n'a été plus nombreuse, les effectifs de paix de l'armée de terre plus élevés, l'armement plus complet, l'entraînement des troupes plus parfait, l'outillage de guerre tenu en meilleur état. Jamais des fortifications aussi puissantes que celles exécutées récemment et à la hâte à l'est et surtout à l'ouest n'ont mieux garanti l'Allemagne contre la Russie et contre la France. Au sud, la frontière de l'Empire est complètement ouverte; c'est que l'Allemagne sait n'avoir rien à craindre de l'Autriche; elle se trouve, par contre, merveilleusement placée pour l'envahir.

La Bohême, dépourvue de forts d'arrêt construits à la moderne, est exposée à une triple attaque par la Silésie, la Saxe et la Bavière. Les régions stratégiques du nord, la périphérie montagneuse, sont habitées par des Allemands prussophiles.

Une armée d'invasion dirigée de Berlin est donc assurée d'avantages considérables : possibilité de brusquer l'attaque par l'un quelconque des trois côtés, absence d'obstacles fortifiés à briser, coopéra-

tion assurée et enthousiaste de l'élément allemand.

Ces raisons suffisent à établir l'impossibilité pour



les troupes de François-Joseph de défendre l'Autriche sur le sol de la Bohême. Sous peine de courir à un désastre certain, les généraux autrichiens

devraient l'évacuer pour venir couvrir Vienne. La Bohême est donc virtuellement à la merci de l'armée allemande, *libre de ses mouvements*. Or, a dit Napoléon, « qui est maître de la Bohême est maître de la Moravie », partie du même système stratégique. Cette possession implique pour une armée allemande la possibilité de marcher sur Vienne.

Ici un autre problème se pose. L'armée autrichienne serait-elle capable *à elle seule* de s'y opposer? Rien ne paraît moins sûr. La campagne prussophile a gravement compromis sa puissance. Actuellement, dans le corps des officiers, on peut distinguer trois groupes : celui des officiers slaves qui s'abstiennent de toute manifestation et se consacrent exclusivement à l'accomplissement de leurs devoirs, mais sans avoir, au fond, la moindre sympathie pour les Allemands; ceux-ci se divisent en deux fractions : la plus nombreuse demeure fidèle à l'Autriche et est personnellement dévouée à la maison des Habsbourg; mais à côté des officiers qui la constituent, le groupe des officiers prussophiles, aussi pangermanistes que M. Schönerer, grandit rapidement. Il y a là un danger. Ce sont ces officiers qui, pour des motifs futiles, soulèvent les incidents les plus fâcheux.

Le 18 août 1899, jour de la fête de François-Joseph, un dîner a lieu à Léopol. Un officier allemand est près d'un officier tchèque. Au moment

du toast, le premier crie « Hoch » et le second « Slava ». L'Allemand s'indigne de ce mot slave. Le Tchèque proteste. Un soufflet est échangé. Un duel au pistolet a lieu. L'Allemand est tué.

Depuis l'agitation prussophile, les faits analogues se sont multipliés. L'hostilité entre les deux éléments slave et allemand de l'armée est si complète que les autorités supérieures en sont réduites à faire surveiller les officiers par les soldats et les soldats par les officiers. Par application de ce système, on met le plus grand soin, après chaque promotion, à répartir les officiers slaves dans les régiments de majorité allemande et les officiers allemands dans ceux dont les soldats sont en majorité slave, procédé évidemment défectueux en raison du petit nombre d'officiers allemands qui parlent les langues slaves.

Naturellement, les hommes de troupe apportent moins de réserve encore que les officiers dans la manifestation de leurs sentiments. Bien que la censure autrichienne s'applique à empêcher les incidents fâcheux de parvenir à la publicité, on connaît assez de faits précis pour apprécier le degré de haine qui existe entre soldats slaves et soldats allemands.

Dans son discours du 18 janvier 1898 à la diète de Bohême, le Dr Karel Baxa, parlant peu après les troubles de Prague, a dit textuellement : « Je possède des renseignements tout à fait authentiques

sur les troubles qui se sont déroulés dans les casernes Ferdinand, Joseph et Cernin. Il y eut là des querelles non seulement entre les soldats, mais encore entre les officiers... Dans la caserne Ferdinand, la bagarre fut telle qu'on dut sonner l'alarme pour en finir. A la caserne Joseph, l'ordre fut rétabli grâce aux soldats qu'on fit venir de la caserne Ferdinand. »

Depuis lors, cet état d'esprit regrettable n'a fait que s'accroître. Pendant les manœuvres de septembre 1899, les chasseurs allemands d'Eger se sont battus avec l'infanterie tchèque; il y eut des blessés des deux côtés. Aux manœuvres de 1900 et de 1901, les incidents ont été encore plus nombreux et plus graves.

En présence de telles constatations, le moins qu'on puisse faire est de se rallier à l'opinion d'un auteur pangermaniste qui sur ce point est incontestablement juste et modéré. « Aucun homme sensé et sérieux, et moins que tout autre un officier autrichien, ne peut assurer que les partis politiques, avec leur influence funeste à la discipline, n'ont pas pénétré dans l'armée. »

De toute évidence, il faut tenir compte de ce nouveau et très néfaste résultat de la campagne prussophile. « Nous n'avons aucun motif de nous défier de la valeur des troupes autrichiennes et italiennes; mais les deux armées souffrent d'un défaut d'organisation; je veux dire que leur valeur

est diminuée par la faiblesse de l'effectif de paix des bataillons », disait déjà en 1893 au Reichstag le chancelier de Caprivi. Quelle doit être maintenant l'opinion du chef d'état-major prussien? Il semble bien qu'il ne puisse redouter beaucoup l'armée autrichienne telle qu'elle se présente actuellement. Que pourrait-elle *seule* devant l'armée allemande? Assurément, les Slaves comprendraient que pour eux résister avec la dernière énergie constitue une question de vie ou de mort; mais, encadrés dans des régiments dont les officiers sont Allemands et souvent prussophiles, pourraient-ils le faire avec efficacité? Quelle attitude prendraient-ils si leurs chefs passaient de l'autre côté? C'est une supposition rendue nécessaire par la déclaration d'étudiants autrichiens qui, dans un accès de « prussophilisme », voulant donner leur démission d'officiers de réserve, se sont ravisés en disant qu'en somme cette situation leur permettrait peut-être un jour de servir la cause de la Grande-Allemagne. Ici la menace de trahison est à peine voilée. Ne serait-elle pas exécutée le jour où tous les comités pangermanistes se mettraient en état d'insurrection ouverte, ce qui ne manquerait pas de se produire dès qu'un seul soldat de l'empereur Guillaume aurait mis le pied sur le sol de la Bohême? C'est bien en effet ainsi que les choses se passeraient. On l'annonce même fort nettement : « La France, la Russie et peut-être l'Angleterre s'oppo-

seront à la création d'une Grande-Allemagne. Quant à l'Autriche, elle est trop affaiblie pour être à craindre. *Si cela était, nous ferions sauter toutes les mines*, dit l'un des meneurs, et nous travaillerions vigoureusement avec l'aide des idées pangermanistes. Dans ces conditions, tout irait sûrement. »

Cette conclusion optimiste ne semble point déraisonnable. Si l'on considère la situation stratégique défectueuse de la Bohême et l'état moral de l'armée autrichienne, il ne paraît pas en effet que cette armée, *réduite à ses propres forces, comme le suppose l'hypothèse,* soit en mesure de barrer la route de Trieste aux troupes allemandes, qui, en définitive, *si elles sont laissées libres de leur action*, paraissent aussi assurées du succès qu'on peut l'être en matière d'opération militaire.

Il faut enfin tenir compte, comme d'un élément capital, de la rapidité foudroyante avec laquelle l'action militaire serait conduite. D'une façon générale, l'état-major de Berlin fait de la rapidité d'exécution la condition essentielle de la conduite de la guerre. « La concentration des forces sera poursuivie à l'extrême dès le début de la guerre, dit le colonel von Bernhardi. Tout gain de temps même minime peut prendre une extrême importance... *La résolution de faire la guerre, l'ordre de mobilisation, la concentration et le commencement des hostilités ne formeront en quelque sorte qu'un seul et même acte.* »

Or, qu'on imagine, par exemple, qu'un conflit se produise entre les régiments tchèques casernés dans le nord de la Bohême et des douaniers allemands, que des troubles d'une nature quelconque éclatent dans cette région, — et nous savons qu'il dépend du gouvernement de Berlin de les susciter par l'intermédiaire de ses comités pangermanistes à l'instant précis qui lui conviendra, — ou enfin tout autre prétexte, Guillaume II serait évidemment le maître de considérer les frontières de l'Empire comme attaquées. Il en résulterait que, d'après l'esprit de la constitution, *sans consulter le conseil fédéral de l'Empire*, le Kaiser pourrait mettre en mouvement « toute cette grande organisation des forces militaires, si coûteuse, si compliquée, qu'un travail incessant et énervant maintient toujours en état et qui n'a qu'un but : prévoir le moment et les conséquences tactiques et stratégiques du moment où du camp impérial partira le télégramme : Mobilisez ».

En définitive donc, Guillaume II apparaît comme pouvant décider seul de la paix ou de la guerre.

Les Allemands, habitués aux succès de leur diplomatie, comptent d'ailleurs que le chancelier de Berlin aura su préparer le terrain politique avant l'opération militaire. Les liens de l'alliance franco-russe auront été distendus. On aura leurré jusqu'au dernier moment le gouvernement français en lui faisant entrevoir une grosse compensation, telle

que, par exemple, la rétrocession d'une partie de l'Alsace-Lorraine, de même que Guillaume Ier a dupé Napoléon III par l'appât du Luxembourg. Dans ce cas, la Russie isolée deviendrait forcément hésitante, et, même si elle ne l'était pas, en raison des difficultés de sa mobilisation, il en résulterait une période pendant laquelle l'empereur Guillaume jouirait d'une entière liberté d'action. C'est à ce moment que se placerait l'intervention militaire.

En raison des moyens d'information dont on dispose actuellement, cette période serait forcément très courte. Elle suffirait toutefois. De l'avis de tous les techniciens, quelques jours (huit ou dix) suffisent au grand état-major allemand pour réaliser entièrement l'invasion de la Bohême. Ce laps de temps écoulé, après avoir fait un puissant effort vers le Sud et occupé fortement le pays, l'Allemagne retrouverait la possibilité d'opérer sur la frontière de l'Ouest les grands chocs de masses destinés, d'après la conception militaire qui prévaut à Berlin, à briser dans une seule et grande bataille toute la résistance *morale* des Français. *Pour préparer le désastre, il suffirait d'ailleurs de laisser le champ libre à l'action dissolvante des partis internationaux qui viennent d'être organisés à Paris, et la guerre civile accompagnerait la guerre étrangère.* Les Allemands seraient ainsi libres de se retourner contre la Russie, dont l'intervention vraiment efficace ne peut avoir lieu avant la quatrième ou

cinquième semaine suivant l'ordre de mobilisation donné par le tsar.

On peut donc conclure avec assurance : *le succès d'une intervention armée de l'Empire allemand en Autriche est en raison directe de sa rapidité.* Il en résulte pour les gouvernements décidés à garantir le *statu quo* actuel l'impérieuse obligation d'agir avec une égale rapidité.

Toute hésitation, tout retard dès l'instant précis ou la mobilisation allemande aura commencé, sont destinés à entraîner les plus redoutables conséquences. Une fois la faute de l'inaction contre l'Allemagne commise, sa gravité apparaîtra sans doute avec évidence, *mais il n'y aura plus de* statu quo *à garantir, et on se trouvera en présence d'un fait accompli.* Or, a dit Bismarck, « le fait accompli supprime toute objection ».

L'expérience l'a prouvé : en politique, le fait accompli réalise une sorte de prescription instantanée. N'est-il pas sans exemple que la Prusse ait abandonné, sur de simples réclamations diplomatiques, ce qu'elle avait pris par la force? Or, les puissances qui auront hésité à s'engager pour garantir l'intégrité de l'Autriche hésiteront encore bien davantage à entreprendre la guerre une fois l'Autriche brisée. C'est ce qu'escomptent fort sensément les Pangermanistes, quand ils disent : « On peut imaginer des situations dans lesquelles la Russie comme la France accepteraient un fait

accompli et se contenteraient d'avantages faits sur d'autres points, plutôt que de penser à une épouvantable prise d'armes avec l'Empire allemand. »

Ce calcul semble exact. La pusillanimité est sœur de la crainte. Il serait donc possible qu'après avoir laissé faire le coup de force allemand, l'Europe, habilement divisée et craintive, subirait pendant quelques années le nouvel état de choses, jusqu'au jour où, exaspérés par les excès intolérables qu'immanquablement commettrait une puissance « napoléonienne » installée au centre de l'Europe, les peuples opprimés se coaliseraient dans un gigantesque effort pour abattre à tout prix le colosse germanique.

CHAPITRE VI

CE QUE SERAIT L'ALLEMAGNE AGRANDIE DE L'AUTRICHE

I. Territoire. Marine. Armée. — II. Rayonnement économique.
III. Rayonnement politique.

La question d'Autriche, si elle se pose, *sous quelque forme qu'elle se présente*, touchera à des intérêts considérables pour tous les États et vitaux pour quelques-uns.

Il est clair que le groupement des puissances s'effectuera alors selon la connaissance plus ou moins exacte qu'elles auront de ces intérêts. Il faut donc les déterminer. Le plus sûr moyen d'y parvenir est de supposer réalisées les vues allemandes sur l'Autriche; on pourra ensuite discerner, avec une netteté suffisante, quels sont les pays qui ont à gagner ou à perdre à une modification territoriale de l'Europe centrale.

Dans le présent chapitre, je supposerai donc accomplis des faits qui ne le sont pas. J'admettrai, par exemple, que sous l'action de circonstances favorables Guillaume II a pu faire entrer la Cisleithanie restreinte, — l'Autriche actuelle moins la Galicie et la Bukovine, — dans l'Union douanière

allemande. Quelques années se sont encore écoulées. Finalement, comme cela était inévitable, la Cisleithanie restreinte a été absorbée politiquement par l'Empire allemand.

I

Quel serait alors son territoire?

Il s'étendrait de Hambourg à Trieste (950 kilomètres à vol d'oiseau), depuis le Belt jusqu'à l'Adriatique, et par l'Adriatique il donnerait à l'Allemagne accès dans la Méditerranée. Sa superficie serait de 738,846 kilomètres carrés, sa population de 74 millions de têtes (1).

La marine de guerre de la Confédération germanique constituée sous la direction de la Prusse disposerait de :

39 cuirassés;
9 grands croiseurs;
27 petits croiseurs (2).

(1) Par suite des résultats récemment connus du dernier recensement allemand, ce chiffre et quelques autres diffèrent de ceux donnés dans *L'Europe et la question d'Autriche au seuil du XXe siècle.*

(2) Ces chiffres ne tiennent compte que des programmes de construction officiellement connus; ceux qui ne le sont qu'indirectement, comme le programme récemment publié par le *Vorwaerts,* n'ont pas été pris en considération, bien que leur existence soit certaine.

L'armée allemande mobilisée donnerait environ :

2,616,000 fusils ;
142,800 sabres ;
7,080 canons *de campagne*.

Ces chiffres représentent les forces minima de l'armée de terre dont disposerait la Confédération. Ces troupes soumises à une seule volonté, éduquées d'après le système prussien, constitueraient, de toute évidence, un instrument d'attaque et de défense d'une incomparable puissance. Par leur nombre, elles dépasseraient d'un chiffre écrasant les forces de la France ou de la Russie. De plus, en raison des avantages économiques que présenterait pour la richesse et le ravitaillement du pays l'établissement de l'Union douanière de l'Europe centrale, la Confédération se trouverait mieux placée que les deux puissances réunies pour soutenir une longue lutte. La Russie, en effet, a pour longtemps encore besoin d'immenses capitaux, et la France, si elle n'y prend sérieusement garde, finira par entrer dans la voie de l'appauvrissement financier.

II

Quant aux conséquences économiques de l'extension de l'Union douanière à l'Autriche, ce

qui précède permet de les imaginer. L'Allemagne, en bénéficiant des excédents agricoles de la Cisleithanie, diminuerait d'autant sa dépendance de l'étranger pour les produits de consommation. Les réformes que le gouvernement de Berlin ne manquerait pas de réaliser dès l'entrée de la Cisleithanie dans l'Union douanière allemande seraient particulièrement fécondes. Maître de la législation commerciale, des postes, des télégraphes, des téléphones, des chemins de fer de tout le centre du continent, il procéderait à une unification générale des tarifs dans un sens conforme aux intérêts de la Prusse d'abord, et ensuite de la Confédération. Il compléterait le réseau des chemins de fer et activerait encore les travaux des canaux de l'Elbe et de l'Oder au Danube ; les usines allemandes une fois mises ainsi en communication fluviale directe avec l'Orient, leurs produits lourds ne seraient plus grevés des frais de transport considérables que nécessite actuellement le contour de l'Europe. Ces canaux permettraient en outre de faire parvenir à très bas prix, dans toutes les régions de l'Empire, les grains et les objets nécessaires à la vie.

Le taux des salaires des ouvriers s'en ressentirait forcément. Peut-être ne s'abaisserait-il pas, mais il s'accroîtrait moins vite que dans les autres États, résultat précieux pour les fabricants. L'introduction dans la Confédération de la main-d'œuvre

à bon marché des Slaves de Cisleithanie y concourrait encore. Les conditions de la production étant meilleures, le prix de revient des objets fabriqués serait moindre; les Allemands pourraient par suite abaisser encore leurs prix de vente. Ils se trouveraient ainsi dans des conditions économiques exceptionnellement avantageuses pour concurrencer les étrangers dans un nombre important de places et pour tenir tête partout à la concurrence américaine.

Ces diverses réformes auraient donc, en somme, pour résultat d'accroître dans des proportions considérables la puissance de l'outillage économique de l'Allemagne.

III

Les conséquences politiques de l'extension seraient d'une bien autre portée.

Introduite dans la Méditerranée par l'Adriatique, la Confédération germanique détruirait l'équilibre actuel. Elle exercerait autour d'elle une puissance de rayonnement dont l'importance formidable ne se conçoit bien qu'en considérant les positions occupées actuellement par les Allemands dans les Balkans, en Orient et en Extrême-Orient.

Dans la péninsule balkanique la mainmise apparaît déjà nettement.

La Roumanie a pour souverain un Hohenzollern. Lorsqu'en 1866 le roi Charles fut élu prince de Roumanie, il servait comme sous-lieutenant au 3e régiment de dragons prussiens. Son inclination naturelle le porte donc vers l'Allemagne. C'est d'ailleurs un fait significatif que tous les emprunts roumains ont été émis à Berlin, qui aujourd'hui, il est vrai, fait sentir durement la dépendance où il tient ses débiteurs. « Chose extraordinaire, dit l'*Indépendance roumaine*, la baisse de notre crédit, la dépréciation de nos fonds publics est, pour une grande partie, l'œuvre des représentants de l'épargne allemande. » En Serbie, le commerce est presque exclusivement entre des mains germaniques. Les Bulgares se défendent un peu mieux. Cependant, « sur les 35,000 habitants de Sofia, plus d'un quart parle la langue allemande ».

En Croatie, en Bosnie, en Herzégovine, chaque année viennent s'installer de nouveaux colons allemands dirigés méthodiquement sur ces régions par d'actives sociétés berlinoises. En Turquie, nous assistons aux succès extraordinaires de la pénétration teutonique.

Dès 1841, le futur maréchal de Moltke, alors en mission à Constantinople, proposait la fondation en Palestine d'une principauté allemande. Depuis lors un grand nombre de publicistes sujets de

Guillaume II ont repris et soutenu la même idée. Le gouvernement de Berlin les a fait siennes, et rapidement il a obtenu les concessions les plus avantageuses.

Il poursuit surtout sans trêve l'exécution de ce plan colossal : relier par une voie ferrée purement allemande Hambourg au golfe Persique.

Or, *ce programme gigantesque est presque réalisé.*

Actuellement déjà, sur le territoire ottoman, les Allemands exercent une influence prédominante dans :

1° La Compagnie d'exploitation des chemins de fer orientaux qui joint la frontière bulgare à Stamboul (1) ;

2° Le chemin de fer turc Constantinople-Salonique-Monastir, concédé en 1890 à M. A. Kaulla, directeur de la banque de Wurtemberg. (La prolongation de cette voie ferrée jusqu'à l'Adriatique est à l'étude.)

3° Les chemins de fer entièrement allemands d'Anatolie. Ils s'étendent de Haïdar-Pacha, de l'autre côté du Bosphore, en face de Constantinople, à Angora et à Konia. Enfin, avec l'appui inconcevable de la diplomatie française, le Dr Siemens, président du conseil d'administration de la société des chemins de fer d'Anatolie, signait en décembre 1899 avec la Porte une convention décisive con-

(1) Voir la carte, p. 219.

firmée en janvier 1902. En vertu de cet accord, le chemin de fer de Bagdad, prolongement par Konia des lignes d'Anatolie jusqu'au golfe Persique, a été concédé à une société *internationale, en ce sens que les Allemands, n'ayant pas assez de capitaux pour construire la ligne, ont trouvé expédient d'admettre la contribution de 40 pour 100 d'argent français et de 20 pour 100 de capitaux d'autres nationalités.*

On peut vraiment se demander en raison de quel intérêt la diplomatie française a travaillé à combler les vœux du roi de Prusse, qui s'intéresse avec une passion bien connue à l'exécution du chemin de fer de Bagdad. Pourquoi promettre à la société du Dr Siemens 40 pour 100 d'argent français, soit au minimum 250 millions de francs?

L'exécution de cette voie ferrée est un excitant certain pour les dangereuses idées pangermanistes en croissance continue outre-Rhin. De toute évidence, le chemin de fer de Bagdad est dirigé contre la Russie, puisqu'il permet au sultan de mener rapidement ses troupes d'Asie Mineure au sud du Caucase, et que la future voie ferrée traverse un territoire susceptible d'intéresser les Russes au moins autant que les Allemands.

Au point de vue financier, l'opération n'est rien moins qu'avantageuse. Tous les techniciens sérieux sont d'accord pour reconnaître que le chemin de fer de Bagdad supposé construit ne peut *vivre* par lui-même avant de longues années. C'est même

pour se garantir contre ce danger certain que les Allemands ont obtenu du gouvernement turc une garantie kilométrique comprenant deux éléments :

1° Une annuité de 12,000 francs par kilomètre exploité pour le service des intérêts et de l'amortissement du capital de construction ;

2° Une somme forfaitaire de 4,500 francs par kilomètre et par an, pour couvrir les frais d'exploitation.

Comme cette garantie doit fonctionner sur une distance d'au moins 2,000 kilomètres, il en résultera chaque année pour la Turquie une charge considérable que l'état de ses finances ne lui permet pas d'assumer raisonnablement.

Quoi qu'il en soit, une fois la concession du chemin de fer de Bagdad obtenue, le seul espace manquant aux Allemands sur le territoire turc pour leur fameuse ligne Hambourg-golfe Persique est occupé par les quais de Constantinople, soudure pratique entre la voie ferrée d'Europe et la voie ferrée d'Asie.

Or, pour se substituer aux Français, exploitants des quais de Constantinople, le procédé le plus simple est de faire racheter la concession par le gouvernement turc, qui, incapable d'exploiter lui-même les quais, les concédera ensuite aux Allemands.

Nul doute que ce ne soit là le plan allemand et même l'origine véritable du récent conflit franco-turc. Le 17 décembre 1899, la *Deutsche Zeitung,*

saluant l'iradé impérial obtenu par la diplomatie allemande à la fin d'octobre 1899 et instituant une commission chargée d'étudier la question du rachat des quais par l'État, écrivait : « Le gouvernement n'a pas actuellement l'argent nécessaire au rachat et ne saurait se charger lui-même de l'administration des quais. Il devrait donc se trouver quelqu'un qui fournît les fonds et se chargeât de l'exploitation. Ce serait la Compagnie des chemins de fer orientaux ou celle d'Anatolie. Comme la banque allemande (*Deutsche Bank*) est derrière l'une et l'autre, ce serait la banque allemande elle-même. Par conséquent, si les quais devenaient possession allemande, ne fût-ce qu'à bail, tous les transports et les communications seraient aux mains des Allemands depuis la frontière orientale rouméliote jusqu'au golfe Persique. Les conséquences économiques et politiques de ce fait seraient incalculables. »

C'était là un programme. Les Allemands viennent de l'exécuter virtuellement à la faveur de l'incident franco-turc, puisque pendant un an à partir du mois d'août 1901 le sultan s'est réservé le droit de racheter les quais. Aussi le *Pester Lloyd* concluait-il récemment : « Dans cette affaire, la France a travaillé pour le roi de Prusse. »

La solution finale de la question des quais importe d'ailleurs assez peu en présence de ce fait capital certain : les Allemands ont dès maintenant

la haute main sur tous les chemins de fer turcs qui les intéressent essentiellement.

Quand les rails atteindront le golfe Persique, ils disposeront de la route la plus courte vers l'Extrême-Orient. Les « malles » devront forcément emprunter cette voie, infiniment plus rapide que celle par Suez. Les compagnies allemandes, aussi bien de navigation que de chemins de fer, se trouveront ainsi maîtresses du transit des voyageurs de l'Europe à destination des Indes, de la Chine et du Japon. Or, en Extrême-Orient, depuis le coup de force de Kiao-Tchéou, l'Allemagne marche à pas de géant. Il n'est pas jusqu'à la récente insurrection des Boxers qui ne lui ait facilité la pénétration de la province de Chang-Toung, l'une des plus riches de la Chine.

Si maintenant on considère l'ensemble de ces faits multiples et certains, on constate qu'ils résultent bien de ce plan de *cheminement* à travers la péninsule balkanique, dressé jadis par Paul de Lagarde et incessamment perfectionné depuis par ses élèves et ses imitateurs.

Il est clair que si la forme actuelle de l'Empire a permis d'atteindre des résultats aussi extraordinaires, la Confédération germanique constituée de l'Allemagne et de l'Autriche restreinte, disposant d'une puissance militaire énorme, exercerait autour d'elle un rayonnement dont on peut concevoir la forme.

Ce rayonnement serait d'abord *balkanique*. Une fois en contact direct avec les régions de l'Europe orientale, le gouvernement de Berlin tirerait tout le parti des centres allemands qu'il crée méthodiquement, depuis si longtemps, même dans les régions les plus foncièrement slaves. La Roumanie, rapprochée du moment où elle pourrait mettre la main sur la Transylvanie, serait de plus en plus dans la dépendance étroite de l'Allemagne; la Serbie et la Bulgarie verraient leur développement entravé; la Bosnie et l'Herzégovine formeraient la grande route allemande vers la Turquie. Trieste marquerait la première étape, Salonique la seconde.

Alors, si le sultan commettait la faute de laisser les Allemands coloniser en Asie Mineure, le rayonnement *oriental* s'exercerait pleinement. Maîtres de cette gigantesque voie ferrée qui s'étendrait sans interruption depuis Hambourg jusqu'au golfe Persique, les Allemands feraient de son point d'aboutissement la tête de ligne de leurs compagnies de navigation à destination de l'Extrême-Orient. Le Chang-Toung, dont Guillaume II est en train de s'emparer conformément aux principes de la *Weltpolitik*, se trouverait ainsi relié par les voies les plus directes à la Confédération germanique, dont on constaterait alors dans toute sa vigueur le rayonnement *extrême-oriental*. Enfin, dans sa dernière forme, le rayonnement serait *pangermaniste*. « Créer des colonies et des cultures

allemandes en Turquie, dit le Dr Kaerger, est un plan qui, en dehors de ses conséquences pour la politique et le trafic universel, a une importance toute particulière pour le Pangermanisme. En raison de la situation de ce territoire, non seulement l'Empire allemand, mais le peuple allemand tout entier devrait contribuer à cette tâche. Les tribus allemandes de la Suisse et surtout celles de l'Autriche devraient être appelées à y coopérer, aussi bien que celles de l'Empire allemand. » Rien de plus juste. Après la mainmise sur les pays des Balkans et de l'Orient, la dernière phase de l'œuvre de Paul de Lagarde et du Dr Hasse pourrait être facilement accomplie. Pour des raisons économiques décisives, les petits États comme la Hollande, la Belgique, la Suisse, ne pourraient plus vivre auprès de l'immense Union douanière, maîtresse d'écraser leur industrie. Leur seule manière d'échapper au désastre serait évidemment de se soumettre à l'hégémonie prussienne en entrant eux-mêmes dans l'Union douanière. L'absorption politique suivrait d'autant plus vite qu'elle est dès maintenant préparée. Une propagande pangermaniste, moins intense sans doute, mais analogue à celle qui a eu lieu en Autriche, se fait également au nord-ouest de l'Empire. En Belgique, les Allemands sèment la division entre Wallons et Flamands et se sont déjà rendus maîtres d'Anvers; en Hollande, le mariage de la reine avec un

prince dévoué aux intérêts de Berlin a encore eu pour but de favoriser leurs desseins. Partout ainsi on retrouve l'action de la politique berlinoise, qui, avec une admirable prévoyance, prépare des résultats judicieusement échelonnés dans le temps.

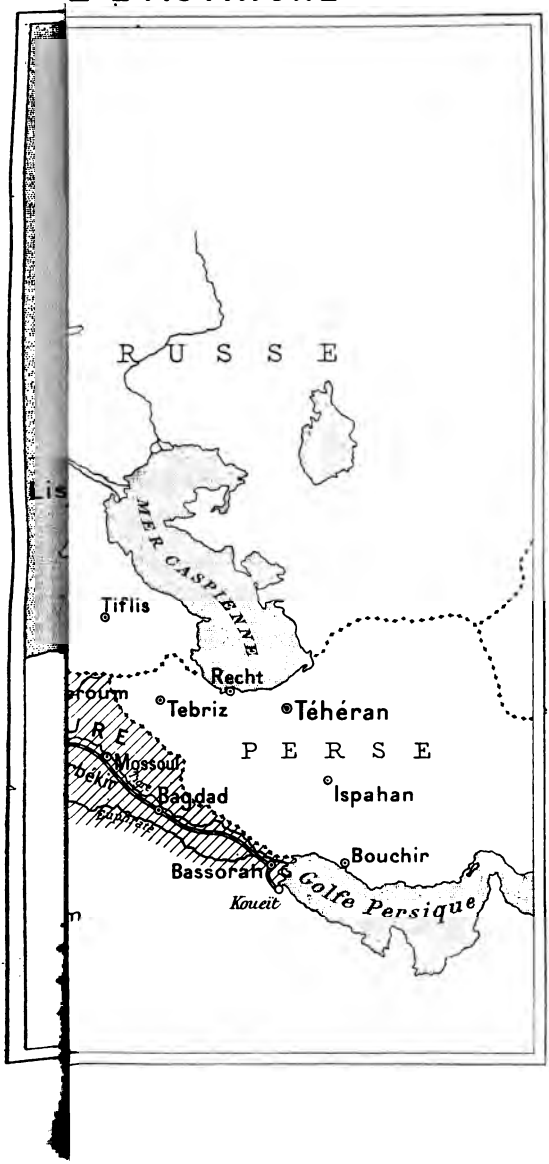
Finalement, on aboutirait donc à une extension nouvelle de la Confédération, qui, par des élargissements successifs, arriverait à englober tous les États du vieux continent dits germains, et bien entendu ceux qui, sans être germains, formeraient enclave dans cette immense étendue; les colonies de ces divers États constitueraient dans toutes les parties du monde un immense territoire extra-européen, exclusivement réservé aux exportateurs du grand Empire germanique.

La vitalité des Slaves d'Autriche est venue compromettre gravement la réalisation de ce beau rêve; mais comme on n'y a point encore renoncé à Berlin, l'Autriche apparaît plus que jamais comme la clef de voûte de l'énorme édifice que les Allemands prétendent élever. *Sans elle, tout est incomplet et tout peut s'écrouler;* c'est pourquoi « l'Empire allemand doit s'emparer de l'Autriche allemande ». Alors seulement la bâtisse germanique apparaîtrait dans ses dimensions colossales.

La carte *Ce que serait l'Allemagne agrandie de l'Autriche* en donne quelque idée.

Ayant coupé en deux l'Europe, maîtresse de l'Adriatique comme de la mer du Nord, sûre de

E L'AUTRICHE


R U S S E
MER CASPIENNE
Tiflis
Recht
Tebriz
Téhéran
P E R S E
Mossoul
Bagdad
Ispahan
Euphrate
Bouchir
Bassorah
Koweit
Golfe Persique

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY
ASTOR, LENOX
TILDEN FOUNDATIONS

ses flottes et de ses armées, la Grande-Allemagne pèserait lourdement sur le monde. Trieste, le Hambourg du Sud, l'alimenterait dans la paix, la ravitaillerait dans la guerre. Douée d'un outillage d'une puissance incomparable, son industrie inonderait de ses produits les pays qu'elle s'ingénie avec tant d'art à accaparer : la Hollande et la Belgique déjà pénétrées, la Hongrie, cliente; la Roumanie, satellite; la Bulgarie, barrière brisée; la Bosnie et l'Herzégovine, portes de l'Orient. Au delà du Bosphore, elle atteindrait l'Asie Mineure, réservoir immense de richesses. Projetée depuis Hambourg jusqu'au golfe Persique, sans solution de continuité, l'immense voie ferrée allemande souderait Berlin à l'Extrême-Orient.

Alors le rêve gigantesque de l'empereur Guillaume II serait accompli. Par la force et par la richesse commerciale, l'Allemagne dominerait l'univers.

Édouard Hervé avait donc une prodigieuse prescience de l'avenir, lorsqu'il affirmait comme essentiel à la vie de l'Europe : « Une Autriche unie et forte est nécessaire pour arrêter l'ambition prussienne. »

CONCLUSION

LA SOLUTION PRÉSERVATRICE

La prévision des événements extérieurs et l'art d'en tirer parti constituent en somme une escrime supérieure où chaque coup doit trouver sa parade. Ces parades, une prévoyance incessante et poussée aux limites les plus reculées du possible peut seule permettre de les concevoir et de les exécuter. C'est pour avoir eu un gouvernement constamment prévoyant que l'Empire allemand vient de passer dans la guerre et dans la paix par une période exceptionnellement brillante. C'est pour ne point l'avoir été que la France a été vaincue à Sedan. Des exemples aussi probants ne sauraient être inutiles.

La France enseignée par l'œuvre sanglante de 1866 et de 1870 doit désormais savoir envisager l'avenir. Le gouvernement de la République, né des désastres de l'Empire, est dans l'impérieuse obligation, s'il ne veut succomber lui aussi dans une défaite, de prévoir la « question d'Autriche » sous toutes ses formes et dans toutes ses conséquences. Le cabinet de Paris, quel qu'il soit, doit, soit empêcher par sa diplomatie le déplacement des frontières

en Europe centrale, assurant ainsi la durée de la paix, soit, si ses efforts dans ce sens sont infructueux, tenir préparée et victorieuse une solution conforme aux intérêts généraux du pays.

Plaçons-nous désormais à ce point de vue.

Faisons la recherche des intérêts français en fonction de la « question d'Autriche » et appliquons-nous à trouver une solution qui en soit préservatrice. Elle constituera la conclusion naturelle et logique du présent ouvrage.

La France n'est pas un ballon dans l'espace. Son action en Europe est limitée ou servie par des forces contraires ou parallèles. *A priori*, il apparaît clairement que c'est seulement par une entente avec les États dont les intérêts concordent avec les siens que la République française peut assurer efficacement sa situation continentale. Donc, si l'on connaît les États qui ont des raisons capitales d'assurer le respect de l'intégrité de la Cisleithanie et ceux qui au contraire ont avantage à son démembrement, on discernera, avec de grandes chances d'exactitude, quel pourrait être le groupement des puissances si la « question d'Autriche » venait à se poser et par conséquent celles susceptibles d'être alors les alliées de la France.

Quels sont donc ces États?

Si la Turquie subit déjà profondément l'action de la cour de Berlin, il est clair que l'extension de l'Allemagne vers le Sud, en rapprochant considéra-

blement cette puissance de Constantinople, accroîtrait encore les facultés d'ingérence des Allemands dans les affaires de l'Empire ottoman. Il en résulte que rationnellement la Sublime Porte devrait se ranger du côté de ceux qui défendent l'intégrité de l'Autriche. Mais la raison ne domine point toujours la politique. Les Allemands connaissent si bien les dessous de Constantinople; ils se sont si complètement immiscés dans toutes les affaires turques, qu'il serait téméraire d'affirmer actuellement l'indépendance réelle du sultan et plus encore d'escompter l'orientation qu'il pourrait prendre.

Les Bulgares, en opposition constante avec les Roumains que soutient la chancellerie de Berlin, n'ont aucune sympathie pour les Allemands de l'Empire. Il est bien évident d'ailleurs que comme ils forment sur la route de Constantinople le même obstacle que les Tchèques sur la route de Trieste, toute extension de l'Allemagne vers le Sud menacerait leur indépendance.

On a donc, semble-t-il, des raisons d'admettre que le concours des Bulgares est virtuellement acquis à tout groupement de puissances établi dans le but de faire obstacle à cette extension.

La conclusion serait analogue pour la Serbie, si les tendances trop souvent accusées du roi Alexandre à de soudains revirements n'empêchaient de conclure.

La Roumanie, au contraire, liée par l'intensité de

sa politique triplicienne, excitée par de vastes espérances sur la Transylvanie hongroise, voit avec satisfaction l'action dissolvante exercée par les Pangermanistes en Autriche. Il est donc infiniment vraisemblable que le gouvernement du roi Carol de Hohenzollern continuera à obéir aux suggestions de l'empereur allemand.

Pour l'Angleterre, une solution aussi nette, mais contraire, semblerait s'imposer. Mille raisons qui viennent en un instant à l'esprit établissent que la Grande-Bretagne ferait une faute grossière en permettant à l'Allemagne de s'étendre jusqu'à l'Adriatique. Dans la *National Review*, sir Rowland Blennerhasset a exposé, il y a quelques mois, le plan et le danger pangermanistes. D'après lui, l'Angleterre devrait sans hésiter s'opposer à de tels projets. Plus récemment encore de grands organes londoniens ont même préconisé dans ce but l'idée politique d'une entente avec la Russie.

Mais comme d'autre part des faits certains et importants paraissent impliquer une entente gouvernementale anglo-allemande, aussi longtemps que la solidarité de la politique Chamberlain-Guillaume II ne sera pas démentie par un acte d'éclat, le doute sur l'orientation prise par l'Angleterre relativement aux affaires de l'Europe centrale est suffisant pour empêcher de conclure.

En ce qui concerne l'Italie, il ne s'agit point ici de savoir si le peuple, froissé par l'invasion brutale

sur tous les points riches de la Péninsule des sujets commerçants de Guillaume II, n'a pas les plus sérieuses raisons de comprendre que le meilleur obstacle à l'intolérable poussée germanique consiste précisément dans la réfection de l'Autriche sur une base fédérale. Les organes italiens de Trieste clairvoyants, même les socialistes comme l'*Independente* ou l'*Avanti*, préconisent cette solution. Ce que je disais page 192 établit qu'en dépit de son évidente sagesse elle a pour le moment peu de chances d'être admise par le gouvernement romain. Actuellement la tendance antiautrichienne du monde officiel du Quirinal est très nette et n'autorise aucunement à compter sur l'Italie pour le maintien de l'Empire des Habsbourg.

La Russie, au contraire, a une tendance accentuée à sauvegarder l'intégrité de l'Autriche.

Déjà en novembre 1867, la *Gazette de Moscou* le disait justement : « *Ce n'est pas l'acquisition, l'oppression et l'annexion des nationalités slaves de l'Autriche qui peuvent assurer la situation de la Russie en Europe et son développement intérieur; mais, au contraire, c'est l'existence aussi indépendante que possible de ces nations.* » Ces quelques lignes résument toute la politique de la Russie à l'égard de l'Autriche; on va voir qu'elles expriment, en effet, une vérité durable.

Sur quinze millions de Slaves cisleithans, *quatorze et demi ne sont pas orthodoxes;* leur acquisi-

tion totale ou partielle par la Russie ne saurait donc avoir lieu sans soulever de graves difficultés religieuses. D'ailleurs, comme on l'a vu plus haut (page 100), il existe des obstacles géographiques rendant invraisemblables de pareilles prétentions. Seule la Galicie pourrait être annexée facilement par la Russie; mais des considérations très fortes sont toutefois de nature à conseiller au gouvernement du Tsar la plus grande réserve (1).

Des Juifs, des Polonais et des Ruthènes composent la population galicienne. La Russie expulsant ses Juifs ne peut désirer en acquérir de nouveaux. Les Polonais galiciens, habitués à une entière liberté, ne se soumettraient certainement pas, sans une longue période de compression, aux multiples règlements qui régissent encore la partie russe de la Pologne. Quant aux Ruthènes, s'ils sont ethnographiquement identiques aux Petits-Russiens de la région de Kiev, fortement imbus de socialisme agraire, ils sont, avant tout, désireux d'accroître leur indépendance nationale. Si l'on suppose donc les Ruthènes de Galicie brusquement introduits dans la masse des Petits-Russiens de la région de Kiev, que le gouvernement du Tsar refuse de considérer comme une individualité nationale, celui-ci ne ferait que semer,

(1) Voir la carte *l'Autriche vraie.*

dans un terrain favorable, un germe de particularisme en plein développement.

Ces diverses raisons permettent de conclure qu'au point de vue de leurs intérêts stricts, les Russes commettraient une lourde faute en annexant la Galicie.

Mais si l'on admet que le gouvernement de Pétersbourg passe sur les considérations qui précèdent et accepte de discuter sur la base de la cession de la Galicie, cette cession constitueraitelle une compensation suffisante à l'énorme extension qui, en échange, serait permise à l'Empire allemand?

En aucune façon, puisque la Galicie, territoire restreint, sans industrie, n'a pour toute richesse que des mines de pétrole dont l'Empire des Tsars est abondamment pourvu.

L'annexion de la Galicie offrant des avantages très médiocres, en regard d'inconvénients considérables et certains, on peut finalement en déduire que la Russie n'a aucun intérêt évident à prendre part au partage de l'Autriche.

Le gouvernement de Pétersbourg a, au contraire, les plus sérieuses raisons de vouloir l'indépendance de l'Autriche.

L'extension allemande, jusqu'à Trieste, comporte le sacrifice de 6 millions de Tchèques et de 1,350,000 Slovènes. Si ces Slaves ne sont pas orthodoxes et ne veulent point s'absorber dans

l'Empire des Tsars, leur Slavisme et leurs sympathies pour la Russie n'en subsistent pas moins. La Russie ne peut pas les laisser écraser par les Allemands. Katkof l'a déclaré résolument.

La Russie peut d'autant moins manquer à ses devoirs moraux, qu'en le faisant elle commettrait une faute d'une incalculable portée. Permettre aux Allemands la marche vers Trieste serait leur donner le droit de couper la Russie de l'Occident; ce serait fournir aux escadres allemandes, appuyées sur Pola et sur Cattaro, les moyens d'interdire aux navires russes le séjour de la Méditerranée; ce serait se condamner à ne plus agir qu'en Asie. La Russie peut-elle s'y laisser enfermer? Avec Port-Arthur et la Mandchourie, elle vient d'acquérir pour toujours l'accès à une mer libre. La période de la mise en valeur de ses territoires d'Extrême-Orient commence, mais, en réalité, le succès de cette immense entreprise est subordonné à la bonne situation des 120 millions de Russes de la Russie d'Europe. Or, cette situation est étroitement liée à l'état du centre et de l'ouest du continent. C'est ce que reconnaît un auteur pangermaniste : « On se trompe fort si l'on croit les articles de journaux qui prétendent que les principaux intérêts russes sont en Asie orientale. Ceux-ci sont, par rapport à ses intérêts européens, comme 1 est à 20. » Cette vérité apparaît plus clairement encore si l'on considère qu'une fois à Trieste les

Allemands pourraient tirer tous les avantages du chemin de fer de Bagdad, qui est bien la plus dangereuse entreprise qui ait été dirigée depuis longtemps contre l'Empire des Tsars. On ne s'y trompe pas à Pétersbourg. Le *Novoïé Vrémia* a montré toute l'étendue du danger :

« Notre opinion publique semble tout à fait endormie : c'est notre devoir de la réveiller avant qu'il soit trop tard. Nous voyons qu'on ne se rend pas chez nous suffisamment compte de la portée d'une pareille ligne ferrée entre les mains des Allemands. Essayons donc d'éclairer nos concitoyens. Le chemin de fer de la Mésopotamie, une fois relié aux chemins de fer de l'Anatolie, deviendra un concurrent excessivement dangereux du chemin de fer transsibérien, qui, lorsqu'il sera achevé, aura coûté des centaines de millions à la Russie.... Il y a autre chose à remarquer : la Mésopotamie est un des pays les plus riches du globe; les richesses naturelles inépuisables de ces vastes contrées n'ont été jusqu'ici que fort peu exploitées, les communications faisant presque complètement défaut. Tout changera comme par un coup de baguette au moment où la ligne ferrée reliera le golfe Persique aux côtes de la Méditerranée. L'Asie Mineure et la Mésopotamie pourront ainsi inonder de céréales les marchés de l'Europe, ce qui revient à dire que la Russie en sera exclue ou à peu près. Les superbes cotons de ces deux provinces trouveront

leur chemin vers les fabriques allemandes et autres, d'où ils retourneront manufacturés jusqu'en Perse et en Afghanistan, pays où les manufactures russes viennent seulement de trouver un débouché. La Russie sera cruellement atteinte dans ses intérêts économiques, et sa prépondérance politique dans l'Asie centrale recevra un coup dont elle ne se relèvera que difficilement Voilà ce que nous réserve un avenir peu éloigné, si nous ne signifions pas aux Allemands *Hands off* pendant qu'il en est temps encore. *Il faut que nos chers voisins sachent que la Russie ne tolérera jamais qu'on touche au* statu quo *de l'Asie Mineure et de la Mésopotamie.* »

Cette attitude énergique, la valeur militaire des chemins de fer allemands d'Asie Mineure la justifie pleinement. On sait que ceux-ci ont été étudiés de façon à pouvoir concentrer au sud du Caucase de grandes quantités de troupes turques avec lesquelles la Russie aurait évidemment à compter très sérieusement, si, dans le cas d'une conflagration générale, l'empereur allemand parvenait à faire mobiliser le sultan contre le Tsar. C'est là une éventualité qu'il faut prévoir.

Il est probable que tôt ou tard une lutte entre l'Allemagne et la Russie se produira, reconnaissent tous les auteurs allemands. La force des choses le veut ainsi. La Russie ne peut donc pas laisser le gouvernement de Berlin grouper sous sa

direction des forces considérables que lui seul pourra mettre en mouvement contre elle à la fois en Europe et en Asie. La Russie serait-elle certaine de résister à une attaque où elle aurait affaire aux Allemands, aux Roumains, aux Turcs et peut-être aux Suédois? Ferait-elle face à une coalition qui l'attaquerait au Nord-Ouest, à l'Ouest, au Sud-Ouest, au Sud et au Sud-Est? Rien n'est moins sûr. S'il est vrai que la Russie est un réservoir immense de soldats admirables, il n'en est pas moins certain que, pour des raisons financières qui subsisteront longtemps encore, elle ne peut mettre en ligne qu'une partie relativement faible de ses contingents. Il y a là une considération économique d'une portée capitale qui en détermine une autre non moins essentielle.

La Russie manque notoirement de capitaux. De toute nécessité, elle doit faire des emprunts considérables à l'étranger. Cette obligation est encore accrue par les dernières acquisitions en Extrême-Orient, qui obligent le gouvernement de Pétersbourg à consacrer la majeure partie de ses ressources à des travaux dont l'immensité s'accroît sans cesse. De toute évidence, la Russie est contrainte de se ménager les marchés étrangers sur lesquels elle peut trouver des capitaux. Or, l'expérience a prouvé que la France est le seul pays du monde où la Russie a obtenu et puisse obtenir. — d'ailleurs à l'avantage des Français *quand ils savent*

traiter sérieusement, — les sommes énormes encore indispensables à son développement. Il en résulte que les intérêts matériels des deux pays sont liés pour une période indéfinie. *Tout ce qui affaiblit la Russie diminue la valeur de la créance des porteurs français, et toute évolution de la politique générale qui appauvrit la France menace l'avenir de la Russie.* Or, je le montrerai plus loin, la simple extension du *Zollverein* à l'Autriche porterait un coup terrible à l'industrie et au commerce français, dont la prospérité règle les possibilités d'épargne des Français. La Russie a, par suite, une raison de plus de vouloir le maintien du *statu quo*.

En définitive, l'ensemble de ces considérations détermine cette forte conviction : sans commettre la plus inexcusable des fautes, la Russie ne peut pas permettre à l'Empire allemand de porter atteinte, *de quelque façon que ce soit*, à l'intégrité de l'Autriche.

Tout ce qui touche l'Autriche présente également pour la France un intérêt extrême. L'existence de la République, en tant que grande puissance, est, en effet, étroitement subordonnée à l'indépendance de l'État des Habsbourg.

Un grand nombre de Français sont loin d'attacher une pareille gravité aux conséquences possibles du démembrement de l'Autriche. Certains même l'envisagent avec satisfaction; ils estiment que l'Empire de François-Joseph contient tous les

éléments d'une transaction avec l'Allemagne sur la question d'Alsace-Lorraine. M. Paul Fauchille, par exemple, le donne à entendre : « ... Un temps peut venir où, à la suite d'événements plus ou moins proches, la configuration de l'Europe se trouvera bouleversée, et dans ce bouleversement rien ne dit que certaines compensations territoriales, à ses yeux plus importantes, ne déterminent pas l'Allemagne à nous rendre nos provinces perdues! »

Cette façon d'envisager la situation de l'Europe centrale a été longtemps fort répandue en France. Les documents reproduits au début de cet ouvrage relativement à la question d'Alsace-Lorraine montrent à quel point une semblable opinion manque de fondement. Persisterait-on d'ailleurs à croire possible une solution transactionnelle, qu'un Français ne saurait trouver en Autriche les éléments d'un échange.

Il existe un obstacle d'ordre moral qui interdit à tout gouvernement républicain *même de discuter cette hypothèse.*

On a vu plus haut que l'Allemagne ne saurait s'étendre jusqu'à Trieste sans contraindre, par un régime de fer, 6 millions de Tchèques et 1,350,000 Slovènes.

Or, la France a toujours défendu les droits des peuples; c'est au nom de ce principe qu'elle a protesté légitimement contre l'annexion de l'Alsace-

Lorraine; c'est en l'invoquant qu'elle a reçu le président Kruger, luttant pour l'existence du Transvaal et de l'Orange. *La France pourrait-elle recouvrer même la totalité de ses provinces perdues au prix d'un acte infâme qui serait la négation de toute son histoire?* Les Français peuvent-ils oublier que le 8 décembre 1870, alors que l'Europe se taisait devant le vainqueur, seul le peuple tchèque, oublieux du danger, a protesté auprès du comte de Beust contre le bombardement de Paris et l'annexion de l'Alsace-Lorraine dans une déclaration où l'on pouvait lire : « A cette heure solennelle et grave, la Bohême se voit empêchée, par des raisons majeures, d'élever la voix en tant que nation politique, en faveur des principes supérieurs qu'elle considère comme sacrés et qu'elle est décidée à défendre constamment et de toutes ses forces; elle tient cependant à faire connaître ses sentiments.

« Indubitablement, la nation allemande a le droit de repousser par les armes les attaques contre ses États ou contre sa liberté. Mais si elle prémédite d'imposer à la nation française une certaine forme de gouvernement ou de lui arracher une partie de son territoire, dont les populations se sentent françaises, elle violerait à l'égard de ces populations leur droit de disposer librement d'elles-mêmes et elle subordonnerait le droit à la force.

« La Bohême ne peut pas refuser ses plus fran-

ches sympathies à cette noble et glorieuse nation française, qui ne combat plus aujourd'hui que pour sa liberté nationale et pour la défense de sa patrie, à cette nation qui s'est acquis de si grands titres à la reconnaissance de la civilisation pour le progrès des principes humains et libres. »

Les Français peuvent-ils méconnaître qu'après la guerre les Tchèques n'ont pas cessé de croire en leur force, en leur justice et en leur sens politique? Les paroles du député tchèque Horitza, répondant au Reichsrath, le 26 décembre 1899, aux attaques du pangermaniste Türk, le prouvent : « Nous lutterons jusqu'à la dernière goutte de notre sang pour l'existence de la monarchie, quoique, selon toute apparence, le gouvernement autrichien ne voie pas clairement les dangers qui le menacent. A la vérité, nous souhaitons que la Russie, grâce à l'alliance avec la France, rende à l'Autriche contre la Prusse le même service qu'en 1849 elle a rendu à la monarchie contre les Hongrois. Cette espérance est malheureusement enfermée dans l'avenir. En France, cependant, on connaît la situation de l'Autriche. Si on lit le discours que l'honorable et généreux président de la Chambre des députés français, M. Paul Deschanel, a prononcé lors de sa réception à l'Académie, le 1er février, on constate qu'il voudrait voir donner à la question de l'existence de l'Autriche la même solution que nous-mêmes. Nous lui en sommes

très reconnaissants. Notre existence est liée à celle de l'Autriche... Si en Autriche les autorités compétentes ne nous comprennent pas, nous sommes au moins compris des Français, ce peuple à la vaste intelligence et au sens diplomatique... »

Les délégués de la ville de Prague dans une adresse remise au conseil municipal de Paris, en juillet 1900, à l'occasion de l'Exposition universelle, ont établi que ces sentiments étaient bien ceux du peuple tchèque tout entier : « Les représentants de la capitale royale du royaume de Bohème désirent témoigner ainsi, en leur nom et au nom de leurs compatriotes, leur vive admiration et leur enthousiasme pour la métropole de la France, et ils saisissent cette occasion solennelle de rappeler la solidarité des intérêts publics, civilisateurs et économiques, unissant la nation tchèque à la France éclairée et laborieuse, qui répandit toujours dans le monde, avec désintéressement, les idées généreuses du progrès et de la civilisation en luttant pour la liberté et les droits de l'humanité entière. »

C'est encore aux Français que les Tchèques, impuissants à agir par eux-mêmes, se sont adressés pour faire transmettre au président Krüger l'hommage de leur respect et le tribut de leur admiration. « Convaincus que tous les peuples qui se défendent sont sûrs de trouver un écho dans les cœurs lorsqu'ils s'adressent à la France, les

citoyens tchèques s'associent avec une patriotique émotion aux manifestations de sympathie du conseil municipal de Paris pour le vaillant peuple boër et pour le vénérable représentant du Droit méconnu. »

Non, les Français n'ont pas le droit d'oublier le passé ni de trahir la morale supérieure dont ils se prétendent les gardiens. Sans un éternel déshonneur, ils ne peuvent laisser écraser les huit millions de Slaves cisleithans menacés par le Germanisme.

Ce côté moral de la question d'Autriche suffirait à dicter ses devoirs au gouvernement de la République française. Mais ce point de vue n'existât-il point, que la France ne pourrait permettre l'extension de l'Allemagne vers le Sud sans s'exposer à un épouvantable désastre. Envisagée en fonction des intérêts français, la question d'Autriche présente trois aspects :

Elle est politique.

« Quelle perspective pour les Français que de voir une Allemagne de soixante millions d'habitants réunis sous la même main et pouvant mettre en mouvement, sur un signe parti de Berlin, une armée de 1,500,000 hommes! » Édouard Hervé parlait ainsi il y a plus de trente ans. Aujourd'hui, c'est soixante-quatorze millions d'habitants et cinq millions de soldats qu'il faudrait dire. Une telle disproportion dans les rapports des forces rendrait

évidemment la vie de la France essentiellement précaire. Comment le gouvernement de Paris résisterait-il aux sollicitations pressantes qu'il plairait à la cour de Berlin de faire? Comment maintiendrait-il l'influence et le commerce que la France conserve encore en Orient? Comment, si l'entente anglo-allemande est vraiment une réalité durable, assurerait-il les relations de la France avec ses possessions d'Afrique? Le simple bon sens suffit pour répondre.

Laisser se constituer une Grande-Allemagne, ne serait-ce pas encore donner à l'empereur allemand les moyens d'utiliser contre la France les forces de l'Autriche? Actuellement, l'Autriche entretient les meilleures relations avec la France; ses intérêts ne sont nulle part en contradiction avec les siens. N'y a-t-il pas là un état de choses que la France doit conserver? Très certainement oui, et, pour y parvenir, la politique que préconisait le Dr Rieger dans son mémoire à Napoléon III semble encore être la vraie : « Si la France veut maintenir l'Empire d'Autriche à l'état de grande puissance européenne, elle ne saurait s'unir aux dualistes germano-magyars qui amèneront fatalement sa destruction; si la France ne désire pas l'agrandissement de la Prusse, elle ne peut pas non plus souhaiter la domination exclusive du parti allemand en Bohême.

« Une fois germanisée, la Bohême deviendrait certainement la proie de l'Allemagne prussienne,

tandis qu'une Bohême slave ne sera jamais la proie de la Russie, car elle est trop jalouse de son individualité historique et de son indépendance nationale.

« Le Pangermanisme est redoutable; le Panslavisme politique ne l'est pas, et, le serait-il, la France ne saurait en souffrir. La France peut donc accorder ses sympathies aux Slaves d'Autriche qui n'ont pas encore renoncé à la pensée de garantir leur individualité historique et nationale par la création d'une Autriche fédérale. Seule une fédération est capable d'assurer à ses peuples, aux Slaves comme aux Allemands, leur autonomie administrative et une véritable liberté politique, impossibles à réaliser tant qu'une seule nation dominera en Autriche. »

La question d'Autriche est économique.

Jusqu'à présent, l'agriculture française a trouvé en Allemagne un important débouché, mais c'est uniquement parce que l'Allemagne est dépendante de l'étranger pour les produits de consommation. Du jour où les riches régions agricoles de l'Autriche seraient comprises dans les frontières de l'Empire allemand, celui-ci, ayant un intérêt certain à s'affranchir de toute dépendance extérieure, pourrait, en favorisant l'élevage et la culture dans sa nouvelle acquisition, se passer dans une large mesure des produits français. Ces conséquences pour l'agriculture française de la réunion de l'Autriche

à l'Allemagne, qui d'ailleurs ne se produiraient point brusquement, seraient relativement peu de chose en comparaison de celles qu'auraient à subir l'industrie et le commerce français.

La simple extension du *Zollverein* à la Cisleithanie est en effet destinée à bouleverser les conditions fondamentales de l'industrie et du commerce français. L'Empire allemand est de plus en plus l'adversaire commercial de la France. Déjà les industriels français ont une grande peine à lutter contre les produits d'outre-Rhin. Or. la création du *Zollverein* de l'Europe centrale devant améliorer, dans des proportions considérables, les conditions de la fabrication allemande, de ce seul fait les conditions de la fabrication française deviendraient plus mauvaises, et, comme la puissance de l'outillage et le champ d'action commercial de l'Empire allemand s'accroîtraient formidablement, il n'est pas douteux que sa supériorité actuelle deviendrait une suprématie dont le commerce français serait le premier à ressentir les funestes effets.

Une fois l'union douanière de l'Europe centrale établie, la France ne pourrait que choisir entre deux alternatives : ou bien elle resterait en dehors du nouveau *Zollverein*, ou bien elle demanderait à y entrer.

Dans le premier cas, la France serait bien moins en mesure qu'actuellement de s'opposer à l'envahissement des marchandises allemandes et à les

concurrencer à l'étranger, puisque, par hypothèse, ces produits bénéficieraient de conditions de fabrication beaucoup plus favorables.

Dans le second cas, le danger serait plus grand encore. Mais, avant de le préciser, il est bon de noter que les Allemands désireraient vivement amener la France à cette solution, c'est-à-dire à entrer dans le *Zollverein* de l'Europe centrale. L'officieuse *Strasburger Post* du 2 février 1899 a publié sur ce point un article édifiant. On y invitait la France à reconnaître que sa politique protectionniste, loin d'avoir développé ses richesses, a tourné tout à fait au désavantage de l'industrie et du commerce français. On concluait que « la France et l'Allemagne se complètent économiquement de la façon la plus utile », et que « lorsque la politique des douanes frontières aura disparu, les échanges économiques atteindront une extension tout à fait nouvelle et plus considérable qu'auparavant (1) ».

(1) Cette thèse reçoit l'approbation de quelques Français. Dans une lettre ouverte adressée par l'*Europe nouvelle* en novembre 1900 à l'*Allgemeine Zeitung* de Munich, on peut lire : « L'Allemagne est avant tout un pays d'industrie, la France un pays agricole. Leurs productions réciproques, loin de se contrarier, se complètent. La France vendrait à l'Allemagne ses vins et ses objets d'art et de luxe; l'Allemagne vendrait à la France ses machines et ses objets manufacturés.

« Ces échanges auraient pour conséquence nécessaire un abaissement notable des tarifs douaniers. Beaucoup d'économistes affirment même que l'accord commercial devrait aller beaucoup plus loin, et qu'il faudrait établir entre la France et l'Allemagne réconciliées un véritable *Zollverein*. »

Puisque l'*Europe nouvelle* s'enthousiasme pour un pareil projet, deux remarques ne sont pas inutiles : 1° Les vins, les

On conçoit volontiers que la *Strasburger Post* préconise une entente sur de pareilles bases. Il est clair, en effet, que le jour où la France serait entrée dans le *Zollverein*, le prix des articles allemands, qui ne seraient plus arrêtés par la ligne douanière, deviendrait si bas que les Français seraient contraints de les consommer de préférence à ceux de leur industrie propre. Par ce seul fait, celle-ci serait mortellement et généralement atteinte.

Dans les deux cas, l'industrie et le commerce français subiraient donc un désastre dont l'intensité seule varierait.

La question d'Autriche est enfin sociale.

Les effets économiques de l'extension du *Zollverein* à l'Autriche atteindraient en effet individuellement la masse la plus intéressante des Français.

Les trois millions de patrons, chefs d'industries, et les huit cent mille commerçants ne seraient pas les seuls touchés dans leur fortune. Les six millions et demi de Français qui vivent des salaires payés par les premiers, et les trois millions de Français dont les traitements servis par les seconds sont l'aliment quotidien, auraient à supporter, par la force même des choses, le poids du désastre économique. Tous ces ouvriers et tous ces employés

objets d'art et de luxe sont des produits dont la vente s'impose généralement à peu près en dehors de toute considération douanière. 2° Que deviendraient les *millions* d'ouvriers français qui vivent présentement de la fabrication des machines et des objets manufacturés que l'Allemagne fournirait?

verraient soit leurs salaires menacés de réduction, soit le chômage se généraliser. Or, la prospérité des individus qui vivent du commerce et de l'industrie déterminant celle de ceux qui vivent de l'agriculture, les dix-sept millions de Français occupés aux travaux de la terre auraient eux aussi à subir le contre-coup de la détresse du commerce et de l'industrie. On est par suite en droit de dire que les agriculteurs, les ouvriers, les commerçants et les industriels, soit donc l'immense majorité des Français, ont un intérêt personnel et certain à ce que le *Zollverein* allemand ne s'étende pas à l'Autriche.

Il faut en outre remarquer que toute l'étendue du territoire de la République, tant colonial que métropolitain, ressentirait les terribles effets de la création d'un seul territoire économique entre la Baltique et l'Adriatique. Le directeur du comptoir colonial français à Madagascar ou au Tonkin ne serait pas mieux placé pour s'y soustraire que le commerçant de Bayonne, l'industriel du Nord, l'ouvrier de l'arsenal de Brest et le débardeur du port de Marseille.

C'est pourquoi, considérant le développement des événements en Autriche et l'attitude caractéristique du gouvernement de Berlin, on est en droit de dire :

La période que nous traversons est décisive pour ce pays. Elle engage non pas seulement l'honneur,

mais la fortune et l'avenir de l'immense majorité des Français.

Ouvriers, commerçants, industriels, employés, commis voyageurs, tous ceux qui sont mêlés à la vie pratique doivent réfléchir. Leur sort est actuellement mis en question. S'ils ne sont pas clairvoyants, ils payeront chèrement leur erreur; nous sommes à l'instant précis où le mal peut devenir irréparable.

Qu'ils s'inspirent du passé. Qu'ils songent que 1870 a été possible uniquement parce que Napoléon III a laissé la Prusse intervenir en Autriche en 1866. Qu'ils considèrent les « faits » actuels, la division de la France, la force de l'Allemagne, et ils seront effrayés des analogies qui existent entre 1902, 1865 et 1869.

Ainsi envisagée sous sa triple forme, politique, économique et sociale, la « question d'Autriche » apparaît pour la France comme une question majeure. M. Alfred Rambaud, ancien ministre de l'instruction publique, n'exagérait donc rien lorsqu'il écrivait : « L'éventualité du partage de l'Autriche ne tient qu'à un fil, c'est-à-dire à la vie d'un monarque âgé de soixante-dix ans. *Si elle se réalise, il ne s'agira pas de dire que la France est en face du plus grand danger qu'elle ait jamais couru depuis mille ans : non, il s'agira pour elle, à une date très rapprochée, d'être ou de ne plus être.* »

En définitive, la France a un intérêt vital à s'op-

poser à une extension quelconque de l'Allemagne aux dépens de l'Autriche.

C'est en somme la conclusion à laquelle sont arrivés ceux qui ont étudié l'hypothèse de la « Question d'Autriche ».

« Si donc l'Autriche n'existait pas, dit M. Ch. Benoist, l'Europe devrait l'inventer, et puisque l'Autriche existe, l'Europe doit tout faire pour la conserver. » Déjà, avant 1870, Victor Cherbuliez exprimait identiquement la même idée : « Livrer le centre de l'Europe à une ambition obscure, tortueuse et sophistique, qui refuse de se lier, qui s'applique à ne rassurer personne, et dont le rêve est peut-être de s'étendre de la Baltique à l'Adriatique, voilà ce que le bon sens français ne saurait admettre. » « L'existence de l'Autriche est un intérêt européen. La France le sait bien, *elle sait aussi que tout ce qui menace l'Autriche la menace elle-même,* elle sait encore que son gouvernement s'est abusé dans ses calculs (en 1866), elle l'approuve d'en avoir pris philosophiquement son parti, d'avoir fait bonne mine à mauvais jeu, parce qu'après tout erreur n'est pas compte, mais elle désire qu'il ne se trompe pas deux fois. » C'est ce que demandait récemment M. Camille Pelletan. « Une crise et une liquidation qui pourraient ajouter à l'Empire de Berlin toutes les provinces allemandes de l'Empire austro-hongrois créeraient évidemment dans l'Europe centrale une puissance disproportionnée qui consti-

tuerait un péril considérable pour ses voisins. Il y aurait là un vaste remaniement de la carte du monde... Ce sont là de terribles problèmes : ils risquent de se poser à bref délai. Et l'heure où ils se poseront ne sera pas gaie. *Souhaitons qu'on la prévoie, et qu'on agisse en conséquence, soit pour la retarder indéfiniment, soit pour n'être pas pris au dépourvu.* Il y a au delà du Rhin un souverain fort aventureux... Il serait naïf de compter sur lui pour préserver la paix de l'Europe. »

Rien n'est plus certain. La phrase de von Moltke : « Nous sommes assez forts pour assurer la paix de l'Europe », ne reste vraie qu'autant que la politique du gouvernement de Berlin ne menace pas l'existence des grandes nations. Ce serait le cas s'il prétendait intervenir en Autriche.

L'exposé qui vient d'être fait des divers points de vue de chaque État, relativement à l'avenir de l'Europe centrale, a permis de discerner leurs intérêts, et par suite le groupement éventuel des puissances. Si on laisse en dehors de tout classement les États comme l'Angleterre, la Turquie et la Serbie, dont l'orientation est douteuse pour des raisons diverses, on constate que l'Italie et la Roumanie doivent être considérées comme solidaires de l'Empire allemand, et qu'au contraire la France, la Russie et la Bulgarie ont des raisons exceptionnellement graves de vouloir la conservation de l'Autriche.

Toute atteinte à l'intégrité de l'Autriche menaçant la paix européenne et la fortune de la France, l'objectif d'une politique sage doit être de faire en sorte qu'une telle éventualité n'arrive jamais.

Or, il est possible d'empêcher la question d'Autriche de se poser.

Pourquoi et comment?

Pourquoi? Parce que l'agrandissement de l'Allemagne aux dépens de l'Autriche ne s'indique point comme un résultat inévitable de la force des choses. Les intérêts commerciaux de l'Autriche sont opposés à ceux de l'Allemagne. Des frontières naturelles séparent les deux pays. Vienne est une capitale qui ne veut point se soumettre à Berlin, et *l'on n'a pas le droit de parler d'une Autriche allemande quand cette expression désigne un territoire qui contient neuf millions d'Allemands, pour le plus grand nombre antiprussiens, et huit millions de Slaves résolus à défendre leur liberté jusqu'à la mort* (1).

Le caractère artificiel de la campagne pangermaniste établit la vérité de ces assertions. Bien qu'aux dernières élections le nombre des députés prussophiles soit passé de sept à vingt-deux, ils ne représentent encore en Autriche qu'une minorité dont l'action est en opposition complète avec les intérêts et avec les sentiments de l'immense majorité

(1) Je rappelle que, d'après les auteurs pangermanistes, l'Autriche allemande est toute la Cisleithanie, moins la Galicie et la Bukovine.

des Autrichiens. En Allemagne, seule la folie des grandeurs, suscitée par la *Weltpolitik* de l'empereur Guillaume, a permis à l'idée d'une extension de l'Empire vers le Sud de naître et de se développer. Mais, il faut bien le remarquer, si les idées pangermanistes font de l'autre côté du Rhin d'incessants progrès, elles n'ont encore gagné que les classes moyennes, les plus influentes sans doute, mais non les plus nombreuses de la population. La masse du peuple allemand n'est point définitivement conquise. Si l'on parvenait à lui donner le sentiment précis que la politique de Guillaume II la mène à la guerre, son besoin de paix est encore si grand que cette masse pourrait exercer une influence modératrice presque décisive sur la politique du gouvernement de Berlin.

Comment atteindre cet inappréciable résultat?

Simplement en faisant porter à l'alliance de la France et de la Russie toutes ses conséquences.

Ces deux pays disposent en effet des moyens nécessaires pour rendre inefficace toute démarche de l'Allemagne dangereuse pour la paix.

La combinaison permettant d'empêcher les affaires d'Autriche de troubler l'ordre européen comporte la mise en action de deux éléments. L'un est représenté par l'opinion publique en France et en Russie, l'autre par les mesures diverses que les gouvernements de la République et du Tsar doivent savoir prendre.

La guerre du Transvaal a établi avec éclat l'influence grandissante de l'opinion publique en matière de politique étrangère. Si les manifestations d'une opinion publique *éclairée* avaient eu lieu *avant* la guerre, il est presque certain qu'elles auraient empêché l'Angleterre de pousser les choses si loin. Cette leçon de choses ne doit pas être perdue. *Les Slaves d'Autriche sont les Boërs de demain*. La grande puissance de l'opinion en France et en Russie peut les protéger efficacement.

C'est l'opinion publique de Moscou, de Pétersbourg, de Kiev, qui a convaincu Alexandre II de la nécessité pour la Russie de délivrer les Bulgares opprimés par les Turcs. Ce rôle bienfaisant, l'opinion russe peut et doit le jouer encore. Il semble que les sujets du Tsar y inclinent.

L'action méthodique du gouvernement de Berlin pénétrant les Balkans, la Turquie poussant ses chemins de fer jusqu'au golfe Persique donne aux Russes un sentiment sans cesse plus net du danger pangermaniste.

Les *Novosti* (avril 1899) ont accusé l'*Union pangermanique* de travailler ouvertement à l'union de l'Asie Mineure avec l'Allemagne. Le lien existant entre l'action orientale de Guillaume II et les événements de Cisleithanie apparut bientôt. « Le combat des nationalités en Autriche-Hongrie, dit la *Rossia* (décembre 1899), est entré dans une phase extraordinairement grave. De tout temps il a présenté

pour nous un grand intérêt; il s'agit de l'indépendance des Slaves de l'Ouest. Le moment actuel est particulièrement critique. »

Plus récemment (février 1901), les *Novosti* estimaient que le « centralisme » ne saurait plus rétablir l'accord entre Tchèques et Allemands, et qu'il faut en venir au système fédératif en faisant à la Bohême une place analogue a celle concédée en 1867 à la Hongrie. Le *Sviet* (mai 1901) déclarait que l'idée de Pangermanie est dirigée aussi bien contre la Russie que contre l'Autriche. En octobre 1901, le *Novoié Vrémia* reconnaissait l'importance grandissante du courant pangermaniste et constatait que l'archiduc François-Ferdinand a démasqué le but du mouvement *Los von Rom* avec une grande justesse. Déjà, quelques semaines auparavant, le même organe avait conclu : « Les progrès du Pangermanisme épouvantent beaucoup de politiques actifs en France. La marche de l'Allemagne vers la mer Méditerranée les effraye. Sur ce terrain, les intérêts de la Russie et de la France se rencontrent encore. Nous pouvons donc tranquillement aller la main dans la main vers ce but : empêcher les Allemands d'arriver à la mer Méditerranée. » C'est en s'inspirant de cette nécessité qu'en décembre 1901 M. Syromiatnikoff, l'un des publicistes les plus écoutés des cercles russes, préconisait l'idée d'une accession de la Grande-Bretagne à la combinaison franco-russe pour faire échec au péril allemand.

M. de Gorlof, collaborateur très distingué des deux organes plus haut cités, a fort nettement exposé la nature du danger qui s'approche : « L'Allemagne cherche à englober progressivement tout ce qui l'entoure. Elle s'empare peu à peu de l'Europe centrale, du Cattégat au Bosphore, et continue son chemin vers l'Asie et l'Afrique par l'Asie Mineure et la Palestine. En résumé, l'Europe devient sa base d'opérations contre le restant du monde. » M. de Gorlof en déduit la politique à suivre : « Les sympathies de vingt-cinq millions de Slaves en Autriche-Hongrie et en Turquie sont acquises à la France et à la Russie. Il s'agit de convertir ces sympathies en quelque chose de palpable... La grande erreur de la France, comme de la Russie, comme de l'Angleterre, est de ne pas tenir assez compte de l'élément local. Seule l'Allemagne l'apprécie à sa juste valeur, mais elle a beau faire, il lui est hostile. *Cet élément, il ne convient pas de s'en occuper au moment de partir en guerre. Il serait trop tard, et les services qu'il rendrait seraient presque nuls. A l'instar de l'Allemagne, c'est maintenant, c'est tous les jours, c'est en pleine paix qu'il faut s'en occuper.* » Il faut donc aider à la fédération morale des Slaves de l'Europe centrale. « Il y aurait là une barrière de vingt-cinq millions de Slaves appuyés aux deux bouts par la France et la Russie, voire même par l'Italie. Cette barrière serait inexpugnable. On aurait dit à l'Allemagne :

« Tu peux aller jusque-là et pas plus loin. » D'ailleurs, hors de l'Europe, l'Allemagne aurait plus que jamais un champ ouvert à son activité, et l'intérêt des autres nations du continent serait de l'y engager et même de la seconder au besoin. » « La Russie voudrait voir François-Joseph régnant sur une Autriche fédéralisée, amie de la France et de la Russie. »

Voilà ce que souhaitent les Russes dans les hypothèses de paix. Leurs idées dans les hypothèses de guerre ne sont pas moins fixées.

Lorsqu'au Parlement de Vienne le député Türk menaça les Tchèques des troupes de Guillaume II, les *Moskowski Viedémosti* déclarèrent : « Versera-t-on le sang tchèque en Autriche? Les Allemands sont déjà prêts à appeler en Bohême les régiments allemands. *Croient-ils donc que la Russie verrait détruire avec impassibilité des millions de Slaves pour la plus grande gloire de l'Allemagne?* » Plus récemment enfin, un publiciste russe a précisé encore davantage : « Nous savons que l'Allemagne se prépare à annexer à la première occasion favorable les Allemands d'Autriche et à faire un saut jusqu'à Vienne et jusqu'à la mer Adriatique. Si l'Allemagne ne visait que les Allemands d'Autriche, cela ne nous regarderait pas, puisque l'Allemagne, même plus puissante qu'aujourd'hui, ne serait pas dangereuse pour la Russie... *Mais il reste un cas où la Russie pourrait être obligée d'accourir encore une*

fois à l'aide de l'Autriche pour la défendre contre l'Allemagne : c'est celui où l'Allemagne se déciderait à vouloir arracher à l'Autriche les Allemands qui s'y trouvent, car il faudrait par conséquent qu'elle attaquât beaucoup de Slaves et beaucoup de provinces slaves, puisqu'on ne peut arriver au Danube et à l'Adriatique qu'en passant sur des cadavres slaves; c'est justement ce que la Russie ne permettra jamais. »

Ces opinions empruntées à la plupart des grands organes russes établissent que l'opinion des sujets du Tsar est parfaitement préparée à comprendre la grandeur du rôle qu'il lui appartient de remplir.

En France, il pourrait en être de même. Les Français s'intéressent plus que par le passé aux questions extérieures. Sans cesse donc il faut leur rappeler que l'imprévoyance seule a causé Sadowa, dont Sedan a été la conséquence; *que seule une imprévoyance nouvelle peut rendre possible la réalisation des ambitions actuelles des Allemands*. Il faut surtout expliquer aux Français que la simple extension du *Zollverein* allemand à l'Autriche toucherait profondément leur commerce, leur industrie, leurs salaires dans toute l'étendue du territoire français; que l'intervention allemande en Autriche, c'est fatalement la guerre, puisque l'Allemagne en l'absorbant deviendrait une puissance « napoléonienne », et que tout empire « napoléonien » ne peut se soutenir que par la guerre, mettant d'ailleurs les

autres nations dans l'obligation de le détruire par la guerre.

Si les grands organes de la presse française le veulent, ils peuvent rendre à la République le plus signalé des services. Sans doute, les Français sont divisés par leurs querelles intérieures, mais, par un curieux effet de la force des choses, les principaux groupements qui englobent la presque totalité des Français ont des raisons faciles à concevoir d'adopter la même ligne de conduite à l'égard des événements qui se préparent en Europe centrale.

Puisque gouverner, c'est prévoir, les gouvernementaux ne peuvent évidemment pas se refuser à envisager une situation qui met en jeu l'avenir du pays tout entier; l'histoire serait sans pitié pour une semblable inconscience. Les républicains libéraux de la nuance Méline, qui, eux, n'ont jamais séparé la défense de la France de celle de la République, veulent très certainement garantir leur pays contre tout danger extérieur. Le concours des nationalistes n'est pas douteux, puisqu'ils mettent au-dessus de toutes choses la défense des intérêts généraux de la *Patrie française*. Les socialistes, non nationalistes, quelles que soient leur sympathies ou leur école, ne peuvent pas davantage se soustraire à l'obligation d'assurer la masse des ouvriers français contre les suites funestes de l'extension du *Zollverein* à l'Autriche; sinon, ils

démontreraient, avec un éclat dangereux pour leur cause, la vanité de leurs théories. Les antimilitaristes eux-mêmes, groupe peu nombreux, mais disposant de grands moyens, ont, s'ils sont logiques, les raisons les plus fondées de prévenir par un emploi judicieux des forces armées encore existantes la création en Europe centrale d'une puissance militaire qui, de toute nécessité, contraindrait le vieux monde à entrer dans une période de militarisme bien plus pénible encore que celle en cours actuellement. Aucune question ne se pose pour le groupe politique représenté par la ligue dite des « Droits de l'homme ». Il a déjà pris parti, dans la proclamation éloquente qu'il adressa à ses membres lors du passage du président Kruger à Paris : « Nous avons doublement qualité comme Français pour rappeler, à cet égard, une nation amie au respect d'un principe de raison et d'humanité. C'est d'abord la Révolution française qui la première a proclamé ce principe, que nous avons plus tard remis en honneur, au moment de l'annexion de Nice et de la Savoie ; c'est ensuite sa violation barbare qui a noyé contre leur gré, dans le sein d'une nationalité étrangère, quinze cent mille de nos concitoyens.

« La déclaration des Droits de l'homme ne s'explique point, en termes exprès, sur ce droit impérissable d'un peuple à conserver son indépendance ; mais, si elle ne définit que les conditions de la

liberté individuelle, elle s'applique, par identité de raison, à la vie sociale des collectivités.

« *Nous serions autorisés, s'il en était besoin, à y ajouter cet article complémentaire : Le consentement d'un peuple civilisé est indispensable pour changer sa nationalité.* » Cette déclaration si formelle constitue un encouragement pour les Slaves cisleithans et leur garantit un sérieux concours contre les ambitions allemandes.

De même que les partis politiques, les groupes religieux français n'ont aucune raison d'avoir une divergence de vues sérieuse relativement à la « question d'Autriche ».

Sans justifier enfin l'accusation tant de fois portée contre eux de pactiser avec l'étranger, les catholiques ultramontains ne peuvent pas se solidariser avec les catholiques allemands qui, à la suite de Mgr Kopp, favorisent la politique mondiale de Guillaume II. Ils ont donc un motif puissant de se montrer Français d'abord, de même que les sujets catholiques de l'empereur allemand se montrent Allemands avant tout.

Le cas des protestants est un peu différent. La fraction de ceux-ci qui se conduit toujours d'une façon exclusivement nationale se décidera d'après les seuls intérêts français. Quant à ceux qui suivent spécialement les « directions » du *Journal de Genève*, ils s'inspireront évidemment des notes sympathiques publiées par cet organe en faveur

de la Bohême : « ... Il est utile que, de temps à autre, cette preuve soit faite, qu'un peuple ayant conscience de sa valeur arrive toujours par lui-même, et quels que soient les obstacles qu'il ait à surmonter, à se reprendre et à s'affirmer. Il porte en lui la force morale qui lui assurera le triomphe final; il est celui qui ne veut pas mourir, comme aurait dit Barbey d'Aurevilly. La Bohême nous offre ce spectacle d'une nation que, au milieu des pires détresses, l'espérance n'a pas abandonnée, et qui lentement, par un effort opiniâtre et constant, se reconquiert et s'épanouit. » Le *Signal*, organe protestant de Paris, a d'ailleurs formulé très nettement son opinion lors de la lettre retentissante de Mommsen : « Abstraction faite de l'inconvenance, M. Mommsen ne voit-il pas que François-Joseph, empereur d'Autriche, roi de Bohême, roi de Hongrie, doit une sollicitude égale à tous ses sujets, et que rien ne l'autorise à se faire l'apôtre de la culture germanique, à opprimer au nom de dix millions d'Allemands une vingtaine de millions de Slaves? »

Quant aux Israélites, ils se prononceront sans doute contre toute intervention de l'Allemagne en Autriche. Agir autrement serait établir leur solidarité avec les Israélites de l'Europe centrale, qui travaillent, comme on sait, à la réalisation du Pangermanisme. Or, les Israélites français ne peuvent guère commettre une faute aussi grave, au moment

où l'on conteste en France la qualité de leurs sentiments nationaux. Il est ainsi permis d'espérer qu'ils saisiront au contraire avec satisfaction l'occasion remarquable qui s'offre à eux de démontrer la fausseté des accusations dont ils se plaignent.

Si l'on suppose donc que chacun des grands groupements français conforme son attitude aux principes qu'il invoque, aux idées qui lui sont chères et à ses intérêts les plus évidents, il apparaît clairement que le danger naissant en Europe centrale peut devenir l'occasion d'une action commune entre un nombre considérable de Français que les événements récents ont séparés. En politique, il est vrai, les hommes se laissent guider moins par la logique que par leurs passions; aussi est-il évident que l'unanimité d'opinion qui se laisse théoriquement concevoir ne se réalisera jamais en pratique. Cela, d'ailleurs, importe peu. Les éléments français disposés à se prononcer nettement en faveur d'une cause qui implique à la fois la défense des intérêts nationaux, de la paix et de la justice, sont de beaucoup les plus nombreux; par suite, la possibilité existe de dégager rapidement en France, relativement aux affaires d'Autriche, un très puissant courant d'opinion.

Déjà on peut en constater les éléments. Ce courant naissant se rencontre d'ailleurs avec celui existant en Russie, chez les quinze millions de Slaves d'Au-

triche et même chez la majorité des sujets allemands de François-Joseph. On voit donc qu'une incomparable puissance d'opinion est en formation en France, en Autriche et en Russie. Ce qui vient de se passer en faveur des Boërs montre quelle pourrait être l'influence d'une opinion publique ainsi organisée. Il est, par exemple, évident que si la majorité de l'opinion européenne se prononçait contre toute violation des droits des peuples de l'Autriche, une pareille manifestation donnerait une autorité considérable à cette grande quantité de sujets de Guillaume II qui s'oppose encore à sa dangereuse politique mondiale. Certes, il ne faut pas se faire d'illusions. La presse allemande est à peu près entièrement entre les mains du gouvernement de Berlin. On l'a bien vu lors du voyage du président Krüger à Cologne. Le brusque arrêt de la campagne commencée par la presse d'outre-Rhin à propos de l'affaire Krozig en est une preuve nouvelle. Il n'est donc pas douteux que si la presse en reçoit l'ordre, le peuple allemand ne reconnaîtra que très imparfaitement la réprobation qui atteint à l'étranger les projets inadmissibles de son souverain. Mais si, pour cette cause, le résultat du courant d'opinion franco-russe reste douteux, il est un autre résultat qui, celui-là, est absolument certain.

En effet, dès que l'opinion dominante aura manifesté avec une force et une suite suffisantes son

opposition à une nouvelle extension continentale de l'Allemagne, le gouvernement de Berlin se trouvera dans l'obligation absolue de dévoiler ses véritables intentions; il devra choisir entre deux alternatives : ou bien, voulant témoigner de sa correction et dissiper toutes les défiances, il dissoudra les associations dangereuses pour la paix et il arrêtera net, par les puissants moyens dont il dispose, la propagande pangermaniste sur son territoire et, par suite, en Autriche; ou bien il conservera son attitude actuelle et il démontrera d'une façon indubitable que toutes les craintes sont fondées, que le péril est imminent. Ce sera alors aux gouvernements qui ont des raisons vitales de vouloir le maintien du *statu quo* continental à entrer en scène. Or, il suffit aux deux gouvernements de Paris et de Pétersbourg d'envisager à leur point de vue le problème autrichien et de se rappeler ce mot du prince de Bismarck : « Qui sera maître de la Bohême sera maître de l'Europe », pour que l'évidence et la grandeur des intérêts en présence déterminent entre eux un accord décisif; il permettrait, comme on va voir, de faire face victorieusement à toutes les éventualités, quelles qu'elles soient.

Quelle peut être en effet la formule de l'accord des cabinets de Paris et de Pétersbourg relativement aux affaires d'Autriche? Elle se dégage de la situation même.

On a vu que des mesures successives telles que l'exclusion de la Galicie et l'entrée de l'Autriche dans l'Union douanière allemande supposent une intervention déguisée de l'Allemagne dans les affaires de l'Autriche, et que ces mesures aboutiraient à la mainmise finale de l'Empire allemand sur la plus grande partie de la Cisleithanie. L'entente de la France et de la Russie doit donc viser tous les cas susceptibles de porter atteinte à l'intégrité de l'Autriche, *lentement ou soudainement, dans la paix ou dans la guerre.* S'ils veulent obtenir ce résultat, les gouvernements français et russe n'ont qu'à tenir fermement ce langage identique : « Il existe des difficultés en Autriche, mais elles sont purement internes. Tenant à la paix, nous voulons éviter toutes les causes de guerre. Nous n'interviendrons donc pas, mais nous entendons qu'aucune autre puissance n'intervienne en Cisleithanie *sous une forme quelconque.* »

La non-intervention générale et absolue : telle doit donc être la formule de l'accord de la France et de la Russie relativement à l'Europe centrale. Ce point posé, on conçoit logiquement ce qu'il reste à faire.

Le gouvernement de Berlin travaille politiquement à détruire l'Autriche; la France et la Russie doivent travailler politiquement à la consolider. Ces deux États peuvent y parvenir sans avoir à vaincre de grandes difficultés.

La première nécessité pour les deux gouvernements est d'être exactement renseignés sur l'état de la propagande pangermaniste. Or, il n'est pas démontré que l'organisation officielle des ambassades qui fonctionne actuellement à Vienne soit suffisante. Ce n'est point dans les salons officiels de la Hofburg, ni dans ceux de l'aristocratie viennoise qu'on peut « apprendre » l'Autriche. Prague, Léopol, Cracovie, Innsbruck, Brünn, Gratz, Trieste, sont des centres ayant chacun leurs points de vue différents. C'est seulement en les connaissant tous qu'on peut avoir politiquement une vue panoramique de la Cisleithanie. Il y aurait donc lieu, pour la diplomatie franco-russe, de développer son service de « renseignements ». A côté de cette tâche commune aux deux gouvernements, il en est une autre qui incombe plus particulièrement à celui du Tsar.

Si, depuis 1867, François-Joseph a toujours reculé au moment d'établir le « fédéralisme », c'est qu'il s'est senti constamment isolé et exposé aux coups du Hohenzollern de Berlin. *Mais si le rapprochement déjà commencé entre Vienne et Pétersbourg devenait plus étroit, si le Tsar faisait comprendre à la Burg que, d'accord avec la France, il est résolu à garantir l'Autriche contre toute immixtion berlinoise, la situation ancienne n'existerait plus, et le souverain autrichien pourrait enfin agir avec une liberté qui lui est inconnue depuis Sadowa.*

Ces mesures d'ordre diplomatique, si importantes soient-elles, ne constituent encore que la partie accessoire de ce qu'il convient de faire.

Dès 1842, Bismarck a voulu l'annexion de l'Alsace ; von Moltke a rédigé son plan d'attaque contre le Danemark en décembre 1862, et en 1860, donc six années avant l'action, comme l'établit le général von der Goltz, il a préparé militairement toutes les hypothèses susceptibles de naître d'une guerre avec l'Autriche.

Ces précédents, joints aux enseignements si nets de la campagne pangermaniste et des armements allemands, autorisent à considérer comme certain que tous les plans d'invasion de la Cisleithanie existent actuellement à Berlin dans les bureaux du grand état-major. On doit donc, à Paris et à Pétersbourg, s'inspirer du sage conseil donné aux députés du Reichstag par le général von Gossler, ministre de la guerre prussien en 1899 : « Ni la grandeur des États, ni l'improvisation, ni l'enthousiasme, ni le fanatisme, ne peuvent remplacer les préparatifs soigneusement faits pendant la paix. »

Ceci revient à dire que toutes les hypothèses stratégiques auxquelles peuvent donner lieu les événements d'Europe centrale doivent être minutieusement prévues par les états-majors français et russe, de telle sorte qu'au moment décisif l'on puisse éviter cette perte de temps dont j'ai signalé

plus haut les irrémédiables conséquences. Aucune hésitation ne serait alors possible, et l'ordre de mobiliser l'armée allemande lancé par Guillaume mobiliserait, en quelque sorte automatiquement, l'armée russe et l'armée française.

Cette prévision de toutes les opérations militaires susceptibles de devenir nécessaires est d'ailleurs le plus sûr moyen de n'avoir pas à les exécuter. C'est ce qu'établit l'évaluation des forces pouvant être mises en ligne par les États dont l'action pour ou contre l'Autriche doit être considérée comme certaine.

On a vu dans le chapitre précédent que les plus grandes vraisemblances permettent d'admettre que l'Allemagne entraînerait l'Italie et la Roumanie avec elle, et que, d'autre part, dans ces conditions, il serait on ne peut plus facile à la France et à la Russie de décider la Bulgarie à mobiliser. Cette coopération ne doit pas être dédaignée : l'armée bulgare présente les plus sérieuses qualités militaires, et sa mission tout indiquée serait de neutraliser l'armée roumaine.

On conçoit donc l'existence de deux groupes d'États. L'un, formé de l'Allemagne, de l'Italie et de la Roumanie, aurait pour objectif la destruction de l'Autriche; l'autre, constitué par la France, la Russie et la Bulgarie, voudrait assurer le respect de l'intégrité de l'Autriche. Le tableau ci-dessous résume d'après les recueils militaires les plus auto-

risés les effectifs susceptibles d'être mobilisés par ces diverses puissances.

	Ier GROUPE			IIe GROUPE		
	Allemagne	Italie	Roumanie	France	Russie	Bulgarie
Fusils . . .	1.863.000	907.000	207.000	1.250.000	1.792.000	188.000
Sabres . . .	105.000	22.000	8 000	70.000	195.000	8.000
Canons de campagne.	5.604	1.710	384	5.000	5.348	375
	TOTAUX :			TOTAUX :		
	Fusils . . .	2.977.000		Fusils. . . .	3.230.000	
	Sabres. . .	135.000		Sabres . . .	273.000	
	Canons . .	7.698		Canons . . .	10.723	
	Excédent en faveur du groupe franco-russo-bulgare :					
	Fusils	253.000				
	Sabres	138.000				
	Canons	3.025				

De ce tableau, il résulte que le groupe franco-russo-bulgare disposerait avec certitude d'une sérieuse supériorité d'effectifs sur la coalition germano-italo-roumaine, dont la situation militaire serait par suite évidemment défavorable. D'autres circonstances viendraient encore l'aggraver.

On peut bien admettre qu'approuvant les dangereuses conceptions de M. Chamberlain, l'Angleterre puisse consentir à l'extension de l'Allemagne vers le Sud, mais on ne conçoit pas volontiers que la Grande-Bretagne favorise de ses armes une telle

extension. Le neutralité bienveillante du cabinet de Saint-James, tel est, semble-t-il, le maximum de ce que peut espérer le cabinet de Berlin.

Mais, même si les Anglais prêtaient à l'Empire allemand le concours de leurs flottes contre la France et la Russie, il n'en est pas moins certain que les Allemands n'en tireraient qu'un profit relativement faible. Un fait, en effet, domine à ce point de vue le problème militaire : l'armée anglaise a fondu dans la guerre du Transvaal, et, quoi qu'elle fasse, la Grande-Bretagne est condamnée à ne plus avoir avant longtemps de troupes de débarquement. Conséquemment, durant une période dont il est encore impossible de prévoir le terme, sa flotte sera réduite à faire la police des mers et des bombardements, dont l'effet moral est important peut-être, mais dont l'inefficacité technique est notoire. Si les colonies françaises sont convenablement armées, pourvues de matériel, d'hommes et de munitions; si les points essentiels des côtes françaises sont bien défendus, et il dépend uniquement du gouvernement de la République qu'il en soit ainsi, la flotte anglaise sera impuissante à exercer une action décisive sur le sort final des opérations. Les Allemands qui réfléchissent avec sang-froid s'en rendent bien compte : « L'Allemagne, disaient les *Nouvelles de Hambourg* en décembre 1900, si elle s'allie avec l'Angleterre, a contre elle la Russie et la France. Elle s'expose,

par conséquent, à l'éventualité d'une guerre sur les deux fronts, et, dans ce cas, la flotte anglaise ne lui serait pas d'un grand secours, en admettant même que l'Angleterre voulût lui venir en aide. »

Au contraire, le groupe franco-russo-bulgare, disposant déjà d'effectifs supérieurs, serait à peu près certain de recevoir des renforts d'une importance considérable.

Les Allemands de l'Empire ne se font pas d'illusions sur la solidité des troupes autrichiennes. « Les démonstrations des Tchèques et des Magyars pour les Français, des Slaves du Sud pour les Russes, doivent être considérées par leurs alliés comme des symptômes périlleux dans le cas d'une guerre de l'État du Danube avec un pays quelconque... Si l'Autriche devait combattre de concert avec l'Allemagne, on peut penser avec quel enthousiasme et quelle hâte les régiments tchèques, pleins de haine pour tout ce qui est allemand, se porteraient au secours de leurs camarades allemands. » Ces appréciations peu suspectes, jointes à ce que l'on sait déjà, permettent de prévoir ce qui pourrait arriver, si l'Autriche avait à combattre non plus de concert avec l'Allemagne, mais si l'Autriche était attaquée par elle. L'armée de François-Joseph est composée :

Pour les 4/10 de Slaves,
Pour les 3/10 d'Allemands,
Pour les 2/10 de Magyars,

Pour 1/10 de Latins.

Or, pour des raisons déjà exposées, les Magyars ne peuvent pas aider les Hohenzollern à s'étendre jusqu'à Trieste. Il serait difficile aux 3/10 d'Allemands qui, en majorité, sont anti-prussiens, de se joindre aux Allemands de l'Empire qui viendraient les attaquer, et même si on l'admet contre toute vraisemblance, dans ce cas les troupes slaves de François-Joseph, soit les 4/10, aideraient certainement de tout leur pouvoir les adversaires des Allemands de l'Empire. Sans doute ces troupes slaves n'ont, en général, que des officiers allemands; mais si les Russes avaient la prévoyance de surpeupler les cadres de leur armée de Kiev, les officiers qui seraient en excédent pourraient en venant à la rencontre des troupes de Guillaume II entrées en Bohême encadrer rapidement les troupes slaves de François-Joseph, heureuses de lutter avec les soldats du Tsar contre l'ennemi commun. La valeur de ce renfort serait considérable. *Autant il est vrai de dire qu'une armée autrichienne seule aux prises avec l'armée allemande est vouée à une destruction inévitable, autant il est exact d'admettre que sa valeur militaire serait des plus sérieuses si son action s'ajoutait à celle des armées russe et française.*

Aussi, dans cette hypothèse, — et il dépend des états-majors français et russe de la faire naître, — non seulement l'Allemagne attaquant l'Autriche

pourrait être prise à l'Est et à l'Ouest, mais elle se heurterait encore au Sud à une résistance opiniâtre. L'Empire allemand serait conséquemment enserré dans la plus formidable des étreintes. Cette éventualité, techniquement possible, entraîne par son évidence même d'autres conséquences.

Tout d'abord, elle est de nature à inspirer une sage circonspection aux alliés éventuels de l'Allemagne, la Roumanie et l'Italie, circonspection qui pourrait avoir ses effets avant ou après la déclaration de guerre. Il importe d'ailleurs de remarquer que si ces États n'observaient pas la réserve justifiée par les circonstances si dangereuses de la lutte où voudrait les entraîner l'Allemagne, la coopération militaire de l'Italie et de la Roumanie ne serait pas pour l'Empire allemand d'une bien sérieuse efficacité. L'armée roumaine peut être immobilisée par l'armée bulgare, qui est excellente, et par un corps d'armée russe posté en Bessarabie. Quant à l'armée italienne, elle ne peut que contraindre la France à maintenir un certain nombre de corps d'armée dans le Sud-Est du territoire de la République; des techniciens fort autorisés soutiennent même que, depuis l'achèvement du système défensif des Alpes, des troupes françaises relativement peu nombreuses suffiraient à faire obstacle à toute invasion italienne. Cette situation si nettement avantageuse de la coalition franco-russo-bulgare aurait en outre un autre résultat

militaire : celui d'encourager à prendre une attitude offensive les États hésitants qui, comme le Danemark et la Serbie, ont tant de raisons de se ranger du côté de la France et de la Russie. Il est incontestable que cet ensemble d'éventualités graves et cependant à peu près certaines compliquerait singulièrement la tâche de l'empereur allemand. Une fois les hostilités ouvertes, comment maintiendrait-il en bon état le moral de son peuple si nécessaire au succès final? Le problème paraît difficilement soluble.

Ce n'est pas tout.

La guerre moderne est soumise, de plus en plus, à des exigences économiques d'une extrême complexité. Le sort des armes peut dépendre du bon ou du mauvais ravitaillement des armées d'opération. Or, une Allemagne attaquant l'Autriche, ayant à faire front contre la France et la Russie, éprouverait pour nourrir ses troupes et sa population civile les plus grandes difficultés. Un écrivain militaire français, ne faisant allusion qu'à une guerre de la Triplice contre la Duplice, *par conséquent à une hypothèse moins désavantageuse,* estime que le ravitaillement de l'Empire allemand serait des plus pénibles : « L'Allemagne importe chaque année pour plus d'un milliard et demi de produits de consommation et pour plus d'un milliard et demi de matières nécessaires à son industrie. Son commerce avec la Russie et la France disparaissant au

moment des hostilités, elle serait obligée d'avoir recours, pour la subsistance de sa population et l'approvisionnement de ses usines, aux pays d'outre-mer. Les petits États neutres dont elle est entourée, Danemark, Belgique, Hollande, ne paraissent pas en mesure de combler le déficit dans une guerre de quelque durée. » C'est ce que reconnaît le Dr Hasse : « Si nos rivaux de l'Est et de l'Ouest s'unissaient pour nous boycotter, il s'agirait vraiment alors d'un combat pour la vie. » Or, le boycottage économique serait une conséquence inéluctable de la guerre. Dans le cas envisagé, l'Allemagne n'aurait en effet, pour se ravitailler, que la mer du Nord, où la flotte française pourrait tout au moins gêner considérablement l'arrivée des convois de vivres. Par contre, au point de vue des subsistances, la situation de la France et de la Russie serait excellente. La Russie a pour s'alimenter tous les pays d'Asie. La France vit presque sur elle-même. Elle n'a besoin que de faibles excédents, et même si les Anglais parvenaient à bloquer toutes ses côtes, opération gigantesque, la France pourrait encore recevoir d'Espagne les subsistances nécessaires.

En définitive, toute tentative d'action de l'Empire allemand contre l'Autriche peut se heurter à des difficultés militaires, politiques et économiques telles qu'une pareille entreprise aboutirait presque fatalement à un désastre certain. Or, si un coup

de force allemand contre l'Auriche présente *encore actuellement* des chances sérieuses de succès, c'est uniquement *parce que les éléments d'opposition à une extension continentale de l'Allemagne qui existent latents sur le sol de l'Europe n'ont pas une conscience suffisante de leurs forces et ne sont pas fédérés entre eux.* C'est à l'opinion publique des Français et des Russes à se pénétrer de ce fait capital et à décider leurs gouvernements à prendre au plus tôt les mesures préservatrices.

Du jour où les cabinets de Paris et de Pétersbourg auront su grouper toutes les forces qui s'offrent à eux, du jour où ils seront prêts à tirer parti de tous les avantages que le temps leur a ménagés, ils auront protégé l'Europe contre tout éclat de la dangereuse politique de Guillaume II; et si, contre toute sagesse, l'ambition pangermaniste l'emportait, ce ne serait alors ni la France ni la Russie qui auraient à supporter les terribles conséquences des batailles perdues.

Il suffit d'ailleurs que ce résultat apparaisse comme à peu près certain pour que les éventualités belliqueuses deviennent les moins probables. Du moment où il serait notoire que les troupes du Tsar et de la République auraient à combattre avec le maximum de chances de succès, il est certain que le peuple allemand lui-même exercerait sur son empereur une forte pression en faveur de la paix; la folie des grandeurs qui règne à Berlin

s'apaiserait graduellement, la sécurité reviendrait en Europe, et l'évolution naturelle de l'Autriche pourrait se terminer.

En effet, les Prussophiles, cessant de trouver à Berlin le soutien qui les a fait vivre, deviendraient impuissants en Cisleithanie. Cela ne fait aucun doute. Les auteurs du mouvement pangermaniste le reconnaissent implicitement : « En fait, si les Allemands d'Autriche ne peuvent compter que sur eux, ils auront à supporter bien des années encore la peine de leur misère. ... Je crois que la compression des Tchèques par les Autrichiens est à peine possible sans une aide étrangère. » Certes, le calme intérieur ne se fera pas immédiatement en Cisleithanie. De même que l'Autriche a été troublée de 1859 à 1867 en passant du régime absolutiste au régime dualiste, de même il y aura bien des difficultés à résoudre avant de réaliser le « fédéralisme ». Mais peu importe. L'avantage d'avoir rendu les crises internes de la Cisleithanie inoffensives pour la paix européenne serait suffisant. Finalement, d'ailleurs, la force des choses amènerait la solution fédérale. L'Autriche serait alors cristallisée sous une forme moderne.

Tout esprit droit doit souhaiter cet aboutissement des événements de Cisleithanie. C'est l'intérêt de la liberté, puisque le « fédéralisme » est la seule forme d'État qui assure le respect des droits des peuples autrichiens; c'est l'intérêt de l'huma-

nité, car la Prusse montre actuellement en Posnanie comment elle traite les peuples qu'elle a conquis; c'est l'intérêt de la justice, car c'est en son nom que les Slaves cisleithans font leurs revendications. « Aucun d'entre eux, dit le Dr Kramarsch, ne veut porter atteinte aux droits légitimes de la nationalité allemande, mais la majorité des peuples de l'Autriche ne veut plus de privilèges pour la minorité. Ils se bornent à dire : Pas de nations privilégiées, l'Autriche à tous ses peuples. » C'est enfin l'intérêt de la paix. L'Autriche est un État pacifique, mais l'influence mauvaise de la cour de Berlin sur la cour de Vienne peut encore la pousser dans des complications orientales. Le « fédéralisme » mettrait obstacle à ce dernier danger. Les peuples de Cisleithanie se neutralisant les uns par les autres, ayant surtout à s'occuper sur leur propre sol de questions économiques et sociales, pourraient témoigner efficacement de leur répugnance pour les grandes acquisitions territoriales. L'Autriche deviendrait alors un modérateur des ambitions allemandes d'une puissance extrême, et avec une force encore plus grande que par le passé elle resterait la clef de voûte de l'édifice européen.

Or, que faut-il pour assurer au monde tous ces bénéfices? *Simplement la volonté de prévoir à temps.*

S'il est vrai qu'actuellement un danger redoutable menace l'Europe, tous les moyens existent

d'y parer. C'est aux Français et aux Russes, au Tsar et au gouvernement de la République qu'il appartient d'empêcher la « question d'Autriche » de jamais se poser. Il dépend d'eux d'assurer aux peuples, pour une période nouvelle, ce bien suprême : la paix.

FIN

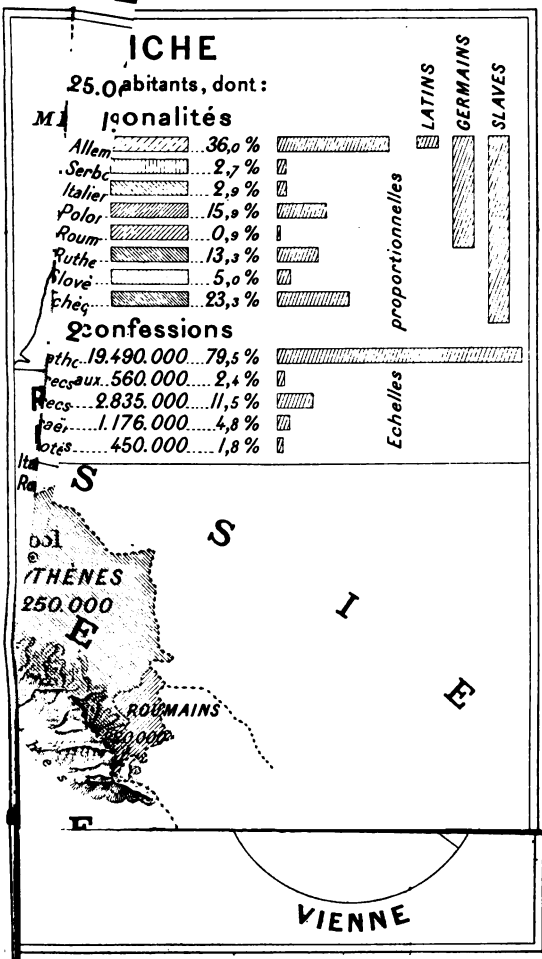

ICHE
25.0 abitants, dont :
onalités
Allem 36,0 %
Serbo 2,7 %
Italier 2,9 %
Polor 15,9 %
Roum 0,9 %
Ruthe 13,3 %
Slovè 5,0 %
Chèq 23,3 %
confessions
19.490.000 79,5 %
aux 560.000 2,4 %
2.835.000 11,5 %
1.176.000 4,8 %
450.000 1,8 %
LATINS
GERMAINS
SLAVES
proportionnelles
Echelles
THÈNES
250.000
ROUMAINS
VIENNE

TABLE DES MATIÈRES

Pages.
PRÉFACE I
APERÇU GÉNÉRAL DE L'OUVRAGE XXIII
INTRODUCTION XXV

CHAPITRE PREMIER

LE MOUVEMENT PANGERMANISTE, p. 1.

I. Théorie génératrice, p. 2. — II. Causes de son succès, p. 9. — III. La propagande, p. 19.

CHAPITRE II

L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT DE BERLIN, p. 55.

I. Sympathies et propagande officielles, p. 55. — II. Guillaume II et le Pangermanisme, p. 60. — III. Les récentes mesures militaires, p. 70. — IV. Tendances de la politique générale de l'Empire, p. 81.

CHAPITRE III

L'AUTRICHE VRAIE, p. 88.

I. Esquisse historique, p. 90. — II. Les forces de conservation, p. 95. — III. Les tendances de l'évolution politique, p. 126. — IV. Formule de l'Autriche actuelle, p. 138.

CHAPITRE IV

LA PROPAGANDE PRUSSOPHILE EN AUTRICHE, p. 140.

I. Les procédés, p. 140. — II. Les résultats, p. 155.

CHAPITRE V

LA QUESTION D'AUTRICHE PEUT SE POSER, p. 166.

I. Constatation du danger, p. 166. — II. Sa nature, p. 169.

CHAPITRE VI

CE QUE SERAIT L'ALLEMAGNE AGRANDIE DE L'AUTRICHE, p. 205.

I. Territoire. Marine. Armée, p. 206. — II. Rayonnement économique, p. 207. — III. Rayonnement politique, p. 209.

CONCLUSION

LA SOLUTION PRÉSERVATRICE, p. 221.

CARTES

Fac-similé extrait du *Manuel de géographie de* G. Brust et H. Berdrow, p. 58.
Les nouvelles fortifications allemandes, p. 74.
Le royaume de Bohême, p. 195.
Ce que serait l'Allemagne agrandie de l'Autriche, p. 219.
L'Autriche vraie, p. 275.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie

Rue Garancière, 8

1,75 - Q
,20 - A
1,50 - N
,25 - K
1,00 - B
,20 - S

4,00
[illegible]

[illegible]

MAR 21 1935